

THE GAZETTE.COM : Montreal anticapitalist rally on 1st may 2011, photos by bryanna Bradley – Sunday, May 01, 20115
 LE DEVOIR : Les travailleurs dans la rue à Montréal – Lundi 02 mai 2011.....7
 THE GAZETTE : Cops stop May Day march – Monday, May 02, 20117
 RUEFRONTENAC.COM : Les étudiants préparent une grève générale - Mise à jour le Lundi, 25 avril 2011 19:45.....7
Commentaires (18)**8**
 RUEFRONTENAC.COM : Congrès du PQ – Le gel des frais de scolarité jusqu'à l'adoption d'une loi-cadre - Mise à jour le Samedi, 16 avril 2011
 17:579
 CYBERPRESSE : Le PQ ramène l'idée d'un gel des droits de scolarité – Samedi 16 avril 201110
 LE DEVOIR : 1ère page : XVIe congrès - Le PQ risque de se déchirer sur les droits de scolarité : La CAQ de François Legault prendra position en
 début de semaine – Lundi 11 avril 201110
Vos réactions.....**11**
Manifestation 31 mars 2011.....**11**
 LE DEVOIR : En bref - Bras cassé durant l'occupation étudiante – Samedi 02 et Dimanche 03 avril 2011.....11
 CYBERPRESSE : Manifestation étudiante: une femme bousculée par un policier - Mis à jour à 12h3111
 RUEFRONTENAC.COM : La police met fin à une manifestation étudiante - Mise à jour le Vendredi, 01 avril 2011 08:5211
Commentaires (12)**12**
 LE DEVOIR : 1ère page : Droits de scolarité : Le centre-ville de Montréal pris d'assaut- Vendredi 1er avril 201115
 LE DEVOIR : 1ère page : Hausse des droits de scolarité - 2000 étudiants ont pris d'assaut le centre-ville de Montréal : Cinq arrestations ont été
 effectuées par la police – Vendredi 1er avril 201116
 LE DEVOIR : Manifestations 31 mars : Photos Jacques Nadeau – Vendredi 1er avril 201116
 LA PRESSE : Hausse des droits de scolarité: une manifestation tourne au vinaigre – Vendredi 1er avril 2011.....16
 LE NOUVELLISTE : Brasse-camarade à l'UQTR – Vendredi 1er avril 201117
 LA TRIBUNE : Le Cégep paralysé par une grève étudiante – Vendredi 1er avril 2011.....17
 24 HEURES : Hausse des frais de scolarité : Les étudiants descendent dans les rues du centre-ville de Montréal – Vendredi 1er avril 201117
 24 HEURES : 1ère page : De la contestation pacifique à la charge policière – Vendredi 1er avril 201118
 24 HEURES : Ça ne changera rien, selon Line Beauchamp – Vendredi 1er avril 2011.....18
 MÉTRO : 1ère page : Une manifestation mouvementée – Vendredi 1er avril 201118
 JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : 2000 personnes dans la rue : La police disperse des protestataires qui s'en prenaient à l'édifice de Loto-
 Québec – Vendredi 1er avril 201121
 THE GAZETTE: Protest against proposed tuition hikes starts calm but ends with tear gas, charges – Friday, April 01, 201121
 THEGLOBEANDMAIL.COM : At least three people arrested in Montreal as students protest tuition fees - Last updated Thursday, Mar. 31, 2011
 4:45PM EDT22
14 comments.....**22**
 RADIO-CANADA : Des milliers d'étudiants manifestent à Montréal - Mise à jour le jeudi 31 mars 2011 à 20 h 5122
 RADIO-CANADA : Mauricie : Hausse des droits de scolarité : Une mesure qui nuirait aux étudiants - Mise à jour le jeudi 31 mars 2011 à 16 h 56
23
Les commentaires (2).....**23**
 RUEFRONTENAC.COM : Du poivre de Cayenne pour repousser les manifestants - Mise à jour le Jeudi, 31 mars 2011 16:2423
Commentaires (9)**23**
 LEJOURNALDEMONTREAL.CANOE.CA : Hausse des frais de scolarité : Ça brasse dans la rue – Jeudi 31 mars 2011, à 14h3224
 CYBERPRESSE : Débrayage des étudiants pour contester la hausse des frais de scolarité - Mis à jour jeudi 31 mars 2011, à 09h01.....24
 LE SOLEIL : En bref : Étudiants en grève – Jeudi 31 mars 201125
 MÉTRO : Grève estudiantine – Jeudi 31 mars 201125
 24 HEURES : Une autre manif-tation étudiante prévue à Montréal – Jeudi 31 mars 201125
 RADIO-CANADA : Estrie : Les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières manifesteront contre le budget Bachand jeudi - Mise à jour le
 mercredi 30 mars 2011 à 17 h 5325
Les commentaires (1).....**25**
 RADIO-CANADA : Estrie : Le Cégep de Sherbrooke sera paralysé jeudi par une grève étudiante - Mise à jour le mercredi 30 mars 2011 à 15 h 59
25
 CYBERPRESSE : Frais de scolarité: 60 000 étudiants débrayeront jeudi - Mis à jour le 30 mars 2011 à 15h36.....25
 LA TRIBUNE : La grogne monte chez les étudiants – Mardi 29 mars 201126
 LE NOUVELLISTE : Des cours même s'il y a grève à l'UQTR – Mardi 29 mars 201126
 RADIO-CANADA : Estrie : D'autres étudiants de l'Université de Sherbrooke débrayeront jeudi - Mise à jour le lundi 28 mars 2011 à 18 h 34.....26
Les commentaires (3).....**26**
Autres manifestations**27**
 LE DEVOIR : Manifestation étudiante... téléphonique! – Vendredi 15 avril 201127
 LE DEVOIR : Manifestation d'étudiants au colloque régional du Parti libéral du Québec - Les libéraux demeurent intraitables sur la hausse des
 droits de scolarité – Lundi 04 avril 201127
 LA PRESSE : Des étudiants manifestent au 4e colloque du PLQ – Lundi 04 avril 201127
 LE SOLEIL : Le gouvernement inflexible – Lundi 04 avril 2011.....28
 MÉTRO : Les étudiants talonnent Charest – Lundi 04 avril 201128
 24 HEURES : Manifestation étudiante au colloque libéral – Lundi 04 avril 201128
 THE GAZETTE: Field Boucherville trip to Boucherville – Monday, April 04, 201129
 RUEFRONTENAC.COM : Manifestation étudiante au colloque du PLQ - Mise à jour le Dimanche, 03 avril 2011 18:1629
Commentaires (2)**29**
 RADIO-CANADA : Colloque du PLQ : Des étudiants manifestent contre la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le dimanche 3 avril 2011 à
 19 h 3930
 LE SOLEIL : DES ÉTUDIANTS LAISSENT LEURS TRACES AU BUREAU DE MICHEL PIGEON – Vendredi 1er avril 201130
 LE DEVOIR : Les droits de scolarité s'envolent – Jeudi 31 mars 201130
 LA PRESSE : DES AVIONS DE PAPIER POUR MANIFESTER – Jeudi 31 mars 201131
 CYBERPRESSE / LE SOLEIL : Manif aux croûtons à l'ail au bureau du député Michel Pigeon - Mis à jour le 31 mars 2011 à 15h0531
 LE DEVOIR / CYBERPRESSE: Hausse des droits de scolarité - Les étudiants de la FECQ manifestent au colloque du PLQ – Lundi 28 mars 2011 -
 Mis à jour le dimanche 27 mars 2011 à 13h5732
 LE DROIT : Les étudiants se font entendre – Lundi 28 mars 201132
 RUEFRONTENAC.COM : Les étudiants s'activent pour dénoncer la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le Vendredi, 25 mars 2011 19:0732
 LE DEVOIR : En bref - Les étudiants manifestent contre le budget Bachand – Vendredi 25 mars 201133
 LA PRESSE : Manifestation agitée aux bureaux du ministre Bachand – Vendredi 25 mars 201133
 LE SOLEIL : Première journée de grève étudiante en vue – Vendredi 25 mars 201133
 LE NOUVELLISTE : Grève: l'Université prendra position lundi – Vendredi 25 mars 201134



LA TRIBUNE : Les étudiants votent pour une grève d'un jour – Vendredi 25 mars 2011.....	34
LE QUOTIDIEN : Manifestation étudiante – Vendredi 25 mars 2011	34
LE JOURNAL DEMONTREAL/24hmontreal.CANOE.CA : Les étudiants protestent encore contre le budget Bachand – jeudi 24 mars 2011, à 19h52, à 19h55	34
RADIO-CANADA : Une manifestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité se solde par un blessé – Mise à jour le jeudi 24 mars 2011 à 17 h 17	34
RADIO-CANADA : Mauricie : L'Université du Québec à Trois-Rivières sera en grève le 31 mars pour protester contre le budget Bachand - Mise à jour le jeudi 24 mars 2011 à 11 h 53.....	35
LE NOUVELLISTE : Journée de grève pour les étudiants de l'UQTR – Jeudi 24 mars 2011	35
LE DEVOIR : Hausse des droits de scolarité - La FECQ trouble le congrès des jeunes libéraux – Lundi 21 mars 2011.....	35
LA PRESSE / LE SOLEIL : Des cégépiens perturbent une assemblée des jeunes libéraux – Lundi 21 mars 2011	35
LE NOUVELLISTE : Les étudiants prêts à aller jusqu'à la grève générale – Lundi 21 mars 2011	35
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Des manifestants perturbent l'assemblée des jeunes libéraux – Lundi 21 mars 2011.....	36
RADIO-CANADA : Montréal : Éducation : La FECQ se mobilise contre la hausse des frais de scolarité - Mise à jour le dimanche 20 mars 2011 à 15 h 13	36
LE SOLEIL : Hausse «raisonnable», selon les jeunes libéraux – Dimanche 20 mars 2011	37
CYBERPRESSE : Hausse des frais de scolarité: la FECQ prépare ses actions - Publié le 19 mars 2011 à 15h34 Mis à jour le 19 mars 2011 à 15h48	37
LE DEVOIR : Hausse des droits de scolarité - Appel à la mobilisation étudiante – Samedi 19 mars 2011	37
Éditorial, Idées, Chronique.....	38
LE DEVOIR : Idées : Droits de scolarité - Le PQ optera-t-il pour le gel des droits?, par Louis-Philippe Savoie – Président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et Léo Bureau-Blouin - Président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) – Vendredi 15 avril 2011	38
LE DEVOIR : Idées : Congrès du Parti québécois - L'éducation doit devenir un projet national, par un Collectif d'auteurs – Lundi 11 avril 2011....	38
LA PRESSE : Chronique : Une bataille d'arrière-garde, par CLAUDE PICHER – Samedi 09 avril 2011	39
LA PRESSE : Chronique : Des raisons de s'indigner, par RIMA ELKOURI – Jeudi 07 avril 2011	40
LE DEVOIR : Idées : Enseignement supérieur - La raison en colère, par Denis Bilodeau - Chercheur indépendant s'intéressant à l'histoire intellectuelle et Senior Associate au Collège d'études avancées Clare Hall de l'Université de Cambridge – Mardi 05 avril 2011	40
LE DEVOIR : Idées : Droits de scolarité - Une véritable ignominie, par Victor-Lévy Beaulieu – Samedi 02 et Dimanche 03 avril 2011.....	41
LA PRESSE : FORUM : HARPER ME FAIT PEUR!, par Jean-Serge Baribeau, sociologue des médias / RIEN À CRAINDRE, par Serge Landry, Gatineau – Samedi 02 avril 2011.....	42
LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - De quoi vociférer, par Marie-Andrée Chouinard – Vendredi 1er avril 2011	42
Vos réactions.....	42
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Chronique : Fiction économique, par NATHALIE ELGRABLY-LEVY – Jeudi 31 mars 2011.....	44
LE DEVOIR : Idées : Hausse des droits de scolarité - Le symptôme d'une dérive plus profonde, par un collectif d'auteurs 29 mars 2011	45
RUEFRONTENAC.COM : Les leaders étudiants s'unissent contre la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le Vendredi, 25 mars 2011 11:46	45
Commentaires (24)	46
CYBERPRESSE : Financement des universités: la FEUQ a proposé des solutions, par Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec. - Mis à jour le jeudi 24 mars 2011 à 13h49	47
THE GAZETTE: Letter: Tuition when parents don't help – Friday, March 25, 2011	48
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : L'incohérence des étudiants, par NATHALIE ELGRABLY-LEVY, Économiste senior à l'institut économique de Montréal – Jeudi 24 mars 2011	48
LA PRESSE AFFAIRES : Chronique : La flambée fiscale bleue, par MICHEL GIRARD- Jeudi 24 mars 2011	48
LE DEVOIR : Idées : Hausse des droits de scolarité - Le faux remède au financement des universités, par Martin Lavallée - Étudiant à la maîtrise en histoire à l'UQAM – Lundi 21 mars 2011	49
THE GAZETTE: Letter: Parents have a duty – Thursday, March 24, 2011	50
CYBERPRESSE : Droits de scolarité: cessons de nous plaindre, trouvons des solutions, par Marc-André Brunet, étudiant finissant en science politique à l'Université Concordia - Mis à jour le lundi 21 mars 2011 à 14h10	50
LE SOLEIL : Éditorial : Autre défi en éducation, Par Brigitte Breton – Lundi 21 mars 2011	50
LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - La part inéquitable, par Marie-Andrée Chouinard – Samedi 19 mars 2011	50
LE SOLEIL : Chronique : La bataille des droits de scolarité est relancée, par Gilbert Lavoie – Samedi 19 mars 2011	51
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Chronique de Richard Martineau : Toutoune et Gros Jambon Samedi 19 mars 2011.....	51
LA PRESSE : Chronique : Le gouvernement est tombé sur la tête, par Michèle Ouimet – Vendredi 18 mars 2011	52
LA PRESSE : Caricature : Budget 2011-2012, tournés vers l'avenir, par Serge Chapleau – Vendredi 18 mars 2011.....	52
LE SOLEIL : Éditorial : Audacieux et nécessaire, par Brigitte Breton – Vendredi 18 mars 2011	52
CYBERPRESSE : Place publique : Droits de scolarité: hausse justifiée? – Publié le jeudi 17 mars 2011 à 06h00.....	53
Commentaires (20)	55
LA PRESSE : Forum : Hausse des droits de scolarité: une réforme d'abord : une hausse des droits de scolarité doit être conditionnelle à des changements profonds dans la sélection des professeurs, par Pascal Cyr, historien, professeur à l'Université du troisième âge à Sherbrooke – Jeudi 17 mars 2011	57
THE GAZETTE : Letter of the day : Higher education's a necessity, so make it affordable, by Jordan Black Concordia University – Tuesday, March 17, 2011.....	58
LE DEVOIR : Éditorial : Budget 2011 - Une crédibilité à rebâtir, par Jean-Robert Sansfaçon – Lundi 14 mars 2011	58
RUEFRONTENAC.COM : Chronique : Diviser pour mieux régner, par Patrick Gauthier - Mise à jour le Jeudi, 10 mars 2011 14:08	58
Commentaires (7)	59
Budget Bachand.....	60
LE DEVOIR : Le sort réservé aux entreprises – Samedi 19 mars 2011	60
LE SOLEIL : Bachand défend ses choix – Samedi 19 mars 2011	60
LE QUOTIDIEN : Les étudiants sont furieux – Samedi 19 mars 2011	60
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Le ministre s'accroche à son budget critiqué – Samedi 19 mars 2011.....	60
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Hausse des frais universitaires : Les recteurs ne s'en plaignent pas – Samedi 19 mars 2011.....	61
THE GAZETTE: Angry students picket Bachand speech : Tuition hikes of \$325 a year over five years mean they will have to work more, owe more and study less, protest group says – Saturday, March 19, 2011.....	61
RADIO-CANADA : Mauricie : Budget 2011 - Les étudiants de l'UQTR sont outrés de la hausse des frais de scolarité - Mise à jour le vendredi 18 mars 2011 à 12 h 17.....	62
Les commentaires (4).....	62
RUEFRONTENAC.COM : Budget - Les étudiants manifestent - Mise à jour le Vendredi, 18 mars 2011 09:47	62
LE DEVOIR : Éducation : 325\$ de plus par année pendant cinq ans : sans surprise, les étudiants feront les frais de renflouement des coffres des universités – Vendredi 18 mars 2011	62
LA PRESSE : Étudiants et les boomers écopot – Vendredi 18 mars 2011	63
LA PRESSE : Hausse des droits de scolarité de 325,00 \$ par année : Les étudiants en colère – Vendredi 18 mars 2011	63

LE SOLEIL : Un baccalauréat pour 11 379 \$ - Vendredi 18 mars 2011.....	64
LA TRIBUNE : Les universités sourient ; les étudiants crient – Vendredi 18 mars 2011.....	65
LE DROIT : Réactions du milieu de l'éducation au budget du Québec : Un accueil plutôt mitigé – Vendredi 18 mars 2011.....	65
MÉTRO : 325,\$ de plus pour étudier – Vendredi 18 mars 2011.....	65
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : 325 \$ de plus par année : Les frais de scolarité augmentent, mais pas pour financer le train de vie des dirigeants – Vendredi 18 mars 2011.....	66
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Déjà des manifs – Vendredi 18 mars 2011.....	66
THE GAZETTE : SMALL BUSINESS OWNER: Frederique Rousseau, 39 : Tuition hike 'will limit society' – Friday, March 18, 2011.....	67
THE GAZETTE : Tuition hike 'unavoidable' and 'vital' : Schools praise, students condemn proposed increase – Friday, March 18, 2011.....	67
THE DAILY NEWS HALIFAX: Canada : Quebec students protest tuition-fee hike - Last modified: March 18, 2011 4:57 p.m. – Friday, March 18, 2011.....	67
RUEFRONTENAC.COM : Les étudiants devront payer - Mise à jour le Jeudi, 17 mars 2011 21:31.....	68
Commentaires (6).....	68
RADIO-CANADA : Universités : Les associations étudiantes tirent à boulets rouges sur le budget Bachand - Mise à jour le jeudi 17 mars 2011 à 19 h 37.....	68
THE NATIONAL POST: Quebec budget to end long tuition freeze - Last Updated: Mar. 17, 2011 5:02 PM ET.....	69
LE DEVOIR.COM : Les droits de scolarité seront haussés de 325 \$ par an jusqu'en 2016-2017 – Jeudi 17 mars, à 16h59.....	69
LA PRESSE : La hausse annoncée des droits de scolarité crée des remous – Jeudi 17 mars 2011.....	70
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Frais de scolarité dégelés – Jeudi 17 mars 2011.....	70
LE SOLEIL : La riposte attendra l'automne – Jeudi 17 mars 2011.....	71
THE GAZETTE : Universities overspending, PQ argues – Wednesday, March 16, 2011.....	71
LE SOLEIL : Budget 2011-2012: un fonds du privé pour les universités – Mardi 15 mars 2011.....	71
THE GAZETTE : Minister promises 'stay the course' budget : Overall spending must be tightened but funds needed for education promises – Tuesday, March 15, 2011.....	72
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Hausse des frais de scolarité : Les étudiants ne céderont pas – Lundi 14 mars 2011.....	72
LE SOLEIL : La hausse des droits de scolarité au cœur du prochain budget Bachand – Vendredi 11 mars 2011.....	72

HAUSSE FRAIS DE SCOLARITÉ - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES..... 73

LE DEVOIR : François Legault a un organisateur en chef pro-hausse des droits de scolarité – Mardi 29 mars 2011.....	73
LE DEVOIR : Une hausse des droits de scolarité pénaliserait la classe moyenne – Vendredi 11 mars 2011.....	73
LA PRESSE : Droits de scolarité: les parents sont «pris à la gorge» – Vendredi 11 mars 2011.....	73
LE SOLEIL : Les parents ont atteint leur limite financière, selon la FEUQ – Vendredi 11 mars 2011.....	73
JOURNAL DE MONTRÉAL EN EX-LOCK-OUT : Les étudiants manifestent contre une hausse des frais – Samedi 26 février 2011.....	74
LA VOIX DE L'EST : Idées : La hausse des frais de scolarité réduit l'accessibilité, par Nicolas Pfister, Vice-président de l'Association étudiante et étudiant du Cégep de Granby Haute-Yamaska, Étudiant en sciences humaines du Cégep de Granby Haute-Yamaska, et Mathieu Morin, Vice- président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Étudiant en journalisme au Cégep de Jonquière – Jeudi 24 février 2011.....	74
MÉTRO : Les étudiants contestent la proposition de François Legault sur les frais de scolarité – Lundi 21 février 2011.....	75
LA VOIX DE L'EST : Idées : Pour en finir avec le dégel des frais de scolarité..., par Marc-André Morency, Président du Regroupement autonomiste des étudiants du cégep de Granby Haute-Yamaska, Shefford – Jeudi 17 février 2011.....	75
THE GAZETTE: Frustration marches onward against Concordia tuition hikes - Tuesday, February 15, 2011.....	75
TÉLÉQUÉBEC : Huis-Clos : Augmenter les frais de scolarité des étudiants universitaires: Êtes-vous pour ou contre? – Vendredi 11 février 2011.....	76
Les jurés.....	76
Les invités.....	76
Commentaires.....	76
LA PRESSE : Des organisations étudiantes accusent Québec de « détourner » de l'argent qui leur est destiné – Samedi 05 février 2011.....	78
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : L'aide fédérale profitera-t-elle aux étudiants ? : Leurs représentants ont des doutes – Samedi 05 février 2011.....	78
LE DEVOIR : Étudiants: Ottawa met Québec dans l'embarras en lui versant 275 millions \$ - Vendredi 04 février 2011.....	78

ACTION DU 10 FÉVRIER + MARS 2011..... 79

JOURNAL DE MONTRÉAL LES ÉTUDIANTS ONT MANIFESTÉ À MONTRÉAL – Mardi 08 mars 2011.....	79
24 HEURES : Hausse des frais de scolarité : Des étudiants déploient des bannières – Mardi 08 mars 2011.....	79
CYBERPRESSE : Des étudiants dénoncent la hausse des frais de scolarité – Mardi 08 mars 2011.....	79
LA PRESSE : BOMBE FUMIGÈNE CHEZ QUEBECOR – Vendredi 11 février 2011.....	79
24 HEURES : Du grabuge chez Quebecor – Vendredi 11 février 2011.....	80
MÉTRO : En bref : Siège de Québecor visé – Vendredi 11 février 2011.....	80
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Quebecor dénonce l'attaque de ses bureaux – Vendredi 11 février 2011.....	80
THE GAZETTE : Student protesters storm Quebecor HQ – Friday, February 11, 2011.....	80
RUEFRONTENAC.COM : Le siège social de Quebecor enfumé - Mise à jour le Jeudi, 10 février 2011 18:54.....	80
Commentaires (11).....	80
RADIO-CANADA : Montréal : Québecor : Le siège social enfumé et évacué - Mise à jour le jeudi 10 février 2011 à 17 h 17.....	81
Les commentaires (10).....	81

12 MARS 2011 - ALLIANCE SOCIALE..... 82

RADIO-CANADA : Estrie : Des manifestants dénoncent la hausse des tarifs annoncés dans le Budget Bachand - Mise à jour le lundi 4 avril 2011 à 17 h 54.....	82
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : MANIFESTATION CONTRE LE BUDGET BACHAND – Samedi 02 avril 2011.....	82
CYBERPRESSE : Occupation d'un bureau du ministre Bolduc pour contrer la privatisation - Mis à jour le 21 mars 2011 à 11h52.....	83
LA PRESSE : Manifestations contre le budget : 10 personnes comparaissent – Mardi 15 mars 2011.....	83
LE DEVOIR : Des milliers de personnes ont manifesté en prévision du budget – Lundi 14 mars 2011.....	83
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Les temps changent, par JOSEPH FACAL' Collaboration spéciale – Lundi 14 mars 2011.....	83
LA VOIX DE L'EST : Des étudiants granbyens grossissent les rangs d'une manif à Montréal – Lundi 14 mars 2011.....	84
CYBERPRESSE : Des milliers de personnes dénoncent le budget Bachand - Publié le 12 mars 2011 à 12h41 Mis à jour le 14 mars 2011 à 07h19	84
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : DES ARRESTATIONS LORS DE LA MANIF POUR LES DÉFICITS - Dimanche 13 mars 2011.....	84
LA VOIX DE L'EST : Les cégépiens de Granby seront de la partie – Vendredi 11 mars 2011.....	85
JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Chroniques Éric Duhaime : Manif de figurants = Vendredi 11 mars 2011.....	85
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : L'Alliance irresponsable!, par Françoise Bertrand, Fédération des Chambres de commerce du Québec, Yves Thomas Dorval, Conseil du patronat du Québec, Martine Hébert, Fédération canadienne des entreprises indépendantes, Michel Leblanc, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, et Éric Paquette, Regroupement des jeunes Chambres de commerce du Québec – Jeudi 10 mars 2011.....	86



RADIO-CANADA : Mauricie : Idéologie : On tente de réveiller la gauche au Collège Shawinigan - Mise à jour le mercredi 23 février 2011 à 12 h 18	86
RADIO-CANADA / NATIONAL : Budget du Québec : Distribution de journaux dans le métro pour dénoncer les hausses de tarifs - Mise à jour le lundi 14 février 2011 à 11 h 40	86
RADIO-CANADA : Économie : Budget du Québec : L'Alliance sociale lance un appel à manifester - Mise à jour le lundi 24 janvier 2011 à 16 h 36	87

GRATUITÉ SCOLAIRE – COÛTS DES ÉTUDES 87

LE DEVOIR : En bref - Québec devra rembourser 4500 étudiantes monoparentales – Samedi 02 et dimanche 03 avril 2011	87
JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Plus d'argent de toutes sources pour les universités – Samedi 12 mars 2011	87
THE GAZETTE: Now is the time for Quebec to bridge the education gap, by Daniel Zizian, President and Director general of the Conference of Rectors and Principals of Quebec Universities– Wednesday, March 09, 2011.....	87
LE DEVOIR : Sous-financement des universités - Les étudiants contestent les chiffres des recteurs – Vendredi 11 février 2011	87
RUEFRONTENAC.COM : Hausse appréhendée des droits de scolarité - Mardi, 18 janvier 2011 11:48 - Mise à jour le Vendredi, 21 janvier 2011 14:57	88
LE DEVOIR : Libre opinion - Droits de scolarité : des arguments faibles, par Robert Lacroix, Claude Montmarquette, Alain Caillé - Professeurs émérites à l'Université de Montréal – Vendredi 21 janvier 2011	89
LE DEVOIR : Opinion : Droits de scolarité - Le modèle québécois n'a rien d'une anomalie, par Louis Dumont, Guy Rocher et Michel Seymour - Professeurs à l'Université de Montréal – Lundi 17 janvier 2010	89
LA PRESSE : Chronique : La sainte alliance, par Alain Dubuc – Lundi 17 janvier 2011	90
LE QUOTIDIEN : Les universités à la croisée des chemins, par Daniel Zizian, Président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) – Lundi 17 janvier 2011.....	91
RUEFRONTENAC.COM : Étudiez maintenant, payez plus tard – Dimanche 16 janvier 2011, 00 :00.....	91
RUEFRONTENAC.COM : Scolarité: une dette reste une dette - Dimanche, 16 janvier 2011 00:00.....	92

BUDGET 2011 - QUÉBEC - OTTAWA

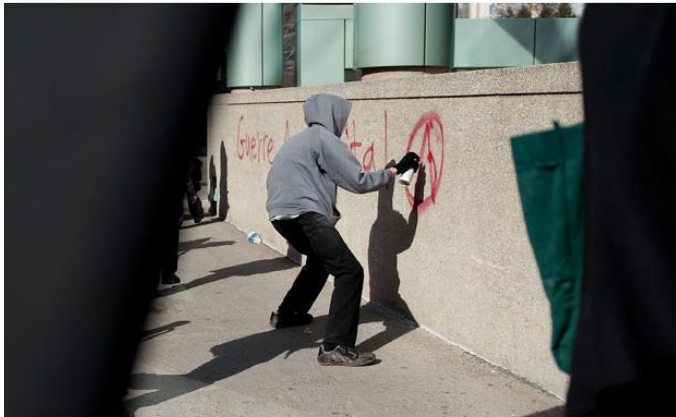
THE [GAZETTE.COM](http://THEGAZETTE.COM) : Montreal anticapitalist rally on 1st may 2011, photos by bryanna Bradley – Sunday, May 01, 2011



Protesters walk down Mansfield St. with Dumpster during May Day rally in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.



Police charge protesters after clashes erupted during Mayday rally in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.



A masked protester spray-paints a wall on Sherbrooke St. during May Day rally in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.



Hundreds of protesters march up St. Laurent St. during May Day rally in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.



A masked protester hurls a police helmet at cops after a clash broke out on Sherbrooke St. during a Mayday march in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.



Protesters link arms in front of police on René Lévesque Blvd. toward the end of the May Day rally in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.



A protester hurls a flag at police after a clash erupted at the intersection of Sherbrooke and St. Urbain Sts. during Mayday rally in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.



Hundreds of protesters walk up Sherbrooke St. during Mayday rally in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.



A man is arrested after a dispute between police and protestors on Rene Levesque St and Mainsfield as a mayday workers rally came to an end in Montreal on Sunday May 01, 2011



A young women protestor is escorted away after an altercation between police and protestors on Rene Levesque St and Mainsfield as a mayday workers rally came to an end in Montreal on Sunday May 01, 2011.



Masked men lead hundreds of protestors up St. Laurent St in Montreal during a mayday workers rally in Montreal on Sunday May 01, 2011.



Police watch from the roof top of the Berri Metro station as protestors gather at Berri Square before the Mayday workers rally in Montreal on Sunday May 01, 2011.



A protestor is forced onto a car during clash with police on René Lévesque Blvd. toward the end of the Mayday rally in Montreal on Sunday. Six marchers were arrested after the demonstration turned rowdy, police said.

LE DEVOIR : Les travailleurs dans la rue à Montréal – Lundi 02 mai 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Près d'un millier de personnes ont répondu à l'appel de la Convergence des luttes anticapitalistes et ont manifesté hier, en milieu d'après-midi, au cœur de la métropole.

Le Devoir

La fête internationale des Travailleurs a été soulignée, hier, d'Istanbul à Valence, de Moscou à Séoul, de La Havane à... Montréal, où deux manifestations se sont déroulées à l'appel de groupes syndicaux, d'une part, et de la Conver-

gence des luttes anticapitalistes (CLAC), d'autre part.

Près d'un millier de personnes ont répondu à l'appel de la CLAC et ont manifesté, en milieu d'après-midi, au cœur de la métropole au rythme de slogans «Qui sème la misère, récolte la colère», «Les riches s'engraissent, il faut que ça cesse».

«Le prolétariat s'organise pour créer une nouvelle société où tous et toutes pourront pleinement s'épanouir, où il n'y aura plus d'insécurité économique», a affirmé Richard, qui faisait partie du comité organisateur de la manifestation du 1er mai, avant que le coup d'envoi de la marche ait été donné.

La manifestation, qui devait se terminer à proximité du local de campagne du candidat conservateur dans la circonscription Westmount-Ville-Marie, Neil Drabkin, s'est essouffée à l'intersection du boulevard René-Lévesque et de la rue Metcalfe. Les agents policiers ont alors dispersé la foule.

Plus tôt, des milliers de personnes provenant d'organisations syndicales, étudiantes, et communautaires s'étaient rassemblées au parc Baldwin afin, eux aussi, de souligner le 1er mai.

Sur le thème «C'est l'heure des comptes!», les porte-parole de l'événement ont rappelé aux «tenants de la privatisation à tout prix qu'il est temps de cesser d'abuser des droits des citoyens».

Salaire minimum

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté a profité de la journée du 1er mai pour revendiquer une hausse du salaire minimum à 10,88 \$ l'heure. Il juge nettement insuffisante l'augmentation de 15 ¢ du salaire minimum qui est entrée en vigueur hier.

Au Québec, le taux horaire minimum est dorénavant de 9,65 \$. Pour les employés à pourboires, la hausse est de 10 ¢. Leur salaire s'établit maintenant à 8,35 \$ l'heure. Cette augmentation ne représente qu'un faible gain pour les travailleurs de 6 \$ par semaine, fait remarquer le Collectif pour un Québec sans pauvreté. Le salaire d'une personne seule qui travaille 40 heures par semaine demeure à 11,3 % sous le seuil de faible revenu de Statistique Canada, ajoute-t-il.

Depuis 2003, le salaire minimum a connu une progression de plus de 32 % (de 7,30 \$ à 9,65 \$), alors que l'indice des prix à la consommation a crû de quelque 15 %, souligne le gouvernement du Québec.

THE GAZETTE : Cops stop May Day march – Monday, May 02, 2011



Bryanna Bradley

Hundreds of protesters walk up St. Laurent Blvd. during a May Day workers' rally on Sunday.

By IRWIN BLOCK

Police broke up an anti-capitalist May Day march on Sunday following sporadic acts of violence and fears it was about to deteriorate.

A mix of communists, anarchists, Trotskyists, skinheads and other left-wing groups, estimated by Montreal police at 700-800, began demonstrating peacefully shortly before 4 p.m. at Émilie Gamelin park at Berri and Ste. Catherine Sts.

Six people were arrested for minor infractions, and seven police suffered minor injuries, Montreal police Constable Raphael Bergeron reported.

The march was stopped because it was "no longer peaceful," and among objects seized were a metal bar and a Molotov cocktail, he said.

It followed an earlier demonstration in Plateau Mont Royal supported by the big labour federations that attracted some 400 participants, including Bloc Québécois leader Gilles Duceppe.

Mathieu Francoeur, a spokesperson for Convergences des luttes anticapitalistes Montréal, contrasted the two demonstrations, saying the union movement's goal is to reform the laws governing society, while the afternoon march was "an invitation to rebel against capitalism and patriarchy."

One man wore a T-shirt saying, "I hate everything you love," and the biggest group were red-flag-waving members of the Maoist Parti communiste révolutionnaire.

Before the march began, Commander Alain Simoneau announced via a loud speaker that demonstrators would be allowed to proceed as long as they followed the direction of traffic and were peaceful. If there were any infractions, "We will put an end to the demonstration," he said.

That is exactly what police did. Around 4: 10 p.m., someone ignited a flare and tossed it toward police at St. Urbain and Sherbrooke Sts. Marchers' ranks began to thin out as demonstrators headed west on Sherbrooke St. At 4: 58 p.m., the police tactical squad began tapping nightsticks against their shields, a signal they were moving in to stop the march.

The demonstration was to end at the Ste. Catherine St. W. cam paign offices of Westmount Conservative candidate Neil Drabkin

RUEFRONTENAC.COM : Les étudiants préparent une grève générale - Mise à jour le Lundi, 25 avril 2011 19:45



Photo d'archives Rogerio Barbosa

Le 31 mars dernier, les étudiants avaient manifesté dans les rues de Montréal contre la hausse des droits de scolarité.

Écrit par David Patry-Cloutier

Une grève générale illimitée des étudiants se dessine à l'horizon pour l'hiver 2012. L'Association pour une solidarité étudiante (ASSE), la branche radicale du mouvement étudiant, a adopté son plan d'action en fin de semaine lors de son congrès annuel, à Montréal.

Réunies au Centre Saint-Pierre, les associations membres de l'ASSE se sont penchées sur la stratégie à suivre pour faire reculer le gouvernement sur la hausse des frais de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans.

« On a un plan d'action voté pour l'an prochain. Et le plan, ce serait de faire une grève générale illimitée. On s'enlève pour l'hiver », affirme le porte-parole de l'ASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

Depuis sa création, l'ASSE a souvent été la bougie d'allumage du mouvement étudiant, initiant plusieurs grèves, dont celle de 2005. Le fait qu'elle opte pour une grève générale illimitée à la session d'hiver 2012 pourrait influencer les autres fédérations étudiantes comme la FECQ et la FEUQ. Celles-ci doivent adopter leurs plans d'action plus tard cet été.

Dès l'automne, l'ASSE souhaite se bâtir un rapport de force en demandant à ses associations des mandats de grève générale illimitée à être exercés à l'hiver. Mandats en poche, les associations iront frapper à la porte de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, pour lui demander d'annuler sa hausse des frais de scolarité. « Il va

y avoir un ultimatum donné à la ministre », explique le porte-parole.

La stratégie de l'organisation prévoit aussi une manifestation nationale en décembre et une grève d'une journée, un peu comme celle qui a eu lieu le 31 mars à Montréal et qui a rassemblé quelques milliers d'étudiants. « Ce serait la dernière chance pour le gouvernement de reculer avant la grande grève à l'hiver », affirme Gabriel Nadeau-Dubois.

Vers la réconciliation du mouvement étudiant

La grève de 2005 contre la coupe de 103 millions de dollars dans le régime des prêts et bourses par le gouvernement Charest a créé un froid entre les fédérations étudiantes.

L'ASSE avait été écartée de la table de négociation avec le gouvernement parce qu'elle a refusé de condamner des moyens de pression discutables. La FEUQ et la FECQ ont poursuivi les négociations et en sont arrivées seules à une entente « à rabais », a dénoncé l'association exclue.

Mais cet épisode semble maintenant chose du passé. L'ASSE songe à s'ouvrir aux autres fédé-

rations étudiantes et proposera à ses membres d'inclure la FECQ et la FEUQ dans sa manifestation de décembre.

« Il nous semble évident que l'ASSÉ n'arrivera pas à elle seule à créer le rapport de force suffisant pour faire plier le gouvernement sur la question de la hausse des frais de scolarité », indique le document de réflexion préparé à ce sujet.



Photo d'archives Alain Décarie
Les associations étudiantes sont déterminées à poursuivre la lutte contre la hausse des droits de scolarité. Sur la photo, Louis-Philippe Savoie (FEUQ), Gabriel Nadeau-Dubois (ASSÉ) et Léo Bureau-Blouin (FECQ).

D'ailleurs, trois leaders étudiants représentant l'ASSÉ, la FECQ et la FEUQ avaient affirmé à Rue Frontenac être prêts à collaborer pour faire reculer le gouvernement.

Mais d'abord, les étudiants de l'ASSÉ devront se prononcer, autant sur la grève que sur les collaborations futures. L'organisation fonctionne en démocratie directe. Tout doit être entériné par les membres. « Ce qui a été voté par les délégués des associations, c'est un plan d'action, rappelle le porte-parole. Mais évidemment, les associations étudiantes doivent tenir des assemblées et se positionner ».

Une rencontre non partisane

Sous l'impulsion de l'ASSÉ, des associations étudiantes locales se rencontreront dans un grand rassemblement non partisan les 7 et 8 mai à l'Université Laval.

Le « Rassemblement national étudiant contre la hausse des frais de scolarité » vise comme objectif de « poser les bases de la collaboration entre les différentes associations étudiantes du Québec », en dehors de la partisanerie des grandes fédérations et associations nationales. Les élus de ces instances nationales n'auront d'ailleurs pas droit de parole lors de l'événement. « On mise beaucoup sur cette rencontre-là pour permettre aux assos de discuter ensemble sans passer par un intermédiaire. C'est la meilleure façon de mettre derrière nous certains déchirements. Si on ne veut pas que des événements malheureux comme en 2005 arrivent », affirme Gabriel Nadeau-Dubois, qui a aussi été réélu à son poste de porte-parole de l'ASSÉ.

Des associations membres de la FECQ, de la FEUQ et de l'ASSÉ de même que plusieurs associations indépendantes ont confirmé leur présence.

Commentaires (18)

Ah ces maudits étudiants bébés-gâtés-fatiguants-qui-chièrent-toujours

@AC Bien heureuse que tu mentionnes la collectivité. C'est clair qu'on ne vit pas dans une société aisée - on vit bien au contraire au dessus de nos moyens, plus souvent qu'autrement. Le Québec a des dettes, le PM a des dettes, Pierre Jean Jacques a des dettes. Peut-on réellement vivre dans une société totalement en règle financièrement? Non. Mais par contre quand je sais que je vais m'endetter toute ma vie (nous naissons endettés!), j'ai l'infime espoir - comme maintenant, où je me trouve diplômée universi-

taire mais aussi riche qu'une plongeuse dans un resto - de partir dans la vie avec un endettement plus minime. Je ne suis pas en train de partir en peur et de crier haut et fort que je ne veux pas payer. Beaucoup de gens demandent la gratuité scolaire. Si j'en ai parlé dans mon commentaire précédent, c'était pour souligner que nous entendons rarement cette comparaison. On a beau être en Amérique du Nord, il se passe des choses ailleurs dans le monde et nous, Québécois, sommes continuellement en train de nous mesurer à nos voisins. Cela dit, je clâme aussi qu'il est important de devoir contribuer minimalement pour obtenir une qualité d'enseignement et une institution de qualité.

Ce que je déplore ce sont des paroles comme celles de @DericCaron (dans les commentaires) : « Toujours désolant de voir des étudiants ne pas comprendre les implications de "province déficitaire", ça en dis beaucoup sur la qualité de leur éducation... » Enlevez-moi ces belles lunettes roses et réalisez donc que ce n'est pas parce qu'on descend dans la rue et qu'on se mobilise qu'on est automatiquement des pourris-gâtés-bébés-lala qui ne veulent pas payer. Nous avons des principes, des valeurs, et une conscience. Donc oui, nous en sommes très conscients de cette « province déficitaire ». Mais dites-moi Deric, dans une province déficitaire, vous préconisez quoi? Plusieurs sphères gouvernementales sont primordiales, c'est vrai. La santé, l'économie (vaste, mais bon), la sécurité d'emploi - mais selon moi, l'éducation (en plus d'être un droit) c'est le pilier d'une collectivité. Pas besoin d'aller jusqu'à l'université pour être scolarisé. Mais sans éducation, pas d'emploi (ça aussi c'est un cas pour retirer ses lunettes roses, des emplois sans diplôme, de nos jours, c'est aussi rare que de la marde de pape). Une société sous-scolarisée, c'est une province vouée à être davantage déficitaire. Alors d'accord, on lâche l'argument « blablabla ils se sont battus pour leurs intérêts mais ils nous ont laissé dans le trou », à c't'heure, moi j'me lève le popotin et j'me bats pour les miens.

AL, avril 26, 2011

@Thierry (TTS) Y faut...

Avant « d'agir », vous devriez peut-être apprendre à écrire une ligne sans faire de fautes... J'imagine qu'une grève générale vous donnera le temps de revoir votre grammaire!

Maxime, avril 26, 2011

UNE SUGGESTION

Que les frais de scolarité soient majorés comme prévu. Qu'un remboursement de ces frais en partie soit effectués à chaque étudiant dont les conditions économiques le rendent éligible (critères à déterminer) et basé sur une échelle de pointage basée sur le rendement scolaire (% de notes obtenues) de cette façon on évitera de gaspiller l'argent de mes Impôts pour des types qui n'ont pas le talent requis pour réussir mais qui s'inscrivent pour le fun à toutes sortes de cours inutiles. 😊

Furibond, avril 26, 2011

...

Bonne chance. Ce gouvernement n'entendant rien à rien, j'espère juste que vous ne foutez pas vos sessions en l'air pour des chimères.

Pour ce qui est du sous-financement, l'argument serait peut-être plus crédible si les universités faisaient pattes blanches et nous montraient exactement comment l'argent est dépensé.

G. Favreau, avril 26, 2011

Y faut!

Enfin! Y faut qu'ont agissent au plus vite!

Thierry (TTS), avril 26, 2011

blah

Ça serait le fun que les étudiants nous lâche avec leur argument que leur parent et grand-parent ce sont battu. Bien oui, ils n'avaient presque aucune dette, et ont hypothéqué VOTRE avenir, ils ce sont battus contre l'avenir financier de leurs enfants... Mais pour revenir au débat, blah, s'ils paient pas ça maintenant, ils vont le payer ailleurs. Toujours désolant de voir des étudiants ne pas comprendre les implications de "province déficitaire", ça en dis beaucoup sur la qualité de leur éducation...

Deric Caron, avril 26, 2011

Aller faire vos devoirs!

Je ne comprends comment les gens croient que l'augmentation des frais va bloquer toute éducation supérieure aux gens les moins antis. Je suis présentement étudiant et je suis non admissible au prêt et bourse et mes parents ne m'aident pas financièrement. Cela ne m'empêche pas d'aller à l'université et de ne pas m'endetter.

Petit calcul rapide : Dépenses d'environ 1000\$ mois soit la moitié pour mon loyer (chauffage, internet...) 250 à 300 de bouffe entre 200 et 250 de frais autres (cellulaire, vêtement...) On parle d'environ 12 000\$/ans et ajouter les frais de scolarité 3300\$ et environ 1000\$ de livre on arrive à 16 300\$ année.

Les revenus maintenant : Je travaille durant l'été et je reçois entre 10 000 et 12 000\$. Et durant l'année je travaille en moyenne 15h par semaine et encaisse un autre 6000 à 7000\$.

Résultat : Je paye mon université sans m'endetter et en ne travaillant pas 60h semaine !!!

Si jamais les frais augmentent de 1625\$ par année, on parle de grosso modo 5000\$ de plus pour un bac, une éducation de premier plan dont de nombreuses études démontrent qu'il augmente le revenu des gens ayant une telle formation. Je serais donc peut-être endetté de 10 000\$ en sortant de l'université si je veux avoir un meilleur train de vie, mais c'est insignifiant comme coût pour une formation qui rapporte autant au point de vue PERSONNEL.

The price is right, avril 26, 2011

@AL

Excellents arguments. J'aimerais approcher les choses d'un autre point de vue. Tu sembles oublier le contexte dans lequel on se trouve présentement, qui force, en quelque sorte le gouvernement à soit augmenter ses revenus ou à couper ses dépenses.

"Moi je veux étudier, je ne veux pas m'endetter." Je suis d'accord avec toi. Par contre, présentement on est tous déjà très endetté collectivement. La dette du Québec selon l'IEDM est présentement à 235 481 181 894,60 \$. Si le gouvernement fait rien, on va encore être plus endetté.

Je trouve ça "nombriliste" de chialer pour les dettes d'études de quelques étudiants (vous incluant peut-être mademoiselle AL) qui augmentent et de ne rien dire par rapport à la dette commune des millions de Québécois (et celle des centaines de millions de Québécois qui vont naître dans le futur) qui augmente sans cesse.

Bonne journée.

AC, avril 26, 2011

Détachez vos yeux de votre nombril

Je suis un peu désappointée de lire quelques-uns des commentaires postés. Il est évident que de devoir repousser de quelques mois ses études, ce n'est pas ce qu'on souhaite. Je serai la première l'an prochain, en entreprenant mes études de 2e cycle, à en être déçue. Toutefois, jamais je n'oserai dire que je vais « perdre » mon temps. Je vous entends déjà me répondre que ce n'est pas que le temps que vous perdez, mais aussi l'argent.

Premièrement, soyez certains que si les fédérations étudiantes vous parlent déjà de grève 5 mois (et encore plus, si vous vous êtes moindrement au courant de l'actualité) en avance, les frais de scolarité ne s'envoleront pas en fumée. Imaginez-vous donc qu'il y a des dates pour annuler une session, et pour récupérer son argent.

Cela dit, je suis prête à « perdre » une session ou deux pour défendre des intérêts, des intérêts qui ne sont pas QUE LES MIENS. Vous pensez que vos parents/grands-parents se sont battus pour quoi? Pour que l'éducation soit accessible seulement à ceux qui en ont RÉELLEMENT les moyens? Allez donc refaire vos cours d'Histoire du Québec de secondaire VI (ah non c'est vrai, avec la réforme scolaire de M. John James Charest ce cours est désormais axé vers les sciences sociales qui préconisent une approche qui cherche à ne « pas revenir à l'historiographie traditionnelle sur les causes du retard du Québec, mais plutôt une histoire « post-révisionniste », un équilibre entre les aspects singuliers et universels de l'histoire du Québec. »

Méga parenthèse pour que vous vous souveniez que vos prédécesseurs vous ont ouvert les portes quant à l'accessibilité des études, tant au secondaire qu'au collégial et au niveau universitaire. À partir des batailles remportées, ces derniers ont pu jouir d'une accession aux études beaucoup plus facile, moins contraignante, puisque plus obligé de faire partie de la « bourgeoisie » et de gagner des milliers de dollars.

L'inflation? Eille, l'Éducation c'est un droit. As-tu déjà lu ta charte des droits et libertés? Oui, il est certain que rien ne nous est dû entièrement, et qu'il faut minimalement contribuer à sa propre réussite. Et pardonnez-moi d'être en désaccord avec la défaite « Oui, mais un diplômé universitaire va gagner EN MOYENNE beaucoup plus qu'un étudiant qui n'a qu'un secondaire ou un diplôme collégial ». Aller à l'Université ça veut pas nécessairement dire que tu fais un diplôme de médecine, en finances ou en génie aérospatial. Une énorme partie des programmes ne mènent pas à des carrières très lucratives.

Ah oui, wow, les prêts et bourses vont augmenter. Et aussi on va réduire les conditions de contribution parentales. Facile à dire. Une contribution reconsidérée pour permettre une meilleure bourse n'empêche pas le fait que cela créera plus de candidats potentiels et moins de disponibilités de bourses. C'est ironique. Moi je veux étudier, je ne veux pas m'endetter. Une maison à 250 000\$, une voiture à 20 000 - ça, selon moi, ce sont des choix. Tu veux t'endetter pour une belle 'tite toilette en porcelaine fancy, ok, endette toi. Mais m'instruire ne devrait pas devenir un risque d'effondrement de mes finances.

« Personne n'est forcé à faire des études post-secondaires ». Bravo, et on va tous s'empêcher de viser haut parce que les moins nantis - mais non moins intelligents, curieux et en soif de savoir - n'ont pas les moyens et parce qu'on est « pas forcé à aller à l'Université ».

On paie moins cher ici qu'ailleurs au Canada et aux É-U? Ben oui, le coût de la vie est plus élevé. Mais on ne parle pas de la gratuité scolaire en Europe... Pas un bon exemple...

En septembre prochain, malgré les conséquences causées par une grève, j'irai fièrement brandir ma pancarte et continuer le combat des miens, et de ceux qui sont passé avant. Sans les acquis qu'ils ont obtenus par leurs batailles, vous ne seriez pas en train de chiâler que votre petit nombril ne veut pas payer le prix d'une grève, parce que probablement que vous ne pourriez même pas faire partie d'une institution scolaire post-secondaire.

Bonne soirée, ma génération nombriliste.

AL, avril 25, 2011

Come on guys!

Je suis sidéré de lire ce que racontent certains étudiants ici. L'éducation est une chose beaucoup trop importante tant pour les personnes que pour le peuple tout entier pour la laisser soumise à l'inflation comme n'importe quel vulgaire produit de consommation comme une gomme, une voiture ou un chandail. Consommer ou pas de la gomme fait pas de différence mais "consommer" de l'éducation fait une énorme différence : une ascension sociale ou non càd dans certains cas sortir une famille de la pauvreté perpétuelle et intergénérationnelle... ou pas.

Moi, comme être fier, j'estime qu'il est beaucoup plus productif pour tout le pays, comme étudiants, de piler un peu sur notre routine pour vivre une session pas comme les autres qui va nous amener beaucoup plus que le fun d'avoir marché dans rue mais bien le fait d'avoir gagné contre le gouvernement et de donner une ÉDUCATION ACCESSIBLE à nos petits frères et soeurs et à des générations de Québécois après nous car ce combat que j'aimerais faire, ce n'est même pas pour moi que je veux le faire mais pour mon pays et pour un idéal que je crois essentiel de lui donner comme pays moderne et prospère : L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE ACCESSIBLE (à tous sans distinction possible de revenus).

Pour cela, faut avoir le courage de voter oui à la grève. Étudiants et étudiantes, à partir de ce moment là, on pourra dire que "demain nous appartient" et qu'enfin, toutes les petites journées de grèves votées depuis des années ne n'auront pas servis à rien. En passant, JAMAIS de l'histoire du Québec, une session a été annulée, PERSONNE est mort d'une grève générale illimitée.

Machiavelo, avril 25, 2011

Quand on ne sait pas de quoi on parle la logique veut qu'on se la ferme

Bes commentaires comme ceux de Furibond qui, bien à l'abri derrière un pseudonyme, dernier rempart pour nous cacher l'identité de celui qui se cache derrière cette façade, sont tous simplement déconnectés de la réalité étudiante.

Nous dire qu'il faut laisser étudier les étudiants sérieux et matures en paix est une insulte à tous les étudiants provenant de la classe pauvre et moyenne. Les étudiants qui ne s'inquiètent pas de la hausse sont ceux qui ne payent foutrement rien de leur éducation ou ceux qui sont trop englués dans leur vision de "droite" et qui sont incapables de se remettre en question, selon leurs logiques il faut suivre les règles établies par le gouvernement, peu importe les règles.

La grève aura lieu, que vous le vouliez ou non et si le mouvement étudiant l'emporte ce seront,

non seulement les étudiants, mais aussi la société entière qui en ressortiront gagnant.

Je suis présentement aux études, je suis un adulte et je ne suis pas gauchiste, cependant je suis tout à fait contre la hausse des frais de scolarité et j'appuie la grève que les étudiants s'apprêtent à lancer

Eric Beaudry, avril 25, 2011

On se calme

Étant étudiant moi-même, je suis heureux d'être inscrit dans une faculté d'administration qui a tendance à ne pas suivre certains illuminés de l'ASSÉ.

Oui, il faut prendre des mesures pour s'assurer que l'accessibilité reste la même mais il est utopique de croire que l'on peut garder comme société le gel des frais de scolarité. La scolarité post secondaire est un choix personnel et donc il est normal que l'étudiant acquitte une partie des frais.

En étudiant on investit dans notre futur en améliorant son niveau de vie.

Par contre, je crois que l'augmentation devrait être répartie sur une plus longue période car le délai est court si l'on doit économiser plus pour aller à l'école.

La gratuité scolaire est un choix de société que le Québec ne peut pas endosser présentement et je crois qu'elle ne le voudra jamais....

bob, avril 25, 2011

Des bébés gatés

Vraiment pas raisonnables ces jeunes zigotos, ils vont faire perdre une bonne année scolaire à ceux qui sont sérieux et matures. Encore ce virus gauchiste que les étudiants perdent en devenant adultes. Quelle perte de temps et d'énergie pour des petits leaders égocentriques qui veulent simplement jeter les bases à leur carrière en politique.

Furibond, avril 25, 2011

Boff...

Ma prédiction: Les étudiants vont voter contre la grève parce qu'ils ne voudront pas retarder leur entrée dans le marché du travail. Dans le pire des cas, les taux de participation au vote de grève vont être tellement bas qu'une grève va être déclancher. Après une semaine, ils vont refaire le vote et ceux qui ont pas voté vont aller voter contre et tout va revenir à la normale.

AC, avril 25, 2011

L'avenir de l'éducation et de la classe moyenne en jeu

Je suis fier d'appartenir à une génération qui a l'avenir de son éducation et l'avenir DE l'éducation à cœur. Ce dégel est la pire attaque à l'accessibilité faite depuis plus de 20 ans.

Provenant d'une famille «lower middle class», mon éducation universitaire, ainsi que celle de mon frère et de ma soeur, est redevable à ses bas frais de scolarité. Une hausse de ce genre m'aurait carrément bloqué l'accès au savoir.

L'université c'est pour tout le monde, pas juste pour les gosses de riches (qui, cela étant dit, ont le droit d'y aller comme tout le monde).

Alexandre Leduc, avril 25, 2011

Couleur primaire

La couleur préférée à Beauchamp c'est le rouge.

Dick Cheney, avril 25, 2011

RUEFRONTENAC.COM : Congrès du PQ — Le gel des frais de scolarité jusqu'à l'adoption d'une loi-cadre - Mise à jour le Samedi, 16 avril 2011 17:57

Écrit par David Pâtty-Cloutier

Samedi, 16 avril 2011 17:43

Le mouvement étudiant s'est trouvé des alliés dans les députés du Parti québécois, qui se sont positionnés pour un gel des frais de scolarité à compter de 2012, demandant d'annuler la

hausse des frais de 1625 \$ sur cinq ans annoncée par le gouvernement de Jean Charest.

On s'attendait à un débat houleux puisque le caucus des députés péquistes penchait davantage vers une indexation des frais de scolarité pour les études postsecondaires qu'un gel.

Finalement, c'est presque à l'unanimité que les députés rassemblés dans un atelier sur l'éducation ont appuyé une proposition demandant le gel des frais de scolarité à leur niveau de 2012. Cette position tiendrait jusqu'à la tenue d'un sommet sur l'éducation et l'adoption d'une loi-cadre sur les frais de scolarité et les frais affé-



rents qui visera à diminuer l'endettement étudiant.



Photo Annik MH de Carufel

Les délégués péquistes ont tenu à préserver l'accessibilité aux études pour les futures générations en se prononçant pour le gel des frais de scolarité à leur niveau de 2012.

« Il y a peut-être des gens au PQ qui ont évoqué des scénarios de hausse des frais, mais ce qu'on voit aujourd'hui, c'est que ça n'a pas eu d'écho auprès des militants », s'est réjoui le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Louis-Philippe Savoie.

Avant d'être officiellement incluse dans le programme du parti, la position du gel des frais

devra passer la dernière étape, soit l'adoption en plénière de tous les délégués du PQ dimanche. Une « simple formalité » croit le mouvement étudiant, devant l'écrasante majorité avec laquelle les délégués l'ont adoptée lors de la première étape.

Deux interventions contre

Le débat a généré seulement deux interventions contre le gel des frais. Un délégué a affirmé, étude de l'Institut économique de Montréal à l'appui, qu'une hausse ne restreignait pas l'accessibilité aux études. Il s'est attiré quelques rires dans l'auditoire.

Une autre intervention déplorait que le parti n'aille pas encore plus loin, soit en annulant la première hausse en vigueur jusqu'en 2012, déplorant que la proposition « cautionne » cette première augmentation.

Rappelons que le gouvernement libéral a augmenté les frais de scolarité une première fois en 2007. Jusqu'en 2012, ceux-ci augmentent de 50 dollars par session cumulativement, pour un montant total de 500 \$ par session à terme. Une deuxième hausse, de 325 \$ par année sur cinq ans entre 2012 et 2017, a aussi été annoncée dans le dernier budget du ministre des Finances Raymond Bachand.

Un sommet à venir

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, croit que la deuxième hausse des libéraux a été la goutte qui a fait déborder le vase et permis au PQ de s'afficher comme le champion du gel des frais de scolarité.

« Avec tous les scandales dans les universités qu'il y a eu récemment, 62 millions de dollars en parachutes dorés, un recteur qui fait deux fois le salaire du premier ministre... La deuxième hausse des libéraux a été le coup final », a-t-il dit.

Toutefois, si le Parti québécois prend le pouvoir, il tiendra un sommet sur l'éducation à la lumière duquel il pourrait hausser les frais de scolarité. Mais la FEUQ croit ce scénario peu probable, d'autant plus que le sommet prévu doit « viser à diminuer l'endettement étudiant ».

« Les échos qu'on a eus lors de la fin de semaine, c'est qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui voient le sommet comme une opportunité de hausser les frais. Il y a eu assez de dégâts de faits en matière d'accessibilité aux études secondaires que ça m'étonnerait que le PQ s'y risque dans les prochaines années », indique Louis-Philippe Savoie.

CYBERPRESSE : Le PQ ramène l'idée d'un gel des droits de scolarité – Samedi 16 avril 2011

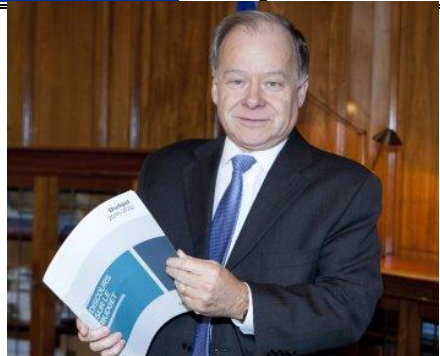


PHOTO: JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Les péquistes rejettent ainsi la hausse de 325\$ par an pour la période 2012-2017 que le ministre des Finances, Raymond Bachand, a annoncée dans son dernier budget.

Tommy Chouinard, La Presse

Par une écrasante majorité, les délégués péquistes ont voté en faveur d'une proposition visant à geler des droits de scolarité à compter de 2012. Selon cette proposition qui sera étudiée en plénière dimanche, ce gel durerait jusqu'à la tenue d'un sommet sur l'éducation et l'adoption d'une loi-cadre qui régirait les droits de scolarité.

La proposition a été adoptée cet après-midi dans un atelier, mais il faudra l'imprimatur de l'assemblée plénière pour qu'elle soit inscrite au programme péquiste.

Elle est un peu plus contraignante que ce que souhaite Pauline Marois. Selon le document soumis aux membres pour le congrès, la chef propose simplement de «mettre en place une politique de contribution étudiante qui préserve l'accessibilité et la capacité de payer des étudiants». Il n'est nullement question de gel.

Or les fédérations étudiantes ont fait pression sur les délégués péquistes pour que le PQ aille plus loin que la proposition de Mme Marois. La présidente du Comité national des jeunes, Christine Normandin, a donc présenté un amendement auquel quelques militants seulement se sont opposés.

Selon l'amendement adopté, un gouvernement péquiste rétablirait le gel des droits à la fin de la hausse 2007-2012 de 50\$ par session. Et ce, jusqu'à la tenue d'un sommet sur l'éducation et l'adoption d'une loi-cadre sur les droits de scolarité. L'objectif de la loi-cadre serait de préserver l'accessibilité aux études supérieures, de respecter la capacité de payer des étudiants et de réduire l'endettement étudiant. La députée Marie Malavoy, critique en matière d'enseignement supérieur, a appuyé la proposition.

Les péquistes rejettent ainsi la hausse de 325\$ par an pour la période 2012-2017 que le ministre

des Finances, Raymond Bachand, a annoncée dans son dernier budget. Un gouvernement péquiste ne la mettrait donc pas en oeuvre.

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Louis-Philippe Savoie, s'est dit satisfait de l'amendement adopté. «Ça correspond à notre revendication de geler les frais de scolarité à compter de 2012», a-t-il dit.

Un gouvernement péquiste pourrait toujours hausser les droits, les indexer par exemple, avec l'adoption d'une loi-cadre, selon l'amendement adopté. Mais M. Savoie ne croit pas à ce scénario. «Ce qu'on voit en fin de semaine, c'est qu'il n'y a pas d'appétit au Parti québécois pour augmenter les frais de scolarité. On voit qu'il y a en masse de problèmes à régler à l'occasion d'un sommet pour ne pas avoir à relancer un débat sur les droits de scolarité».

À l'issue d'un vote serré, les délégués péquistes ont appuyé l'idée d'éliminer graduellement le financement public des écoles privées, une autre proposition qui sera soumise à l'assemblée plénière. Le caucus péquiste est de toute évidence divisé sur la question. La députée Monique Richard, ancienne présidente de la CEQ, a plaidé en faveur de la proposition. Marie Malavoy s'est prononcée contre, plaidant que le problème des écoles privées résidait plutôt dans la sélection des élèves. Le sujet a plus d'une fois déchiré le parti au cours des dernières années.

LE DEVOIR : 1ère page : XVIe congrès - Le PQ risque de se déchirer sur les droits de scolarité : La CAQ de François Legault prendra position en début de semaine – Lundi 11 avril 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Antoine Robitaille

Quebec — La hausse et l'indexation des droits de scolarité à l'université s'annoncent comme des questions aussi chaudes, sinon plus, que la souveraineté lors du congrès du Parti québécois, qui se tiendra la fin de semaine prochaine à Montréal. Et l'ex-ministre François Legault viendra mettre du piquant dans ce débat demain ou mercredi en présentant la position de sa Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ) en matière d'éducation, laquelle comprendra un plaidoyer pour une contribution supplémentaire de la part des étudiants universitaires.

Au PQ, les députés Nicolas Marceau (Rousseau), Marie Malavoy (Taillon) et Sylvain Simard (Richelieu), notamment, voudraient aller dans le même sens que leur ancien collègue. Selon plusieurs

sources, ils plaident pour une indexation, voire une hausse des droits de scolarité. «Notre position, c'est que nous sommes favorables à l'indexation, nous croyons que l'indexation au rythme de l'inflation, c'est raisonnable», a déclaré M. Marceau à la mi-mars, à RDI et à TVA. Le lendemain, il était désavoué par la haute direction du parti, qui a soutenu que c'était là une position personnelle du député. Plusieurs se sont alors souvenus qu'au moment de prendre les rênes du PQ, en 2007, Pauline Marois elle-même s'était dite favorable à une hausse des droits de scolarité, à condition que cela ne conduise pas à un désengagement de l'État dans le financement des universités.

Par conséquent, le Comité national des jeunes (CNJ) craint que le PQ ne s'engage finalement dans le sens d'une indexation ou d'une hausse, à son XVI^e congrès. La présidente du CNJ, Christine Normandin, ainsi qu'un groupe de jeunes signent d'ailleurs aujourd'hui dans nos pages une lettre ouverte dans laquelle ils déplorent le fait que le débat sur le financement des universités se réduise trop souvent aux droits de scolarité. À leurs yeux, il y aurait d'autres façons de financer les universités qu'en allant puiser dans les poches des étudiants, mesure qui, soutiennent-ils, «entraîne automatiquement une hausse de l'endettement». Le CNJ croit qu'il faut remettre en question la notion de «sous-financement» des universités, surtout lorsqu'on prend connaissance de «bavures administratives [dans les universités], que ce soit des questions de parachutes dorés, de bonis ou d'investissements douteux dans des éléphants blancs immobiliers».

Au point 6.2 de la proposition principale (brouillon de programme que le PQ adoptera en fin de semaine après débats), il est inscrit qu'un gouvernement péquiste «assurera l'accessibilité en maintenant un régime de réglementation des droits de scolarité uniformes parmi les programmes et les institutions». Ce gouvernement mettrait aussi en place «une politique de contribution étudiante [droits de scolarité et autres frais afférents] qui préserve l'accessibilité économique, l'accessibilité régionale et la capacité de payer des étudiants». Mais ces libellés pourraient évoluer au fil des débats de la fin de semaine, auxquels quelque 1700 militants participent.

Le CNJ voudrait-il carrément revenir à une politique du «gel», comme celle que le PQ a défendue sous André Boisclair? En entrevue, vendredi, Christine Normandin a nuancé: «Le gel, en tant

[Manifestation 31 mars 2011](#)

que tel, ce n'est pas une mesure.» Elle soutient que les jeunes péquistes ne prônent plus le gel «ad vitam aeternam». Mais ils ne se disent pas pour autant favorables à un «dégel». Aussi, dans leur lettre, lorsqu'ils écrivent «il est du devoir du gouvernement du Québec de n'écarter aucun moyen pour en assurer le financement», il ne faut pas y voir une ouverture à une hausse des droits de scolarité, soutient Mme Normandin. Selon une position adoptée en octobre 2010, les jeunes péquistes réclament un «gel» temporaire, en attendant le sommet sur l'éducation, lequel devrait se tenir dans la première année d'un éventuel mandat péquiste. Lors de ce sommet, différentes avenues de financement seraient mises au jour, espèrent-ils.

Débat inévitable

Un débat sur l'indexation des droits de scolarité s'avère toutefois inévitable au congrès péquiste. Des résolutions ont été adoptées dans certaines associations de comté proposant une indexation selon l'inflation, mais «à partir de l'année 2007». Autrement dit, toutes les hausses annoncées par les libéraux seraient annulées. Il faudrait attendre 2023 avant d'atteindre le niveau des droits de scolarité prévu actuellement en 2012 après les hausses libérales. La CNJ se méfie de la notion d'indexation «à partir» de 2007: «Ce n'est pas nécessairement mauvais, mais il faut que ça implique une indexation de l'aide financière aux études», note Christine Normandin.

Quant à François Legault et sa CAQ, ils se rangeront résolument dans le camp des «pro-hausse». Dans le texte fondateur, la CAQ soutenait que le sous-financement des universités «ne pourra être réglé que par un apport de fonds supplémentaire, réparti de manière équitable entre l'État et les étudiants». Il y a deux semaines, la CAQ embauchait l'ancien leader étudiant Patrick

Label comme organisateur. Cet ex-président du Conseil permanent de la Jeunesse (nommé par M. Legault) avait signé en 2010, avec Lucien Bouchard entre autres, un manifeste pour un «pacte pour le financement concurrentiel de nos universités», lequel proposait entre autres un «déplafonnement» et une hausse des droits de scolarité.

Vos réactions

Triez : afficher les commentaires

- Roland Berger, Abonné, lundi 11 avril 2011 06h56

Le recul s'accroît

Le lavage de cerveaux néolibéral a si bien réussi que le PQ, pourtant jadis farouche partisan de la gratuité scolaire de la maternelle à l'université, se sent obligé d'inscrire à sa plate-forme électorale une hausse des frais de scolarité au niveau universitaire. En clair, le PQ suit le courant. Il considère de moins en moins la gratuité scolaire comme un moyen essentiel d'assurer le développement économique et culturel du Québec. Qui s'instruit s'enrichit, disait-on sous les libéraux des Lesage, Gérin-Lajoie et Lévesque (René) ! Qui s'instruit s'endette, est-on forcé de dire aujourd'hui.

Roland Berger

- Jean Lapointe, Abonné, lundi 11 avril 2011 08h07

«Se déchirer», dites-vous?

C'est à se demander si vous le souhaitez ce DÉCHIREMENT ou bien si vous voulez l'éviter. Bref, pourquoi parler de déchirement avant le temps ?

Est-ce vraiment approprié?

Quel est le but visé?

Une chose est certaine: vous ne faites pas que nous informer.

LE DEVOIR : En bref - Bras cassé durant l'occupation étudiante – Samedi 02 et Dimanche 03 avril 2011

Le Devoir

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) a déploré un incident survenu lors de l'occupation, jeudi, des étudiants qui manifestaient contre la hausse des droits de scolarité.

La réceptionniste a subi une double fracture au bras alors qu'une vingtaine d'étudiants tentaient de s'introduire en forçant les portes. Si le président-directeur général de la CREPUQ, Daniel Zizian, reconnaît que cet incident violent n'était pas intentionnel de la part des étudiants, il les enjoint de prendre tous les moyens à leur dis-

position pour s'assurer que de tels événements déplorables ne se reproduisent pas. «On regrette l'incident et notre intention n'était pas de blesser qui que ce soit. Tout ce qu'on voulait, c'était occuper pacifiquement les lieux», a fait savoir Garbiel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

CYBERPRESSE : Manifestation étudiante: une femme bousculée par un policier - Mis à jour à 12h31



photo patrick sanfaçon, la presse
Lors de la manifestation de jeudi, l'escouade anti-émeutes a été déployée après que des étudiants se furent introduits dans les bureaux de la CREPUQ.

Hugo Meunier, La Presse

Une vidéo montrant une femme violemment bousculée par un policier fait beaucoup jaser, au lendemain d'une manifestation étudiante houleuse, organisée jeudi pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

Sur la [vidéo diffusée sur le site You tube](#), on aperçoit une femme se faire projeter au sol par un policier du Groupe tactique d'intervention du Service de police de la Ville de Montréal. La femme n'avait apparemment rien à voir avec les

événements et sa tête semble avoir heurté un mur dans l'incident.

La scène s'est déroulée à la fin de la manifestation. Un peu plus tôt, des étudiants s'étaient introduits dans les bureaux de la CREPUQ (Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec), rue Sherbrooke, ce qui a forcé l'intervention du Service de police de la Ville de Montréal. Les policiers ont alors ordonné aux étudiants de sortir. Une intervention musclée, durant laquelle les policiers ont eu recours au gaz poivre.

Les choses ont continué à dégénérer à l'extérieur, avec un affrontement entre les policiers et les manifestants. Le SPVM a alors sonné la charge pour disperser les manifestants. C'est dans l'échauffourée que la femme a été poussée par le policier. En entrevue vendredi, l'inspecteur Philippe Pichet dit prendre les mesures nécessaires pour faire la lumière sur l'affaire. «On m'a informé de l'incident à la fin de la manifestation. Un commandant sur le terrain a assisté à la scène et a tout de suite demandé à Urgence-Santé de prendre la dame en charge, mais elle a

refusé», a souligné M. Pichet, inspecteur à la Division de la planification opérationnelle.

Sans banaliser l'incident, M. Pichet ajoute que les policiers ont averti à trois reprises les manifestants de s'éloigner. Le SPVM s'engage toutefois à analyser la vidéo et sévir contre le policier impliqué s'il y a lieu.

En tout, cinq personnes ont été arrêtées pour voies de fait et menaces contre des policiers. Trois voitures ont également été vandalisées. Une employée de l'édifice Loto-Québec aurait aussi été blessée à un bras lorsque les choses se sont envenimées.

La manifestation avait pourtant débuté dans le calme. Quelques milliers d'étudiants ont marché dans les rues du centre-ville durant l'après-midi pour s'opposer aux mesures du dernier budget Bachand, qui prévoit des hausses des frais de scolarité de 325 \$ par année à partir de l'année scolaire 2012-13 et ce, jusqu'en 2016-17. Actuellement, un étudiant débourse 2168 \$ annuellement. En 2016-2017, les droits atteindront 3793 \$.

RUEFRONTENAC.COM : La police met fin à une manifestation étudiante - Mise à jour le Vendredi, 01 avril 2011 08:52





Photo Rogerio Barbosa
Rassemblés au square Victoria vers 13h, les manifestants se sont rendus jusqu'aux bureaux du premier ministre Jean Charest, au coin de McGill College et Sherbrooke



Photo Rue Frontenac
À leur deuxième tentative une vingtaine ont réussi à entrer dans les locaux de la CRÉPUQ



Photo Rogerio Barbosa
Lorsque les policiers ont chargé, certains ont choisi de s'asseoir par terre pour protester
Écrit par David Patry-Cloutier et Claude Giguère

Une manifestation de quelques milliers d'étudiants, jeudi après-midi, pour dénoncer la hausse des droits de scolarité a tourné au vinaigre alors que l'escouade anti-émeute est intervenue pour disperser la foule. « L'action d'aujourd'hui est la mise au jeu. Le match va se poursuivre jusqu'à l'année prochaine », a averti un porte-parole étudiant.

L'événement était orchestré par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et appuyé par des associations étudiantes membres de la FECQ et de la FEUQ. S'étant rassemblés au square Victoria vers 13h, les manifestants se sont rendus jusqu'aux bureaux du premier ministre Jean Charest, au coin de McGill College et Sherbrooke.

Ils en ont contre l'annonce du ministre des Finances Raymond Bachand d'échelonner une hausse de 1650\$ des frais de scolarité sur cinq ans. Entre 2007 et 2017, la facture des étudiants québécois aura doublé.

« L'éducation, ce n'est pas un droit commercial, c'est un droit de tout le monde de pouvoir s'éduquer. Avec la hausse, on donne la possibilité à ceux qui ont plus d'argent d'avoir plus de droits

que ceux qui ont moins de revenus. C'est un principe que je ne peux pas supporter », a affirmé Mathieu Paradis, étudiant en travail social à l'UQAM.

La vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ), Marie Blais, est aussi venue appuyer les manifestants en prenant le micro. « Tout comme vous, on dénonce le budget Bachand qui pose la hausse des frais de scolarité comme inévitable. Pour nous, la moyenne canadienne (des frais), ce n'est pas un bon comparatif. Pourquoi ne pas se comparer au Danemark ou l'Allemagne, où l'éducation est gratuite? » a-t-elle demandé sous les applaudissements.

La manifestation tourne au vinaigre

La manifestation s'est déroulée dans une ambiance festive jusqu'en milieu d'après-midi, alors qu'une vingtaine d'étudiants ont réussi à pénétrer dans les bureaux de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ).

Une soixantaine de manifestants se sont séparés de la marche principale, vers 15h, a pu constater Rue Frontenac. Ils se sont rendus discrètement, en plusieurs petits groupes, vers les locaux de la CRÉPUQ au 500, rue Sherbrooke Ouest, tout près des bureaux du premier ministre Jean Charest.

Vers 15h20, le groupe, rassemblé derrière l'édifice, s'est engouffré sans prévenir dans l'édifice par une porte située sur le côté de l'immeuble où est aussi situé le siège social de Loto-Québec. Un agent de sécurité qui a tenté de les bloquer a rapidement été repoussé par le flot d'étudiants, dont certains étaient masqués, et qui fonçaient au pas de course.

Ceux-ci ont ensuite emprunté une cage d'escalier de secours pour se rendre au premier étage, où sont situés les bureaux de la CRÉPUQ. Une solide porte métallique verrouillée les attendait. Munis d'une barre à clous, deux d'entre eux ont tenté en vain de la forcer, sous le regard médusé d'employés de la CRÉPUQ qui les regardaient faire par une petite fenêtre grillagée.

Les étudiants ont ensuite décidé de monter à l'étage supérieur et ont réussi à s'introduire dans les locaux de Loto-Québec à la hâte. Après une échauffourée avec des employés de la société d'État qui ont tenté de leur bloquer le passage et qui ont verrouillé des portes, séparant le groupe d'étudiants en deux, une vingtaine ont réussi à prendre des ascenseurs pour retourner un étage plus bas, atteignant leur cible première.

Une employée blessée

Voyant le groupe de manifestants se ruer vers les portes des locaux de la CRÉPUQ, la réceptionniste de l'organisme s'est précipitée et a tenté de retenir les portes, s'infligeant une blessure à l'avant-bras. « Quand les manifestants sont entrés, il y aurait eu une bousculade et elle a un bras fracturé, a confirmé après coup la porte-parole du SPVM, Anie Lemieux. Elle a été transportée à l'hôpital. » Les manifestants se sont ensuite installés dans le hall d'entrée de l'organisme, scandant des slogans contre la hausse des frais de scolarité.

L'incident a jeté un certain froid parmi les manifestants, qui étaient nombreux à ne pas comprendre pourquoi la frêle dame s'est jetée sur la porte pour tenter de leur bloquer le passage. Plusieurs ont expliqué à Rue Frontenac qu'ils prévoyaient une occupation pacifique des locaux et qu'ils s'attendaient à quelques bousculades avec des agents de sécurité, sans plus.

Par la suite, des centaines de manifestants se sont rassemblés devant l'édifice pour soutenir cette occupation, provoquant des cris de joie parmi la vingtaine de contestataires qui les voyaient arriver par les baies vitrées de l'im-

meuble. « Libérez nos camarades! » scandait la foule massée près des portes du 500, rue Sherbrooke Ouest.

L'anti-émeute intervient

L'escouade anti-émeute du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) est arrivée sur les lieux et s'est positionnée près des portes de l'édifice en repoussant les manifestants. Après un peu de brasse-camarade, les policiers ont utilisé le poivre de Cayenne, réussissant ainsi à repousser les gens sur le trottoir. Les journalistes et photographes, dont ceux de Rue Frontenac, ont aussi été incommodés.

N'ayant toujours pas reçu d'avis d'éviction officielle après environ cinquante minutes, ceux qui occupaient les locaux de la CRÉPUQ ont décidé de sortir pour rejoindre la manifestation principale. Les policiers les ont dirigés vers la cage d'escalier de secours et vers le sous-sol de l'édifice.

À sa sortie, le groupe a été chaudement applaudi par ses centaines de supporters qui attendaient à l'extérieur. Les festivités n'auront cependant pas duré longtemps : à peine deux minutes plus tard, l'escouade anti-émeute, appuyée par la cavalerie, a lancé des grenades assourdissantes et des gaz lacrymogènes, chargeant les étudiants qui ont été repoussés en deux groupes, vers l'est sur Sherbrooke et vers le sud sur la rue City Councillors.

Lorsque les policiers ont chargé, certains ont choisi de s'asseoir par terre pour protester. « C'était de la désobéissance civile passive et non agressive », a affirmé le porte-parole de l'ASSÉ lors de son bilan. Nous avons assisté à deux arrestations à ce moment.

« Il y a eu des gestes criminels qui ont été commis, a affirmé l'agent Anie Lemieux du SPVM pour justifier l'intervention. Il y a eu deux avertissements qui ont été donnés pour mettre fin à la manifestation », indique-t-elle.

Bilan : 5 arrestations et 3 blessés

« C'est une manifestation qui s'est quand même bien déroulée dans l'ensemble », a indiqué Anie Lemieux. Bilan : cinq arrestations, entre autres pour voies de fait sur un policier, menaces contre des policiers et méfaits.

En plus de la dame au bras cassé, Urgences-santé a indiqué avoir eu à soigner sur place un agent légèrement blessé à un bras. Un homme dans la mi-vingtaine aurait aussi reçu en plein visage une balle de caoutchouc, utilisée par les policiers pour repousser les manifestants. Il a été transporté à l'Hôpital Royal Victoria pour un traumatisme mineur », a indiqué Éric Berry d'Urgences-santé.

La CRÉPUQ ciblée

La CRÉPUQ s'est positionnée pour une hausse des frais de scolarité cet automne, justifiant cette position par un sous-financement des universités québécoises par rapport à celles du reste du Canada qu'elle chiffre à 620 M\$. [Un chiffre toutefois contesté.](#)

« On voulait leur signaler notre ferme opposition, a affirmé le porte-parole de l'ASSÉ pour expliquer le choix de la cible. On voulait leur rappeler qu'ils sont supposés nous représenter. À la place, ils dilapident l'argent des universités en se payant des condos, des bonis, des salaires ou en lançant des projets immobiliers mégalomanes qui finissent une fois sur deux par un échec », dit-il.

L'occupation est une des méthodes utilisées par l'ASSÉ pour faire valoir sa voix. Elle l'a utilisée la semaine dernière en pénétrant dans les bureaux montréalais du ministère des Finances. « L'idée est de prendre possession symboliquement d'un lieu pour faire valoir un point de vue », a expliqué Gabriel Nadeau-Dubois.

Commentaires (12)

Bel article

Je salue l'action de ces étudiants et étudiantes. Que le momentum se conserve jusqu'à cet automne, au moment du réel engagement entre la classe étudiante et l'état! Et que la population les appuie sans réserve: il en va de notre avenir collectif.

Sylvain Bérubé, Sherbrooke, avril 01, 2011

État policier

Finis la volonté de la majorité du peuple, fermer vos gueules subissez vos élus, payer vos taxes sinon la méchante police que vous financer et qui devrait travailler pour vous, travaille désormais pour le patronat et vos élites. Ce pourquoi il faudrait arrêter de payer nos taxes puisqu'elle se retourne toujours contre nous.

Heinzel, avril 01, 2011

Hey Alexandre

Charest n'a rien à voir avec la direction de la police de Montréal. Et nos petits étudiants gâtés admettent eux même que les frais de scolarité sont les plus bas au Canada vive les bourses basées sur le talent, les contribuables sont tannés de payer pour les éternels étudiants manifestueux. Leur porte parole lui même a dit que le Québec avait le plus grand nombre d'étudiants par rapport aux autres provinces donc tout va très bien. Pour ce qui est des actions de la Police, avant de charger les policiers donnent beaucoup d'avertissements et si ces idiots veulent passer pour des martyrs alors qu'ils écopent de bons coups de pieds au cul.

Furibond, avril 01, 2011

Débilité policière

Dans chaque police au Québec il y a un petit bourreau qui sommeille. On les envoient dans la rue et vlan.. sortent leur attirail et frappent... Oh délice du dévouement... Oh plaisir de frapper! Ça ressemble à de la dictature... Ils sont aux ordres de qui??? Pourtant on devrait être fier de ces jeunes qui croient encore un peu à la démocratie, au droit de dire haut et fort leur désaccord à des décisions irresponsables d'un gouvernement qui a oublié que la société n'est pas un parti politique unidimensionnel, unidirectionnel, l'économie des uns contre l'économie des autres.. Le développement durable passe par le devoir d'un état de scolariser ses enfants tous ses enfants. On a des dirigeants qui semblent ignorer, ou faire fi, du fait qu'ils sont élus non par et pour les enveloppes brunes, et leurs amis en finance mais ils sont là pour gérer le bien commun.. pour le meilleur alors qu'ils nous offrent le pire.. Injustifiable cette violence faite aux jeunes...

claude lachance, avril 01, 2011

Casques et matraques

1) J'aimerais savoir ce que pensent les élus municipaux de ce type d'interventions policières.
2) Je trouve ces interventions beaucoup trop musclées pour le genre de manifestations. Le 12 avril, j'ai participé à la manifestation pour le maintien des services publics et quand j'ai quitté, là par où je suis passée, il y avait une masse de policiers casqués avec matraques, d'autres à cheval ainsi que de nombreuses voitures qui attendaient je ne sais quoi. C'était très provocant.

Et c'est quoi l'idée d'utiliser les chevaux?

Hélène Morin, avril 01, 2011

Bachand.....

Pourquoi les jeunes Parti Libéral ne bougent-ils pas? Je me demande si on leur a pas mis de la poudre aux yeux à eux aussi. Ils sont étudiants, eux aussi, et ils appuient le budget Bachand. Qu'est-ce qu'on leur a dit à ces jeunes pour qu'ils soient d'accord avec ce budget!!! Est-ce qu'ils sont naïfs ou influençables????

laurence, avril 01, 2011

Les manifestations ont-elles toujours un effet?

À moins d'être bien encadrée par la police, une manifestation est illégale et celle-ci à le droit de se mettre à tirer aux balles de caoutchouc et à envoyer les gaz lacrymogène. Était-ce nécessaire? Oui il y avait eu des actes illégaux de commis, et puis quoi? J'ai l'impression que les manifestations n'ont plus le même effet qu'auparavant; le gouvernement a le bouton on/off dans les mains et il peut faire taire le message des manifestants à tout moment...

Olivier Sylvestre, avril 01, 2011

Choix clair

Pour le gouvernement Charest, le choix est clair: gratuité scolaire à tous les niveaux, y compris le niveau universitaire, et pas ou moins d'argent à donner aux amis du régime profiteurs des PPP. Autrefois on disait que seule l'instruction gratuite peut assurer la survie économique du Québec. L'Allemagne, elle, le dit encore et la pratique encore.

Roland Berger, avril 01, 2011

Vieille tactique????!

@Alexandre

Je te signale que la dernière manifestation massive des étudiants (contre les coupures dans le système de prêts et bourses) a été bien mieux

organisé, et nous en sommes sortis vainqueurs, tant sur plan des coupures que du point de vue du publique.

Aujourd'hui, c'est fort différent et je ne comprend pas pourquoi il faut ABSOLUMENT occupé un endroit pour faire passer un message... on voit le résultat.

Michael, avril 01, 2011

Alexandre

Franchement et je suppose que la dame avec le bras brisé c'est faux. Étudiants vous voulez tout avoir et ne rien faire, les week ends c'est vous autre qui êtes chez Futur Shop, les CEGEPS doivent augmenter le nombre de place de stationnement, vous vous promenez avec des iPhones, sans parler des voyages alors mes amis, levez vous les manches et travaillez.

Robert, avril 01, 2011

Vieille tactique?

Je ne vois pas ce que Jean Charest a à voir avec le fait que des étudiants occupent des bureaux assez brutalement et que ça dégénère... Il ne faudrait pas le blâmer pour tout, quand même.

Les étudiants ont perdu la bataille de l'opinion publique. Les payeurs de taxes n'éprouvent plus de sympathie pour eux, c'est dommage mais c'est comme ça. Je suis moi-même chargé de cours et je n'arrive plus à comprendre le raisonnement des leaders étudiants - leur objectif ultime devrait être la qualité de l'éducation reçue pas la recherche du prix le plus faible possible. Tant qu'à y être, que les étudiants restent chez eux et on leur postera leur diplôme sans avoir à suivre de cours, ce sera gratis en plus.

Quoique disent les "leaders" étudiants (dont la légitimité est d'ailleurs fort discutable), il est ridicule de voir des gosses de riches profiter d'une éducation à rabais sur le dos de la classe moyenne. Une tarification raisonnable, appuyée par des mesures d'assistance à ceux qui en ont besoin, serait la solution la plus socialement rentable.

514, avril 01, 2011

Vieille tactique

Ça a toujours été une vieille tactique, faire passer les étudiants pour des enragés, devant être maîtriser par la police.

Ainsi Charest tente d'attirer la sympathie des gens.

Alexandre, avril 01, 2011







LE **DEVOIR** : 1ère page : Droits de scolarité : Le centre-ville de Montréal pris d'assaut- Vendredi 1er avril 2011

LE DEVOIR

Vol. CII N° 71 • LE VENDREDI 1^{ER} AVRIL 2011

DROITS DE SCOLARITÉ : LE CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL PRIS D'ASSAUT



Des étudiants prennent la parole d'assaut dans le centre-ville de Montréal, vendredi 1er avril 2011. Les policiers de l'Université de Montréal ont été dispersés par les policiers de la GRC. Les 500 étudiants de Québec qui défilent hier pour protester contre la hausse des coûts de scolarité. Des milliers d'étudiants ont pris part à une manifestation au centre-ville de Montréal, qui s'est terminée par quelques couronnes et des arrestations. À lire sur page 4.

LE DEVOIR : 1ère page : Hausse des droits de scolarité - 2000 étudiants ont pris d'assaut le centre-ville de Montréal : Cinq arrestations ont été effectuées par la police – Vendredi 1er avril 2011

Lisa-Marie Gervais

«L'éducation est un droit», pouvait-on lire sur la bannière qui ouvrait la grande manifestation étudiante dans le centre-ville de Montréal hier qui s'est terminée par l'intervention de l'escouade tactique et quelques arrestations. Environ 2000 étudiants du cégep et de l'université ont répondu à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), prenant les rues d'assaut et bloquant pour un moment le boulevard René-Lévesque dans les deux sens. Comme promis, ils protestaient contre la hausse des droits de scolarité du dernier budget Bachand, qui atteindront 3793 \$ en 2016-2017 comparativement à 2168 \$ aujourd'hui.

L'atmosphère était plutôt festive au départ, mais cela n'a pas empêché les policiers d'assurer une haute surveillance, à pied, à vélo, à cheval et en hélicoptère. À la fin de la marche, des policiers

du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ont été dépêchés après qu'une vingtaine de manifestants se furent introduits dans l'édifice de Loto-Québec pour occuper les bureaux de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

Un avis d'éviction a contraint les étudiants à battre en retraite et à se disperser à l'extérieur. C'est là que des pétards ont retenti et que les agents du SPVM ont distribué des coups de matraque et lancé des bombes lacrymogènes dans la foule. Cinq arrestations ont été effectuées. «Il n'y a eu aucune violence de la part des étudiants. Ce n'était que de la désobéissance civile tout à fait passive», a souligné le porte-parole de l'ASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

Plus de 50 000 grévistes

Au total, plus de 50 000 étudiants avaient voté une journée de grève. M. Nadeau-Dubois s'est

dit «inspiré» par tout l'appui reçu, y compris celui de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics et des représentants enseignants de la CSN. Somme toute, les représentants non étudiants étaient peu nombreux. «On a prouvé que la contestation n'était pas morte au Québec, a-t-il lancé. Au contraire! On a 55 000 personnes pour contester les mesures d'austérité de Charest.»

D'autres petites actions spontanées sont à prévoir d'ici la fin de session, notamment ce dimanche au colloque du Parti libéral, à Boucherville. Un campement sera également érigé devant les bureaux de la ministre de l'Éducation, rue Fullum. «On veut maintenir la pression pour se préparer à la rentrée. On va attendre Charest de pied ferme», a assuré M. Nadeau-Dubois.

LE DEVOIR : Manifestations 31 mars : Photos Jacques Nadeau – Vendredi 1er avril 2011

Photos Jacques Nadeau – Le Devoir

L'atmosphère était plutôt festive au départ de la manifestation étudiante, mais cela n'a pas empêché les policiers d'assurer une haute surveillance, à pied, à vélo, à cheval et en hélicoptère.



LA PRESSE : Hausse des droits de scolarité: une manifestation tourne au vinaigre – Vendredi 1er avril 2011

Entre 2007 et 2017, le coût d'une année à l'université aura plus que doublé. C'en est trop! Nous n'accepterons pas cette hausse de frais. Nous irons jusqu'au bout pour faire reculer le gouvernement» Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSE

Daphné Cameron, La Presse

(Montréal) Une manifestation étudiante organisée pour protester contre la hausse des frais de scolarité a tourné au vinaigre cet après-midi à Montréal.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a déployé son escouade tactique après qu'une soixantaine de personnes se soient introduites à l'intérieur d'un édifice du centre-ville qui abrite les locaux de la Conférence des recteurs et

des principaux des universités du Québec (CREPUQ).

En tout, cinq personnes ont été arrêtées pour voies de fait et menaces contre des policiers. Deux voitures-patrouille et quelques voitures de luxe ont également été vandalisées.

La manifestation avait pourtant débuté dans le calme. Quelques milliers d'étudiants ont marché dans les rues du centre-ville durant l'après-midi

pour s'opposer aux mesures du dernier budget Bachand, qui prévoit des hausses des frais de scolarité de 325 \$ par année à partir de l'année scolaire 2012-2013 et ce, jusqu'en 2016-2017. Actuellement, un étudiant débourse 2168 \$ annuellement. En 2016-2017, les droits atteindront 3793 \$.

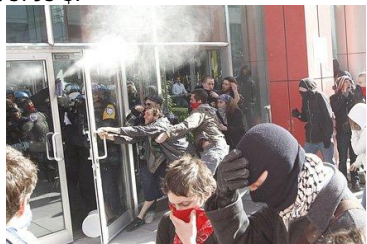


Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
Les étudiants ont occupé les locaux de la CRÉ-PUQ dans l'immeuble de Loto-Québec.

Le rassemblement s'est déroulé sous haute présence policière. L'hélicoptère de la Sûreté du Québec a survolé le centre-ville, et la cavalerie et les policiers à vélo du Service de police de Montréal ont encadré la manifestation. La marche s'est terminée par un sit-in devant les bureaux de Jean Charest, situés angle McGill College et Sherbrooke Ouest.

Vers 16h, un groupe d'environ 300 personnes s'est détaché du lot pour se rendre au 500 Sherbrooke Ouest, l'édifice Loto-Québec où sont situés les locaux de la CREPUQ. Selon l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) -qui a organisé l'événement-, ils venaient donner leur appui à une quarantaine de personnes qui venaient tout juste de s'introduire dans les bureaux de la CREPUQ. Ces derniers ont fini par quitter après avoir reçu un avis des forces de l'ordre.



Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse
Au même moment, une vingtaine d'autres manifestants se sont massés dans le lobby de l'édifice. Les policiers du SPVM ont rapidement dé-

ployé des gaz poivre pour les évincer. D'après Anie Lemieux, porte-parole au SPVM, une employée de l'immeuble se serait fracturé le bras après une bousculade avec un manifestant. Vers 16h15, la violence a monté d'un cran devant l'édifice Loto-Québec. Policiers et manifestants ont commencé à échanger des coups. C'est alors que le groupe tactique d'intervention de la police de Montréal et la cavalerie ont procédé à l'évacuation de la rue Sherbrooke. Des bombes au gaz poivre ont été tirées pour disperser la foule.

Environ 50 000 étudiants des quatre coins du Québec étaient en grève hier afin d'exercer divers moyens de pression. Parmi la foule présente à la manifestation montréalaise, on retrouvait des étudiants universitaires, mais aussi un très grand nombre d'étudiants du cégep, qui risquent d'être les plus affectés par ces hausses. «Depuis son premier mandat, le gouvernement libéral multiplie les attaques à l'accessibilité aux études. Entre 2007 et 2017, le coût d'une année à l'université aura plus que doublé. C'en est trop! Nous n'accepterons pas cette hausse de frais. Nous irons jusqu'au bout pour faire reculer le gouvernement», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

LE NOUVELLISTE : Brasse-camarade à l'UQTR – Vendredi 1er avril 2011



Photo: Stéphane Lessard
Une centaine de manifestants sont entrés dans les classes de divers pavillons du campus de

l'UQTR, ce matin, afin d'inciter les étudiants à respecter le vote de grève adopté la veille.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste
(Trois-Rivières) Une centaine de manifestants ont pris d'assaut les classes de divers pavillons du campus de l'UQTR, ce matin, afin d'inciter les étudiants à respecter le vote de grève adopté la veille, lors d'une assemblée spéciale de l'Association générale des étudiants à laquelle 650 d'entre eux avaient pris part.

Les manifestants se sont non seulement heurtés à un contrôle serré de la part du service de sécurité de l'Université, mais aussi à des étudiants visiblement peu intéressés à emboîter le pas dans cette journée de grève qui se tenait simultanément dans plusieurs universités québécoises contre la hausse des frais de scolarité.

Les manifestants entraînent dans les classes en scandant: «Un peuple instruit ne sera jamais soumis!» puis ils expliquaient à leurs collègues les motifs pour lesquels il était important de suivre le mouvement de grève. Dans certaines classes, la plupart des étudiants emboîtaient le pas, mais ça ne s'est pas déroulé rondement dans toutes les classes.

Un étudiant visiblement en colère a notamment projeté sa table de travail sur une des manifestantes et membre du comité de mobilisation, Marie-Hélène Laroche, apparemment mécontent de se faire déranger. Dans certaines classes, des étudiants se sont aussi affrontés verbalement plus vertement.

LA TRIBUNE : Le Cégep paralysé par une grève étudiante – Vendredi 1er avril 2011



Archives La Tribune, Jessica Garneau
Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Le Cégep de Sherbrooke a annulé tous les cours en enseignement régulier en raison du vote de grève obtenu par l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) et des piquets de grève qui ont érigés sur le campus jeudi matin.

Les étudiants de l'AÉCS étaient attendus à Montréal, où se tient une manifestation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Des membres de l'Association générale des étudiants de sciences de l'Université de Sherbrooke (AGES) et de l'AGEFLESH, qui représente les étudiants de sciences humaines, iront égale-

ment exprimer leur désaccord face aux hausses de frais de scolarité annoncées dans le dernier budget provincial. L'UdeS maintient toutefois les activités pédagogiques aujourd'hui.

Par communiqué, le Cégep précise que la journée de cours sera reprise le 24 mai. Les stages et l'enseignement clinique se tiendront comme à l'habitude. Le Centre de l'activité physique et la clinique de physiothérapie demeureront ouverts. Les cours du Centre de formation continue et de la francisation reprendront à compter de 13 h, tout comme les activités parascolaires.

24 HEURES : Hausse des frais de scolarité : Les étudiants descendent dans les rues du centre-ville de Montréal – Vendredi 1er avril 2011

Josianne Desjardins
La manifestation étudiante pour dénoncer la hausse des frais de scolarité imposée par le gouvernement Charest, qui a réuni plus de 2000 personnes, a dégénéré en fin de journée jeudi, alors qu'un groupe de manifestants a bloqué l'entrée de l'immeuble de Loto-Québec. Les étudiants se sont réunis au Square-Victoria à compter de 13 heures, pour ensuite se diriger sur les boulevards René-Lévesque et Ste-Catherine Ouest, dont la circulation a été paralysée pendant près de deux heures.

Alors que plusieurs croyaient que la manifestation allait prendre fin devant les bureaux de Jean Charest, situés sur la rue McGill College, un groupe d'environ 300 manifestants a occupé l'entrée de l'immeuble de Loto-Québec sur la rue Sherbrooke Ouest.

Les policiers ont dès lors créé des lignes de front et lancé des gaz irritants pour disperser les étudiants réfractaires. La manifestation a pris fin vers 16h30.

Selon le SPVM, six personnes ont été arrêtées lors de la manifestation et des véhicules de luxe ont été « égratignés ».

Contestations pacifiques

Portant des nez de clowns, jouant du tambour et brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire des propos peu élogieux à l'égard du premier ministre, les étudiants se sont rassemblés au Square-Victoria pour scander des slogans tels que « On veut étudier, on ne veut pas s'endetter ».



Photo: Sébastien St-Jean

L'un d'entre eux, Antoine Houle, est venu de l'Université de Sherbrooke pour manifester les

maines menottées et torse nu, où il était inscrit « Non à la hausse ».

Alexandra Gagnon, étudiante d'un cégep montréalais, s'est dite craintive de ne pouvoir poursuivre ses études à l'Université si les frais de scolarité sont en constante augmentation.

« C'est juste un début, la mise au jeu d'un match à finir avec le gouvernement, qui doit renoncer à la hausse des frais de scolarité. S'il faut, nous déclencherons une grève générale », assure Gabriel Nadeau, président de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

« Ils ne vivent pas dans le luxe »

Si certains peuvent penser que les étudiants se plaignent le ventre plein, M. Nadeau est convaincu du contraire.

« Ce n'est pas vrai qu'ils vivent dans le luxe, alors que les recteurs des universités dilapident

les fonds publics en se payant des voyages et des limousines », plaide-t-il.

Ce dernier rappelle qu'un étudiant universitaire dépense, en moyenne, 4 700 \$ par année alors que plus de 50 % des étudiants font moins de 12 000 \$ annuellement.

« La précarité étudiante existe et il est faut de penser que tous les étudiants peuvent payer ça », ajoute-t-il.

Le budget Bachand prévoit une hausse des frais de scolarité de 325 \$ par année à compter de 2012 et ce, jusqu'à 2017.

Jean Charest a rappelé, à plusieurs reprises, que les frais de scolarité au Québec sont les moins élevés au Canada.

24 HEURES : 1ère page : De la contestation pacifique à la charge policière – Vendredi 1er avril 2011



24 HEURES : Ça ne changera rien, selon Line Beauchamp – Vendredi 1er avril 2011

Ça ne changera rien, selon Line Beauchamp

Les manifestations étudiantes ne feront pas réfléchir le gouvernement sur la hausse des frais de scolarité, a promis la ministre de l'Éducation Line Beauchamp. Au même moment, les étudiants de la province s'apprêtent à manifester.

« Les droits de scolarité ont été gelés pendant 33 des 43 dernières années, et c'est plaidé. Je pense que la proposition qui est sur la table, c'est une proposition qui assure la validité du diplôme québécois, mais aussi l'accessibilité des universités. La décision, elle est prise, elle fait partie du budget, elle est chiffrée. »

Si on demande aux étudiants de faire leur juste part, car nous passons par le gouvernement, nous sommes prêts à financer nos universités, a conclu la ministre Beauchamp.

Cette dernière a assuré que le gouvernement veillera à ce que les sommes que les universités reçoivent soient adéquates.

« Je vous garantis qu'on va être sérieux avec les universités pour que l'argent soit utilisé au bon endroit », a-t-elle insisté.

— ANAGNOSI OMI

MÉTRO : 1ère page : Une manifestation mouvementée – Vendredi 1er avril 2011

Montréal. Manifestation

Les étudiants crient leur colère

Plus de 2 000 étudiants ont protesté hier au centre-ville contre la hausse des droits de scolarité. Si la manifestation a commencé dans le calme et la bonne humeur, elle a vite dégénéré en manifestation. L'escouade tactique est arrivée pour disperser les manifestants et au moins six d'entre eux ont été arrêtés. (page 03)

La Presse Canadienne

MONTRÉAL — Quelques milliers d'étudiants ont manifesté contre les hausses des droits de scolarité, jeudi après-midi pendant plusieurs heures au centre-ville de Montréal.

La manifestation, qui a pris fin devant les bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest, a toutefois été marquée par des incidents et des arrestations.

Les policiers ont rapporté, en début de soirée, jeudi, avoir fait cinq arrestations lors d'incidents qui ont eu lieu près du siège social d'Hydro-Québec et lorsqu'un groupe de manifestants s'est détaché du lot, à la toute fin de la manifestation, pour investir le siège social de Loto-Québec, rue Sherbrooke ouest, non loin du bureau du premier ministre.

La manifestation s'était généralement déroulée dans la bonne humeur, sous les slogans, la musique et les allocutions. "Charest à l'échafaud", "les étudiants suffoquent", "hausse des coûts, baisse des étudiants", pouvait-on lire sur les pancartes.

Les manifestants s'étaient rassemblés dès 12h30 au Square Victoria avant de marcher pendant trois heures jusqu'au bureau du premier ministre.

Ils étaient sous haute surveillance policière, à cheval, en bicyclette, à pied, en hélicoptère et l'escouade tactique d'intervention a elle aussi dû intervenir au siège social de Loto-Québec.

Vers 16h, un petit groupe de manifestants s'est détaché du lot pour investir le siège social de Loto-Québec. Alors que des policiers ont été appelés sur place, d'autres manifestants se sont joints aux premiers, tentant à leur tour d'entrer en donnant des coups de pied dans les portes vitrées et tentant de forcer les portes que bloquaient les policiers. Ceux-ci ont dû vaporiser un gaz irritant pour éloigner les manifestants.

Puis l'escouade tactique est arrivée pour faire reculer les manifestants, qui étaient alors environ 20, bloquant toute la rue Sherbrooke.

Des manifestants ont fait exploser des pétards, provoquant la panique, alors que l'escouade tactique avançait en frappant avec les matraques dans les boucliers. D'autres bloquaient le passage de voitures avec des bacs de recyclage, des poubelles, des cônes de construction ou ce qu'ils trouvaient sur leur passage.

Peu à peu, finalement, les derniers manifestants se sont dispersés vers 17h.

La manifestation était organisée par l'ASSÉ, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. Des associations étudiantes plutôt affiliées à la Fédération étudiante collégiale et à la Fédération étudiante universitaire se sont également jointes à la manifestation.

"La manifestation d'aujourd'hui est avant tout la mise au jeu d'un match à finir entre le mouvement étudiant et le gouvernement libéral de Jean Charest", a prévenu en entrevue Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

Dans son budget du 17 mars, le ministre des Finances, Raymond Bachand, a annoncé des hausses des droits de scolarité de 325 \$ par an, à compter de l'année scolaire 2012-2013 jusqu'en 2016-2017.

Ces droits atteindront donc ultimement 3793 \$ en 2016-2017, comparativement à 2168 \$ en 2011-2012.

En plus de manifester, certains étudiants ont débrayé, jeudi, en signe de protestation. D'autres ont eu recours à différents moyens de pression.

Le président de la Fédération étudiante collégiale, Léo Bureau-Blouin, assistait à la manifestation de l'autre organisation étudiante. "On est ici pour montrer que le mouvement étudiant est

solidaire. Les étudiants avaient promis un hiver chaud. Ça démontre que tout le monde est uni derrière cette hausse-là. On veut envoyer le message au gouvernement Charest que la hausse des frais de scolarité, elle ne passera pas", averti en entrevue M. Bureau-Blouin.

Des représentants de la Fédération nationale des enseignants de la CSN, FNEEQ-CSN, participaient également à la manifestation aux côtés des étudiants.

Les associations étudiantes estiment que ces hausses vont nuire à l'accessibilité aux études supérieures pour les étudiants provenant des classes moyenne et démunie.

De son côté, l'écrivain Victor-Lévy Beaulieu a donné son appui aux étudiants du Québec, dans un communiqué transmis aux médias.

Selon lui, les étudiants ont raison de se plaindre de l'augmentation de leurs frais de scolarité. Il estime que 500 \$ par année pour les prochains cinq ans, c'est une aberration.

"Quelles familles de la classe moyenne et quelles familles vivant sous le seuil de la pauvreté seront désormais en mesure de permettre à leurs enfants de terminer des études de plus en plus spécialisées, donc de plus en plus longues?"

Il a affirmé que même si le ministre de l'Éducation promettait que les prêts-bourses seraient augmentés en proportion des nouveaux droits scolaires, il ne s'agissait que de la poudre aux yeux. "Une majorité d'étudiants sortiront de l'université si endettés qu'il leur faudra mettre des années à rembourser le gouvernement, avec les conséquences qu'on devine déjà: des difficultés financières qui risquent de mettre en péril l'établissement de notre jeunesse, l'envie de fonder foyer et famille, au détriment de la solidarité sociale."







JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : 2000 personnes dans la rue : La police disperse des protestataires qui s'en prenaient à l'édifice de Loto-Québec – Vendredi 1er avril 2011



PHOTO MAXIME DELAND, AGENCE QMI
 ✓ Les policiers ont encadré les manifestants, qui ont paralysé la rue Sainte-Catherine Ouest et débordé rue Sherbrooke Ouest hier.



JOSIANNE DESJARDINS ET MAXIME DELAND, Agence QMI

La manifestation étudiante pour dénoncer la hausse des frais de scolarité imposée par le gouvernement Charest, qui a réuni plus de 2000 personnes, a dégénéré en fin de journée, hier, alors qu'un groupe de manifestants a bloqué l'entrée de l'immeuble de Loto-Québec.

Les étudiants se sont réunis au Square Victoria à compter de 13 h, pour ensuite se diriger sur le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine Ouest, dont la circulation a été paralysée pendant près de deux heures.

Alors que plusieurs croyaient que la manifestation allait prendre fin devant les bureaux de Jean Charest, situés sur la rue McGill College, un groupe d'environ 300 manifestants ont occupé l'entrée de l'immeuble de Loto-Québec sur la rue Sherbrooke Ouest.

La police lance des gaz

Les policiers ont dès lors créé des lignes de front et lancé des gaz irritants pour disperser les étudiants réfractaires. La manifestation a pris fin vers 16 h 30.

Selon le SPVM, cinq personnes ont été arrêtées lors de la manifestation et des véhicules de luxe ont été « égratignés ».

Portant des nez de clowns, jouant du tambour et brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire des propos peu élogieux à l'égard du premier ministre, les étudiants se sont rassemblés au Square-Victoria pour scander des slogans tels que « On veut étudier, on ne veut pas s'endetter ».

Alexandra Gagnon, étudiante d'un cégep montréalais, a dit craindre de ne pouvoir poursuivre ses études à l'université si les frais de scolarité sont en constante augmentation.

« C'est juste un début, la mise au jeu d'un match à finir avec le gouvernement, qui doit renoncer à la hausse des frais de scolarité. S'il faut, nous déclencherons une grève générale », a assuré Gabriel Nadeau, président de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

4700 \$ par année
 Si certains peuvent penser que les étudiants se plaignent le ventre plein, M. Nadeau est convaincu du contraire.

« Ce n'est pas vrai qu'ils vivent dans le luxe, alors que les recteurs des universités dilapident les fonds publics en se payant des voyages et des limousines », at-il plaidé.

Ce dernier rappelle qu'un étudiant universitaire dépense en moyenne 4 700 \$ par année alors que plus de 50 % des étudiants font moins de 12 000 \$ annuellement.

« La précarité étudiante existe et il est faux de penser que tous les étudiants peuvent payer ça », a-t-il ajouté.

Le budget Bachand prévoit une hausse des frais de scolarité de 325 \$ par année à compter de 2012, et ce, jusqu'à 2017.

Jean Charest a rappelé, à plusieurs reprises, que les frais de scolarité au Québec sont les moins élevés au Canada.

THE GAZETTE: Protest against proposed tuition hikes starts calm but ends with tear gas, charges – Friday, April 01, 2011

"The mood was tense but still civil. Then ... without warning, the students stood up. "Students, so desperate to woo public opinion ... had squandered that goodwill."



Peggy CuRran The gazette
 Police and protesters face off in front of Jean Charest's Montreal office on Thursday. Students

denounced university tuition hikes of \$350 a year for five years in the Quebec budget.

Peggy Curran
 You just knew things were going to get ugly when the boys in the black hoodies pulled the kerchiefs up over their faces.

Thursday's protest against Quebec's plan to raise university tuition by \$325 a year over a five-year period started cheerfully enough.

It was lunchtime in Victoria Square, and striking CEGEP students wearing red clown noses and silly pants squared off against Montreal police sporting red baseball caps designating their own discontent.

Music blared from a loudspeaker as students hoisted placards denouncing the measures that Finance Minister Raymond Bachand announced in his St. Patrick's Day budget. A young man in funereal top hat and tail coat swung an effigy of premier Jean Charest. There was a girl on stilts and a boy wearing a Tête à Claques fright wig

and juggling bowling pins. Wasn't that a party. Traffic snarled, yet motorists waved and truck drivers honked in support. Along the sidewalk, observers seemed more bemused than annoyed by the energy and enthusiasm of the boisterous students snaking through the downtown core.

For more than two hours, they wended their way from Victoria Square up Beaver Hall Hill, to the Hydro-Québec building, up St. Laurent and down St. Urbain before heading west along René Lévesque Blvd. for what was supposed to be their big finale in front of Premier Jean Charest's office on McGill College Ave.

"This is just the beginning," cautioned Gabriel Nadeau-Dubois, a spokesperson for the Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), which claims to represent roughly 45,000 students across the province. "We will not accept this tuition hike. We'll keep fighting until the government reverses this decision."

The words were fierce, but the 17-year-olds playing hooky were more raucous and happy than belligerent. But as students started to disperse and meander back to their buses, a handful of young men pulled scarves out of their hoodies so that only their eyes were showing. As the men with scarves sauntered away, a few dozen protesters parked themselves on the sidewalk. Riot police, who had walked alongside the protesters for two hours, formed a human wall in front of the entrance to the premier's office, wearing helmets and carrying batons. The mood was tense but still civil. A police officer bantered with one of the students, who tried to

lead the other students in a chant. Then, poof, without warning, the students stood up and waved goodbye. Moments later, a half-dozen police vans, lights flashing but sirens silent, roared by, en route to the Loto-Québec building on Sherbrooke St., where those boys in the hoods were trying to storm the offices of the coalition representing Quebec university rectors and principals. Police used tear gas to quell the disturbance. By the end of the afternoon, five protesters had been arrested, facing charges of mischief, assault on police officers and damage to property, including two police cars and a few luxury vehi-

cles. Police said one person was injured in the melee trying to enter the Loto-Québec building. The students, so desperate to woo public opinion to the justness of their cries for free education, had squandered that springtime goodwill. It's pretty obvious this won't be the last Quebecers will hear from students outraged by the Liberals decision to finally boost university tuition fees a little closer to the Canadian average. But if the protesters want to be taken seriously and treated like smart people deserving of a university education, they would do well to tell the hardliners to take a hike.

THEGLOBEANDMAIL.COM : At least three people arrested in Montreal as students protest tuition fees - Last updated Thursday, Mar. 31, 2011 4:45PM EDT

MONTREAL— The Canadian Press



A massive student protest in Montreal against higher university tuition fees has ended up outside the offices of Premier Jean Charest. Police are reporting only three arrests in a protest that has lasted about three hours. More than 2,000 students were watched closely by police as they snaked through the streets to the premier's office. The demonstration coincided with a one-day strike by thousands of junior-college and university students. Students in the province have promised to fight the government's proposal to raise university tuition fees by \$325 a year for five years, beginning in 2012. The planned increases would bring tuition for Quebec students to \$3,793 in 2016-17, up from the current \$2,168. That would still leave the province 30 per cent below the 2010 Canadian average. Students are worried the higher tuition fees will further complicate efforts to fund their education. "Our demands today are really simple," spokesman Gabriel Nadeau-Dubois said. "We want the Charest government to back off from its intention to raise tuition fees.

"We are totally against this drastic measure that is really an historical attack to the right to education and to the accessibility of post-secondary education. "Today in Quebec, we have one of the lowest tuition fees in Canada, and I think we should be proud of this, not ashamed of this." **14 comments**
ModeratePolitix, 3:24 PM on March 31, 2011
 Poor Quebec students. It's such a crying shame that this increase will put them at only 30% below the rest of Canada's average tuition. What exactly do you have to protest against? Protesting the lowest tuition in the country is outrageous, embarrassing and seriously undermines your position. I do strongly agree that current tuition fees for the rest of Canada are far too high, but seriously, give it a rest. A much more defensible position would be to protest against the high tuition fees all over Canada, not just for yourselves. Just because Quebecers had amazingly low-priced schools for so long and the rest of the nation did not is no reason to take to the streets, especially when it is still by far the least expensive.
Yanni31, 5:49 PM on March 31, 2011
 More reasons for Québecers to vote Liberal . A government that will work with them over tuition fees.
 Score: 2
You're kidding, right?, 8:03 PM on March 31, 2011
 Spokesman Gabriel Nadeau-Dubois, in my universe, if a person chooses to pursue a so-called 'higher education' they pay for it themselves. Anything less than that is only stealing the work and production of others.
farmsareimportant, 7:35 AM on April 1, 2011

hey montreal students! get your vote on..vote for education!
<http://www.youtube.com/watch?v=SEf34V2rmaM>
ZorroIsGod, 6:59 PM on March 31, 2011
 see protest.... so as people seeing what the grievances are about what can we do as people to deal with it...
 is it something logical to their voice...
 arrest happen its just some who get out hand...
 having police provoking are not something people like... it can lead to arm rebellions and more destruction's to property down the road...
 its just about people venting..
Cabo, 2:11 AM on April 1, 2011
 By the sounds of it they obviously don't teach business at that school.
Jewel Bocks, 6:31 AM on April 1, 2011
 Here's an idea - how about we stop giving Quebec money from other provinces altogether, no more equalization payments.
Cascadian Ten, 3:12 AM on April 1, 2011
 that's what, a summer job at McDonalds for tuition?
 SouthAlberta403, 9:35 PM on March 31, 2011
 The 'right to an education' does not include post-secondary schools.
Jewel Bocks, 7:14 AM on April 1, 2011
 Quebec = clowns at the head of the class.
Jewel Bocks, 3:24 PM on March 31, 2011
 Cheap people of Quebec will have to get used to paying their way in life like the rest of us, instead of relying on handouts from Ontario via ransom collector Duceppe. Teachers in Quebec with the exception of McGill and Concordia and other English language institutions of higher learning behave like clowns in front of the class.

RADIO-CANADA : Des milliers d'étudiants manifestent à Montréal - Mise à jour le jeudi 31 mars 2011 à 20 h 51



Photo: La Presse Canadienne /Graham Hughes
 Manifestation étudiante à Montréal contre la hausse des frais de scolarité
 Plus de 2000 étudiants ont sillonné le centre-ville de Montréal, jeudi, pour exprimer leur rejet des hausses des droits de scolarité, **annoncées** dans le dernier budget du gouvernement Charest. Ils se sont rassemblés devant le bureau du premier ministre pendant qu'une vingtaine d'entre eux se rendaient dans les bureaux de la

Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec. C'est là que les choses se sont gâtées. Trois bombes fumigènes ont été lancées par l'escouade tactique qui voulait disperser les quelques centaines de personnes venues soutenir ceux qui s'étaient rendus dans les bureaux des recteurs. Un jeune a été blessé par une bombe et deux personnes ont été arrêtées. Le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), qui organisait la manifestation, Gabriel Nadeau-Dubois, estime que la force employée par les policiers était démesurée. « On déplore les agissements des forces de l'ordre qui ont vraiment agi avec une brutalité et une force absolument disproportionnée par rapport à des gens qui faisaient de la résistance passive, de la désobéissance civile, tout ce qu'il y a de plus légitime. » Trois autres arrestations ont eu lieu au cours de la marche, mais dans l'ensemble les choses se

sont déroulées plutôt calmement et dans la bonne humeur. Le budget Bachand prévoit une augmentation des droits de scolarité de 325 \$ par an à compter de l'année scolaire 2012-2013 jusqu'en 2016-2017. Les manifestants s'étaient rassemblés dès 12 h 30, jeudi, au square Victoria, avant de marcher pendant trois heures jusqu'au bureau du premier ministre. Venus d'un peu partout au Québec, les étudiants ont répondu à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Des associations affiliées à la Fédération étudiante collégiale et à la Fédération étudiante universitaire se sont également jointes à la manifestation. La manifestation d'aujourd'hui est avant tout la mise au jeu d'un match à finir entre le mouvement étudiant et le gouvernement libéral de Jean Charest.



— Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ
 Les associations étudiantes s'inquiètent que les hausses des droits de scolarité nuisent à l'accessibilité aux études supérieures pour les personnes issues des classes moyenne et démunie.
 « On pense qu'il faut réhabiliter le seul moyen qui a été trouvé dans les dernières années pour faire en sorte que tout le monde participe au financement de l'éducation selon ses moyens. Ça s'appelle l'impôt sur le revenu. Et non pas une hausse des frais de scolarité qui est régressive et qui donne à chaque personne un poids inégal », a affirmé M. Nadeau-Dubois, en entrevue à RDI.
Ce n'est qu'un début...

Rassemblés devant les bureaux du premier ministre, les étudiants ont promis que ce n'était qu'un début et qu'ils iraient jusqu'à la grève générale pour faire reculer le gouvernement.
 « Les étudiants avaient promis un hiver chaud. Ça démontre que tout le monde est uni derrière la hausse. On veut envoyer le message au gouvernement Charest que la hausse des frais de scolarité ne passera pas », a averti le président de la Fédération étudiante collégiale, Léo Bureau-Blouin.
[audio-vidéo](#)
[La manifestation a pris fin devant le bureau de Jean Charest à Montréal, rapporte Francine Plourde.](#)

[Entrevue avec le ministre de l'Éducation Line Beauchamp](#)
[Interview de Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec qui explique pourquoi les étudiants refusent la hausse des droits de scolarité.](#)
[Michel Désautels en parle avec un porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, Gabriel Nadeau-Dubois,](#)
[Catherine Gauthier résume les revendications des étudiants, qui manifestent contre la hausse des frais de scolarité prévue dans le budget Bachand.](#)

RADIO-CANADA : Mauricie : Hausse des droits de scolarité : Une mesure qui nuirait aux étudiants - Mise à jour le jeudi 31 mars 2011 à 16 h 56



Photo: Catherine Gauthier
 Manifestation des étudiants à Montréal

Selon le conseiller budgétaire au Centre d'intervention budgétaire et sociale de la Mauricie, Bertrand Rainville, l'augmentation des droits de scolarité prévue dans le dernier budget du gouvernement québécois nuira grandement aux étudiants.
 Jeudi, plusieurs dizaines d'étudiants ont profité de la journée de grève à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) pour converger vers Montréal où avait lieu une manifestation contre la hausse des droits de scolarité. Ces jeunes dénoncent l'augmentation annuelle de 325 \$ sur cinq ans annoncée dans le dernier budget Bachand.
 « Les étudiants qui vont au bout de leurs études seront endettés dans des taux qui sont largement supérieurs à ceux de la population en général », croit M. Rainville.
 Pour arriver à cette conclusion, ce dernier a fait l'exercice d'élaboration d'un budget étudiant. Si on se fie aux chiffres de la Fédération étudiante universitaire du Québec, 50 % des étudiants

vivent avec 12 200 \$ par année. De cela, il faut déduire les droits de scolarité.
 « On arrive à 800 \$ par mois de revenu net. Et, si on a les frais de scolarité dans cinq ans, on arrive à 659 \$ par mois. C'est l'équivalent de l'aide social. Alors, on a un problème là. Sans sortie au restaurant, ni véhicule ou de nouveaux vêtements. Ce sont seulement les dépenses de base, on arrive à un montant mensuel de 825 \$. Le déficit est donc de 25 \$ par mois actuellement et il sera de 165 \$ une fois que les frais de scolarité auront augmenté », calcule M. Rainville.
 Mais pour certains, les chiffres font sourcilier. En effet, selon le Conseil du patronat du Québec, 56 % des étudiants bénéficiant du programme de prêts et bourses ont une voiture. « Le rythme de vie des étudiants a évolué en fonction de la façon dont la société a évolué aussi », souligne le conseiller à l'aide financière de l'UQTR, Yan Martel. Selon lui, la combinaison du travail à temps partiel, de l'aide familiale et des prêts et bourses devrait être suffisante.
 « On ne peut pas dire qu'on va vivre riche des prêts et bourses. Ce n'est pas quelque chose qui sert à vivre la vie de grand seigneur, mais normalement, la façon dont le calcul est fait, les étudiants sont supposés arriver financièrement. Oui on voit des étudiants qui ont des soucis financiers. Je peux vous dire que ce sont souvent des gens qui vont avoir un profil un peu particulier par exemple, des chefs de famille monoparentale, des gens qui font un retour aux études », explique Yan Martel.
Les commentaires (2)
 Envoyé par [chasseur](#), 1^{er} avril 2011 à 08 h 50 HAE

Si on se fie aux chiffres de la Fédération étudiante universitaire du Québec, 50 % des étudiants vivent avec 12 200 \$ par année. De cela, il faut déduire les droits de scolarité.
 « On arrive à 800 \$ par mois de revenu net. Et, si on a les frais de scolarité dans cinq ans, on arrive à 659 \$ par mois. C'est l'équivalent de l'aide social.
 Les calculs sont faux... Un étudiant ne paye pas d'impôts..... et retire la tps et TVQ
 "Sans sortie au restaurant, ni véhicule ou de nouveaux vêtements."
 Les Bars sont pleins d'étudiants.... Beaucoup ont leur Ipod, Ipad, iPhone et leur voiture.... je me demande bien ou il a pris ses informations.....
[En accord \(0\) » - En désaccord \(0\) »](#)
 Envoyé par [mikeedom](#), 1^{er} avril 2011 à 08 h 14 HAE
 Dites moi monsieur le conseiller budgétaire , que font les étudiants de l'Ontario , du Vermont ou de l'Alberta , couchent ils dehors ?? se nourrissent ils dans les mangeoires a moineaux ?? ca coute le double et meme le triple pour étudier dans la plupart des états ou provinces en Amérique du nord , les couts pour une éducation universitaire sont dérisoires au Québec , il en coute le meme prix pour des frais de garderie pour un enfant de trois ans cherchez l'erreur
 les étudiants ne sont pas a plaindre a comparer au reste de la population et a regarder le stationnement de l'UQTR ou de Laval , je me dis que les étudiants ne sont pas tous dans la misere , en terminant , votre porte parole n'est pas tres crédible , il a du faire ses classes avec la CSN , surement , un futur conseiller syndical .
[En accord \(1\) » - En désaccord \(0\) »](#)

RUEFRONTENAC.COM : Du poivre de Cayenne pour repousser les manifestants - Mise à jour le Jeudi, 31 mars 2011 16:24

Écrit par David Patry-Cloutier
MISE À JOUR - L'escouade anti-émeutes a utilisé du poivre de cayenne pour repousser les manifestants au 500 Sherbrooke ouest. Rue Frontenac se trouve à l'intérieur avec les manifestants qui ont réussi à pénétrer dans la bâtisse. Quelques milliers étudiants de cégep et d'université du Québec manifestent dans les rues de Montréal ce jeudi après-midi pour dénoncer la hausse des frais de scolarité.
 L'événement, orchestré par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante et appuyé par des associations étudiantes membres de la FECQ et de la FEUQ, s'est déroulé dans une ambiance festive sous surveillance policière jusqu'en milieu d'après-midi.
 Des étudiants auraient cependant investi peu après 15h les bureaux de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ). Des policiers tenteraient présentement de les expulser.

Un périmètre de sécurité a été établi autour des bureaux montréalais du premier ministre Jean Charest situés sur la rue McGill College puisque les policiers croient que les manifestants s'y dirigent.
 Les étudiants s'étaient donnés rendez-vous à 13 h devant les bureaux du ministère des Finances, au Centre de commerce mondial de Montréal. Il s'agit du même endroit qu'ils ont investi il y a quelques jours, un [événement](#) auquel *Rue Frontenac* a assisté.
 Les policiers s'étaient préparés en conséquence. « On sait que ça part du square Victoria, au Centre de commerce mondial et qu'il y a un rassemblement, mais par la suite on n'a pas d'indications », affirme l'agent Raphaël Bergeron, du Service de police de la Ville de Montréal.
Étudiants déterminés
 Les étudiants sont déterminés à combattre la hausse des frais de scolarité annoncée dans le budget Bachand, affirme le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois. « C'est vraiment

le dernier avertissement. S'il n'y a pas de réponse du gouvernement, on se prépare pour la guerre à l'automne », affirme-t-il.
 Quelques milliers de manifestants sont attendus jeudi. Une vingtaine d'autobus en provenance d'un peu partout au Québec ont été mobilisés. D'ici la fin de la session d'hiver, en avril-mai, le mouvement étudiant promet aussi de petites actions ponctuelles pour maintenir la pression sur le gouvernement.
Commentaires (9)
Je suis découragé...
 J'étudie actuellement au cégep de Sherbrooke et c'est aberrant de voir à quel point certain pense que c'est correct une augmentation des hausses. Je répète: les étudiants eux mêmes se disent POUR l'augmentation des frais de scolarité??? J'espère vraiment que les étudiants vont finir par se réveiller... Ils croient qu'ont doivent payer de nos poches, mais pourquoi nous taxer??? La population étudiante est extrêmement pauvre. Pourquoi ne pas taxer les riches qui font des milliards par années?
 Plus rien ne semble avoir de sens...



Thierry (TTS) , mars 31, 2011

Simplifions le probleme

4,700\$ de frais de scolarite par an correspond a 587 heures de travail par an a un salaire horaire de \$8 soit 11 heures par semaine. Ici on ne tiens pas compte des impots a payer par l'etudiant qui travaille, sa part de RRQ, Assurance-chomage, le plan parental, etc... Pour couvrir le tout il faudrait travailler plus d'heures. en plus l'etudiant doit payer sa part d'assurance medicaments. A ceci s'ajoute tous les frais accessoires que les cegeps et universites chargent aux etudiants. Il faut ensuite acheter les livres, codex et autre manuels et de nos jours il est impossible d'etudier sans ordinateur. Jusqu'ici je n'ai rien mentionne au sujet dui logement; a moins d'habiter dans la rue il leur faudra un logement; avec les augmentations de taxes des villes et les augmentations d'Hydro-Quebec les loeyrs augmentent. Et pour compte de malheur il faut nourrir l'etudiant; eh oui John l'a oublie mais ca mange un etudiant. Grosso modo pour etudier a temps plein, se loger et se nourrir il faut a l'etudiant un travail a temps plein. Comme il n'a pas beaucoup d'experience, generale-ment on le paie au salaire minimum. Pendant ce temps on charge des redevances ridicules pour laisser les compagnie nous empoisonner avec le gaz de schiste, des subventions aux petrolieres, ces compagnies qui visitent regulierement Harper...

Monsieur Sylvain , mars 31, 2011

...

@ Nathan Boivin - environ 85% des étudiants à l'Université ont un emploi à temps partiel, souvent même deux. Ils n'ont pas tous accès à des bourses ou des prêts, prêts qui ne couvrent que les frais d'admission. Quelques uns ne boivent pas d'alcool, n'ont aucunes sorties pour économiser afin de payer leur loyer et épicerie. Il faut cesser de généraliser non? Surtout quand vos données date des années 80!!!!

Jessica , mars 31, 2011

...

Si vicis pacem, para bellum.

Bon plan, Gabriel. Bon plan.

G. Favreau , mars 31, 2011

Ils n'ont pas tous les moyens de s'en payer une biere en partant.

Votre propos est tellement stupéfiant, est-ce que vos parents n'ont jamais manqué d'argent et avez-vous eu la chance de travailler pour l'entreprise de papa ? Restons sur terre, croyez-vous qu'il y a tant de jobs que ça pour tous les jeunes qui veulent étudier ? Si nos gouvernement avaient géré de manière responsable nos deniers, les jeunes n'en souffriraient pas et nous aurions accompli nos promesses de gratuité des frais de scolarité. Pensez uniquement aux milliards que la Caisse de dépôt a dilapidé et aux généreux bonus à ses dirigeants.

claude robinson , mars 31, 2011

Rectifions les faits: on parle d'une hausse de 1625\$!

D'ici 5 ans ce ne sera pas 325\$ de plus par an, mais bien 1625\$ de plus par an! C'est sans compter les 500\$ d'augmentation que le gouvernement impose depuis 2007. Toutes ces hausses de frais de scolarité font en sorte qu'à terme, il en coûtera près de 4700\$ pour une année d'études alors que ça ne coûtait que 2000\$ lorsque Charest est arrivé au pouvoir. Je ne sais pas à combien vous travaillez de l'heure, mais pour ma part je ne sais pas où trouver ces 4700\$ dans mon budget...

Léo , mars 31, 2011

et bin...

SE le gouvernement prenait d'autres méthodes que d'attaquer les étudiants... Par exemple, en ce moment il n'y a que trois fourchettes d'impôts au Québec : pauvre, moyen et riche. Mais si on fait seulement 10 fourchettes d'impôts (exemple en séparant le salaire moyen de 40 000 à 60 000 et de 60 000 à 80 000 au lieu de 40 000 à 80 000) et bien on ferait 1,4 milliards de profit de plus par année... Je dis ca comme ca!

caro , mars 31, 2011

...

@ Nathan Boivin - Je l'ai ma job a temps partiel, si je fait le cumul de mes 30 heures de travail, de mes 15 heures de cours et de mes 20 heures d'études, je pense que c'est injuste de me traiter de paresseux, non?

Bobie , mars 31, 2011

LEJOURNALEMONTRÉAL.CANOE.CA : Hausse des frais de scolarité : Ça brasse dans la rue – Jeudi 31 mars 2011, à 14h32



© Agence QMI

1500 étudiants ont quitté le square Victoria pour marcher dans les rues de Montréal.



Photo: Sébastien St-Jean/Agence QMI Agence QMI et TVA Nouvelles

Quelque 1500 étudiants ont marché dans les rues de Montréal jeudi après-midi afin de dénoncer la hausse des frais de scolarité annoncée dans le dernier budget Bachand.

La marche des protestataires a quitté le Square Victoria vers 14 heures pour se diriger en serpentins vers les bureaux du premier ministre, Jean Charest, rue McGill College près de Sherbrooke où elle a culminé vers 15h45 quasi sans anicroche. C'est quelques minutes plus tard que les choses ont dégénéré.

Des étudiants ont tenté de pénétrer dans les locaux de Loto-Québec rue Sherbrooke vers 16 heures. Ils ont été rapidement repoussés par les forces de l'ordre à l'aide de bâtons et de gaz poivre, toutefois un employé a été légèrement blessé.

Vers 16h30, ils n'étaient plus que quelques centaines d'individus près des locaux de la société d'État, et les groupes d'intervention ont dû disperser les manifestants qui résistaient. Des gaz irritants ont été lancés dans la foule afin de repousser les protestataires qui bloquaient la rue Sherbrooke. La cavalerie du SPVM a même été déployée.

Trois protestataires ont été arrêtés au début de la manifestation, et trois autres d'autres en fin d'après-midi. Ils pourraient être accusés de voie de faits sur policier, méfaits, menaces sur policier et non respect du règlement municipal.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a veillé au bon déroulement de la marche estudiantine autant à pied, en vélo, à cheval qu'en voiture. Et un hélicoptère de la Sûreté du Québec (SQ) a survolé la marche.

Des effectifs protégèrent aussi le QG du SPVM rue Saint-Urbain et des agents privés de sécurité

ainsi que la police entouraient le bureau de Jean Charest.

Hormis la fin mouvementée de la marche, la manifestation s'est relativement bien déroulée malgré quelques éléments perturbateurs qui se sont mêlés aux étudiants comme dans plusieurs types de manifestations.

Dse voitures ont été égratignées avec des clés le long du parcours, des objets ont été lancés en direction des agents du SPVM et deux voitures de police ont été décorées de graffitis.

Revendications

Le budget du ministre des Finances prévoit que les universitaires devront déboursier 1625 dollars de plus par session dans quatre ans, soit une hausse de 325 dollars par année entre 2012 et 2016.

Plusieurs cégeps et universités étaient en grève jeudi afin de manifester leur opposition à cette mesure libérale. À travers la province, ils étaient 50 000 grévistes.

L'important rassemblement était organisé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) qui, depuis le dépôt du budget, multiplie les actions de protestation.

Jeudi dernier, des militants de l'ASSÉ ont occupé les bureaux du ministre Bachand au Centre mondial du commerce dans le Vieux-Montréal avant d'être expulsés par la SQ.

Le porte-parole de l'ASSÉ, Gabriel Nadeau-Dubois, a répété à TVA Nouvelles que «le ton avait été donné avec cette nouvelle manifestation» et que durant l'été les étudiants allaient fourbir leurs armes et «attendre le gouvernement Charest de pied ferme à la rentrée».

CYBERPRESSE : Débrayage des étudiants pour contester la hausse des frais de scolarité - Mis à jour jeudi 31 mars 2011, à 09h01

La Presse Canadienne, Montréal Des étudiants d'universités et de cégeps sont en grève pour contester la hausse des droits de scolarité, annoncée dans le plus récent budget du ministre des Finances Raymond Bachand.

Jeudi matin, à l'aube, un carré rouge a été déployé sur la croix du Mont-Royal, à Montréal, et de grandes banderoles ont aussi été déroulées,

avant le rassemblement organisé par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Les étudiants avaient déjà promis de «traquer» les libéraux de Jean Charest pour manifester leur colère à l'égard de l'augmentation des frais. Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ, n'est pas fermé à l'idée de mesures d'aide com-

pensatoire, mais il maintient que rien ne pourra réellement compenser l'ampleur de la hausse annoncée.





Photo: Martin Chamberland, La Presse
Près de 200 étudiants de l'Université du Québec à Montréal ont trouvé un moyen plutôt particulier de manifester contre la hausse des droits de scolarité. Hier midi, ils ont fait des avions de papier à l'aide de fausses factures. Au signal, ils ont simultanément lancé les avions dans l'agora de l'UQAM.
 À l'Université du Québec à Montréal (UQAM), six facultés sur sept sont en grève, de même que certaines associations de l'Université de Mon-

tréal, de l'Université de Sherbrooke, de l'Université Laval et de l'Université du Québec à Trois-Rivières.
 Au chapitre des cégeps, Sherbrooke, Saint-Jérôme, Lionel-Groulx et Marie-Victorin figurent parmi les institutions qui ont voté en faveur d'un débrayage.
 Le budget du 17 mars a présenté une augmentation des droits de scolarité de 325 \$ par année pendant cinq ans.

LE SOLEIL : En bref : Étudiants en grève – Jeudi 31 mars 2011

La Presse Canadienne
 Deux semaines après l'annonce d'une hausse des droits de scolarité, presque 60 000 étudiants du Québec feront la grève aujourd'hui. La journée

de débrayage coïncide avec une manifestation à Montréal, organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). Des étudiants de l'Université Laval, de l'Université du

Québec à Montréal, de l'Université de Montréal, de l'Université de Sherbrooke et de l'Université du Québec à Trois-Rivières seront en grève

MÉTRO : Grève estudiantine – Jeudi 31 mars 2011

Grève estudiantine

DROITS. Deux semaines après l'annonce d'une hausse des frais de scolarité, presque 60 000 étudiants de partout au Québec doivent faire grève aujourd'hui pour lancer un avertissement au gouvernement : leur colère n'ira pas en diminuant. La journée de débrayage coïncide avec une manifestation à Montréal, organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. PC

24 HEURES : Une autre manifestation étudiante prévue à Montréal – Jeudi 31 mars 2011



Photo : Archives
Ce sont d'ailleurs des militants de l'ASSÉ qui avaient pénétré dans les bureaux montréalais du ministre des Finances, Raymond Bachand, jeudi, avant d'être expulsés par des gardes du corps de la Sûreté du Québec.

Laurent Dionne
 Plusieurs milliers d'étudiants devraient se réunir à Montréal, jeudi après-midi, afin de tenir une manifestation monstre visant à dénoncer la

hausse des frais de scolarité annoncée dans le dernier budget provincial il y a près de deux semaines.

Dans la même lignée, une grève d'une journée sera également déclenchée dans plusieurs cégeps et universités du Québec.

Un mouvement qui regroupera quelque 50 000 étudiants.

L'UQAM, l'Université de Montréal, l'Université Laval, l'Université de Sherbrooke et l'Université du Québec à Trois-Rivières font parties des institutions scolaires qui tiendront une journée de débrayage. À celles-ci s'ajoutent entre autres les cégeps de Sherbrooke et de Saint-Jérôme.

C'est l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) qui est derrière cette initiative. Ce sont d'ailleurs des militants de l'ASSÉ qui avaient pénétré dans les bureaux montréalais du ministre des Finances, Raymond Bachand, jeudi, avant d'être expulsés par des gardes du corps de la Sûreté du Québec.

Environ 150 étudiants avaient alors répondu à l'appel.

Rappelons que M. Bachand a récemment annoncé une augmentation annuelle de 325 \$ des frais universitaires sur une période de cinq ans, soit une hausse totale de 1 625 \$

RADIO-CANADA : Estrie : Les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières manifesteront contre le budget Bachand jeudi - Mise à jour le mercredi 30 mars 2011 à 17 h 53

Les étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières ont voté en grande majorité pour une journée de grève, jeudi, afin de protester contre les mesures visant à augmenter les frais de scolarité incluses dans le dernier budget provincial.

Mercredi, l'association étudiante a décidé de reprendre le vote de grève, tenu la semaine

dernière, en raison du faible taux de participation des membres.

Les étudiants se rendront donc à Montréal jeudi pour manifester contre la hausse des droits de scolarité. Ils contestent la décision du gouvernement Charest d'augmenter les frais scolaires de 325 \$ par année, sur une période de cinq ans.

Les commentaires (1)

Envoyé par [Stan-Tremblay](#), 31 mars 2011 à 08 h 20 HAE

Quel perte de temps!

Si les étudiants allaient plutôt voter quand il y a des élections provincial... Mais non! Ils préfèrent une journée de congé.

[En accord \(2\) »](#) - [En désaccord \(3\) »](#)

RADIO-CANADA : Estrie : Le Cégep de Sherbrooke sera paralysé jeudi par une grève étudiante - Mise à jour le mercredi 30 mars 2011 à 15 h 59

Les cours à l'enseignement réguliers seront annulés jeudi au Cégep de Sherbrooke en raison d'une grève de 24 heures de la part des étudiants. Ces derniers ont décidé de ce moyen de pression pour protester contre la hausse des droits de scolarité annoncés dans le dernier budget provincial.

La direction du Cégep de Sherbrooke précise que certains services seront toutefois maintenus.

« Les stages et l'enseignement clinique auront lieu comme à l'habitude. Le Centre de l'activité physique et la Clinique de physiothérapie seront ouverts. Les cours au Centre de formation continue et de francisation reprendront à 13 h », explique la conseillère en communications, Marie-Claude Dupoy.

Les cours perdus lors de cette journée de grève seront repris le 24 mai prochain.

Du côté de l'Université de Sherbrooke, les activités normales sont maintenues.

[audio-vidéo](#)

[Les étudiants du cégep et de l'université ont manifesté jeudi matin à Sherbrooke rapporte Claude Fortin.](#)

CYBERPRESSE : Frais de scolarité: 60 000 étudiants débrayeront jeudi - Mis à jour le 30 mars 2011 à 15h36

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse Canadienne, Montréal

Deux semaines après l'annonce d'une hausse des frais de scolarité, presque 60 000 étudiants de partout au Québec feront grève, jeudi, pour

lancer un avertissement au gouvernement: leur colère n'ira pas en diminuant.

La journée de débrayage coïncide avec une manifestation à Montréal, organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ).

Selon Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ, le nombre de manifestants devrait se compter en milliers.

La journée a pour objectif de démontrer au gouvernement libéral que les étudiants sont prêts à faire la grève et qu'ils sont déterminés à

aller jusqu'au bout pour contrer sa hausse des frais, a fait valoir M. Nadeau-Dubois.



Photo: André Pichette, Archives La Presse

Le 18 mars dernier, des étudiants ont manifesté devant l'hôtel montréalais où le ministre des Finances, Raymond Bachand, prononçait une allocution.

Six facultés sur les sept que compte l'Université du Québec à Montréal (UQAM) seront en grève, tout comme certaines associations étudiantes de l'Université de Montréal, de l'Université de Sherbrooke, de l'Université Laval et de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Les départements de sciences sociales sont surtout concernés.

Les étudiants des cégeps de Sherbrooke, de Saint-Jérôme, Lionel-Groulx et Marie-Victorin feront aussi grève.

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, a annoncé le 17 mars dernier que les droits de scolarité des étudiants québécois augmentent

de 325 \$ par année pendant cinq ans, pour retourner à leur niveau de 1968.

À terme, il s'agit d'une hausse de 1625 \$ ou 75%. Le Québec resterait tout de même en-dessous de la moyenne canadienne, argue le gouvernement.

Depuis cette annonce, les occupations de bureaux et les actions de perturbation se sont multipliées. Des députés du gouvernement, des ministres et l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec ont notamment fait les frais du mécontentement des étudiants.

La semaine dernière, des militants de l'ASSÉ ont d'ailleurs très brièvement occupé les bureaux montréalais du ministre des Finances, avant de se diriger vers ceux de Jean Charest, où ils ont été bloqués par des policiers.

LA TRIBUNE : La grogne monte chez les étudiants – Mardi 29 mars 2011

Isabelle Pion, La Tribune (SHERBROOKE) À l'instar des étudiants de sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, les étudiants du Cégep de Sherbrooke et de sciences de l'UdeS sortiront les pancartes, jeudi, afin de dénoncer la hausse des frais de scolarité annoncée dans le budget du ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand. Les membres de l'Association générale des étudiants de sciences (AGES) de l'UdeS et de l'Asso-

ciation étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS) ont opté pour la grève lundi en assemblée.

Des étudiants représentés par l'AGES, par l'AÉCS et par l'Association générale des étudiantes et des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGFLESH

se rendront à Montréal pour montrer leur désaccord face à l'augmentation annuelle de 325 \$ (et

chaque année jusqu'en 2016-2017) annoncée par le gouvernement Charest.

La manifestation est organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Les étudiants de l'AÉCS manifesteront au Cégep avant de quitter pour Montréal.

LE NOUVELLISTE : Des cours même s'il y a grève à l'UQTR – Mardi 29 mars 2011



Photo: François Gervais

Le président de l'AGÉUQTR, Frédéric Déru.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) L'UQTR a décidé de maintenir son offre de cours comme à l'habitude, le jeudi 31 mars, même si les étudiants décidaient de

tenir une journée de grève en réaction à l'augmentation des frais de scolarité.

Une journée de grève devait avoir lieu le 31 mars, rappelons-le, à la suite d'un vote tenu la semaine dernière auquel seulement une centaine des 9500 membres de l'AGÉ étaient présents.

Des étudiants mécontents de cette affaire sont toutefois revenus à la charge, vendredi, avec une liste réglementaire de noms afin de demander qu'un nouveau vote soit pris sur la question.

Certains craignaient notamment que les cours n'auraient pas lieu alors que plusieurs sont dans le dernier droit de leur session d'hiver, une période fort chargée et souvent marquée par des présentations et des remises de travaux.

L'AGÉ tiendra donc un nouveau vote, le mercredi 30 mars, de 15 h à 16 h 30, sur une proposition de tenir ou non une journée de grève.

De façon exceptionnelle, la direction de l'UQTR a autorisé une nouvelle levée de cours à cette occasion.

L'actuel président de l'AGÉUQTR, Frédéric Déru, n'est pas surpris de la décision de l'UQTR de maintenir son offre de cours en cas de grève. «On s'attendait à ce que l'UQTR ne prenne pas une décision qui aille contre les décisions du ministère», dit-il.

«On ne pouvait pas s'attendre à ce que l'UQTR soutienne une grève à la base», dit-il.

«On ferait une grève à tout moment de l'année que l'UQTR n'aurait pas forcément accepté qu'on en fasse une, reconnu qu'il y avait une grève et annulé les cours. Oui, il y a des étudiants qui iront peut-être à leur cours parce qu'ils considèrent qu'ils ne sont pas touchés par ce mouvement là, mais tous les étudiants qui veulent venir manifester leur mécontentement viendront», dit-il.

RADIO-CANADA : Estrie : D'autres étudiants de l'Université de Sherbrooke débrayeront jeudi - Mise à jour le lundi 28 mars 2011 à 18 h 34

Une deuxième association étudiante de l'Université de Sherbrooke obtient un vote de grève d'une journée. En effet, les étudiants de la Faculté des sciences ajoutent leurs voix aux étudiants de la Faculté des sciences humaines qui vont débrayer le jeudi 31 mars.

Une grande manifestation étudiante est prévue à Montréal pour dénoncer la hausse des droits de scolarité annoncée lors du dernier budget provincial.

Les commentaires (3)

Envoyé par [darkmath24](#) , 29 mars 2011 à 10 h 54 HAE

Je suis étudiant de l'Université de Sherbrooke, et j'ai voté contre la grève. Je m'oppose à cette hausse déraisonnable, mais cette hausse est attribuable à une mesure de pseudo-gauche, qui a servi à ne pas faire payer aux étudiants les plus riches pendant des années pour leurs études. Cet argent aurait pu servir à une plus juste redistribution entre les étudiants riches et les étudiants moins fortunés.

Aussi, les associations et leur noyau dur sont souvent pour une gratuité scolaire, qui est à mon avis utopique et élitiste: Pourquoi faire payer à toute la société cet investissement personnel (

même s'il est aussi collectif, qui peut prétendre que la réussite des études n'amène pas une meilleure qualité de vie?)

Ce que je trouve aussi déplorable, c'est le fait que le gouvernement coupe directement les bourses des étudiants qui décident de travailler pour améliorer un peu leur situation: Pourquoi aller travailler si vous pouvez étudier et obtenir de meilleur résultat avec le même confort matériel, et en bourse! Une belle taxe à l'effort.

C'est aussi un schème de pensée étrange, alors que le gouvernement souhaite s'attaquer au travail au noir. Combien d'étudiants se trouvent un boulot semblable, pour enfin pouvoir respirer à la fin du mois?

Il serait peut-être le temps de donner un coup de barre en éducation. Pas à la manière néolibérale, puisque de toute façon, les salaires de sont pas comparables au reste du Canada. Il ne sert donc à rien de comparer les coûts avec le reste du Canada si les salaires ne le sont pas en retour.

Des exemples de réussite brillants en matière d'éducation, en Suède et en Finlande notamment, sont à mon avis à étudier pour améliorer l'efficacité du système.

Enfin, même si ce n'est que la pointe de l'iceberg, les étudiants (et les Québécois en général) veulent, et c'est tout à fait légitime, s'assurer que l'argent qu'ils payent pour les services soit utilisé à bon escient. Les projets fous de certaines universités (îlot voyageur, parachute doré à Concordia).

Il y a clairement un manque d'éthique à certains échelons, qui ne se résoudra pas nécessairement avec la privatisation (autre démonstration faite par les pays scandinaves).

[En accord \(7\)](#) » - [En désaccord \(0\)](#) »

Envoyé par [Yannick Gaulin](#) , 29 mars 2011 à 02 h 48 HAE

En fait, la majorité des étudiants ne sont pas contre ces hausses. Par exemple, le vote de la FLSH a été remporté avec environ 60% des voix dans une assemblée d'environ 200 personnes sur un total d'environ 3000 étudiants. Les votes de grève sont tellement fréquents que les étudiants ne se déplacent même plus pour venir voter contre.

[En accord \(18\)](#) » - [En désaccord \(4\)](#) »

Envoyé par [fanakart](#) - 28 mars 2011 à 20 h 37 HAE

C'est compréhensible que les étudiants ne soient pas d'accord avec l'augmentation des frais de scolarité, mais ils devraient comprendre qu'ils hypothèquent la qualité de leur enseignement en refusant ces hausses!

[En accord \(20\)](#) » - [En désaccord \(20\)](#) »

Autres manifestations

LE DEVOIR : Manifestation étudiante... téléphonique! – Vendredi 15 avril 2011

Le Devoir

Pourquoi sortir dans les rues quand on peut manifester par téléphone? De jeunes universitaires ont créé une page Facebook dans laquelle ils invitent les étudiants du Québec à demeurer à la maison entre 8h et 17h30, les 4 et 5 mai

prochain, pour appeler leurs députés, ministres et premier ministre afin de dénoncer la hausse des droits de scolarité.

Lors de la dernière manifestation étudiante du 31 mars, à peine 4 % des 50 000 étudiants en grève sont sortis dans les rues, peut-on lire dans

leur message. Cette manifestation téléphonique visera à mobiliser le plus grand nombre de «manifestants». La Fédération étudiante universitaire du Québec étudie la possibilité de lancer l'appel à tous ses membres.

LE DEVOIR : Manifestation d'étudiants au colloque régional du Parti libéral du Québec - Les libéraux demeurent intraitables sur la hausse des droits de scolarité – Lundi 04 avril 2011



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir
Les policiers du Service de police de l'agglomération de Longueuil et de la Sûreté du Québec attendaient de pied ferme les manifestants. Ils n'ont pas eu à intervenir, car la manifestation s'est déroulée dans le calme.

La Presse canadienne

Boucherville — Le gouvernement Charest s'est montré inflexible devant les revendications des quelque 200 étudiants collégiaux et universitaires qui ont manifesté devant l'hôtel Mortagne à Boucherville, hier, où se déroulait le quatrième colloque régional du Parti libéral du Québec.

Les manifestants étaient attendus de pied ferme par les policiers de la Sûreté du Québec (SQ) et du Service de police de l'agglomération de Longueuil, qui avaient érigé des barrières métalliques afin d'éviter les débordements. Les forces de sécurité n'ont toutefois pas eu à intervenir puisque tout s'est déroulé dans le calme.

Des étudiants venus dénoncer les hausses des frais de scolarité annoncées en mars par le ministre des Finances, Raymond Bachand, ont scandé des slogans, chanté et brandi leurs pancartes dans une atmosphère plutôt bon enfant.

Dans son budget du 17 mars, le ministre Raymond Bachand, a annoncé des hausses des droits de scolarité de 325 \$ par an, à compter de l'année scolaire 2012-2013 jusqu'en 2016-2017. Ces droits atteindront donc ultimement 3793 \$ en 2016-2017, comparativement à 2168 \$ en 2011-2012.

Les étudiants sont partis après avoir manifesté pendant un peu moins de deux heures. «On avait promis aux libéraux, lors du dépôt du budget, de les traquer, a-t-il plaidé. Aujourd'hui, on continue notre croisade et on augmente la pression. Ça fait plus d'un an qu'on discute avec le gouvernement Charest et qu'il ne nous écoute pas», a plaidé le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. Son homologue de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ), Louis-Philippe Savoie, a assuré que les vacances estivales, qui arrivent à grands pas, ne refroidiraient pas leurs ardeurs. M. Savoie a affirmé qu'un campement pourrait être installé face aux bureaux de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, d'ici aux prochaines semaines. Il a également évoqué la tenue d'une grande manifestation en marge du congrès libéral qui se tiendra au mois d'octobre.

«On va être présents partout pour dénoncer cette décision inacceptable et insensée [...] et c'est clair que la mobilisation va aller en s'accroissant si le gouvernement Charest ne recule pas sur sa décision de hausser les frais de scolarité», a prévenu M. Savoie.

La ministre Beauchamp leur a toutefois de nouveau adressé une fin de non-recevoir en faisant remarquer que le groupe présent hier représentait, en réalité, une frange marginale de la population étudiante. «On le voit ici, il y a une cen-

taine d'étudiants, je pense qu'il faut aussi se dire qu'ils représentent un pôle du mouvement étudiant, mais on voit bien que les étudiants ne forment pas un groupe monolithique.»

«Le statu quo, ce n'est plus possible, a-t-elle tranché. Il faut bouger. C'est une décision prise, elle est dans le budget. La décision est prise et je pense que, même chez les étudiants, il y a un certain nombre d'étudiants qui comprennent bien cette décision-là.»

Jean Charest a également rappelé qu'un boursier québécois recevrait une compensation équivalente de bourses en vertu des mesures figurant dans le budget que le ministre des Finances, Raymond Bachand, a déposé le 17 mars. «Il ne paiera pas plus pour les frais de scolarité. La formule, on y a beaucoup réfléchi. Elle est juste, elle est bonne», a indiqué le premier ministre à l'issue de l'allocation qu'il a livrée devant des centaines de militants.

«On est toujours à l'écoute. La porte n'est jamais fermée [...], mais on a fait un choix qui a été mûrement réfléchi», a poursuivi le premier ministre.

Quelques minutes auparavant, lors de son discours, M. Charest avait de nouveau lancé un message au sujet de la reconstruction du pont Champlain. Une demande qui, espère-t-il, sera entendue par les chefs des partis fédéraux.

Le colloque d'hier, intitulé «Un Québec ouvert sur le monde» était le dernier d'une série de quatre rencontres régionales. L'objectif de ces colloques était de mettre la table en vue du 31e Congrès des membres du PLQ, qui aura lieu à Québec au mois d'octobre.

LA PRESSE : Des étudiants manifestent au 4e colloque du PLQ – Lundi 04 avril 2011



Photo: Robert Skinner, La Presse

Catherine Handfield, La Presse

(Boucherville) Environ 150 étudiants collégiaux et universitaires ont manifesté dimanche après-midi devant un hôtel de Boucherville, sur la Rive-Sud de Montréal, où le premier ministre Jean Charest s'est adressé à ses militants dans le cadre d'un colloque du Parti libéral du Québec.

Les manifestants se sont réunis vers midi devant l'hôtel Mortagne, rue Nobel. Ils ont répondu à l'appel de la Fédération étudiante collégiale du

Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui ont entrepris une série d'actions pour dénoncer la décision du gouvernement Charest d'augmenter les frais de scolarité de 1625\$ en cinq ans.

Les étudiants ont manifesté dans le calme derrière une barrière de sécurité. Certains ont distribué quelques dépliants à l'entrée, mais ils n'ont pas essayé d'entrer dans l'hôtel, qui était sous haute surveillance policière.

Vers 13h, les manifestants ont entrepris une «action symbolique»: ils se sont couchés au sol pour tracer le contour de leurs corps à la craie.

«C'est pour symboliser la mort des étudiants», a expliqué Dominic Roy, étudiant au cégep de Saint-Hyacinthe. Au sol, le jeune homme de 19 ans a écrit: «Le pouvoir du bas vers le haut», pour enjoindre le gouvernement à écouter les revendications des étudiants.

Ali Akbor Chowdhery, lui, a tracé le contour de sa chaise roulante au sol. «En plus de ne pas pouvoir marcher, je ne pourrai pas étudier», a-t-il écrit. «Je veux poursuivre mes études à l'université, mais je vais devoir m'endetter: ce sera un

dilemme de choisir», a dit cet étudiant en cinéma au collège de Rosemont.

«Nous avions prévenu que nous traquerions les militants libéraux, et c'est ce que nous faisons aujourd'hui: nous poursuivons notre guerre d'usure», a déclaré le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Son homologue de la FEUQ, Louis-Philippe Savoie, a qualifié d'«inacceptable» la hausse des frais annoncée par le gouvernement libéral.

Les deux présidents ont dénoncé l'«injustice générationnelle» que vivent les étudiants d'aujourd'hui. «On rappelle à Jean Charest qu'il a payé environ 500\$ par année pour étudier, ce qui correspond à 1700\$ en dollars d'aujourd'hui. Pourquoi devrions-nous payer 4700\$?», a demandé Léo Bureau-Blouin.

Vers 14h, les manifestants se sont dispersés, sans attendre l'arrivée de Jean Charest, qui a prononcé un discours vers 15h.

En marge du colloque, Jean Charest a rappelé que le gouvernement et le secteur privé investissent eux aussi d'avantage dans le système d'éducation et que le programme de prêts et bourses allait être bonifié.

«Un boursier québécois va recevoir une compensation équivalente en bourses, a-t-il dit. On a beaucoup réfléchi à la formule et elle est juste et bonne.»
«Ces étudiants, qui ont le droit de manifester, représentent un pôle, a indiqué la ministre de

l'Éducation, Line Beauchamp, qui était présente au colloque. Ils ne forment pas un bloc monolithique et on le constate assez bien. Beaucoup de contribuables et d'étudiants québécois ont compris que la décision était équitable et équilibrée

après 33 années de gel au cours des 43 dernières années.»
Jeudi, des milliers d'étudiants ont marché dans le centre-ville de Montréal. La manifestation s'est soldée par l'arrestation de cinq personnes pour voies de fait et menaces à l'encontre de policiers.

LE SOLEIL : Le gouvernement inflexible – Lundi 04 avril 2011

La Presse Canadienne
BOUCHERVILLE — Le gouvernement Charest s'est montré inflexible devant les revendications des quelque étudiants collégiaux et universitaires qui ont manifesté devant l'hôtel Mortagne à Boucherville, hier, où se déroulait le quatrième colloque régional du Parti libéral du Québec. Les manifestants étaient attendus de pied ferme par les policiers de la Sûreté du Québec (SQ) et du Service de police de l'agglomération de Longueuil, qui avaient érigé des barrières métalliques afin d'éviter les débordements. Les forces de sécurité n'ont toutefois pas eu à intervenir puisque tout s'est déroulé dans le calme. Des étudiants venus dénoncer les hausses des droits de scolarité annoncées en mars par le ministre des Finances, Raymond Bachand, ont scandé des slogans, chanté et brandi leurs pancartes dans une atmosphère plutôt bon enfant. Dans son budget du 17 mars, le ministre Bachand a annoncé des hausses des droits de

scolarité de 325 \$ par an, à compter de l'année scolaire 2012-2013 jusqu'en 2016-2017. Ces droits atteindront donc ultimement 3793 \$ en 2016-2017, comparativement à 2168 \$ en 2011-2012.
Les étudiants sont partis après avoir manifesté pendant un peu moins de deux heures. «On avait promis aux libéraux, lors du dépôt du budget, de les traquer, a-t-il plaidé. Aujourd'hui, on continue notre croisade et on augmente la pression», a plaidé le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. Son homologue de la Fédération universitaire du Québec (FEUQ), Louis-Philippe Savoie, a affirmé qu'un campement pourrait être installé face aux bureaux de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, d'ici les prochaines semaines. Il a également évoqué la tenue d'une grande manifestation en marge du congrès libéral qui se tiendra au mois d'octobre.

La ministre Beauchamp leur a de nouveau servi une fin de non-recevoir en faisant remarquer que le groupe présent hier représentait, à toutes fins utiles, une frange marginale de la population étudiante. «Il y a une centaine d'étudiants, je pense qu'il faut aussi se dire qu'ils représentent un pôle du mouvement étudiant, mais on voit bien que les étudiants ne forment pas un groupe monolithique.»
«Le statu quo, ce n'est plus possible, a-t-elle tranché. Il faut bouger. C'est une décision prise, elle est dans le budget. La décision est prise et je pense que même chez les étudiants, il y a un certain nombre d'étudiants qui comprennent bien cette décision-là.»
Le colloque d'hier, intitulé Un Québec ouvert sur le monde, était le dernier d'une série de quatre rencontres régionales. L'objectif de ces colloques était de mettre la table en vue du 31e Congrès des membres du PLQ.

MÉTRO : Les étudiants talonnent Charest – Lundi 04 avril 2011



► Les protestations entamées jeudi dernier se poursuivent.

Les étudiants talonnent Charest

MANIF. Entre 150 et 200 étudiants ont manifesté hier devant l'hôtel Mortagne, à Boucherville, où le premier ministre Jean Charest a pris la parole dans le cadre du quatrième colloque régional du Parti libéral du Québec. Venu dénoncer les hausses des droits de scolarité annoncées en mars, les étudiants étaient attendus de pied ferme par les policiers de la Sûreté du Québec (SQ) et du Service de police de l'agglomération de Longueuil. Finalement, ils ont quitté les lieux après avoir manifesté pacifiquement et calmement pendant un peu moins de deux heures. PC

24 HEURES : Manifestation étudiante au colloque libéral – Lundi 04 avril 2011



Photo: Agence QMI

Quelque 200 étudiants ont manifesté dimanche midi devant l'hôtel de Boucherville où se déroulait un colloque du Parti libéral du Québec.

Taïeb Moalla / Agence QMI

Boucherville – Chose promise, chose due. Quelque 200 étudiants ont manifesté dimanche midi devant l'hôtel de Boucherville où se déroulait un colloque du Parti libéral du Québec. Ils ont dénoncé en chœur la hausse des frais de scolarité annoncée dans le dernier budget Bachand.

« On a l'impression de se faire avoir. On fait déjà notre juste part. On veut participer au développement du Québec, mais encore faut-il nous laisser la chance de le faire », a mentionné Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Ce dernier a prévenu de la mise sur pied d'un « campement permanent » devant le ministère de l'Éducation, à Montréal, cet été. Un « grand rassemblement » est également prévu à l'automne. « On va aller jusqu'au bout. Jusqu'à la grève s'il le faut », a assuré M. Bureau-Blouin, fort déterminé.

Prenant acte de cette mobilisation, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a juré que son gouvernement ne reculera pas. « La proposition

du gouvernement est d'assurer la qualité du diplôme universitaire. C'est tout le monde qui fait son effort, a-t-elle fait remarquer. Les étudiants sont appelés à faire leur juste part. »
Évoquant « une décision équitable et équilibrée », la ministre a soutenu « [qu'après] un gel des droits de scolarité pendant 33 des 43 dernières années, le statu quo n'est plus possible ». Au moment de l'arrivée de Jean Charest au colloque libéral, vers 14h, il n'y avait plus d'étudiants contestataires pour l'accueillir. Dès la matinée, un déploiement impressionnant d'agents de la Sûreté du Québec et du Service de police de l'agglomération de Longueuil avait tenu les étudiants à quelques dizaines de mètres de l'entrée de l'hôtel.



Students protest tuition hike Dozens of students stage a peaceful protest over tuition hikes Sunday outside a Quebec Liberal Party gathering at the Hotel Montagne in Boucherville. The students oppose the government's decision to raise university tuition by \$325 a year over a five-year period.

RUEFRONTENAC.COM : Manifestation étudiante au colloque du PLQ - Mise à jour le Dimanche, 03 avril 2011 18:16

Écrit par RueFrontenac.com
Des étudiants ont manifesté à Boucherville, dimanche, devant le colloque du Parti libéral du Québec, pour dénoncer la hausse des frais de scolarité.
La manifestation était organisée par la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui demandent l'adoption d'une loi-cadre sur l'accessibilité aux études.
Les associations étudiantes ont dénoncé le « gaspillage » des fonds par les universités québécoises en « parachutes dorés » et « augmentations salariales », qui forceraient les étudiants et leurs familles à « payer pour l'incompétence des dirigeants universitaires et l'aveuglement du gouvernement Charest ».
« On vient d'encaisser une hausse de 500 \$ et le gouvernement en rajoute. Les étudiants et leurs familles sont déjà dépassés par les coûts des études et le gouvernement veut les étrangler encore plus. Les étudiants ne le laisseront pas tranquille », a déclaré Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ.
À l'intérieur, environ 700 militants libéraux étaient réunis dans le cadre d'un colloque thématique du PLQ sous le thème « Un Québec ouvert sur le monde ». Aucun incident n'a été rapporté.
Les associations étudiantes ont promis de talonner les élus libéraux pour les pousser à renoncer à la hausse des frais de scolarité. Jeudi, plusieurs milliers d'étudiants qui participaient à une [manifestation](#) ont été dispersés à Montréal par l'escouade anti-émeute.
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a déjà indiqué que la décision de hausser les frais était définitive et que son gouvernement ne reviendrait pas en arrière. Selon elle, la hausse des frais est équitable après une longue période de gel, compte tenu des besoins du système d'éducation.

Commentaires (2)
Pis toi mon Rick c'est quoi t'es solutions ?

La "droite radicale"...et ben...quand tu révise ton budget parce que tu arrives plus, te considères tu faire un changement radical de droite ? C'est beau se rassembler pour casser des vitres et avoir du plaisir, mais ça ne change rien au fait que l'État bouffe notre argent et qu'il faut voir nos façons de faire. C'est beau renforcer "les aspects universels et gratuits de tous nos services publics" mais contrairement à ce que tu penses, il n'y a rien de gratuit dans ça. On donne la moitié de notre salaire pour ces services "gratuits". Je le réalise à tout les mois de mars quand je fais ma déclaration d'impôt.
Passe un bon samedi avec tes amis, mais de grâce ne nous reviens pas lundi avec une balle en caoutchouc marqué SPVM dessus.
Martin , avril 03, 2011

Manifestation
LUTTONS CONTRE LA DROITE RADICALE!
Êtes-vous irrité par le discours antiétudiant, antisyndical et fédéraliste du Réseau Liberté-Québec à Tout le monde en parle, à V télé, dans le Journal de Montréal, à CHOI-FM, au National Post, etc.? Est-ce que le délire d'Éric Duhaime sur un complot islamiste mené par le député Amir Khadir vous fait rire? Considérez-vous anachronique le colonialisme économique du-plessiste prôné par Joanne Marcotte?
Sentez-vous l'odeur des sables bitumeux et des gaz de schiste émaner du climat-specticisme du RLQ? Saisissez-vous qu'un « État aminci » ne fera qu'amincir votre portefeuille en vous faisant déboursier pour votre santé, votre éducation, etc.? Comprenez-vous que la « liberté et la responsabilité individuelle » prônées par le RLQ n'avantagent que vos patrons en vous offrant la liberté de crever de faim?
L'appui au RLQ de l'empire Quebecor, de l'IEDM ou encore de l'Institut Fraser vous laisse-t-il songeur sur ses vrais motivations?

Si vous pensez que ce discours de droite radicale doit être contrecarré, venez le dire à ses principaux porte-parole :
LE SAMEDI 16 AVRIL 2011, 12h

HILTON BONAVENTURE, 900, de La Gauchetière Ouest
MONTRÉAL
Partout dans le monde, la droite au pouvoir contraind les travailleurs-euses, étudiants-es, retraités-es ou chômeurs-euses à financer les largesses octroyées aux banques et aux grandes entreprises durant la crise.
Au Québec, le gouvernement Charest nous refile la facture dans le budget Bachand sous forme de hausses de tarifs (éducation, santé, etc.), de privatisations et de coupures dans les services publics. De leur côté, les partisans de la droite radicale rassemblés dans le Réseau Liberté-Québec ne manquent pas une occasion d'encenser ces mesures d'austérité, qu'ils jugent d'ailleurs trop timides.
Le martelage des positions du RLQ et la complaisance des médias à leur endroit favorisent le déplacement de l'axe politique québécois vers une droite radicale. Du coup, les politiques néolibérales des gouvernements Charest et Harper se voient légitimées puis perçues comme « réalistes » et « modérées ».
Le Réseau Liberté-Québec n'est que le visage démasqué du projet néoconservateur et anti-Québec poursuivi par Charest et Harper. Loin de défendre M. et Mme Tout-le-Monde, les propositions du RLQ ne bénéficient qu'aux élites.
Combattons la droite radicale du Réseau Liberté-Québec et celle des gouvernements Charest et Harper!
Renforçons les aspects universels et gratuits de tous nos services publics en luttant contre les coupures et la tarification! Nationalisons l'ensemble de l'industrie énergétique! Luttons contre la corruption et pour le respect de l'environnement en démocratisant par l'autogestion nos milieux de travail ainsi que l'appareil d'État! Luttons pour un Québec libre et indépendant!
Le Collectif contre la droite radicale regroupe Alternative socialiste, Unité ouvrière, le Réseau de Résistance du Québécois, le Mouvement pacifique pour l'indépendance du Québec et

RADIO-CANADA : Colloque du PLQ : Des étudiants manifestent contre la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le dimanche 3 avril 2011 à 19 h 39



Photo: Marc Verreault

Les étudiants poursuivent leur bataille contre la hausse des droits de scolarité. Une centaine d'entre eux ont manifesté dimanche après-midi devant un hôtel de Boucherville, en banlieue de Montréal, où s'est tenu un colloque du Parti libéral du Québec (PLQ).

Le premier ministre Jean Charest a pris la parole en milieu de journée devant les 600 membres du parti réunis pour débattre notamment d'économie.

La manifestation des étudiants ne l'a pas ébranlé outre mesure et il a réitéré sa position. « L'augmentation des frais de scolarité va être compensée par des programmes de prêts et bourses. Un

boursier québécois va recevoir une compensation équivalente de bourses. Alors il ne paiera pas plus pour les frais de scolarité. La formule, on y a beaucoup réfléchi. Elle est juste et elle est bonne », a déclaré le premier ministre.

Le budget Bachand prévoit une augmentation des droits de scolarité de 325 \$ par an à compter de l'année scolaire 2012-2013 jusqu'en 2016-2017.

Les organisations étudiantes collégiales et universitaires multiplient depuis quelques semaines les manifestations et occupations de locaux pour dénoncer la [hausse des frais de scolarité](#) annoncée dans le récent budget du ministre de Finances Raymond Bachand.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a tenu à rappeler que ces hausses sont inadmissibles.

« M. Charest parlait de la juste part, dit-il. Quand M. Charest était aux études dans les années 80, il a payé 500 \$ pour une année d'université, c'est-à-dire environ 1700 \$ en dollars d'aujourd'hui. Les étudiants qui sont ici paient déjà près de 2800 \$ pour une année d'université. Si rien n'est fait, d'ici cinq ou six ans, ça va coûter près de 5000 \$ pour une année d'université, c'est-à-

dire les frais les plus élevés de toute l'histoire du Québec. Pour nous, c'est inacceptable. »

Manifestation pacifique

Jeudi dernier, [quelque 2000 étudiants ont manifesté](#) dans le centre-ville de Montréal, devant les bureaux du premier ministre. Un jeune a été blessé par une bombe et deux personnes ont été arrêtées.

Dimanche, les policiers de la Sûreté du Québec étaient sur un pied d'alerte, mais la manifestation s'est déroulée sans heurts. Les organisateurs avaient assuré qu'ils ne perturberaient pas le rassemblement des militants libéraux.

Les étudiants ont d'ailleurs dit regretter le grabuge de la semaine dernière. Ils ont toutefois souligné derechef qu'ils n'ont pas l'intention de baisser les bras.

audio-vidéo

[Les étudiants poursuivent leur bataille contre la hausse des droits de scolarité, explique Michel Rochon.](#)

[Les manifestants n'ont pas perturbé les partisans de Jean Charrest a constaté Marc Verreault](#)

LE SOLEIL : DES ÉTUDIANTS LAISSENT LEURS TRACES AU BUREAU DE MICHEL PIGEON - Vendredi 1er avril 2011

Matthieu Boivin et La Presse Canadienne

Une trentaine d'étudiants qui s'opposent aux hausses des droits de scolarité ont littéralement pris le contrôle du bureau de circonscription du député libéral de Charlesbourg, Michel Pigeon, hier, vers 10h30. Les manifestants ont émietté de grandes quantités de croûtons à l'ail sur le plancher des différents locaux du bureau, éparpillé des graines de tournesol un peu partout, scandé des slogans antipauvreté, tout en appo-

sant sur les murs plusieurs autocollants sur lesquels on pouvait lire le nom du groupe derrière cette action de revendication. La Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la tarification et à la privatisation des services publics dit avoir réalisé cette action dans le bureau de M. Pigeon en appui aux manifestations étudiantes contre l'augmentation des droits de scolarité, qui ont eu lieu hier à Montréal. La coalition affirme avoir opté pour une action plus invasive, parce que le gouvernement n'écoute

pas la population. De plus, le porte-parole de la coalition, François Couillard, affirme avoir visé le bureau de M. Pigeon, parce qu'il est un ancien recteur de l'Université Laval. De son côté, la police de Québec dit avoir identifié des gens qui pourraient avoir participé à la manifestation, mais aucune arrestation n'avait été effectuée, hier après-midi. À Montréal, les manifestations auxquelles ont participé quelques milliers d'étudiants ont été marquées par cinq

LE DEVOIR : Les droits de scolarité s'envolent - Jeudi 31 mars 2011



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Le Devoir

Les petits avions de papier faits de fausses factures de droits de scolarité ont volé nombreux symbolique, les étudiants protestaient ainsi

contre la hausse de 325 \$ par année des droits de scolarité ce qui, à terme, signifiera une augmentation de 1625 \$.

Aujourd'hui, ils manifestent leur mécontentement dans un grand débrayage national qui devrait mobiliser 50 000 personnes à travers le Québec.

À Montréal, c'est le Centre de commerce mondial qui tient lieu de rassemblement pour la manifestation.

LA PRESSE : DES AVIONS DE PAPIER POUR MANIFESTER – Jeudi 31 mars 2011



Près de 200 étudiants de l'Université du Québec à Montréal ont trouvé un moyen plutôt particulier de manifester contre la hausse des droits de scolarité. Hier midi, ils ont fait des avions de papier à l'aide de fausses factures. Au signal, ils ont simultanément lancé les avions dans l'agora de l'UQAM. Une façon imagée de lancer une série d'actions contre les mesures annoncées dans le dernier budget de Québec. Voyez le [reportage vidéo d'Isabelle Audet](#) et de Martin Chamberland.

CYBERPRESSE / LE SOLEIL : Manif aux croûtons à l'ail au bureau du député Michel Pigeon - Mis à jour le 31 mars 2011 à 15h05



Le Soleil, Martin Martel
Les manifestants ont émietté de grandes quantités de croûtons à l'ail sur le plancher des différents locaux du bureau, éparpillé des graines de tournesol un peu partout et apposé sur les murs plusieurs autocollants sur lesquels on pouvait lire le nom du groupe derrière cette action de revendication.



Le Soleil, Martin Martel
Matthieu Boivin, Le Soleil
(Québec) Une trentaine de manifestants qui s'opposent au plus récent budget du gouvernement du Québec et aux hausses des droits de scolarité ont littéralement pris le contrôle du bureau de circonscription du député libéral de Charlesbourg, Michel Pigeon, jeudi matin, vers 10h30.

Les manifestants ont émietté de grandes quantités de croûtons à l'ail sur le plancher des différents locaux du bureau, éparpillé des graines de tournesol un peu partout, chanté des slogans antipauvreté, tout en apposant sur les murs plusieurs autocollants sur lesquels on pouvait lire le nom du groupe derrière cette action de revendication.

Cette organisation est la Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, qui représente une trentaine de groupes de défense des droits sociaux de la région.

Les manifestants ont simulé la livraison d'un colis afin de pénétrer dans le bureau de circonscription, qui se trouve dans un centre commercial du boulevard Henri-Bourassa. Un seul manifestant s'est présenté à la porte avec un colis dans les mains, ce qui a incité l'attaché politique du député, André Huot, à déverrouiller la porte du bureau. Il a immédiatement été poussé à l'intérieur, et la trentaine de manifestants s'est installée dans le bureau de M. Pigeon.

Le député et adjoint parlementaire à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport n'était pas sur place au moment des faits.

«Ils n'ont frappé aucun des trois employés qui étaient sur place», raconte M. Huot, dans un bureau envahi par une forte odeur de croûtons à l'ail. «Et ils n'ont rien brisé. Ils disaient qu'ils étaient tannés de la pauvreté et de n'avoir que des miettes.»

Les manifestants ont été présents pendant une vingtaine de minutes dans le bureau. Un des protagonistes a filmé leur occupation du bureau de circonscription. À la fin de leur chant, les manifestants ont déclaré le bureau de M. Pigeon fermé par la population.

L'ancien recteur visé

«La Sûreté du Québec [SQ] nous avait prévenus ce matin [jeudi] qu'on pourrait avoir des visiteurs en raison des manifestations étudiantes qui ont lieu aujourd'hui à Montréal», affirme Anne-Marie Mongrain, qui occupe aussi un poste d'attachée politique auprès du député. «Mais ce n'étaient pas des jeunes, mais bien des gens dans la trentaine, quarantaine et même des têtes blanches.»

«Mais ils ont fait allusion à M. Pigeon et à son ancien poste de recteur de l'Université Laval», ajoute M. Huot.

Mme Mongrain dit avoir été bousculée par certains des manifestants. Elle a été en mesure d'aller se cacher rapidement dans son bureau, à l'arrivée des manifestants, afin d'appeler leur contact à la SQ, pour obtenir de l'aide de la police.

À l'arrivée des policiers, Mme Mongrain dit avoir été en mesure de montrer aux policiers certains des manifestants qui prenaient la fuite dans une voiture dans le stationnement du centre commercial.

À la police de Québec, on affirme que ces gens ont été identifiés par des policiers, mais que personne n'a été arrêté. Un spécialiste en identité judiciaire a été dépêché sur les lieux, affirme Sandra Dion, porte-parole de la police de Québec.

Action dénoncée

Mme Mongrain dénonce l'action qui a été réalisée au bureau de circonscription. «S'exprimer en démocratie, c'est bien correct. Mais faire du saccage comme ils l'ont fait, ce n'est pas la meilleure façon de s'exprimer.»

Un porte-parole de la coalition affirme justement qu'il a été choisi d'y aller avec une action plus invasive, parce que le gouvernement n'écoute pas les revendications de la population.

«On en a fait, des manifestations pacifiques, mais ce gouvernement-là n'écoute pas», a expliqué François Couillard, membre du comité de mobilisation de la Coalition de Québec et Chaudière-Appalaches opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

«On est rendus au moment où il faut faire des actions plus directes auprès des élus, afin de faire monter la pression sur le gouvernement.» Cette coalition affirme avoir réalisé cette action directe afin d'appuyer les manifestations étudiantes qui ont eu lieu à Montréal jeudi.

«En tant qu'ancien recteur de l'Université Laval, M. Pigeon sait très bien quels sont les impacts de la hausse des frais de scolarité sur les étudiants», avance M. Couillard.

LE DEVOIR / CYBERPRESSE: Hausse des droits de scolarité - Les étudiants de la FECQ manifestent au colloque du PLQ - Lundi 28 mars 2011 - Mis à jour le dimanche 27 mars 2011 à 13h57

La Presse canadienne
Gatineau — Les étudiants poursuivent leur croisade contre la hausse annoncée des droits de scolarité. Entre 100 et 150 membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont manifesté hier devant le Palais des congrès de Gatineau, où se déroule un colloque du Parti libéral du Québec (PLQ). C'est le troisième d'une série de quatre colloques nationaux du PLQ dans le cadre de la préparation de son 31e Congrès des membres, à l'automne.

Le premier ministre Jean Charest devait assister à l'événement. La semaine dernière, la Fédération avait perturbé le congrès des jeunes libéraux à L'Île-Perrot, en Montérégie, afin de dénoncer la hausse des droits de scolarité. Son président, Léo Bureau-Blouin, rappelle que les étudiants vont continuer de «traquer» les libéraux jusqu'à ce que le gouvernement Charest revienne sur sa décision d'augmenter les droits de scolarité.

Selon lui, la santé économique du Québec passe par une éducation accessible et non par des étudiants qui s'endettent de plus en plus en raison de leurs dépenses reliées à l'éducation. M. Bureau-Blouin ne craint pas que le plan d'action de la FECQ, échelonné jusqu'à l'automne, ne s'essouffle avec les semaines, puisque de plus en plus d'étudiants sont sensibilisés au dossier de l'éducation. Le 3 avril, la Fédération sera présente à Boucherville pour manifester à l'occasion d'un colloque du PLQ.

LE DROIT : Les étudiants se font entendre - Lundi 28 mars 2011



Martin Roy, Le Droit

Catherine Lamontagne, Le Droit
Une cinquantaine d'étudiants provenant des milieux collégiaux et universitaires ont profité du colloque du PLQ à Gatineau pour faire connaître leur mécontentement relativement à la hausse des frais de scolarité qui sera en vigueur dès la prochaine rentrée scolaire. Les manifestants ont servi de comité d'accueil aux centaines de partisans libéraux qui sont arrivées, hier matin, au Palais des congrès de

Gatineau. Le premier ministre Charest, qui est arrivé un peu plus tard au courant de la journée, a répété que la décision prise par son gouvernement en ce qui concerne les frais de scolarité était nécessaire et justifiée. « La décision que nous avons prise est une décision mûrement réfléchie et les hausses avaient déjà été annoncées l'an dernier [...] Il ne faut pas oublier que nous bonifions du même coup le programme de prêts et bourses ce qui permet de garder le même niveau d'accessibilité », souligne M. Charest. Un argument que réfutent les membres d'associations étudiantes présentes à la manifestation. Selon eux, le gouvernement du Québec n'a pas fourni de documents prouvant hors de tout doute que la bonification du programme de prêts et bourses sera suffisante pour ne pas nuire à l'accessibilité des études de niveau supérieur. « C'est une drôle de façon de penser : on augmente les frais de scolarité et on comble le tout par les prêts et bourses ! C'est tout simplement

incohérent. En ce moment, on a un gouvernement qui n'est pas transparent et qui ne fournit aucune preuve pour appuyer ses propos », estime Frédéric Poissant président de l'Association des étudiantes et des étudiants du Cégep de l'Outaouais. « Avec une hausse des frais de scolarité, on s'assure tout simplement d'avoir les médecins ou les avocats les plus riches, mais pas nécessairement les plus compétents », ajoute Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec. Rappelons que les hausses des frais de scolarité annoncés dans le budget du ministre Raymond Bachand se chiffrent à 325 \$ par année, pour une période de cinq ans. Le 3 avril prochain, les membres de plusieurs fédérations étudiantes seront présents à Boucherville pour manifester de nouveau, à l'occasion d'un autre colloque du PLQ.

RUEFRONTENAC.COM : Les étudiants s'activent pour dénoncer la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le Vendredi, 25 mars 2011 19:07



Photos Chantal Poirier

Lors des différentes occupations, les avis d'éviction ont été signés rapidement. Rarement les étudiants ont pu rester plus d'une heure à manifester avant que la police soit appelée à intervenir. Chaque fois, les manifestants ont accepté de quitter sans résister

David Patry-Cloutier
Les occupations de bureaux de députés libéraux pour dénoncer la hausse des frais de scolarité se sont poursuivies à quelques endroits dans la province, vendredi, alors que le gouvernement invite les étudiants à mieux s'informer sur le sujet.



Vers 14h30, des étudiants se sont pointés simultanément aux bureaux des députés Jean D'Amour, à Rivière-du-Loup, et à ceux d'Emmanuel Duborg, dans Viau. Ce dernier était toutefois absent et son bureau était fermé. Les étudiants sont restés sur l'étage jusqu'à ce que des policiers les invitent à quitter les lieux. Il s'agissait de membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Une poignée d'étudiants ont aussi fait un sit-in dans un édifice gouvernemental de Québec (Complexe G) en début de journée. Hier, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante a pris d'assaut les bureaux du ministère des Finances, à Montréal. Ce genre d'événements, qui fait partie des plans d'action des différentes fédérations étudiantes, risque de se produire à maintes reprises d'ici la fin de la session.

« Ça fait plus d'un an qu'on tente de convaincre le gouvernement de cesser la hausse des frais de scolarité, mais il ne nous écoute pas. On passe au niveau supérieur », affirme le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. « De plus en plus, je crois que les libéraux se rendent compte que ce n'étaient pas des paroles en l'air. J'espère qu'ils vont comprendre que c'est sérieux », dit-il. Le gouvernement affirme de son côté que les députés ne sont pas surpris de la réaction des étudiants. « Honnêtement, on s'y attendait. C'est la position traditionnelle des associations étudiantes de s'opposer à la hausse des frais », indique Dave Leclerc, attaché de presse de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp. « On est dans un pays démocratique, on n'est pas contre les manifestations, en autant qu'ils respectent les lois ». **À chaque député de décider** Dave Leclerc affirme que les députés n'ont pas reçu de mot d'ordre quant aux moyens de pression qui les touchent. « C'est aux députés de décider s'ils veulent renforcer leur sécurité ou pas, dit-il. Chaque bureau est indépendant. » Lors des différentes occupations, les avis d'éviction ont été signés rapidement. Rarement les étudiants ont pu rester plus d'une heure à manifester avant que la police soit appelée à intervenir. Chaque fois, les manifestants ont accepté de quitter sans résister.

Le gouvernement et le mouvement étudiant n'ont eu aucun pourparlers depuis le dépôt du budget confirmant une hausse de 75 % des frais de scolarité sur cinq ans. « On les avait déjà rencontrés dans le passé, ils nous avaient fait part de leur position. Nous, on a pris notre décision, explique l'attaché de presse de la ministre. Pour l'instant, il n'y a pas de rencontre prévue. »

Les étudiants invités à s'informer

Le ministère de l'Éducation invite les étudiants à mieux s'informer sur les modalités de la hausse des frais. « Il n'y a pas d'augmentation réelle pour tous les étudiants qui ont droit aux bourses parce que la hausse va leur être retournée sous forme de bourses, affirme Dave Leclerc. Ça ne nuira pas à l'accessibilité aux études postsecondaires », estime-t-il.

Les associations étudiantes plaident le contraire. Selon elles, chaque augmentation nuit à l'accessibilité aux études postsecondaires. En attendant, les étudiants poursuivent leurs moyens de pression. « On va continuer tant et aussi longtemps que le gouvernement ne reculera pas, assure Léo Bureau-Blouin. J'espère qu'ils vont comprendre que c'est sérieux. Les actions devraient s'intensifier d'ici la fin de la session ».

LE DEVOIR : En bref - Les étudiants manifestent contre le budget Bachand – Vendredi 25 mars 2011

Le Devoir

Une centaine d'étudiants ont occupé brièvement les bureaux montréalais du ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, hier, avant de manifester devant les bureaux du premier ministre Jean Charest.

À l'invitation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), les étudiants ont exprimé leur désaccord avec la hausse des droits de scolarité annoncée la semaine dernière, lors du dépôt du budget du gouvernement, une hausse progressive qui représentera 1625 \$ par année de plus en 2016-2017. Ils ont été évacués

rapidement du bureau de M. Bachand par des policiers. «C'était l'ultime coup de semonce, a expliqué Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSE. Si le gouvernement ne recule pas, on est prêts à se diriger vers une grève générale.» Une manifestation nationale aura lieu à Montréal jeudi prochain.

LA PRESSE : Manifestation agitée aux bureaux du ministre Bachand – Vendredi 25 mars 2011



PHOTO IVANO H DEMERS, LA PRESSE

Vers 14h, environ 100 protestataires se sont dirigés vers les bureaux du premier ministre Jean Charest. Ils n'ont pu entrer, les portes étant gardées par des agents de police. Vers 15h, la foule s'est dispersée.

DAPHNÉ CAMERON

Une trentaine de manifestants ont investi les locaux montréalais du ministre des Finances, Raymond Bachand, hier après-midi, pour protester contre la hausse des droits de scolarité annoncée dans le dernier budget. Un manifestant aurait été blessé et un mur vitré a été fracassé. Les étudiants se sont présentés vers 13h30 aux bureaux du ministre, dans le Centre de commerce mondial. Ils souhaitent remettre une liste de revendications à M. Bachand ou à son personnel politique.

« Nous n'avons commis aucun acte de violence. C'était une manif pacifique », a affirmé Gabriel

NadeauDubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui a organisé l'action. Selon l'ASSE, un manifestant a été coupé aux bras et aux mains après avoir été projeté contre un mur vitré par un agent de sécurité. Il aurait décidé de se rendre à la clinique par ses propres moyens par la suite. « Après l'incident, on a craint pour notre sécurité et on a préféré se diriger vers le hall d'entrée pour faire un sitin », a expliqué M. Nadeau-Dubois.

Autre son de cloche

Selon l'attachée de presse de M. Bachand, Catherine Poulin, la vitre aurait plutôt été fracassée

par les manifestants alors qu'ils tentaient de forcer une porte. Elle affirme que seulement une poignée d'employés étaient présents au moment des faits et que le ministre se trouvait à Québec. Vers 14h, environ 100 protestataires se sont dirigés vers les bureaux du premier ministre Jean Charest. Ils n'ont pu entrer, les portes étant gardées par des agents de police. Vers 15h, la foule s'est dispersée.

Un rassemblement de plus grande envergure est prévu le 31 mars dans les rues de Montréal.

LE SOLEIL : Première journée de grève étudiante en vue – Vendredi 25 mars 2011

Daphnée Dion-Viens

À l'Université Laval, les étudiants en anthropologie ont voté hier à l'unanimité pour une première journée de grève, le 31 mars, afin de participer à une manifestation prévue à Montréal.

Ce rassemblement vise à dénoncer les hausses des droits de scolarité annoncées la semaine dernière dans le budget du gouvernement Cha-

rest. À partir de l'automne 2012, la facture étudiante augmentera de 325 \$ par année pendant cinq ans, pour atteindre près de 3800 \$ par année en 2016/2017.

Les étudiants en anthropologie sont les seuls de l'Université Laval qui sont affiliés à l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), à l'origine de la manifestation du 31 mars.

Le Regroupement des étudiants en sociologie de l'Université Laval devait aussi se prononcer au cours des prochains jours sur la tenue d'une journée de grève le 31 mars, mais cette option a finalement été écartée hier, nous a-t-on indiqué.

À Montréal, quelques dizaines de militants de l'ASSE ont envahi hier les bureaux du ministre des Finances, Raymond Bachand, pour protester



contre les hausses des droits de scolarité. Un manifestant aurait été blessé lorsqu'il a été projeté par un policier sur une porte vitrée qui a éclaté, selon le porte-parole de l'ASSE.

«On ne voulait pas en venir aux poings avec les policiers, alors on a décidé de redescendre pour faire un sit-in pacifique dans le hall d'entrée», a affirmé Gabriel Nadeau-Dubois. Les manifestants se sont par la suite dirigés vers les bureaux du

premier ministre Jean Charest, avant d'être dispersés.

L'ASSE, qui compte près de 45 000 membres, espère que des milliers d'étudiants participeront à la manifestation prévue le 31 mars.

LE NOUVELLISTE : Grève: l'Université prendra position lundi – Vendredi 25 mars 2011

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) La haute direction de l'UQTR se réunira lundi prochain afin de discuter de la position qui devra être adoptée face à la journée de grève prévue le 31 mars par les étudiants membres de l'Association générale des étudiants. Même si seulement 100 à 125 des 9500 membres de l'AGÉUQTR étaient présents à l'occasion de l'assemblée générale spéciale tenue le 17 mars, la décision de tenir une journée de grève le 31 mars a été prise en conformité avec les statuts et règlements de l'association, a confirmé hier l'AGÉ.

Il fallait en effet 60 personnes pour qu'il y ait quorum.

La convocation de cette réunion provenait d'une étudiante de l'UQTR qui avait amassé les 100 signatures requises pour tenir une assemblée spéciale, tel que prévu aux règlements.

L'affichage pour annoncer la tenue de l'assemblée s'est lui aussi fait dans les normes, c'est-à-dire trois jours avant la rencontre.

Ce n'est pas la première fois qu'une réunion de l'AGÉ n'attire qu'une centaine d'étudiants.

Toutefois, il est arrivé des enjeux qui ont suscité davantage l'intérêt et qui ont regroupé jusqu'à 800 personnes aux rencontres de l'AGÉ.

Le dernier de ces événements était la grève des professeurs.

Claudia Berthiaume, la secrétaire générale de l'AGÉ, explique que si des étudiants veulent contester la décision de tenir une journée de grève, ils doivent recueillir 100 signatures d'étudiants membres de l'AGÉUQTR avec leur code permanent et lui déposer le tout trois jours ouvrables avant la tenue de la grève prévue jeudi prochain.

LA TRIBUNE : Les étudiants votent pour une grève d'un jour – Vendredi 25 mars 2011

Isabelle Piron, La Tribune (Sherbrooke) Les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke seront en grève, jeudi prochain. Afin de dénoncer les augmentations des droits de scolarité, ils prendront part à une manifestation organisée par l'Association pour une solidarité étudiante (ASSE).

L'Association générale des étudiantes et des étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines de l'UdeS (AGEFLESH) regroupe environ 2000 étudiants. L'association a tenu une assemblée, jeudi, au cours de laquelle environ 150 personnes ont utilisé leur droit de vote.

«Environ deux tiers du vote était en faveur de la grève», précise Marie-Ève Desroches, respon-

sable aux relations campus et affaires environnementales à l'AGEFLESH. Il était trop tôt pour savoir combien d'entre eux se rendront à Montréal le 31 mars.

LE QUOTIDIEN : Manifestation étudiante – Vendredi 25 mars 2011

ISABELLE LABRIE, Le Quotidien (LA BAIE) Une vingtaine d'étudiants des quatre cégeps de la région ont occupé les bureaux du ministre Serge Simard, hier après-midi, afin de protester contre la hausse des frais de scolarité annoncés dans le dernier budget provincial.

La porte-parole des étudiants, Kim Samson, a expliqué que cette manifestation a été décidée sur un coup de tête par les jeunes, qui s'opposent catégoriquement à la hausse annoncée de la facture des étudiants. À l'université, à compter de 2012, ces derniers paieront 325 \$ de plus par année, pendant cinq ans.

«Il n'est pas question qu'on laisse passer ça. Ce n'est pas aux étudiants de payer pour les mauvaises décisions prises par le gouvernement. Nous allons tenir des actions toutes les semaines», a promis Mme Samson.

LE JOURNAL DE MONTREAL / 24hmontreal.CANOE.CA : Les étudiants protestent encore contre le budget Bachand – jeudi 24 mars 2011, à 19h52, à 19h55



© PHILIPPE-OLIVIER CONTANT/AGENCE QMI
Maxime Deland
MONTREAL - Une centaine d'étudiants sont sortis dans les rues, jeudi après-midi, à Montréal, pour protester contre la hausse des frais de scolarité annoncée la semaine dernière, lors du dépôt du budget Bachand. Un des manifestants a été blessé lors de l'événement.

Il était environ 14 h lorsque les étudiants ont fait irruption à l'intérieur du Centre de commerce mondial, où se trouvent les bureaux du ministère des Finances du Québec.

Le but de l'initiative: dénoncer la hausse faramineuse des frais de scolarité, qui devraient augmenter de près du double entre 2007 et 2017, et remettre un document à un représentant du ministère renfermant les revendications des étudiants. «Avec cette annonce, le gouvernement libéral déclare la guerre aux étudiants du Québec», a indiqué le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), Gabriel Nadeau-Dubois.

«L'action d'aujourd'hui (hier) n'est qu'un avertissement. Si le gouvernement persiste dans sa

volonté de détruire l'accessibilité aux études, il verra jusqu'où peut aller la colère étudiante », a ajouté M. Nadeau-Dubois.

Une quarantaine d'étudiants sont parvenus à pénétrer dans le bureau du ministre Raymond Bachand. Toutefois, les gardes du corps de l'établissement ont tôt fait de les expulser.

Un étudiant aurait été blessé lors des événements. L'ASSE assure que la victime a été brutalisée par un agent de sécurité alors que de son côté, la police affirme que c'est en fracassant une vitre pour entrer à l'intérieur des bureaux du ministère que le jeune homme s'est coupé à une main.

Une enquête est en cours afin d'établir les circonstances exactes de l'incident.

RADIO-CANADA : Une manifestation étudiante contre la hausse des droits de scolarité se solde par un blessé – Mise à jour le jeudi 24 mars 2011 à 17 h 17



Gabriel Nadeau-Dubois, Association pour une solidarité syndicale étudiante
Les étudiants répondaient à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) qui voulait ainsi montrer son « opposition radicale » à la hausse des droits de scolarité annoncée la semaine dernière lors du dévoilement du budget du Québec.

Gabriel Nadeau-Dubois, de l'ASSE, a déclaré à Radio-Canada qu'une quarantaine d'étudiants avaient réussi à pénétrer dans le bureau du ministre. Mais les gardes du corps de la Surêté du Québec sont intervenus pour les faire sortir d'une manière « expéditive ».

« Tellement expéditive qu'ils ont projeté un manifestant sur une vitre qui s'est brisée, relate Gabriel Nadeau-Dubois. Devant la manifestation d'une brutalité aussi apparente, nous avons craint pour la sécurité des manifestants et nous sommes descendus au rez-de-chaussée de l'édifice pour faire un sit-in pacifique. »

L'association devait profiter de l'occupation des bureaux pour laisser une lettre destinée au ministre demandant la fin de la hausse des droits de scolarité. Mais à cause de la tournure prise par les événements, la lettre ne parviendra pas à son destinataire.



« Environ 150 étudiants ont participé jeudi à une manifestation qui prévoyait d'occuper pacifiquement le bureau du ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, à Montréal. Mais leur éviction agitée s'est soldée par un blessé qui a dû être hospitalisé. »

Cette brutalité reflète l'attitude du gouvernement qui méprise la population

québécoise, qui méprise les étudiants et leurs revendications.
— Gabriel Nadeau-Dubois

Le mouvement étudiant se donne de nouveau rendez-vous le 31 mars pour une manifestation dans les rues de Montréal. L'association étudiante promet des milliers de manifestants et

annonce qu'il s'agira du dernier coup de semonce envoyé au gouvernement avant un mouvement d'ampleur et une mobilisation généralisée.

RADIO-CANADA : Mauricie : L'Université du Québec à Trois-Rivières sera en grève le 31 mars pour protester contre le budget Bachand - Mise à jour le jeudi 24 mars 2011 à 11 h 53

Reunis en assemblée générale mercredi midi, une centaine d'étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières ont voté majoritairement pour une grève d'une journée. Ils participeront ainsi à une manifestation provinciale contre le

budget Bachand qui aura lieu le 31 mars prochain. Cette manifestation sera un premier moyen parmi d'autres pour dénoncer notamment la hausse des droits de scolarité.

[audio-vidéo](#)
[Les explications du président de l'AGE UQTR, Frédéric Déru](#)

LE NOUVELLISTE : Journée de grève pour les étudiants de l'UQTR – Jeudi 24 mars 2011

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste (Trois-Rivières) Les membres de l'Association générale des étudiants de l'UQTR ont voté majoritairement, mercredi, en faveur d'une journée de grève qui se tiendra le jeudi 31 mars prochain. Cette grève se fait en réaction à la hausse des frais de scolarité annoncée la semaine dernière par le gouvernement libéral pour l'ensemble des étudiants qui font leurs études au Québec.

À partir de 2012, les étudiants devront déboursier 325 \$ de plus par année et ce, pour les cinq années suivantes, ce qui totalise une hausse de 1625 \$. À cette facture s'ajoutent les frais institutionnels obligatoires de quelque 180 \$ par session. Sur le campus de l'UQTR, cette grève se traduira par une séance de piquetage tôt le matin. Les étudiants quitteront ensuite le campus afin de

prendre part à la journée de mobilisation nationale prévue à Montréal. La dernière grève des étudiants de l'UQTR a eu lieu en 2005 à la suite d'une coupe de 103 millions \$ dans l'aide financière aux études. Trois journées de grève non consécutives avaient alors été tenues, rappelle François Landry, attaché politique de l'AGE. D'autres manifestations pourraient avoir lieu l'automne prochain.

LE DEVOIR : Hausse des droits de scolarité - La FECQ trouble le congrès des jeunes libéraux – Lundi 21 mars 2011

Louis-Gilles Francoeur La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a décidé de conclure son congrès de Trois-Rivières samedi en soirée, plutôt que dans la journée d'hier, pour que les 60 délégués des 20 associations puissent se rendre «visiter» les jeunes libéraux réunis en congrès hier au Centre Notre-Dame-de-Fatima de l'île Perrot. Devant l'arrivée d'une pareille délégation-surprise et devant les récriminations des étudiants sur le relèvement des droits de scolarité dans le dernier budget, les jeunes libéraux ont écourté leur congrès de façon abrupte. Personne n'a été arrêté, car, si les slogans étaient nombreux et forts, il n'y a pas eu d'incidents qui auraient pu justifier une évacuation des manifestants étudiants. Ceux-ci réclament du gouvernement Charest qu'il annule l'augmentation des droits de scolarité.

Les 20 associations étudiantes de la FECQ se sont réunies en fin de semaine à Trois-Rivières pour débattre des moyens de pression qu'elles entendent planifier contre le gouvernement Charest à compter de maintenant et tout au long de la prochaine année, y compris une grève générale. Les délégués étudiants ont pris la décision de perturber le congrès des jeunes libéraux alors que «ceux-ci ont réaffirmé leur appui à une des pires atteintes à l'accessibilité aux études universitaires de l'histoire», selon le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. La FECQ a calculé qu'en 2016, un étudiant québécois devra déboursier 4700 \$ pour avoir accès à l'université, «comparativement aux 2700 \$ que paie présentement la présidente de la commission jeunesse du PLQ, Maripier Isabelle, ou encore les 1700 \$ exigés lorsque le premier

ministre Jean Charest était aux études», précisait le communiqué étudiant. Dès cette semaine, la FECQ ciblera les bureaux des députés libéraux dans tout le Québec et la réunion de ce parti à Boucherville, le 3 avril. En plus d'avoir préparé diverses manifestations dans chaque région, les stratèges étudiants ont prévu un campement permanent devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal pendant tout l'été. Un mouvement de grèves pourrait être enclenché à l'automne. «C'est une déclaration de guerre que le ministre de la Jeunesse, Jean Charest, a envoyée à toute une génération jeudi dernier. Face à cette injustice, les étudiants sont confiants de gagner. La FECQ sera au front et promet une année agitée», a dit son président.

LA PRESSE / LE SOLEIL : Des cégépiens perturbent une assemblée des jeunes libéraux – Lundi 21 mars 2011



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE Armés de pancartes, les délégués de la FECQ ont fait irruption à l'assemblée de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec.

CATHERINE HANDFIELD La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a entrepris ses moyens de pression contre la hausse des droits de scolarité, hier, en faisant irruption à l'assemblée de la Commission Jeunesse du Parti libéral du Québec, à L'Île-Perrot, en Montérégie. Vers 10h30, une cinquantaine de délégués de la FECQ sont entrés de force dans la salle de réunion où étaient rassemblés une centaine de

membres de la Commission-Jeunesse. Les jeunes libéraux ont d'abord tenté de les repousser, mais après quelques bousculades, ils se sont résolus à les laisser entrer. Armés de pancartes, les délégués de la FECQ ont scandé des slogans sous le regard agacé des membres de la Commission-Jeunesse. « C'est nous et non la Commission-Jeunesse qui représentons la vraie jeunesse », a lancé Gabrielle Harvey, élève du cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Les protestataires ont dénoncé la position des membres de la Commission-Jeunesse, qui approuvent la décision du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité de 325\$ par année pendant 5 ans. Les manifestants ont quitté la salle dans le calme après leur action, qui a duré une vingtaine de minutes. La Sûreté du Québec est intervenue, mais aucune arrestation n'a été faite. La présidente de la Commission Jeunesse du Parti libéral, Maripier Isabelle, a dit respecter la position de la FECQ. « Par contre, ils devraient

aussi respecter la volonté démocratique de nos membres », a-t-elle dit. **Des mesures** Les délégués de la FECQ qui ont participé à la manifestation étaient réunis à Trois-Rivières ce week-end pour prendre part à leur congrès. Ils se sont entendus sur une série de mesures qui se poursuivront jusqu'à l'automne pour protester contre la hausse des droits de scolarité. Les membres de la FECQ prévoient notamment se rendre à un colloque des libéraux le 3 avril à Boucherville. Dès la fin du semestre, des étudiants établiront un campement permanent devant les bureaux du ministère de l'Éducation, à Montréal. « Nous allons signifier au gouvernement que nous sommes prêts à continuer tant qu'il le faudra », a dit le président de la FECQ, Léo Bureau Blouin, qui n'exclut pas la tenue d'une grève « si c'est nécessaire ». La Fédération représente près de 55 000 étudiants réunis dans 22 associations étudiantes de partout au Québec.

LE NOUVELLISTE : Les étudiants prêts à aller jusqu'à la grève générale – Lundi 21 mars 2011



Photo: La Presse

Des protestataires sont entrés dans la salle de réunion où étaient réunis des membres de la Commission-jeunesse du Parti libéral, à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, en Montérégie.

Mathieu Lamothe, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) Il n'est pas question pour la Fédération étudiante du Québec (FECQ) que la hausse des frais de scolarité récemment annoncée par le gouvernement passe comme une lettre à la poste.

Réunis à Trois-Rivières au cours du week-end, une cinquantaine de délégués provenant de collèges des quatre coins de la province ont discuté des moyens de pression qui seront prochainement déployés afin de convaincre le gouvernement Charest de revenir sur sa décision.

Les étudiants prévoient notamment perturber les activités auxquelles les députés du gouvernement participeront prochainement. D'autres actions seront également organisées au cours des prochaines semaines et des prochains mois. Les délégués de la FECQ se disent même prêts à déclencher une grève générale dès cet automne s'il le faut.

«Ça va aller en augmentant jusqu'à la grève si nécessaire. C'est une génération entière qui sera pénalisée. L'accès à l'éducation est un droit sacré et fondamental. Nous voulons que toutes les personnes qui le désirent, qu'elles viennent d'un milieu aisé ou non, puissent poursuivre leurs études au niveau supérieur. Avec une décision comme celle-là, on vient de régresser de 30 ans au Québec», déplore le président de l'Association générale des étudiants du Cégep de Trois-Rivières, Martineau Vito.

Dès 2012, les étudiants paieront 325 \$ de plus par année pour fréquenter les universités québécoises. Cette hausse fera donc passer les droits de scolarité de 2168 \$ à 3793 \$ sur une période de cinq ans, peu importe la discipline étudiée.

Les délégués n'ont d'ailleurs pas tardé à mettre leurs menaces à exécution.

Dès dimanche matin, soit au lendemain de leur congrès à Trois-Rivières, ils ont décidé d'annuler la conférence de presse à laquelle ils avaient convié les représentants des médias pour mettre le cap vers Notre-Dame-de-l'Île-Perrot en Monté-

régie où se déroulait une assemblée de la Commission-jeunesse du Parti libéral du Québec.

Vers 10 h 30, les protestataires sont entrés de force dans la salle de réunion où étaient rassemblés une centaine de membres de la Commission-jeunesse. Les jeunes libéraux ont d'abord tenté de les repousser, mais après quelques bousculades, ils se sont résolus à les laisser entrer.

Armés de pancartes, les délégués de la FECQ ont scandé des slogans dans la pièce sous le regard agacé des membres de la Commission-jeunesse. «C'est nous, et non la Commission-jeunesse qui représentons la vraie jeunesse», a dit Gabrielle Harvey, étudiante du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.

Les protestataires ont dénoncé la position des membres de la Commission-jeunesse, qui approuvent la décision du gouvernement Charest de hausser les frais de scolarité.

«Je respecte le fait que leurs membres (de la FECQ) se sont positionnés en défaveur de la hausse des frais. Par contre, ils devraient aussi respecter la volonté démocratique de nos membres», a réagi la présidente de la Commission-jeunesse du Parti libéral, Maripier Isabelle.

La Sûreté du Québec est intervenue, mais aucune arrestation n'a été faite.

Les manifestants ont quitté la salle dans le calme après leur action, qui a duré une vingtaine de minutes.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Des manifestants perturbent l'assemblée des jeunes libéraux – Lundi 21 mars 2011



PHOTO ÉTIENNE LABERGE, AGENCE QMI

✓ Les manifestants protestaient contre la hausse des frais universitaires.
MÉLANIE COLLEU

NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT | Une trentaine de représentants de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont forcé les portes de l'Assemblée de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec (CJPLQ) qui se tenait à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, pour manifester une nouvelle fois contre la hausse des frais de scolarité annoncée jeudi dans le budget du gouvernement.

« Ce n'est pas normal qu'un groupe qui dit représenter la jeunesse soutienne cette hausse », a indiqué Mathieu Morin, porte parole de la FECQ.

Les membres de la FECQ sont alors entrés dans la salle de réunion des jeunes libéraux afin de perturber leurs débats, avant d'être priés de sortir par la police.

« Tout le monde n'a pas la chance d'être né dans un milieu nanti. On ne demande pas la lune, on veut seulement des études abordables pour tous », a expliqué Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, avant de quitter les lieux.

Moyens de pression

L'association étudiante a d'ailleurs prévenu qu'elle n'abandonnerait pas la partie, en annon-

çant une série d'actions dans les semaines à venir, qui se poursuivront sur les deux prochaines sessions.

« On va d'abord rencontrer les députés et on sera présents le 3 avril au colloque du Parti libéral, a déclaré Léo Bureau-Blouin. Cet été, on va également installer un campement permanent devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal et aller jusqu'à la grève à l'automne s'il le faut ».

Une hausse acceptable

De leur côté, les jeunes libéraux québécois soutiennent la décision du gouvernement d'augmenter de 325 \$ par année les frais universitaires, pendant une période de cinq ans.

La présidente de la CJPLQ, Maripier Isabelle, a expliqué que la hausse était acceptable, car elle était accompagnée d'une revalorisation du système de prêts et bourses permettant d'aider davantage les étudiants, ainsi que d'une incitation des entreprises privées à soutenir les universités.

RADIO-CANADA : Montréal : Éducation : La FECQ se mobilise contre la hausse des frais de scolarité - Mise à jour le dimanche 20 mars 2011 à 15 h 13



Les membres de la FECQ ont manifesté pendant une trentaine de minutes dimanche

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) a amorcé sa campagne contre la hausse des frais de scolarité dimanche en perturbant le congrès des jeunes libéraux du Québec à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, en Montérégie.

Réunis à Trois-Rivières au cours de la fin de semaine pour discuter des moyens de pression à privilégier afin de contrer la hausse des frais de scolarité, les membres de la FECQ ont décidé de commencer par les jeunes libéraux, qui se sont déjà prononcés en faveur de cette hausse.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, a expliqué que des slogans ont notamment été scandés afin de rappeler aux jeunes libéraux que les étudiants ont le droit à une éducation supérieure accessible.

Les étudiants sont en furie. Comment Jean Charest peut-il croire qu'une telle hausse puisse être acceptée par le milieu étudiant? Notre réponse, c'est non!

— Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ

Dans son plan d'action, échelonné jusqu'à l'automne, les délégués de la FECQ ont l'intention de

perturber les activités du Parti libéral du Québec (PLQ) partout dans la province. Ils tiendront notamment une manifestation le 3 avril prochain, à l'occasion d'un colloque du PLQ à Boucherville.

M. Bureau-Blouin ajoute que les étudiants de la FECQ sont prêts à aller « jusqu'au bout » pour atteindre leur objectif, même si une grève étudiante doit être déclenchée.

« C'est une déclaration de guerre que le ministre de la Jeunesse, Jean Charest, a envoyée à toute une génération jeudi dernier. Face à cette injustice, les étudiants sont convaincus de gagner. La FECQ sera au front et promet une année agitée », conclut Léo Bureau-Blouin.

Rappelons que la hausse des droits de scolarité annoncée par le ministre des Finances Raymond Bachand, lors du dépôt du [budget provincial](#) le

17 mars dernier, doit entrer en vigueur à l'automne 2012.

La FECQ représente près de 55 000 étudiants réunis dans 22 associations étudiantes présentes sur l'ensemble du territoire québécois.
Radio-Canada.ca avec Presse canadienne

[audio-vidéo](#)

[La FECQ se mobilise contre la hausse des frais de scolarité, rapporte Madeleine Goubeau](#)

LE SOLEIL : Hausse «raisonnable», selon les jeunes libéraux – Dimanche 20 mars 2011



THÈQUE LE SOLEIL, STEVE DESCHÈNES — PHOTO

Les jeunes libéraux approuvent la hausse des droits de scolarité de 325 \$ par an, notamment en raison de la bonification de l'aide financière
NOTRE-DAME-DE-ÎLE-PERROT — Les membres de la commission jeunesse du Parti libéral du Québec, réunis en assemblée cette fin de semaine, se sont rangés derrière la décision du premier ministre Jean Charest de hausser les droits de scolarité.

La présidente de la commission, Maripier Isabelle, a soutenu hier que les débats sur cette question parmi les jeunes militants étaient désormais chose du passé.

Qualifiant la hausse de 325 \$ par année de «raisonnable», Mme Isabelle a assuré que la commission ne l'aurait pas approuvée si elle n'avait pas été accompagnée de mesures «responsables», comme les changements qui seront apportés à l'aide financière aux études ou la mise sur pied d'un fonds pour stimuler la participation du privé dans les universités.

Mais les jeunes libéraux promettent de poursuivre leur bataille sur la gestion de la dette étudiante. Ils proposent notamment un remboursement proportionnel au revenu.

Toujours dans le domaine de l'éducation, l'aile jeunesse du parti se positionne contre l'implantation de la loi 101 au cégep tel que le propose le Parti québécois. Les membres débattent cependant des mesures qui pourront être

adoptées pour stimuler l'apprentissage de l'anglais avant le cégep.

Par ailleurs, au cours de la fin de semaine, la commission jeunesse du Parti libéral se penchera sur plusieurs résolutions à adopter en vue du congrès général de la formation politique qui aura lieu à l'automne. La santé, l'ouverture sur le monde, la famille et l'économie sont notamment à l'ordre du jour.

RÉSOLUTIONS ORIGINALES

Mme Isabelle cite en exemple deux résolutions «originales» proposées par les jeunes libéraux, soit la réforme de la notion du produit intérieur brut pour que celui-ci devienne «vert», en y incluant la richesse naturelle.

Les militants proposent également une nouvelle forme d'union pour les conjoints de fait, soit «l'union de fait stable». Les membres d'un couple qui décident de s'unir de cette façon auraient droit à une pension alimentaire sans pour autant partager le patrimoine familial comme c'est le cas pour une union civile.

CYBERPRESSE : Hausse des frais de scolarité: la FECQ prépare ses actions - Publié le 19 mars 2011 à 15h34 | Mis à jour le 19 mars 2011 à 15h48



Photo: PC

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, a été applaudi par ses collègues jeudi à l'occasion du dépôt de son budget.

Valérie Simard, La Presse

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) est déterminée à maintenir la pression sur le gouvernement Charest afin qu'il abandonne la hausse des frais de scolarité annoncée dans son budget déposé jeudi dernier. Réunis en congrès au Cégep de Trois-Rivières, les délégués de la FECQ se sont entendus sur une série de mesures qui se poursuivront jusqu'à l'automne. «Les étudiants sont plus déterminés que jamais, martèle le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin. Aucun député libéral ne sera épargné. Nous allons passer toute la session d'hiver et la session d'automne subséquente à augmenter la pression.» Pour ce faire, la FECQ compte travailler de concert avec la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

La soixantaine de délégués présents au congrès, dont la tenue était prévue bien avant le dépôt du budget, se sont prononcés en faveur de divers moyens de pression qui débiteront dès les prochains jours et dont les détails seront dévoilés demain. Au cours des prochains mois, la FECQ compte notamment cibler les différents colloques et assemblées tenus par le Parti libéral du Québec. Les étudiants seront également invités à rendre visite aux députés libéraux de leur région. Des actions régionales sont aussi prévues, particulièrement au Saguenay-Lac-Saint-Jean, en Abitibi-Témiscamingue et en Gaspésie.

«Beaucoup d'étudiants ont la rage au coeur à la suite du dépôt du budget, constate Léo Bureau-Blouin. C'est ce qu'on a ressenti aujourd'hui autour de la table, plus particulièrement venant des gens des régions. Les cégépiens sont parmi les étudiants les plus touchés par la hausse des droits de scolarité parce qu'ils vont entrer à l'université d'ici deux ou trois ans. C'est un frein énorme à l'accessibilité des études, surtout quand ils doivent déménager.»

La FECQ compte aussi poursuivre ses actions pendant la période estivale. «Il n'est pas question d'arrêter parce que c'est les vacances, déclare M. Bureau-Blouin. Les étudiants vont prendre de leurs vacances pour rappeler aux libéraux la mauvaise décision qu'ils ont prise dans leur budget.»

Jusqu'où la Fédération est-elle prête à aller? «On va aller jusqu'au bout, répond Léo Bureau-Blouin. Pour nous, ce n'est pas une question de

choix ou d'option. Il faut qu'on se batte pour cette question-là.»

«Les étudiants sont assez confiants de gagner cette bataille-là, ajoute-t-il. Ce n'est pas la première fois que les étudiants se confrontent au gouvernement Charest.»

Même s'il ne va pas jusqu'à évoquer la tenue d'une grève étudiante, le président de la FECQ n'a pas non plus exclu cette possibilité. Rappelons qu'en 2005, les étudiants collégiaux et universitaires étaient sortis dans la rue pour dénoncer des compressions de 103 millions \$ dans le régime des prêts et bourses.

Jeunes libéraux

Par ailleurs, les membres de la Commission jeunesse du Parti libéral du Québec, réunis en assemblée à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, se sont rangés derrière la décision du gouvernement Charest de hausser les frais de scolarité.

La présidente de la CJPLQ, Maripier Isabelle, a soutenu que, chez les jeunes militants, le débat sur cette question était désormais chose du passé. Elle a qualifié de «raisonnable» la hausse des frais de scolarité de 325\$ par année, pendant cinq ans, annoncée par le gouvernement.

Mme Isabelle a cependant assuré que si cette augmentation n'avait pas été accompagnée de mesures «responsables» comme une bonification de l'aide financière, la Commission jeunesse ne l'aurait pas approuvée.

- Avec La Presse Canadienne

LE DEVOIR : Hausse des droits de scolarité - Appel à la mobilisation étudiante – Samedi 19 mars 2011

Lisa-Marie Gervais

Alors que les annonces du budget se répandaient dans tout le Québec, les étudiants ont accusé le coup de la hausse de 1625 \$ des droits de scolarité d'ici 2017. Ils ont été environ une centaine à manifester devant un hôtel de Montréal où se tenait un dîner de la Chambre de commerce auquel le ministre des Finances, Raymond Bachand, était convié comme le veut la coutume. Cette réaction «à chaud» n'était pas représentative des actions que les étudiants vont mener dans le futur, a assuré le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Louis-Philippe Savoie. «C'est une manifestation

très spontanée. [...] On va être capable de se mobiliser en force pour faire reculer le gouvernement», a-t-il indiqué.

Déjà, certaines associations étudiantes ont été appelées à voter pour leur participation à une manifestation le 31 mars. La fin de session approche, reconnaissent les étudiants, mais il y aura l'été et ensuite l'automne, qui s'annonce chaud, ont-ils prédit. «Notre but, c'est d'intensifier la pression», a indiqué pour sa part le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Une centaine d'étudiants ont manifesté hier à l'occasion d'une allocution du ministre des Finances, Raymond Bachand, pour protester contre la hausse des droits de scolarité contenue dans son dernier budget.

Interrogé sur les manifestations à venir et le désir de certains groupes étudiants de le suivre à la trace, Raymond Bachand a répondu que l'on vit dans «un pays libre.» «Et j'ai de la difficulté à comprendre et accepter que quelqu'un qui va faire des centaines de milliers de dollars de plus

Éditorial, Idées, Chronique

LE DEVOIR : Idées : Droits de scolarité - Le PQ optera-t-il pour le gel des droits?, par Louis-Philippe Savoie - Président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et Léo Bureau-Blouin - Président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) - Vendredi 15 avril 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Depuis de nombreuses années, la FEUQ et la FECQ défendent le gel des droits de scolarité. Mais les étudiants sont inquiets. Ils ont besoin d'un engagement ferme de la part du Parti québécois.

Madame Marois,

Les récentes déclarations de certains membres de la députation du Parti québécois sur l'indexation des droits de scolarité, alors que planait sur les étudiants une menace de hausse massive, ont choqué et interpellé les étudiants québécois. Il est essentiel que l'appui de l'opposition officielle à l'amélioration des conditions de vie des étudiants universitaires soit ferme. Faire le contraire, c'est accepter de copier tranquillement un modèle en faillite, soit le modèle canadien: des droits de scolarité inabordable et une aide financière aux études coûteuse et inefficace. Nous souhaitons par la présente interpellier les membres de la députation péquiste et vous présenter les conditions de vie réelles des étudiants.

Les mesures draconiennes du dernier budget vous ont fait réagir, heureusement. Difficile de dire que l'augmentation de 75 %, 1625 \$ à terme, était bonne pour les étudiants et la société québécoise. Alors qu'il en coûtait 2200 \$ pour étudier en 2003-2004, au moment de l'élection du Parti libéral du Québec, la facture passerait à plus de 4500 \$ en 2016-2017.

Quels sont les résultats de cette politique libérale? Si vous ne le saviez pas, la situation financière des étudiants est loin de s'être améliorée au cours des dernières années. L'an dernier,

avec son diplôme universitaire que s'il était diplômé du secondaire n'accepte pas d'investir un peu pour son éducation.»

«C'est loin d'être mort!»

Le président de la CSQ, Réjean Parent, a réitéré son appui aux étudiants, qui seront toutefois sur la ligne de feu de cette bataille. «C'est loin d'être mort! C'est sûr que les étudiants vont être sur la première ligne. C'est pas juste une question d'étudiants brailleurs qui ne veulent pas payer plus, c'est une question de choix de société.»

Croit-il que la mobilisation aura la même force que lors du dernier budget, où le tollé suscité avait d'ailleurs fait reculer le ministre Bachand sur l'idée d'imposer une franchise santé? «Ça va aller dans la même direction que la franchise santé. On veut aller avec nos jeunes. On se rappellera que le ministre Fournier avait fait face à toute une riposte, a-t-il noté en faisant allusion à la dernière grève générale étudiante de 2007. Avec l'Alliance sociale, on va vouloir reprendre un mouvement qui a de l'ampleur.»

nous avons mené la plus vaste enquête jamais effectuée sur les conditions de vie des étudiants. Plus de 12 600 étudiants ont répondu à notre questionnaire. Les résultats étaient clairs. Les étudiants n'ont pas les revenus suffisants pour absorber une nouvelle hausse des droits de scolarité. La moitié des étudiants vit avec moins de 12 200 \$ par année. De ce fait, ils sont contraints de s'endetter fortement auprès du secteur privé. À la fin de leur parcours, 60 % des étudiants auront accumulé une dette de 14 000 \$ en moyenne.

Poids financier pour les familles

La situation de leur famille n'est pas plus rose. Une famille sur deux seulement contribue au financement des études de ses enfants et sa contribution est trois fois moins élevée que ce que prévoit le Règlement sur l'aide financière aux études. Et ce n'est pas une question de choix, les familles n'en ont tout simplement pas les moyens. Comment une famille ayant 30 000 \$ en revenu brut peut-elle contribuer aux études de son enfant? Imaginez l'impact de la nouvelle hausse du gouvernement Charest. Cela correspond à un nouveau poids financier pour ces familles. Il est aussi faux d'affirmer que les étudiants vivent aux crochets de l'État: 77 % des études des étudiants sont financées soit par l'étudiant lui-même, soit par ses parents. Hausser les droits de scolarité, c'est alourdir le fardeau des étudiants et taxer la classe moyenne.

À l'heure actuelle, les deux tiers des étudiants manquent d'argent à la fin de l'année. Avec une nouvelle hausse des droits de scolarité, où les étudiants couperont-ils? Dans le loyer ou dans la nourriture? Vous savez comme nous tous que ce dilemme est éthiquement impossible à trancher. Pour plusieurs, dont les enfants de la classe moyenne, les jeunes des régions, les étudiants de première génération (les premiers d'une famille à fréquenter l'université), le choix se fera entre des études universitaires ou le marché du travail. Le Québec va perdre des étudiants universitaires et par le fait même de nombreux travailleurs spécialisés.

Pourquoi le gel des droits de scolarité?

Depuis de nombreuses années, la FEUQ et la FECQ défendent le gel des droits de scolarité. Quelques-uns l'ont déploré. Pourtant, cette politique a fait ses preuves. Elle a préservé l'accès aux études universitaires au Québec alors qu'il chutait dans les autres provinces cana-

diennes, leurs droits de scolarité augmentant à un rythme effréné.

Pourquoi pas l'indexation? Parce qu'actuellement, malgré leurs efforts, les étudiants n'arrivent pas à la fin de l'année. Même en travaillant 19 heures par semaine, ils s'endettent dans 61 % des cas. En effet, les deux tiers manquent d'argent à la fin de l'année. Et tout ça, c'est avant la nouvelle hausse des droits des libéraux! C'est sans mentionner que les étudiants vivent actuellement une hausse de 500 \$, et que le gouvernement souhaite imposer une nouvelle hausse de 1625 \$ en évoquant... l'indexation au niveau des droits de scolarité de 1968!

Nous devons revenir à un gel des droits de scolarité afin d'améliorer l'accessibilité aux études. Cette politique a permis au Québec de faire des bonds de géant depuis 1968. Malgré tout, il reste encore beaucoup de travail à faire. Dans une société où le savoir est au cœur de l'économie et dans une société de petite taille comme la nôtre, réduire l'accessibilité aux études, c'est se priver de cerveaux qui vont alimenter l'économie québécoise. A-t-on besoin de rappeler qu'à l'heure actuelle, chaque dollar investi dans un diplôme universitaire rapporte 5,30 \$ à l'État, simplement en taxes et en impôts supplémentaires?

Compressions de 1994

Plusieurs ont attribué à tort les problèmes de financement des universités québécoises au gel des droits de scolarité universitaires. Or, la vraie cause des difficultés financières vécues aujourd'hui par les universités est les coupes sauvages du gouvernement fédéral en 1994. Hausser les droits de scolarité constitue un aveu d'échec des revendications traditionnelles du Québec face au gouvernement fédéral.

Les étudiants sont inquiets. Ils ont besoin d'un engagement ferme de la part du Parti québécois. Est-il nécessaire de rappeler que les étudiants universitaires d'aujourd'hui formeront la classe moyenne de demain? Que ce sont eux qui paieront les taxes et les impôts qui assureront la survie de nos services publics? Qui seront la condition sine qua non de la compétitivité du Québec sur la scène internationale?

Ces questions, nous nous les posons, les étudiants se les posent. Mais nous pourrions les résumer en une seule: à la sortie de son congrès, le Parti québécois appuiera-t-il les revendications des étudiants en demandant un gel des droits de scolarité?

LE DEVOIR : Idées : Congrès du Parti québécois - L'éducation doit devenir un projet national, par un Collectif d'auteurs - Lundi 11 avril 2011



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
L'étudiant moyen travaille et s'endette de plus en plus. Au surplus, ce fléau du surendettement étudiant grandissant frappe cette même génération qui est appelée à encaisser les coups et les coûts du vieillissement de la population.

Des annonces de hausses des droits de scolarité dans le budget provincial aux promesses électorales fédérales, il semble que la question de l'éducation brûle plusieurs lèvres par les temps qui courent, et pour cause: géré à la petite semaine, à la pièce, sans vision d'avenir cohérente ni vue d'ensemble, le système d'éducation — qui était associé à un projet de société porteur à compter de la Révolution tranquille — est aujourd'hui mis à mal.

Nous croyons que notre système d'éducation doit voir au-delà du rôle de formateur individuel pour redevenir un outil d'émancipation sociale et économique. L'éducation doit redevenir l'idéal, le projet que s'approprient les Québécois, le fondement et le fer de lance de notre société. Mais, pour cela, il faut miser sur ses finalités, ses résultats.

Le plein potentiel de chacun

Voilà un premier objectif qui devrait couler de source: que chacun puisse recevoir la meilleure formation qui soit, celle qui lui permette de se développer à son plein potentiel individuel tout en assurant une base commune forte et solide pour tous. Ça semble naturel, juste, mais ce n'est clairement plus un acquis aujourd'hui.

Le monde change, l'éducation doit s'adapter. Pensons à différentes transformations sociales avec lesquelles l'éducation au Québec doit jongler. En 2011, les enfants ont accès, comme aucune autre génération avant eux, aux bénéfices formidables d'Internet et des nouveaux moyens de communication... mais ils sont également exposés à ses facettes moins reluisantes. La plus grande accessibilité à du matériel pornographique, par exemple, module en partie les comportements et habitudes chez les jeunes au moment où ceux-ci, en pleins changements physiques et identitaires, sont les plus fragiles et vulnérables dans leurs rapports sociaux.

Notre génération est marquée par une incidence croissante, voire même une réapparition, de certaines infections transmises sexuellement: il est légitime que de plus en plus d'associations réclament un retour des cours d'éducation sexuelle, créés et dispensés par des professionnels.

Décrochage et endettement

Le fléau du décrochage scolaire au Québec est en hausse, et l'école publique est à bout de souffle et à court de ressources dans l'encadrement des élèves en difficulté. Pendant que l'Ontario se permet de prolonger la période de fréquentation scolaire obligatoire des jeunes jusqu'à 18 ans, nous les laissons tomber à 16 ans, même sans diplôme en main: comment est-ce possible en 2011?

De plus en plus de Québécois poursuivent leurs études au-delà du secondaire. Cependant, après avoir connu l'accessibilité du réseau collégial, ceux-ci se heurtent aux défis de l'accessibilité aux études universitaires, tels que la multiplication incontrôlée des frais afférents et la hausse des droits de scolarité. Résultat? L'étudiant moyen travaille et s'endette de plus en plus. Au surplus, ce fléau du surendettement étudiant grandissant frappe cette même génération qui est appelée à encaisser les coups et les coûts du vieillissement de la population.

Malgré un endettement moyen de plus de 15 000 \$ à la sortie des études, c'est cette génération qui sera appelée à assurer la relève de nos PME, de nos entreprises agricoles et de notre économie sociale tout en continuant à financer des systèmes de santé et de retraite de plus en plus coûteux. Ce frein à la persévérance scolaire, l'exode de nos cerveaux et les retombées économiques maximales de l'éducation universitaire doivent devenir les cibles à atteindre: ayons l'audace de nous donner les moyens d'étudier, au Québec, sans nous sur endetter, en nous dotant d'une véritable politique d'aide financière gouvernementale modulée selon les besoins réels des étudiants et plafonnant l'endettement des générations montantes.

Pendant ce temps, la question du gel/dégel impose les droits de scolarité comme seule réelle variable du financement des universités. Nous croyons légitime de remettre en question ce modèle. Nous nous questionnons aussi sur le concept même de sous-financement: il est évident que les universités québécoises souffrent d'un manque chronique d'injection de fonds, mais lorsqu'on constate certaines bavures administratives, que ce soit des questions de parachutes dorés, de primes ou d'investissements douteux dans des éléphants blancs immobiliers, nous croyons que ce sous-financement doit être relativisé et que les causes de ce sous-financement doivent être revues.

La force de notre différence

La mondialisation n'est pas synonyme d'uniformisation, mais une formidable occasion pour le Québec de s'affirmer, dans le monde, mais chez lui d'abord.

Notre idéal d'intégration n'a jamais été celui d'une assimilation ou d'un effacement des différences culturelles des nouveaux arrivants. Nous souhaitons une école publique non pas exclusive, mais inclusive et qui permette d'aller au-delà du simple respect des différences individuelles, pour que «devenir Québécois» signifie aussi s'intégrer à la nation québécoise. Bref, ne laisser personne derrière et aller de l'avant.

Cette intégration doit rejeter le principe même des écoles passerelles linguistiques au primaire et secondaire et favoriser encore davantage les cours à vocations identitaires, comme nos cours d'histoire. La vision individualiste de l'intégration, qui trouve son fondement dans le multiculturalisme et qui est trop souvent véhiculée par des cours comme Éthique et culture religieuse, doit se réorienter davantage sur notre identité.

De la même façon, en s'éduquant, on s'enrichit collectivement et, pour favoriser le plus de retombées collectives, cet enrichissement doit se faire par la langue commune du Québec. Il n'est pas conséquent, alors, de financer à même les fonds publics des mesures qui nuisent directement et indirectement au marché du travail francophone. Le financement des études techniques et collégiales en anglais à d'autres que nos minorités anglophones historiques en est un exemple flagrant.

N'écarter aucun moyen

Pour atteindre ces fins, le Québec ne doit plus voir l'éducation comme une simple compétence provinciale, acceptant les intrusions du gouvernement du Canada qui en découlent, et ce, notamment en cette période électorale. Le gouvernement du Québec doit être en mesure d'établir des politiques à long terme, flexibles, basées sur des consensus établis et qui surtout assurent des résultats.

Une fois ces bases bien ancrées, il est du devoir du gouvernement du Québec de n'écarter aucun moyen pour en assurer le financement et en faciliter l'application. Il s'agit simplement, en somme, de faire de notre système d'éducation un véritable projet d'Éducation nationale.

Ont signé ce texte les militants jeunes péquistes suivants: Karina Maryse Auger, Alexandre Banville, Marie-Michèle Dubeau, Charles Fraser-Guay, Mathieu Leblanc-Laberge, Alexandre Mailloux, Brian Martel, Christine Normandin, Frédéric Roïné, Vincent Roy, Frédéric St-Jean, David Tardif, Stéphanie Turcot, Julien Verville. De même que les deux candidats à la présidence du Parti québécois Raymond Archambault et Daniel Turp.

LA PRESSE : Chronique : Une bataille d'arrière-garde, par CLAUDE PICHER – Samedi 09 avril 2011

Selon une étude du ministère de l'Éducation, le diplômé universitaire, pendant sa vie active sur le marché du travail, gagnera en moyenne 640 000\$ de plus que le diplômé du collégial, et 900 000\$ de plus que le diplômé du secondaire.

Les leaders étudiants semblent déterminés à virer le Québec à l'envers depuis que le ministre des Finances, Raymond Bachand, a annoncé une hausse des droits de scolarité dans son dernier budget. Et il n'a pas manqué de voix indignées pour emboîter le pas : c'est épouvantable, les étudiants n'auront plus les moyens d'aller à l'université, le gouvernement se tire dans le pied en restreignant l'accès à l'éducation supérieure, c'est un scandale, et beurrez-en épais.

Le problème, c'est qu'en y regardant de plus près, la bataille des étudiants est rétrograde et vise essentiellement à perpétuer une injustice. Les droits de scolarité au Québec sont, de loin, les plus bas au Canada. L'étudiant québécois doit s'attendre à payer 2000\$ en droits de scolarité, deux fois moins que la moyenne canadienne. En Ontario, c'est 5000\$.

Mais cette générosité a un prix.

Les deux principales sources de revenus des universités sont les subventions gouvernementales et les droits de scolarité. En moyenne, au Canada, ces deux postes représentent 86% des revenus des universités (le reste est fourni par des dons et des revenus divers).

Or, sur ce point, le Québec ressort vraiment comme une société distincte. Le gouvernement

québécois fournit 70% du budget des universités, et les étudiants, 16%. En Ontario, les proportions semblables sont 49% et 35%. Dans l'ensemble du Canada, 57% et 29%. Évidemment, les subventions du gouvernement sont financées par les impôts de l'ensemble des contribuables. À cet égard, il saute aux yeux que les contribuables québécois paient plus cher qu'ailleurs.

Or, ce sont surtout les familles à revenus élevés qui envoient leurs enfants à l'université.

Il y a quelques années, Statistique Canada a publié les résultats d'une enquête sur le sujet. Ses conclusions sont toujours valides aujourd'hui. Le document établit un lien direct entre les revenus des ménages et la fréquentation universitaire. Ainsi, seulement 19% des

ménages à faibles revenus épargnent en vue de financer les études supérieures de leurs enfants; cette proportion grimpe constamment avec les revenus, pour atteindre 63% chez ceux qui gagnent plus de 80 000\$.

Cela ne veut pas dire que les enfants issus de ménages à faibles revenus n'ont pas accès aux études supérieures: il existe déjà un généreux programme d'aide financière aux études. Le budget Bachand annonce d'ailleurs l'injection à terme de 118 millions de dollars additionnels par année à ce chapitre, mais cela, les leaders étudiants n'en parlent pas.

Dans ces conditions, le maintien des droits de scolarité à des niveaux extrêmement bas constitue en réalité un transfert de l'ensemble des contribuables en faveur des ménages nantis, qui sont les premiers à profiter de l'université. Ce n'est pas une forme particulièrement progressiste de redistribution de la richesse!

Certes, si le faible niveau des droits de scolarité pouvait encourager la fréquentation universitaire, doter le Québec de nombreux diplômés, on pourrait en conclure avec raison que c'est un investissement dans l'avenir. Ce n'est même pas le cas. Au Québec, malgré des droits de scolarité sensationnels, le taux de scolarisation universitaire est de 16,5%, loin derrière l'Ontario (20,5%). La moyenne canadienne est de 18,1%.

De plus, toutes les études (et elles sont nombreuses) traitant de la situation des diplômés sur le marché du travail en arrivent aux mêmes conclusions. Les diplômés sont beaucoup moins touchés par le chômage, ils ont des emplois de meilleure qualité, ils font beaucoup plus d'argent.

Selon une étude du ministère de l'Éducation, le diplômé universitaire, pendant sa vie active sur le marché du travail, gagnera en moyenne 640 000\$ de plus que le diplômé du collégial, et 900 000\$ de plus que le diplômé du secondaire. Et le

marché du travail obéit à une tendance lourde qui ne peut que s'accroître : entre 1990 et 2007, la variation de l'emploi pour les diplômés universitaires affiche une hausse de 109%, comparativement à 71% chez les diplômés du collégial, et un recul de 1% chez les diplômés du secondaire.

Le plus ironique, c'est que le budget Bachand est loin d'égorger les étudiants. La hausse sera de 325\$ par année (moins d'un dollar par jour) pendant quatre ans. Au bout de ce délai, les droits de scolarité québécois atteindront le même niveau qu'en 1968, en tenant compte de l'inflation. Ce n'est même pas une augmentation, c'est du simple rattrapage. En dépit des hurlements de certains leaders étudiants, on ne peut certainement pas accuser le ministre d'exagérer.

LA PRESSE : Chronique : Des raisons de s'indigner, par RIMA ELKOURI – Jeudi 07 avril 2011



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Si on considère vraiment que l'éducation est un droit, il faut s'assurer que ce droit soit accessible, sinon cela demeure un privilège. Il va de soi qu'une hausse annoncée de 75% sur cinq ans des droits de scolarité à l'université n'est pas exactement une mesure incitative.

« L'éducation est un droit ». Dans la forêt de pancartes portées par les étudiants qui ont manifesté contre la hausse des droits de scolarité la semaine dernière, ce slogan écrit au feutre rouge. D'autres avaient des arguments moins étoffés du genre: « WTF la hausse? »

Peu importe le ton sur lequel le message est scandé, les étudiants, qui ont promis de camper devant les bureaux de la ministre de l'Éducation, n'entendent pas ranger leurs pancartes et leurs porte-voix. Ils ont bien des raisons de s'indigner.

« L'éducation est un droit ». Voilà qui sonne comme un principe de la Révolution tranquille délavé par le temps – certains diront « dépassé ». Car il ya à peine 50 ans, l'éducation était perçue comme un luxe au Québec. Seule une toute petite élite y avait accès. En 1964, à la lumière du rapport Parent qui proposait de démocratiser l'école, ce qui était un luxe est devenu un droit. Et aujourd'hui ? Aujourd'hui, l'éducation est de moins en moins perçue comme un droit et de plus en plus comme un produit de

consommation. On parle d'éducation comme on parle de REER, en empruntant la langue des banquiers. L'étudiant est un « client » qui « investit » dans son éducation pour un jour avoir un « retour sur son investissement ». Les universités sont des outils de croissance économique. Hors de cette logique, vous n'êtes qu'un utopiste qui n'a rien compris au problème du sous-financement des universités.

On peut débattre longtemps de comptabilité et du « qui devrait financer quoi et comment ». Mais la question de fond n'est pas tant celle du coût que celle de la valeur qu'une société accorde à l'éducation. Pas la valeur marchande (même s'il y en a une), mais la valeur tout court qui guide tout le reste. L'éducation est-elle un luxe? Est-ce un outil de croissance économique? Ou est-ce avant tout un droit qui permet à une société de mieux se développer, d'aspirer à un bien commun?

En 1959, moins de 4% de la population québécoise avait la chance de fréquenter une école professionnelle ou l'université. Cinquante ans et une révolution plus tard, on constate que plus de 20% de la population a fréquenté l'université. Le progrès est incontestable. Mais les acquis demeurent fragiles. La valorisation des études supérieures n'est pas encore bien enracinée dans la société québécoise.

Si on considère vraiment que l'éducation est un droit, il faut s'assurer que ce droit soit accessible, sinon cela demeure un privilège. Il va de soi qu'une hausse annoncée de 75% sur cinq ans des droits de scolarité à l'université n'est pas exactement une mesure incitative. Il va de soi aussi que de refiler une facture salée à des jeunes qui peinent déjà à joindre les deux bouts et doivent souvent travailler de longues heures pour payer leurs études ne l'est pas non plus, même si on promet une bonification des prêts et bourses.

Même si on ne peut établir de lien évident de cause à effet entre les droits de scolarité et la fréquentation universitaire, on aurait tort de sous-estimer les effets pervers d'une hausse

aussi importante. On se rappellera que la fréquentation universitaire au Québec a tout de même baissé de près de 7% à la suite de la hausse importante des droits de scolarité au début des années 90. Des hausses semblables en Ontario et en Colombie-Britannique n'ont pas entraîné les mêmes effets. Ce qui laisse penser qu'au Québec, plus qu'ailleurs au Canada, les gens sont plus sensibles à la question du coût.

Pourquoi? Parce que les revenus y sont plus bas et que le niveau de scolarisation de la génération de parents, dont les enfants ont l'âge d'aller à l'université, plus faible.

Certaines études soulignent que ce n'est pas tant les coûts réels des études postsecondaires qui découragent les plus pauvres d'y accéder que la perception de ces coûts et le fait d'en sous-estimer les bénéfices. Le goût d'étudier (ou de ne pas étudier) se transmet de génération en génération et est grandement influencé par la scolarisation des parents. Malgré tout, une proportion importante des étudiants québécois réussissent à briser le moule en étant les premiers de leur famille à mettre les pieds à l'université. Une hausse substantielle des droits de scolarité comme celle annoncée par Québec ne peut que les décourager.

On sait que la grande majorité des étudiants doivent déjà travailler en plus d'étudier à plein temps. Le revenu moyen des jeunes de moins de 24 ans qui ont déjà obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire n'est que de 13 500\$. Avec la nouvelle hausse qui les prendra à la gorge, combien seront poussés à abandonner leurs études ? Le décrochage universitaire a aussi un coût. Aux États-Unis, où le taux de décrochage universitaire est plus élevé qu'à l'école secondaire, on a déjà calculé que les abandons après une première année d'études postsecondaires coûtaient plusieurs milliards de dollars aux contribuables. Un bien mauvais calcul. Pour ceux qui décrochent. Et pour toute la société.

LE DEVOIR : Idées : Enseignement supérieur - La raison en colère, par Denis Bilodeau - Chercheur indépendant s'intéressant à l'histoire intellectuelle et Senior Associate au Collège d'études avancées Clare Hall de l'Université de Cambridge – Mardi 05 avril 2011

L'exemple vient du Royaume-Uni, mais on y reconnaîtra des propositions qui ont leurs défenseurs au Québec. Le Parlement vient d'y approuver une loi sur le financement de l'enseignement supérieur qui hausse le plafond des droits de scolarité à 9000 livres (14 300 \$). Le montant des fonds alloués directement aux universités pour l'enseignement (*bloc grant*) est réduit de 80

%, ces fonds étant désormais affectés au financement des prêts étudiants.

Sous prétexte de mesures correctives dues à des restrictions budgétaires, c'est une transformation structurelle qui est engagée. Selon Stefan Collini, intellectuel de renom, qui analyse le rapport à l'origine de cette loi dans un article paru dans le *London Review of Books* (*Browne's Gamble*, 4 novembre 2010), « essentiellement, Browne

soutient que nous ne devons plus concevoir l'éducation supérieure comme la provision d'un bien public défini par le bon jugement des éducateurs et financé par les fonds publics, mais comme un marché dans le cadre duquel la demande du consommateur, sous la forme du choix des étudiants, est souveraine dans la détermination de ce qui est offert par les fournisseurs de service (i.e. les universités).»



En effet, en transformant un financement collectif aux universités en financement individuel, l'État soustrait du processus de sélection la plupart des vecteurs de la demande sociale. En d'autres mots, un programme d'étude peut avoir une utilité sociale sans conduire à des emplois à hauts salaires et ceci justifie un financement public. Les nouvelles règles altèrent le marché et la demande en liant de façon exclusive le sort des programmes aux besoins individuels d'étudiants préoccupés par leur survie financière. L'offre de programmes en sera nécessairement réduite.

Transfert de richesses

La Nouvelle-Zélande a instauré un système de financement basé sur le «choix de l'étudiant» dans les années 90, avec pour conséquence que les étudiants ont choisi des programmes moins coûteux, généralistes, à visée vocationnelle — comme les sciences de la gestion — au détriment de tous les autres, y compris les sciences pures, les sciences naturelles et sociales, sans même parler de littérature et de philosophie.

Les universités sont donc, par ce mécanisme, mises en concurrence sur la seule dimension de la production de diplômés dont la valeur correspond aux salaires futurs escomptés de leurs détenteurs.

La restructuration du financement des universités amorcée par le rapport Browne ressemble fort à un transfert massif de richesse, dont les bénéficiaires ne seront ni l'État, ni les universités, ni non plus les étudiants qu'on prétend placer au centre de cette réforme. Les institutions financières, en effet, recevront des paiements d'intérêts sur des prêts qui, selon les individus, se rapprocheront souvent de la taille de prêts immobiliers, à la différence qu'ils seront financés — pour la durée des études et au-delà dans de nombreux cas — et garantis par l'État.

Retombées économiques

Rassemblés en séance extraordinaire au Senate House le 18 janvier dernier, les professeurs de Cambridge ont demandé des explications sur le silence de leur Conseil universitaire à la suite du dépôt du rapport Browne, sur un ton de rare colère dans cette société. L'un d'entre eux, A. Stewart-Wallace, interroge: «Est-ce que la mission de l'université se limite à produire les habiletés requises par l'économie? Si c'est le cas, [...] la valeur des arguments de William Wilberforce contre l'esclavage, pour lesquels il est estimé, n'a pas de poids à côté du fait que l'abolition de l'esclavage a diminué le PIB de l'Angle-

terre à l'époque, et était une idée qui déplaçait fort aux entreprises du temps. La logique du rapport Browne conduit à l'incroyable conclusion que ceci devrait avoir été retenu contre la place de l'argument de Wilberforce au sein de l'université.»

Un exemple plus contemporain serait celui des recherches sur les changements climatiques. Jugera-t-on de la valeur de ces travaux, qui touchent l'intérêt public de multiples manières, en fonction de critères étroits de retombées à court terme qu'on peut en espérer auprès d'entreprises subventionnaires? Viser à maximiser les retombées économiques peut être un objectif souhaitable, mais prétendre gérer les universités en fonction de ce seul objectif ouvre la porte à une entreprise de destruction que peu oseraient qualifier de créatrice. Collini qualifie les propositions de Browne de «pari» (gamble) et dans la foulée des excès qui ont donné lieu à la crise économique de 2008, le terme est apte.

Les communautés universitaires n'ont rien vu venir. Lord Browne, ancien PDG de BP élu à la présidence de cette commission «indépendante», a soumis un rapport qui développe un argumentaire de nature promotionnelle s'adressant essentiellement au législateur, au détriment d'une délibération informée incluant les communautés universitaires. Ces dernières constatent que leur représentation institutionnelle sur les conseils universitaires, désormais, est effectivement inconséquente.

Désaveu

Ici au Québec, le projet de loi 38, qui prétend limiter la représentation des communautés universitaires et imposer une proportion de 60 % de membres «indépendants» dans les conseils universitaires, signifie un même désaveu.

Ici comme au Royaume-Uni, on présente sous un jour inoffensif ou comme allant de soi des réformes qui sont en fait structurelles: «Nous pouvons faire mieux... Chacun doit faire sa part... La crise.» Mais pour mieux faire, il faudrait d'abord comprendre comment on fait bien. Or, il y a dans ces velléités réformatrices une tenace incompréhension de la façon dont les communautés universitaires font bien, avec peu. La cause de cette incompréhension est peut-être bien idéologique, reflétant une incapacité d'appréhender la nature collective de la production et de la diffusion des savoirs.

Les communautés universitaires sont en effet régies par des processus internes et collégiaux plutôt qu'externes et hiérarchiques. Elles sont en

interaction constante avec toutes les composantes sociales, y compris celles de l'entreprise, tout en parvenant à se garder d'influences d'intérêts particuliers qui, on le sait, peuvent se manifester avec opiniâtreté — pensons seulement, encore une fois, au cas des recherches sur le réchauffement climatique. La liberté universitaire est, entre autres, maintenue du fait de la fréquence et de la décentralisation des processus collégiaux, ce qui rend plus malaisée leur manipulation ou leur corruption. Les chercheurs-enseignants participent, la plupart du temps de façon bénévole, à une myriade de comités où s'accomplit ce travail.

Ce caractère collégial de la gouvernance propre aux communautés universitaires permet de comprendre pourquoi les universités, bien que recevant le support des fonds publics, se sont maintenues depuis leur fondation il y a huit siècles comme institutions autonomes.

Dilapidation des valeurs

On voit alors comment les méthodes, externes, de la gouvernance managériale auront tendance à interférer avec celles, internes, de la gouvernance collégiale. Ne parvenant pas véritablement à mesurer «l'activité» qu'elles sont censées évaluer, elles sont la cause, à l'opposé de leur objectif initial, d'une méallocation des ressources par le transfert de celles-ci de l'activité elle-même vers un appareil de contrôle bureaucratique. Ce gaspillage est substantiel: selon une étude publiée par l'IRIS en 2010, La Gouvernance des universités dans l'économie du savoir, la proportion du personnel-cadre de l'Université de Montréal entre 2000 et 2008 est passée de 10 à 15 % des effectifs alors que celle des professeurs a été réduite de 26 à 22 %.

Le cas du Royaume-Uni indique que nous en sommes à une nouvelle phase d'un processus de déni et de dilapidation des valeurs et des institutions publiques: après avoir perdu de vue l'ensemble des missions de l'université pour se centrer sur les contributions économiques puis, de façon plus exclusive encore, sur les contributions aux entreprises, et n'étant pas arrivé en conséquence à se mesurer à une réalité complexe, les promoteurs de l'université-entreprise ont maintenant recours à l'expédient de contraindre la réalité à leur modèle. Cette nouvelle vague de réformes serait à distinguer des précédentes par l'échelle des ambitions, l'expédient des moyens et l'insouciance des conséquences.

LE DEVOIR : Idées : Droits de scolarité - Une véritable ignominie, par Victor-Lévy Beaulieu – Samedi 02 et Dimanche 03 avril 2011



Photo : Université Laval

Pour pouvoir étudier à l'université, un grand nombre de jeunes doivent quitter la maison familiale.

Les étudiants ont raison de se plaindre de l'augmentation de leurs droits de scolarité: 325 \$ par année pour les cinq prochaines années, c'est rien de moins qu'une aberration.

Quelles familles de la classe moyenne et quelles familles vivant sous le seuil de la pauvreté seront désormais en mesure de permettre à leurs enfants de terminer des études de plus en plus spécialisées, donc de plus en plus longues?

La ministre de l'Éducation a beau nous dire que les prêts et bourses seront augmentés en proportion de ces nouveaux droits de scolarité, il ne s'agit là que de poudre aux yeux: une majorité d'étudiants sortiront de l'université si endettés qu'il leur faudra mettre des années à rembourser le gouvernement, avec les conséquences qu'on devine déjà; des difficultés financières qui risquent de mettre en péril l'établissement de notre jeunesse, l'envie de fonder foyer et famille, au détriment de la solidarité sociale. Nous allons vivre de plus en plus dans une société où chacun-pour-soi ou à la merci des corporatismes, dont on sait de quel poids ils pèsent déjà sur le Québec.

Quelle société?

Résultat: notre société qui prône l'élitisme comme jadis l'Église prônait l'humiliation des

pauvres court le risque de n'en être plus une vraiment. D'un côté, il y aura les bien nantis qui auront droit à l'éducation et, de l'autre, une partie de la population de plus en plus importante qui n'aura pas les moyens de s'instruire. On sait que c'est déjà le cas au Québec: quand les autorités universitaires ou celles des cégeps nous parlent du décrochage scolaire, elles prennent soin de ne pas nous révéler de quelles classes sociales viennent toutes celles et tous ceux qui abandonnent leurs études avant terme. On comprend leur silence là-dessus, puisqu'on devine que la grande majorité des décrocheuses et des décrocheurs sont issus des classes les moins riches de notre société.

C'est là un phénomène qui atteint particulièrement les régions: pour pouvoir étudier à l'université, un grand nombre de jeunes doivent quitter la maison familiale, prendre logement, voir à se nourrir eux-mêmes, à se vêtir eux-mêmes, à payer eux-mêmes les quelques loisirs auxquels ils ont accès. Quand vos parents vivent avec l'aide sociale ou que, par leur travail, ils n'arri-

vent pas à joindre les deux bouts, comment voulez-vous qu'ils puissent donner à leurs enfants ce coup de main dont ils ont besoin pour pouvoir étudier en toute sérénité?

Rapport Parent

Je connais des parents qui ont dû faire le sacrifice de leurs rentes afin de permettre à leurs filles et à leurs fils de poursuivre leurs études. J'en connais d'autres qui ont dû hypothéquer leur maison pour les mêmes raisons. Et je ne parle pas de tous ces jeunes qui sont forcés de travailler, et pas seulement à mi-temps, parce qu'autrement ils se retrouveraient dans la misère noire.

Est-ce normal qu'une société, dans un monde qui se construit sur le savoir et la connaissance, ne comprenne même pas ces évidences?

J'étais étudiant à l'école secondaire lorsqu'on préparait ce qui allait devenir le rapport Parent, dont on attendait mer et monde. Sixième d'une famille de 13 enfants dont le père était simple moniteur à l'asile du Mont-Providence, mon seul espoir, comme celui de tant de mes camarades, était que les études supérieures soient accessibles à tous, aux riches comme aux pauvres. Mais ce ne fut pas vraiment le cas: je me retrouvai commis dans une banque, mes camarades, concierges, laveurs de vitres, employés de la

construction, etc. Comme du temps des collègues dits classiques, seuls les déjà nantis et les nouveaux parvenus avaient les moyens d'envoyer leurs enfants à l'université.

Il me semble qu'on en est toujours à aujourd'hui. Quand on sait ce qu'est devenue notre élite, un grand frisson me secoue aussitôt que je pense que ce seront les filles et les garçons de cette élite-là, veule, suffisante, arrogante et souvent corrompue, qui géreront le Québec de demain.

N'est-ce pas absolument désespérant?

LA PRESSE : FORUM : HARPER ME FAIT PEUR!, par Jean-Serge Baribeau, sociologue des médias / RIEN À CRAINDRE, par Serge Landry, Gatineau – Samedi 02 avril 2011

HARPER ME FAIT PEUR!, par Jean-Serge Baribeau, sociologue des médias

Très nombreux sont les Québécois qui manifestent une grande inquiétude face à ces conservateurs «harperiens», lesquels vont gouverner le pays à leur manière (autoritaire et insolente) s'ils forment le gouvernement, qu'ils soient minoritaires ou majoritaires.

Depuis le duplessisme, il m'est rarement arrivé de percevoir un parti politique de manière aussi timorée, aussi craintive, aussi inquiète.

Ce parti politique est le parti du CONTRE. Les harperiens sont contre l'autorité du parlement qu'ils ne cessent d'outrager. La démocratie leur importe peu: même minoritaires, ils gouvernent comme s'ils étaient majoritaires en se disant que les partis de l'opposition ne vont pas les renverser de peur d'indisposer une population qui en a assez des élections.

Les leaders de ce parti politique sont contre les médias dont ils se méfient, ce qui les amène à être contre la fameuse transparence qui faisait partie de leurs promesses électorales. Ils refusent la vieille idée démocratique qui veut que les médias soient, entre autres, des intermédiaires entre les politiciens et la population.

Dans ce parti politique de type «palinien» ou «lepéniste», on est sournoisement contre la science et on fait fi des nombreuses connaissances scientifiques accumulées depuis des

siècles. Les croyances, par exemple la créationnisme, éclipsent l'approche scientifique.

Ce parti n'est pas très favorable au combat écologiste et «environnementaliste». La croissance économique est la priorité et adienne que pourra sur le plan écologique ou sur le plan social.

Ce parti est contre les formes audacieuses et «dissidentes» de l'art et de la culture. De toute manière, l'art et la culture ne font pas partie de leurs priorités ou préoccupations. C'est le conformisme presque totalitaire qui prime.

Ce parti est contre tout effort raisonnable de réhabilitation des criminels. Il préfère la répression et les prisons.

Ce parti est contre toute forme d'intelligence éclairée et ouverte. L'obscurantisme est le credo premier.

Les conservateurs, pas aussi négatifs que je viens de l'insinuer, sont POUR les armes à feu, pour le développement économique aveugle et ininterrompu, pour les prisons et pour la répression, mais pas contre les armes à feu.

Ce parti est sournoisement pour la peine de mort et pour l'abolition du droit à l'avortement.

En somme, ce parti me fait penser à ce que Bertold Brecht appelait «la bête immonde», cette bête propagatrice du fascisme, du nazisme et des attitudes bornées d'une droite extrémiste et obscurantiste. Évidemment, ladite bête se pré-

sente dans sa version contemporaine et bémolisée. N'empêche! J'ai peur!

* * *

RIEN À CRAINDRE, par Serge Landry, Gatineau

Dans ses discours, Gilles Duceppe nous met en garde contre un gouvernement majoritaire conservateur, les politiques rétrogrades qui en résulteraient, nos belles valeurs québécoises qui seraient en péril. Il y a quelques jours, le même Gilles Duceppe se vantait, lettre à l'appui, d'avoir comploté avec le chef conservateur Stephen Harper dans le but de le mettre au pouvoir à la place de Paul Martin.

M. Harper était l'homme pour gouverner le Canada en 2004. Il a reconnu la nation québécoise. Il a fait des efforts pour commencer tous ses points de presse en français depuis sept ans. Un français qu'il a appris de façon impeccable. Il a donné, malgré une mince députation, une forte représentation du Québec au cabinet. Cet homme et son parti seraient devenus aujourd'hui ceux qu'il faut absolument arrêter avant qu'ils ne causent une catastrophe?

M. Duceppe est un fin politicien, mais soyons sérieux, il n'y aura pas péril en la demeure pour le Québec et la francophonie canadienne avec un gouvernement conservateur majoritaire. M. Harper nous a prouvé qu'il est le premier ministre de tous les Canadiens et de tous les Québécois, même les nationalistes.

LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - De quoi vociférer, par Marie-Andrée Chouinard – Vendredi 1er avril 2011

Les étudiants feront du bruit, comme ils ont commencé à le faire hier, quittant collèges et universités pour le brouhaha de la rue. Afin de protester contre la hausse fulgurante des droits de scolarité que Québec leur refille, fassément abriée d'un consensus social, ils n'ont d'autre choix que de faire du bruit. Ils auront toutefois besoin que la clameur soit nourrie par d'autres voix que les leurs.

Le «consensus» auquel le ministre des Finances, Raymond Bachand, les dirigeants d'université de même que la confrérie des affaires se rapportent pour ennoblir une puissante hausse des droits de scolarité n'existe tout simplement pas. Tout au plus y a-t-il eu, de part et d'autre, la manifestation d'une vive préoccupation pour le sous-financement des universités. La reconnaissance que le gel des droits, sans indexation, ne pouvait plus durer. La formulation d'un voeu très cher: que l'État choisisse à nouveau de soutenir l'éducation en lui accordant une part extraordinaire et que les particuliers et les entreprises soient solidaires de ce choix de société en apportant leur «juste contribution».

En lieu et place, le gouvernement a opté pour une équation boiteuse faisant reculer jusqu'à 1968 l'indexation à rattraper. Là-dessus, il a choisi d'asseoir la hausse décrétée de 75 %, qui gonflera la facture de 325 \$ par année pendant cinq ans. Il corrige en une fois le passé, dans

lequel il ne voit plus que des errements. Ce calcul ne tient compte d'aucun des «dégels» imposés jadis aux étudiants: un bond de près de 200 % au début des années 1990. Puis une autre secousse en 2007. Suivie de près par cette dernière salve.

Par une pirouette politique, on a déguisé une fierté sociale — l'accès quasi gratuit aux études supérieures — en une incongruité dont il fallait avoir honte. Le changement de discours public dénigre désormais ce diplôme qu'on paie trop peu cher. «Quel étudiant devrait s'offusquer de contribuer à payer pour son avenir?», avance-t-on maintenant en présentant la hausse des droits comme une solution unique.

Les étudiants, à qui le parti de Michael Ignatieff brandit la promesse d'un soutien direct de 1000 \$ par année d'étude, ont de quoi vociférer. Le danger est qu'ils n'offrent qu'un murmure en guise de protestation.

D'autres voix devront se faire entendre pour les appuyer. Elles ont matière à s'indigner: de l'asservissement apparent de Québec, qui ne lève pas le petit doigt pour réclamer d'Ottawa des transferts en éducation postsecondaire, jusqu'à la démesure qui persiste dans certaines administrations universitaires, où des millions sont dépensés pour soutenir la haute direction alors qu'on hurle au déficit. Ou encore, comme le dénonçait récemment en nos pages un groupe

d'auteurs, la symbolique camouflée derrière cette marchandisation du savoir: plutôt que de former des têtes, l'université est réduite à un moteur économique.

Vos réactions

- Alen, vendredi 1 avril 2011 08h19
... abriée d'un consensus social...
Le consensus social auquel vous vous référez n'est qu'une série de déclarations unilatérales mais répercutantes (grâce aux médias) de Lucien Bouchard, des recteurs des universités et de quelques «loustics» dits lucides. La tactique est désormais bien connue. Lucien lance ses leurre sur la place publique, quelques personnalités l'appuyent, le gouvernement fait faire un rapport par Montmarquette, Fortin ou Godbout, et vlan, la solution!
Quelqu'un doit bien payer pour les baisses d'impôts sur les sociétés et les corporations. Parce que c'est juste de cela dont il s'agit! Baisser les impôts sur les sociétés et les corporations. Quant à nos «loustics» dits «lucides», ne sont-ils pas bien payés pour faire ce qu'ils font? En double emploi pour la plupart!
- Albert Descôteaux, vendredi 1 avril 2011 08h41
L'université moins chère que l'école privée...



Il y a une chose qui me chicote dans ce débat. Depuis des années, un nombre sans cesse croissant de parents envoient leurs enfants à l'école privée (primaire, secondaire et/ou collégial) parce qu'ils sont convaincus qu'en payant plus ils auront un meilleur service. C'est sans doute vrai pour les infrastructures telles gymnases, bibliothèques, salles de cours, matériel informatique, etc. Donc, de nombreux parents paient en moyenne \$4000-\$5000/année/enfant sans se plaindre des coûts, pour que leurs enfants bénéficient d'infrastructures modernes et de locaux moins délabrés que ceux des écoles publiques (comme on le voit dans les écoles de Montréal).

Pourquoi cette logique ne prévaudrait-elle pas pour les universités? Même en haussant les frais de scolarité à \$3500/année, l'université demeurera moins chère que l'école privée au primaire et au secondaire. Sans compter que les étudiants moins fortunés peuvent bénéficier de divers programmes de bourses. Cherchez l'erreur...

Une hausse des frais de scolarité est inévitable si on veut continuer à recevoir un éducation universitaire de qualité et surtout d'un niveau comparable à ce qui se fait ailleurs au Canada. On peut bien sûr se questionner sur le rythme des augmentations prévues et la cible à atteindre, mais il faudra s'y faire.

- Nicole Lamarre, vendredi 1 avril 2011 09h16

Non il ne faut pas s'y faire

L'éducation est un droit et tout le monde doit y avoir accès. On a de la difficulté au Québec avec ça.

M.Descôteaux vous ne parlez pas du gouffre financier de UQAM dans l'immobilier. Les responsables????? les dépenses de rec-teurs?????

Vous n'avez sûrement pas discuté avec des étudiants qui reçoivent des prêts et bourses, une autre farce orchestrée par le gouvernement.

- epagneula@hotmail.com, vendredi 1 avril 2011 09h44

Réflexion

Je suis une mère retraitée qui paie les frais de scolarité d'un de ses fils. A priori, je ne suis pas contre une hausse des frais de scolarité. Peut-être pas aussi vite. J'y suis favorable en autant que le système des prêts et bourses soit ajusté, pas seulement les prêts mais aussi les bourses. J'ai cependant une crainte et à venir jusqu'à maintenant, rien n'est venu l'écarter: je n'ai pas l'assurance que ces nouveaux fonds iront à rehausser les services aux universités. Après avoir vu le salaire du recteur de l'université Laval augmenter de 100 000\$ AVANT la hausse des frais de scolarité, quand on regarde le projet Voyageur de l'UQUAM, je ne suis pas rassurée.

En terminant, j'aimerais soutenir que les études universitaires ne doivent pas être qu'un réservoir pour l'entreprise privée. Le développement de la pensée et de la critique est un atout pour une société en devenir

- Etienne Goyer, vendredi 1 avril 2011 13h32

En réponse à M. Descôteaux

La hausse des frais de scolarité ne serait pas si difficile à avaler si le public en général (et les étudiants en particulier) avaient la certitude que l'augmentation serve à améliorer la qualité de l'enseignement. Ce n'est pas le cas. Entre les problèmes de gestion des universités (au sujet desquels le gouvernement ne fait rien que je sache) et le désengagement de l'État (où sont passés les transferts fédéraux?), il semblerait plutôt que l'effort

consenti par les étudiants et leurs parents ne serve qu'à combler le manque à gagner.

"Sans compter que les étudiants moins fortunés peuvent bénéficier de divers programmes de bourses." Il me semble que l'usage du pluriel ici n'est pas tout à fait approprié. L'Aide financière aux études (les "prêts et bourses") n'est pleinement accessible qu'à ceux qui sont complètement dépourvus. Pour les autres, les étudiants issus de la classe moyenne, l'aide accordée n'est jamais suffisante; il faut financer ses études par ses propres moyens (parent, travail à temps plein ou partiel, etc). Et pour les adultes qui font un retour aux études, c'est pire: si vous avez gagné un revenu qui vous place au dessus du seuil de la pauvreté l'année précédent votre demande à l'AFE, elle sera amputé proportionnellement. Been there, done that.

D'ailleurs, au sujet de l'AFE, le gouvernement Charest s'y est attaqué en 2004, réduisant le budget accordé à cet mesure. Il faut s'entendre: si on augmente l'AFE pour combler la hausse des frais de scolarité, on ne fait pas d'économie. La politique actuelle manque de cohérence.

- Albert Descôteaux, vendredi 1 avril 2011 16h14

Des choix à faire

Comme vous le dites si bien monsieur Goyer, "been there done that": prêts étudiants, aide des parents, travail à temps partiel durant l'année scoliare et à temps plein l'été. Ceci pendant de nombreuses années, ayant terminé un doctorat. C'est une question de choix personnel que d'investir temps et argent dans une formation.

À mon sens, les augmentations de frais de scolarité sont nécessaires si on désire offrir une formation et un environnement de qualité à l'université. Par contre, il est évident que ces augmentations doivent servir à améliorer la qualité de l'enseignement, et non pas à permettre aux universités de s'improviser promoteurs immobiliers ou de payer grassement leurs dirigeants. C'est à ce niveau que les étudiants doivent être vigilants, car ce sont eux les "utilisateurs-payeurs" et ils doivent exiger une saine gestion de leur institution.

- Geoffroy Ménard, vendredi 1 avril 2011 18h33

@Albert Descôteaux

"Cherchez l'erreur"? La voici:

Les programmes de prêts et bourses, contrairement à la croyance populaire, ne sont pas accessibles. À partir de revenus parentaux de 30000\$, l'Aide Financière aux Études considère que les parents doivent contribuer aux études de leurs enfants et ceux-ci ne peuvent recevoir qu'un montant dérisoire en prêts et bourses. La meilleure option est de quitter le foyer familial et aller sur le "marché du travail" pour deux ans, après quoi l'AFE nous considère comme autonomes et nous donnera alors 740\$ par mois de prêts

- Frankric, vendredi 1 avril 2011 19h23

Une solution unique: la hausse des frais de scolarité

Depuis des décennies, c'est un débat qui re-fait surface avec chaque nouvelle génération d'étudiants. Et, à chaque fois, on propose la même solution sans prendre la peine de bien étudier la situation.

Primo, nos universités sont-elles bien gérées? L'Ilot Voyageur, entre autres choses, nous indique le contraire.

Deuxio, Qu'en est-il du personnel enseignant? En fait-on un usage optimal? Nous

manquons supposément de professeurs. Pourtant un bon nombre d'entre eux font de la consultation, parce qu'ils sont universitaires, et empochent les honoraires exigés. Ceux-ci, du moins en partie, ne devraient-ils pas revenir à l'employeur?

Les professeurs jouissent d'une année sabbatique à tous les sept ans, année sabbatique supposément conçue pour leur développement et la recherche. Plusieurs en profitent pour voyager ou pour consulter au frais des contribuables. Est-ce vraiment rentable? Tertio. 35% des argents gouvernementaux vont pour les universités anglophones. Et ce depuis des années. Les anglophones ne sont que 10% de la population du Québec. Pourquoi un tel privilège.

Le monde universitaire accuse des lacunes. Lesquelles? Il n'est pas besoin de poser de diagnostic, nous avons la solution : augmentons les frais de scolarité. Les dirigeants universitaires le veulent; les hommes d'affaires le veulent; le PLC le veut. C'est la solution.

benoit laliberté, vendredi 1 avril 2011 19h29

@Albert Descôteaux.

La fin de votre message est important monsieur et vous semblez facilement l'oublier : le financement des universités est avant tout une affaire de mal financement.

Je crois qu'avant de sabrer dans les lambeaux de nos institutions publiques, il conviendrait de renouer avec quelque chose qu'on a oublié au Québec : une certaine éthique au sein de l'administration publique.

Maintenant, en tant qu'étudiant, j'espère être plus qu'un client. L'université est une institution publique et non un Walmart. En tant que bien public c'est la responsabilité de tous les citoyens de s'assurer de sa saine gestion. J'en appelle à votre soutien, réveillez donc votre esprit citoyen!

Notre cause est juste, ne soyez pas du mauvais côté de la clôture.

P.S En outre, par cette mesure, on observe le triomphe de la logique de l'économie du savoir, qui en soi, est un important détournement de la mission de nos universités. Ce détournement s'est opérée en l'absence de réel débat de société sur la question. Nous, les étudiants, avons réclamé la tenues d'états généraux sur la question et personne ne nous a soutenues. Le diagnostic est clair: notre société est atteinte d'un déficit démocratique crasse. Tout démocrate devrait s'insurger!

- frankric, vendredi 1 avril 2011 19h36

Droits de scolarité : une approche à revoir

Dans les universités états-uniennes, les droit de scolarité, pour une année scolaire, se situent à environ 25 000\$.

Une bonne partie de nos diplômés s'en vont ailleurs et ne travaillent pas au Québec à la fin de leurs études, la raison étant qu'ils sont d'ailleurs et retourne chez eux. Ils ne sont venus au Québec que parce que les droits de scolarité étaient plus bas que chez eux. Nous subventionnons des gens d'autres provinces et d'autres pays.

Il faut aussi admettre que le Québec a un besoin criant de diplômés dans tous les domaines.

Alors pourquoi ne pas mettre sur pied un système de tarification à deux vitesses.

1- L'enseignement gratuit pour chaque étudiant qui s'engage à travailler au Québec pour 5 ans (bac) pour 7 ans (doctorat) à la fin de ses études.

2- Un droit de 25 000\$ pour chaque étudiant qui refuse de signer un semblable engagement.

Ceci mettrait fin aux subventions outre-frontières et à la pénurie de diplômés que nous avons.

- hyde, vendredi 1 avril 2011 23h23

L'argent mal géré

@Albert Descôteaux

Votre comparaison avec l'école primaire et secondaire privé est une mauvaise comparaison.

Une large partie des enfants allant à l'école privé proviennent de famille relativement aisée. Une très large partie des étudiants allant à l'université vivent par leur propre moyen et puisque leurs parents sont généralement de la classe moyenne, ils n'ont droit qu'à un prêt dérisoire.

Alors sortir l'argument que l'école primaire et secondaire privée est plus chère que l'université ne tient pas.

D'ailleurs, je pourrais sortir la même comparaison avec le Cégep. Au Cégep, je payais 150\$ par session pour 20 heures de cours dont certains demandaient un équipement dispendieux.

À l'université je paie actuellement 1250\$ par session (bientôt 2000\$) pour 15 heures de simples cours magistraux. C'est huit fois plus. Je comprend qu'il y a la recherche, que les professeurs ont un plus gros salaire, que ça nécessite plus de ressource, mais 8 fois plus! De plus, on est 30 000 à l'UQAM, soit 10 fois plus qu'au Cégep où j'allais. On est 10 fois plus à payer 8 fois plus cher, bientôt TREIZE(13) fois.

L'université reçoit donc 80 fois plus d'argent, bientôt 130 fois, en plus du financement public qu'un Cégep.

Désolé, mais là, il y a quelque chose qui cloche, il y a des cours de Cégep qui demande énormément de dépense, plus qu'un cours d'économie ou de science politique.

Le problème, c'est la mauvaise gestion de l'argent. Le problème se sont les recteurs qui reçoivent des salaires astronomiques et qui se paient des voyages sur notre dos. Le problème c'est que les universités anglophones reçoivent 35% de l'enveloppe destinée à l'université alors qu'ils ne sont que 9% de la population. Le problème, ce sont les milliards que l'on perd en réduisant les taxes et impôts aux grandes entreprises. Le problème,

c'est les milliards perdus dans les paradis fiscaux. C'est là le problème.

hyde, vendredi 1 avril 2011 23h26

L'éducation n'est pas une dépense, mais un investissement

Je voulais finir avec une belle théorie, mais j'avais atteint ma limite de mot.

Il ne faut pas voir l'argent mis dans l'éducation comme une dépense perdue, mais comme un enrichissement économique, culturel et intellectuelle collectif. Je sais que ça fait cliché, mais c'est tellement vrai.

Chaque dollar investit dans l'éducation finit, un jour ou l'autre, par rapporter ces dividendes.

- Victor Beuchesne, samedi 2 avril 2011 08h34

Mauvais calcul

@Frankric

La tarification à trois vitesses existe déjà. Les étudiants du ROC paient déjà 4 fois plus cher pour étudier au Québec et les étudiants étrangers 10 fois plus cher. Allez voir à HEC Montréal qui se finance largement avec des étudiants étrangers.

- Roland East Cote, samedi 2 avril 2011 09h03

Égoïsme générationnel

Ce qui déçoit le plus dans le dossier des frais de scolarité universitaire, c'est l'égoïsme de ceux et celles qui en ont profité. Ils ont même profité des baisses d'impôt au lieu de rembourser leur dettes à la société québécoise. Aujourd'hui plusieurs réclament une hausse des frais de scolarité au nom d'une justice. Honte à eux! La justice sociale ce serait de maintenir l'accessibilité.

L'Université ne doit pas être comparée à l'École privée. Cette dernière est un luxe que certains paient à leurs enfants pour pleins de raisons, bonnes et mauvaises. Ils ont le droit. Mais le Québec souffre encore d'une sous-diplômation universitaire par rapport au reste du Canada. S'il faut hausser quelque chose, ce sont les impôts: ceux des corporations qui profitent à plein des cerveaux, et ceux des hauts salariés qui profitent de leurs diplômes universitaires.

- Alen, samedi 2 avril 2011 10h58

Le problème

Quand je vois tous ces jeunes de 20 à 40 ans qui appuyent le gouvernement, j'en arrive à penser que c'est eux le problème.

Qu'ayant eux tout eu dans le bec, sans effort, parce que tout leur arrivait <gratos>,

grâce à l'effort fiscal de leurs parents, ils n'ont aucune idée de l'effort que ça va demander aux jeunes d'aujourd'hui. Comme ils n'ont aucune idée non plus de ce que c'est d'être sur le BS ou de travailler au salaire minimum.

- Fernande Trottier, dimanche 3 avril 2011 11h22

Éducation

Dans les autres provinces, les frais de scolarité sont plus élevés et il y a plus d'étudiants même les moins nantis qui étudient dans ces institutions. Dans les années 1940, aucune aide aux étudiants, c'était la pauvreté dans les familles, et des jeunes de ce temps ont quand même fait des études universitaires. Les jeunes de 2011 veulent tout avoir en même temps... une auto.. une conjointe.. des vacances dans le sud.. mais surtout ne pas payer plus cher. Une étudiante qui me disait que 50\$ d'augmentation c'était impensable pour elle, mais la semaine suivante elle avait des \$\$ pour acheter le Wi-Fi. Il y a des choix à faire, et celui d'augmenter les frais de scolarité en est un, en autant que l'on s'assure que les moins nantis seront aidés de façon que tout le monde puisse étudier.. n'oubliez pas que nous les aînés nous payons encore des taxes, impôts, etc., pour permettre à ces jeunes d'étudier, mais il y a une limite à nous serrer la ceinture pour peut-être aider ceux qui d'entre eux nous exploiteront plus tard!

- Marc Lemieux, dimanche 3 avril 2011 22h11

@ tout le monde sauf Mr Descôteaux

Heureusement que ces étudiants ne sont pas dans les universités américaines, vu les prix là bas ce serait la guerre civile; je sors de l'université, la grève c'est pour la grève, le prix des études n'est pas le problème. C'est la contestation pour la contestation plutôt, orchestrée par des minorités d'étudiants qui décident pour tout le monde, ne pensez pas avoir le choix quand ils décident que personne ne va aller en cours, et qui navré mais sont par certains cotés des dégénérés idéologiques contestataires, ne les prenez pas pour plus intelligents qu'ils ne sont!

Le problème c'est que l'université c'est pour étudier, ce n'est pas un exutoire politique, or elle est utilisée en tant que tel, si les études étaient gratuites ils feraient grève pour être payés à étudier.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Chronique : Fiction économique, par NATHALIE ELGRABLY-LEVY -

Jeudi 31 mars 2011

Imposer lourdement les entreprises, c'est saboter nos revenus à la retraite

C'est fait. Nous sommes de nouveau en campagne électorale. Comme d'habitude, les candidats tenteront de se donner du galon en rabaisant l'autre, et pendant un mois, nous serons les spectateurs forcés du concert d'insultes et de propos méprisants auquel s'adonneront les chefs de partis.

C'est d'ailleurs déjà commencé. Toutefois, ce qui est le plus pénible à écouter, ce sont les aberrations économiques que certains déclament avec ferveur et conviction. L'une d'elles, et non la moindre, concerne les réductions du taux d'imposition du revenu des sociétés.

Depuis des mois, le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, et le chef du NP, Jack Layton, dénoncent les baisses d'impôts accordées aux entreprises par l'administration Harper, et en ont fait un enjeu suffisamment important pour renverser le gouvernement et déclencher des élections. En somme, ils estiment que la réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés est un cadeau que

l'on fait aux entreprises au détriment des individus.

Ce discours accrocheur, voire carrément populiste, est néanmoins mensonger. Faire croire aux familles qu'elles seraient avantagées par l'abolition des coupures d'impôts des sociétés, c'est faire du capital politique sur une fiction économique. Ce qui relève de la fiction, c'est le fait de considérer l'entreprise comme une entité à part entière. Or, quel que soit son statut juridique, une entreprise n'est qu'une abstraction qui ne peut exister sans les individus qui la constituent et qui gravitent autour d'elle.

Ceci signifie que ce ne sont jamais des entreprises qui supportent véritablement le fardeau de l'impôt. Au contraire, ce sont des êtres humains bien réels qui finissent toujours par ramasser la facture. Dans certains cas, l'entreprise refile tout bonnement l'impôt aux consommateurs par l'entremise de hausses de prix. On pense faire payer les « vilains capitalistes », mais en fait ce sont tous les Québécois qui passent à la caisse, y

compris les plus démunis qui peinent à joindre les deux bouts.

Dans d'autres cas, l'entreprise rattrapera les sommes payées au titre de l'impôt en offrant des salaires moins intéressants à ses employés. L'impôt des sociétés s'apparente alors à un impôt sur le revenu auquel tous les travailleurs sont soumis, et particulièrement ceux dont l'entreprise peut facilement se passer. Finalement, le coût additionnel que constitue l'impôt peut simplement réduire les bénéfices de l'entreprise et, par ricochet, les dividendes et autres formes de rémunérations reçus par le propriétaire et les actionnaires. Or, de quoi dépendent les rendements privés, de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et des nombreux autres véhicules d'épargne dont nous comptons tirer des revenus de retraite ? Des bénéfices des entreprises ! Imposer lourdement les entreprises, c'est donc saboter nos revenus à la retraite. Ce n'est pas tout. Tout comme une taxe sur la malbouffe décourage la consommation de ce type d'aliment, l'impôt des sociétés

réduit les profits et décourage l'entrepreneuriat. Or, plus les entrepreneurs sont rares, moins il se crée d'emplois et plus les chômeurs sont nombreux. En somme, que l'on soit consommateur, travailleur, épargnant, chômeur ou entrepreneur, nous faisons tous les frais de l'impôt des socié-

tés. Ce n'est pas une question d'allégeance politique, mais de gros bon sens. Au cours des semaines à venir, on nous répétera inlassablement qu'il est nécessaire d'annuler les réductions d'impôts. Dans certains cas, ce sera par opportunisme politique. Dans d'autres, ce sera la

manifestation d'une incompréhension totale des rudiments de l'économie. Toujours est-il qu'il y va de notre responsabilité de ne pas nous laisser flouer par les fictions économiques qui déferleront la manchette.

LE DEVOIR : Idées : Hausse des droits de scolarité - Le symptôme d'une dérive plus profonde, par un collectif d'auteurs 29 mars 201

Le gouvernement du Québec prévoit hausser les droits de scolarité: il en coûtera 3793 \$ par année pour étudier, une augmentation de près de 75 % (soit 1625 \$) sur cinq ans. Cette hausse participe d'une logique plus générale de privatisation du financement et des finalités des institutions d'enseignement. La logique du champ économique colonise ainsi les milieux d'enseignements: plutôt que de former des têtes, on demande maintenant aux universités d'alimenter le développement et la croissance économique.

Privatiser le financement

Les hausses ne visent pas tant à renflouer les coffres des universités qu'à changer la façon dont on les finance. L'objectif est de faire reposer de plus en plus le financement universitaire sur les individus et sur le secteur privé. Selon le dernier budget, après ces hausses, la part du financement payée par les étudiants augmentera de 12,7 % à 16,9 %. Celle du gouvernement du Québec baissera de 54 % à 51,4 % et celle du fédéral diminuera de 14 % à 12 %. Québec veut aussi augmenter de 50 % les dons faits par des entreprises privées.

Le gouvernement cite favorablement l'exemple du financement privé en Ontario: «Une entreprise peut associer sa marque de commerce avec l'Université York pour la production de matériel promotionnel ou de campagnes marketing.» Autant dire que l'Université collabore avec l'industrie jusqu'à se fondre avec elle, jusqu'à devenir elle-même une marque commerciale.

Des laboratoires de recherche commercialisable?

Toujours dans son budget, «le gouvernement s'attend à ce que les universités obtiennent davantage de contrats privés de recherche et qu'elles commercialisent dans de meilleures

conditions les résultats de leurs recherches». On voit se dessiner une université à deux vitesses. Au premier cycle, des formations techniques dispensées par des chargés de cours précaires, le tout financé par des frais de scolarité élevés.

Les étudiants paieront cher pour une formation superficielle, une «pensée» PowerPoint utilitaire qui ne cherche pas à les faire réfléchir, mais à les mouler aux besoins de l'économie. Au deuxième cycle, des professeurs accaparés par la course aux subventions et des doctorants employés dans des projets de recherche financés par et pour des entreprises à «haute valeur ajoutée», développant des «innovations» brevetables en biotechnologie ou en télécommunication. Les universités se transforment ainsi progressivement en laboratoires de recherche commercialisable, en sous-traitant de l'entreprise privée.

Cela détourne quantité de ressources qui ne sont plus destinées à l'enseignement. L'université n'est pas «sous-financée», elle est mal financée. Le montant des subventions et des contrats de recherche alloués aux universités a plus que doublé en dix ans, le plus souvent dans des secteurs à vocation technique ou appliquée. Quant aux autres secteurs, les Arts ou les humanités, ils doivent s'adapter aux critères de performance ou disparaître. Il en va de même pour l'université elle-même: l'élite ne s'y intéresse que dans la mesure où elle peut augmenter la productivité et la compétitivité de l'économie québécoise.

La philosophe Hannah Arendt nous enjoignait de «penser ce que nous faisons». C'était bien la moindre des choses. Pourtant, quand sonnent les tambours de la «guerre économique» mondiale, nous exigeons des institutions d'enseignement qu'elles s'enrôlent docilement, oubliant — parce

que nous le savons! — que le parcours de notre économie productiviste est jonché d'inégalités, de catastrophes humaines, culturelles et écologiques.

Détournement de mission

On demande aux universitaires de trouver des façons de marchandiser ce qui ne l'est pas encore. L'opposition à une telle instrumentalisation économique de l'université ne concerne pas uniquement les intellectuels et universitaires: il s'agit d'un enjeu beaucoup plus large, qui touche à la façon dont nous pouvons collectivement penser la société et son avenir. À moins de refuser cette conscription de la pensée, le Québec et sa culture auront tôt fait de disparaître dans quelque colonne comptable.

Qu'enseignerons-nous alors, sinon l'histoire de la dissolution du monde dans les rapports marchands? Nous nous opposons à ces hausses et au détournement de la mission fondamentale des universités. Le patrimoine humain de connaissances scientifiques, de culture et de métiers dont l'université assure la garde doit être transmis aux individus pour servir de base à leur jugement et donner un sens à leur liberté, plutôt que d'être cédé aux entreprises pour maximiser des profits qui minent déjà le bien commun, politique et naturel.

Ont signé ce texte: Yves-Marie Abraham Montréal, Normand Baillargeon, Benoit Coutu, Marc-André Cyr, Olivier Clain, Daniel Dagenais, Amélie Descheneau-Guay, Rémi De Villeneuve, Jean-François Filion, Gilles Gagné, Gilles Labelle, François L'Italien, Louis Marion, Jacques Mascotto, Éric Martin, Minh Quang Nguyen, Maxime Ouellet, Jacques Pelletier, Jean Pichette, Rolande Pinard, Éric Pineault, Camille Robert.

RUEFRONTENAC.COM : Les leaders étudiants s'unissent contre la hausse des droits de scolarité - Mise à jour le Vendredi, 25 mars 2011 11:46



Photo Alain Décarie

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

David Patry-Cloutier

À un âge où le trac empêche plusieurs étudiants de livrer un exposé oral, ils affichent une assurance étonnante. Et lorsqu'ils parlent, ils le font au nom de 225 000 collégiens et universitaires qui pourraient bien mettre le bordel dans le milieu scolaire dès l'automne. Rencontre avec trois jeunes hommes qui mènent la charge contre le gouvernement Charest et sa hausse des droits de scolarité.

Louis-Philippe Savoie ferait rire n'importe quel boomer lorsqu'il fait référence à son âge et à son expérience. Mais à 24 ans, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) est le doyen du groupe. S'il portait la cravate, Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), pourrait cacher 20 années derrière. Et Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), est le bébé du groupe du haut de ses 19 ans.

Mais ne nous y méprenons pas. Malgré leur jeune âge, nos trois interlocuteurs pèsent lourd dans le débat politique québécois. Dès qu'il est question de cégep ou d'université dans les médias, ce sont eux qui sont appelés à réagir.

L'implication et les causes sociales font partie de leur ADN. Gabriel est le fils d'un ancien président de conseil central à la CSN. «C'est une tradition familiale, j'ai toujours frayé dans le mouvement

syndical. J'ai été élevé dans les manifs, ce sont des valeurs qui m'animent. Et je n'ai pas senti le besoin de rompre avec ça à la crise d'adolescence, en tout cas, pas encore», affirme-t-il.

Les parents de Léo viennent du milieu des arts et lui ont légué leur conscience sociale développée. «Ils m'ont transmis des valeurs de solidarité, le principe de se mettre ensemble pour être plus forts et défendre nos droits», explique-t-il. C'est le verbototeur des trois. On n'a pas du tout été surpris d'apprendre qu'il participait aux débats oratoires pendant son secondaire.

Les parents de Louis-Philippe sont aussi politisés, mais s'il se trouve aujourd'hui à la tête de la plus grande organisation jeunesse du Québec, il le doit à un certain Jean Charest. Nouvellement élu, le premier ministre l'a suffisamment exaspéré pour qu'il participe, pour la première fois de sa vie, à une manifestation. C'était en 2004. «Ça a créé toute une génération de militants», dit-il. Depuis, il s'est impliqué graduellement dans le mouvement étudiant et il en a gravi les échelons un à un.

Deux visions différentes de l'implication politique

Louis-Philippe, Léo et Gabriel représentent des organisations qui incarnent des visions complètement différentes de l'implication politique. L'ASSÉ (45 000 membres) est considérée comme

le mouton noir du groupe, car son mode de fonctionnement, ses revendications et ses méthodes diffèrent de ceux de la FECQ (55 000 membres) et de la FEUQ (125 000 membres). Gabriel nous a fait part de sa réticence à participer à cette rencontre dès le départ : il était mal à l'aise avec l'idée de parler de lui, de son parcours. « À l'ASSÉ, c'est très important pour nous. On n'a pas de président, on a une coordination générale », dit celui qui joue le rôle de porte-parole. Leur vision de l'éducation, mais aussi de la société, guide leurs actions. « C'est une opposition radicale, ferme, au néolibéralisme, cette forme de capitalisme qui tend à "marchandiser" l'ensemble des sphères de la vie. Pour nous, le discours du mouvement étudiant doit s'ancrer dans une critique du monde dans lequel on vit. C'est le seul moyen d'obtenir de vrais gains, estime Gabriel. On peut bien obtenir le gel des droits ou la gratuité scolaire, mais ça sert à quoi si une fois sur le marché du travail, il faut payer pour se faire soigner ? Si le Québec tourne à droite, on n'aura rien gagné. » L'organisation fonctionne en démocratie directe. Tout part de la base. « Le politique, ça ne se passe pas dans les discussions de corridor, dans les entrevues avec les journalistes, explique Gabriel. Pour nous, la politique, ça se passe avant tout dans les assemblées générales de chacune des associations étudiantes. » Les deux autres associations se disent professionnelles et pragmatiques. « On se donne les moyens de mener un dossier de A à Z par des recherches étoffées, des moyens de pression fonctionnels lorsque nécessaire, explique Louis-Philippe. Le côté pragmatique veut aussi qu'on saisisse le monde politique non pas comme on souhaiterait qu'il soit, mais comme il se présente réellement, et d'agir en conséquence. » Le fonctionnement de la FEUQ et de la FECQ se ressemble, si bien qu'on parle souvent de l'organisation collégiale comme du petit frère de l'autre. Pour elles, la priorité est d'améliorer les conditions de vie des étudiants, un peu à l'image des centrales syndicales.

Des tensions palpables

À ce sujet, les tensions sont palpables entre nos trois représentants étudiants. L'affaire remonte à loin, mais a atteint son paroxysme lors de la dernière grande mobilisation étudiante, en 2005 : quelque 100 000 personnes avaient alors marché dans les rues de Montréal pour dénoncer les coupes de 103 M\$ du gouvernement libéral dans le régime de prêts et bourses. Léo et Gabriel mettaient les pieds dans l'adolescence. Ce qu'ils savent de cette affaire, ils l'ont appris de la mémoire collective du mouvement étudiant. Seul Louis-Philippe l'a vécue comme militant alors qu'il était au Collège Édouard-Montpetit. La petite histoire veut que l'ASSÉ ait été écartée de la table de négociation avec le gouvernement, notamment pour une affaire de moyens de pression discutables que l'organisation a refusé de condamner. La FEUQ et la FECQ ont poursuivi les négociations et en sont arrivés seuls à une entente. « On ne peut pas faire comme si ce n'était pas arrivé », affirme Gabriel. En caricaturant, on peut dire que pour l'ASSÉ, la FEUQ et la FECQ couchent avec le gouvernement, et que celles-ci voient les membres de l'ASSÉ comme des extrémistes qui n'arrivent à rien. Cela dit, les trois représentants se disent prêts à passer l'éponge et à se battre à nouveau de manière coordonnée.

En route vers une mobilisation monstre ?

Dans son dernier budget, le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, a annoncé une hausse de 75 % des droits de scolarité au cours des cinq prochaines années. Les trois

leaders étudiants promettent de se battre contre cette mesure. Ils réservent une petite surprise à ceux qui croient que les étudiants ne sont plus impliqués politiquement et qu'ils ne sont pas prêts à monter au créneau. « Quand les jeunes se sentent concernés, ils s'impliquent », estime Gabriel. Nos trois interlocuteurs s'entendent pour dire que l'implication s'est simplement transformée dans les dernières années, alors que le nombre de causes à défendre s'est multiplié. « Si on ne voit pas qu'ils s'impliquent et si on dit qu'ils ne s'impliquent pas, j'ai l'impression que c'est parce que des gens ne veulent pas qu'ils s'impliquent, affirme Léo en lançant une petite flèche aux boomers. Les jeunes exigent des changements. Inévitablement, ils font peur. On regarde souvent le passé en idéalisant les années 60. Mais quand tu discutes avec les personnes qui y étaient, tu te rends compte qu'il y avait aussi des gens qui ne voulaient rien savoir à l'époque. » Les moyens de pression sont déjà entrepris, mais on peut s'attendre à ce que les étudiants doivent se rendre jusqu'à la grève générale illimitée s'ils souhaitent vraiment faire reculer le gouvernement. À ce moment, Louis-Philippe aura laissé sa place à un nouveau président, ayant terminé ses deux mandats à l'exécutif de la FEUQ. Léo entend se représenter à la tête de la FECQ. Quant à Gabriel, il poursuit sa réflexion.

Commentaires (24)

@Elgros

L'université ne devrait pas être un sacrifice à faire: c'est un droit universel qui devrait être accessible à tous ceux qui le veulent, sans contraintes financières.

Aussi, sacrifiez donc un peu de votre temps pour retourner sur les bancs d'écoles: votre orthographe est horrible.

Julien , mars 27, 2011

Jean Lesage, j'ai bati, Jean Charest, Je détruis

Sous le gouvernement libéral des Jean Lesage, Paul Gérin-Lajoie, René Lévesque et autres, c'était « S'instruire, c'est s'enrichir ! ». Sous le gouvernement libéral de Jean Charest, c'est « S'instruire, c'est s'endetter ! », et ce sans garantie de job pour payer les dettes d'études !

Etienne Luce, Étudiant en Histoire et Civilisation Cégep de Chicoutimi

Etienne Luce , mars 26, 2011

NON À LA HAUSSE DES FRAIS !

Avec un bon emploi durant l'été, un emploi à temps partiel au salaire minimum durant l'année scolaire, des prêts et bourses, des parents éduqués et dévoués qui ont une PME de 3 employés et qui font plus que leur possible, un appartement où nous vivons à 5 colocataires, beaucoup de popote pour me nourrir, un vélo comme moyen de transport et une vie sociale correcte pour le maintien de ma santé mentale, j'arrive tout juste. Juste assez pour être stressée entre 2 payes.

Avec la hausse annoncée, ça ne pourra pas se maintenir. Qu'est-ce que je devrai modifier? Travailler plus durant l'année scolaire? Non parce-que cela couperait l'équivalent en bourses. Me trouver plus de colocataires dans un appartement moins cher? Avoir recours aux banques alimentaires? Ne plus avoir aucune activité qui coûte de l'argent comme le cinéma, une bière ou un souper entre amis, les musées, les spectacles, la culture?

Oui je pourrais trouver un moyen d'arriver, mais à quel prix? Ce n'est pas la qualité de vie de quiconque mérite, surtout pas ceux qui commencent leur vie à part entière dans la société. En tout cas, ce qui est sûr, c'est qu'au lieu de faire un DESS après mon bacc, une maîtrise et un doctorat pour pousser mon potentiel à fond et contribuer peut-être à de grandes choses dans l'avancement du savoir québécois, je vais probablement m'arrêter dans 2 ans, peut-être ajouter un certificat en enseignement et devenir prof de cégep ou fonctionnaire. Ce n'est pas l'avenir que je souhaite, c'est l'avenir que le gouvernement Charest me contraint à avoir.

En vérité, l'an prochain, ce que le gouvernement Charest me pousse à faire, c'est de sacrifier tout mon temps libre pour protester, m'organiser avec mes collègues étudiants et m'objecter à ce recul. Parce-que l'avenir que je viens de décrire ne m'arrivera ni à moi, ni à personne de ma génération, ni à mes enfants, ni à mes petits-enfants. Ce n'est pas ça le Québec.

Sonia P. , mars 26, 2011

@Sylvain

Et bien, décevant ce négativisme. On est mieux que à quelques endroits considérez vous chanceux... pourquoi ne pas plutôt se comparer à tous les endroits où l'éducation est beaucoup MIEUX et ACCESSIBLE ? On est peut être une des provinces Canadiennes ou les frais de scolarité sont les moins chers, mais on est aussi la province où le gouvernement met le moins d'argent dans l'éducation, où les étudiants et étudiantes paient plus que leur juste part... Informez vous, et réfléchissez aux enjeux de la société avant de faire de fausse hypothèse.

Kévin , mars 26, 2011

@Pinotte

Désolé Pinotte mais tu as tout faux.

Le ministre a affirmé que la bonification serait faite dans une mesure de 35% seulement. Pour ce qui est du délai de 5 ans comme le propose Max, je dois avouer que je n'en sais rien.

Yanic Bélanger , mars 26, 2011

...

Noyauté les talk-back comme vous voulez, ceux qui payent n'en peuvent tout simplement plus.

Frustrant pour un gars gagnant tout juste assez pour être dans la classe moyenne avec son AEC de payer une si grosse proportion des études pour du monde qui vont gagner le double et plus...

Vous devriez plutôt demander que cet ajout d'argent se voit sur le terrain au lieu de le combattre.

Emprunter et pas sur votre Visa, vous allez avoir les moyens de payer plus tard.

E.Ch. , mars 26, 2011

@ Pinotte

Faux. C'est ce que le gouvernement aimerait bien qu'on croit. Ce qui a été annoncé est que 35% du montant de la hausse serait réinvesti dans l'Aide Financière aux Études "d'ici 2017"...En langage de politicien, il faut lire "en 2017". Soit après la prochaine élection générale. De quoi se laver les mains en campagne en disant "mais non mais non on va aider les étudiants, on est encore dans nos délais, l'argent va venir..."

Vous direz surement que je spéculer, mais permettez moi de douter que nous verrons cet argent. Comment croire que le gouvernement bonifiera l'AFE alors que ses actions depuis plusieurs années montrent la volonté inverse? En 2004, Charest s'engageait à ne pas couper dans l'AFE. Comme on le sait, en 2005 il a coupé 103,3 millions dans les bourses. Grâce à la mobilisation des étudiants, il a été forcé de reculer.

Puis, depuis 2 ans, 150 millions d'argent neuf ont été transférés d'Ottawa dans le cadre du Programme canadien de bourses aux étudiants. Cet argent n'a pas été réinvesti dans l'AFE par Québec, comme il aurait dû, et s'est volatilisé dans le néant du déficit. Si Charest avait voulu bonifier l'AFE, il l'aurait déjà fait.

De plus, en 2009, Courchesne, alors ministre de l'Éducation, admettait qu'il manquait au moins 70 millions (certains calculs vont jusqu'à 240 millions...) pour que l'AFE puisse fonctionner correctement DANS LA SITUATION ACTUELLE (imaginez, le régime actuel prévoit 7\$ par jour pour manger...essayez de manger avec 7\$ par jour cette semaine, vous men donnez des nouvelles. Également, un couple ayant un revenu TOTAL de 30 000\$ - soit moins que temps plein au salaire minimum pour les 2 - est censé être capable de donner plusieurs milliers de dollars à son enfant pour l'université. C'est totalement irréaliste). Bref, ajoutez à cela la hausse déjà en cours jusqu'en 2012, plus la nouvelle hausse. Oups, on se rend vite compte que les 35% promis par Charest, même s'ils étaient réellement investis, ne suffiraient pas.

Dans tous les cas, aucun argument ne tient pour justifier cette hausse ridicule, pas même celui du sous-financement. Comment prétendre que les

universités manquent d'argent alors qu'elles dépendent de centaines de millions, voire des milliards, pour construire des campus dans les autres villes universitaires afin de se concurrencer entre elles? Ces nouveaux édifices ne font que déplacer les populations étudiantes, mais n'amène au final pas plus d'étudiants, et donc pas plus d'argent dans le système. C'est donc de l'argent purement jeté par les fenêtres.

Les défenseurs de la hausse veulent nous comparer au reste du Canada, voire aux États-Unis? Qu'ils aillent jusqu'au bout, alors. La part du budget des universités québécoises allouée à l'immobilier est de 40%. Elle est de 15 à 25% ailleurs en Amérique du Nord. Oups, aurait-on mis le doigt sur le problème? C'est sans compter, comme déjà mentionné par un autre internaute, les hausses de salaires et les bonis grotesques accordés aux recteurs (100 000\$ de hausse pour celui de Laval, condo à 1 million pour celui de Concordia, notamment...). La part des étudiants dans la hausse ne suffirait même pas à rembourser le fiasco de l'Îlot Voyageur, seul, sans compter les multiples autres projets ridicules.

La réalité, c'est que le gouvernement libéral n'a pas le courage de faire le ménage, de mettre son nez dans la gestion des universités alors qu'après tout, on parle de fonds public. C'est plus facile pour lui de pelletter la facture dans la cour des étudiants.

La réalité, c'est aussi que dans les provinces de l'Est, qui ont massivement haussé les frais de scolarité par le passé (et que l'IEDM cite souvent comme des références...), ont réalisé leur erreur devant l'exode des étudiants, et ont depuis adopté des positions de gel des frais, voire même de BAISSÉ!

Max , mars 26, 2011

1 heure de plus

Dans mon livre a moi, 325 par année = 6,25\$ par semaine d'augmentation. Faites 1 heure de plus par semaine au salaire minimum ne va pas nuire a vos études et ca va payer l'augmentation.

phil , mars 25, 2011

Sans bon sens

Le problème ce n'est pas d'aller chercher de l'argent en haussant les frais de scolarité, c'est que l'argent du gouvernement est mal employé. Inutile de vous donner des exemples!

anie , mars 25, 2011

étudiant en désaccord

Je suis étudiant et je ne suis pas de leur avis. Pourtant je suis forcé de donner environ 50\$ par session à l'association-étudiante de mon université.

Je pense qu'il faut augmenter les frais de scolarité. À 1000\$ par session, la classe moyenne et les riches sont capables de payer beaucoup plus. Pour les pauvres, il faut plus de bourses et de prêts. Je pense que les coupures des prêts et bourses en 2005 était une mauvaise idée. Il aurait fallu augmenter les frais de scolarité à la place.

La majorité des étudiants ne s'intéresse pas à leur association, je ne connais même pas le nom leader de mon association étudiante.

AC , mars 25, 2011

Les vrais dépenses

Au départ, je n'ai rien contre la hausse des frais de scolarité. Après tout, le gouvernement est pauvre. Mais, à vrai dire, la pauvreté a beaucoup d'autres causes que l'extravagance de vouloir s'offrir des connaissances. D'abord, pourquoi existe-t-il des parachutes dorés pour les fonctionnaires? Pourquoi les recteurs et même certains professeurs gagnent plus de \$100,000 par année? Pourquoi les universités sont-elles impliquées dans des transaction immobilières?

Je pense que les vrais coupures devraient avoir lieu dans la gestion. Un encadrement plus sévère des immobilisations et du train de vie des gestionnaires de ces universités s'impose.

Et qu'on ne vienne pas me dire qu'il faut payer pour avoir des talents. À vrai dire, ni le Canada anglais, ni les E.U. n'en veulent. Ils sont donc confinés ici. Il faut en profiter, pour le bien public.

Con... triuable , mars 25, 2011

Nous sommes sérieux

Franchement stupide? Je ne crois pas. Cher monsieur, pouvez vous soutenir votre thèse par des chiffres, des faits tangibles?

Nous oui. En 1990, après la hausse drastique des frais de scolarité, il y a eu 40 000 étudiants de moins sur les bancs des universités.

Présentement, la moitié des étudiants vit avec moins de 13 000\$ de revenu annuel (job salaire minimum à 15-20h/semaine, Prêts et bourses et contribution familiale (inexistante dans une forte proportion des cas)). Essayez de survivre un an avec 13 000\$

quand vous devez payer 3000\$ de frais de scolarité, en plus du loyer, chauffage, téléphone, électricité, épicerie, transport... Faites le calcul, vous verrez c'est impossible sans s'endetter.

Et ca, c'est dans les conditions actuelle. La nouvelle hausse fera passer la facture universitaire à 4700\$ par année, sans toutefois que les revenus augmentent significativement (pas de bonification des prêts et bourses avant minimum 5 ans).

Ce n'est pas 10\$ par semaine de plus, vérifiez vos chiffres. 1625 par année, à moins que je ne sache pas compter, ca fait bien 31,25\$/semaine. Je sais que plusieurs personnes dans notre société aimeraient bien croire que les étudiants dépendent autant pour faire la fête. La réalité est que c'est totalement faux. Ceux qui le font sont aussi ceux qui n'ont pas de problème a payer leurs études grâce a la condition économique de leur famille. Les 50% d'étudiants qui n'arrivent pas à boucler leur année, eux, sont loin d'avoir des dépenses extravagantes.

Max , mars 25, 2011

Crédibilité?

@sylvain "Soyez sérieux et gardez votre crédibilité, SVP." Comment pouvez-vous demander ceci quand vous ne l'êtes pas! 10\$ de plus par semaine? On parle plutôt de 31 dollars par semaine!

- 325\$ par année pendant 5 ans = 1625\$ de plus en 2017

- 1625\$ de plus par année divisé par 52 semaines = 31,25\$ de plus par semaine

Ici on ne compte pas non plus la hausse des frais afférents qui eux n'ont jamais été gelés.

Svp, pour la prochaine fois, ne pas écrire de faussetés.

Marc-André , mars 25, 2011

vendé des barre de chocolat !

c'est bien beau tout sa, être étudiant je serais le premier a me fabriquer une pancarte et me rendre a la grève. mais meme si il ne faut pas généraliser, c'est pas normal qu'en 2011 le gouvernement soit obliger d'investir dans les parking car une bonne majorité d'élève possède sa voiture. Pour ou contre l'augmentation, yen a une bonne gagne qui ne seront jamais pret a faire des sacrifice pour les études car il se disent impossible d'avoir un niveau de vie ordinaire.

elgros , mars 25, 2011

CYBERPRESSE : Financement des universités: la FEUQ a proposé des solutions, par Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec. - Mis à jour le jeudi 24 mars 2011 à 13h49



PHOTO: IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE
Avec la hausse des droits de scolarité, les étudiants universitaires devront déboursé plus de 4700\$ en 2016-2017.

Il réagit à l'opinion de Marc-André Brunet, publiée sur Cyberpresse mardi dernier.

À la suite de la lecture de la lettre ouverte «Droits de scolarité: cessons de nous plaindre, trouvons des solutions», il convient de répondre aux interrogations de l'auteur. Elles seraient légitimes si fondées. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ne cesse depuis des années de proposer d'autres avenues que celles envisagées par le gouvernement libéral de Jean Charest. Il est opportun de profiter de l'occasion pour les réitérer.

Il convient tout d'abord de rapidement revenir sur le dernier budget. Dans un geste sans précédent depuis plus de 20 ans, le gouvernement

Charest a décidé d'augmenter brutalement les frais de scolarité: 75% d'augmentation, 1625\$ de plus par année en 2016-2017. Le total de la facture étudiante s'élèvera à plus de 4700\$. Il vaut la peine de le noter: les étudiants du Québec n'auront jamais aussi chèrement payé leurs études. Pourtant, les étudiants d'aujourd'hui n'ont pas plus d'argent que les générations précédentes: 13 330\$ pour une année, et les deux tiers des étudiants n'arrivent pas à la fin de l'année avec un financement aussi faible. Même aujourd'hui, avec les frais de scolarité les plus faibles au Canada, les motifs financiers sont les premiers motifs d'abandon évoqués au Québec.

La conclusion est claire et sans équivoque: choisir de hausser les frais de scolarité, c'est choisir d'exclure des étudiants des bancs d'école pour des motifs strictement financiers.

Il ne faut pas nier les problèmes de financement des universités. Par contre, il faut travailler sur les faits. Ainsi, la FEUQ propose une démarche afin de doter le Québec d'une solution durable au financement universitaire.

Premièrement, une dimension trop souvent occultée dans le débat sur le financement des universités est la question de la gestion des fonds actuellement attribués. À cet égard, la FEUQ a rappelé à de nombreuses reprises ses propositions pour assurer une utilisation saine des fonds publics:

1. assurer une plus grande transparence dans la gestion des universités québécoises;

2. autoriser le Vérificateur général du Québec à vérifier de manière périodique les états financiers et les pratiques de gestion des universités québécoises;
3. instituer une commission d'évaluation des universités québécoises qui soit indépendante et qui assurera une fonction de coordination du réseau universitaire et de l'offre de formation.

Ces mesures sont simples, facilement applicables, et assureraient que les étudiants et les contribuables en ont pour leur argent.

Une fois assurée une saine utilisation des deniers publics, il convient de se pencher sur le développement que nous voulons pour nos universités. Cette étape ne peut se faire à la va-vite comme ce fut le cas le 6 décembre dernier, où les étudiants, les professeurs ainsi que tous les représentants de la société civile ont dû quitter la rencontre face à la mauvaise foi du gouvernement Charest.

Enfin, nous serons prêts à réinvestir dans les universités, mais ce sera un réinvestissement qui répondra aux objectifs que nous nous serons fixés et qui répondra aux principes que nous aurons établis, tous ensemble. Pour ce qui est de la provenance des fonds, la FEUQ, avec ses partenaires de l'Alliance sociale, a soumis une liste de propositions raisonnables et sensées afin de financer non seulement le système universitaire, mais l'ensemble de services publics. Pensons à l'instauration d'un quatrième palier d'imposition,

comme ce qui est en vigueur dans le régime fiscal fédéral.

En faire ici l'énumération serait inappropriée, mais vous pourriez consulter cette liste sur le site de la FEUQ. Comme vous le constaterez, rares

sont les propositions que le gouvernement Charbonneau a retenues, malheureusement.

THE GAZETTE: Letter: Tuition when parents don't help – Friday, March 25, 2011

Dr. S.K. Goyal's letter ("Parents have a duty," March 24) has inspired me to share my own experience with university tuition.

After my first semester as an undergraduate at McGill University in 2000, I was given no option but to move into my own place and did not receive any parental support for either tuition or living costs. Consequently, my schedule for several years consisted of 9 a.m. to 4 p.m. classes and work from 5 p.m. to midnight during the week, and all day on most weekends. Working part-time as opposed to full-time was not an option due to the prohibitive requirements of Quebec's student loans and bursaries system: to have received support at that time, students whose parents made more than a certain amount had to have been 25 years or older and/or living on their own and been self-supporting for at least five years and/or have their own dependent children. So while my parents didn't provide

support themselves, their income prevented me from receiving student loans. The idea of parental support is nice, but it is not always available.

Luckily, I was born in Quebec and therefore qualified for North America's lowest tuition rates (total cost of tuition and fees, but not books or materials, in 2000, my first year in university, was approximately \$2,800). Had I lived anywhere else, or had tuition been any higher – including the level the provincial government intends to charge in the coming years – I could not have afforded an education while feeding and housing myself. Since I am now nearing the completion of a PhD in biology at Concordia, I can't complain about the former price, but I would in all likelihood not be in my current position under the new price structure.

I would therefore suggest two solutions to address the inevitable exclusion of students from Quebec's higher education system:

The student loan and bursary system requires much more funding and more relaxed eligibility and repayment rules and terms, including an increase in the grace period and decreasing the rate of interest.

Keep tuition right where it is now for Quebec residents (or even lower it) and offset the cost by charging international students a fair price based on what they could expect to pay for a comparable education at, say, an American university. I see no reason why international students are currently buying internationally recognized degrees for less than half the cost of state colleges to the south. This would allow Quebec to fund education for its own at the cost of international diploma-shoppers. Chris K. Elvidge, Montreal

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT: L'incohérence des étudiants, par NATHALIE ELGRABLY-LEVY, Économiste senior à l'institut économique de Montréal – Jeudi 24 mars 2011

Le monde étudiant est en colère. Les représentants des nombreuses associations étudiantes usent de toutes les tribunes pour dénoncer la hausse des droits de scolarité qui, selon eux, réduira l'accessibilité aux études universitaires.

Selon le discours ambiant, les étudiants sont pauvres et le moindre dollar compte. C'est pour cette raison que la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) s'est donné pour mission de défendre et de promouvoir les droits et les intérêts des étudiants. En 2006, elle avait d'ailleurs organisé une campagne de contestation et une manifestation pour faire renverser la décision de l'Université de Montréal d'ajouter à la facture des étudiants des « frais technologiques » de 4 \$ par crédit. Jonathan Plamondon, alors secrétaire général de la FAÉCUM, avait déclaré qu'« il est temps que le rectorat réalise [...] qu'il ne peut piger dans nos poches comme bon lui semble ». Quelques semaines plus tard, l'université s'incline et convertit ses frais technologiques en cotisation automatique non obligatoire. Les étudiants ont donc le choix de payer ou non ces frais.

Or, voilà qu'au moment même où la FAÉCUM crie misère, dénonce les cotisations obligatoires et refuse catégoriquement le dégel des droits de scolarité, elle annonce fièrement la création du nouveau pro-

gramme obligatoire de transport collectif universel CAMPUS. En vertu de ce programme, mis en place en collaboration avec l'Université de Montréal et la Société de transport de Montréal, tous les étudiants à temps plein de l'Université de Montréal qui habitent sur l'île de Montréal seront bientôt obligés de défrayer 154 \$ par trimestre pour le titre CAMPUS, lequel donne un accès illimité au transport en commun. Tant pis pour ceux qui réussissaient à économiser en se déplaçant à pied ou à vélo. Tout le monde passera à la caisse !

Comment la FAÉCUM, qui affirme « qu'un étudiant est d'abord et avant tout un citoyen qui possède des droits inaliénables », peut-elle donc cautionner une mesure imposée qui nie le droit de chacun de refuser de payer pour un service qu'il n'utilise pas, et qui n'a rien à voir avec les études universitaires ?

Comment la FAÉCUM, qui prétend qu'une hausse des droits de scolarité réduit l'accessibilité aux études, peut-elle donc imposer à tous ses membres une hausse de 154 \$ de leurs frais ? Selon sa logique, l'accessibilité de ceux qui réussissaient à se passer du transport en commun ne sera-t-elle pas influencée par cette mesure ?

Comment la FAÉCUM, qui s'est opposée aux frais technologiques obligatoires en 2006, peut-elle à son tour adopter une mesure tout aussi coercitive ?

Comment la FAÉCUM, qui s'oppose à ce que les étudiants paient pour l'éducation qu'ils reçoivent, peut-elle trouver naturel d'obliger certains de ces mêmes étudiants à payer pour un service qu'ils n'ont pas demandé ?

L'IDÉOLOGIE COLLECTIVISTE

En réalité, ce que la FAÉCUM défend, à l'instar de la plupart des associations étudiantes et du mouvement syndical dans son ensemble, ce ne sont pas tant les intérêts de ses membres, mais bien l'idéologie collectiviste. Les dirigeants embellissent leurs discours d'expressions inspirantes (justice sociale, solidarité citoyenne, etc.), mais ils se fichent royalement des libertés individuelles et du respect de l'autre. Tout ce qui les intéresse, c'est de faire adopter des mesures qui permettent aux uns de vivre aux dépens des autres.

Le plus désolant, toutefois, c'est de constater que les étudiants victimes des décisions de la FAÉCUM restent impassibles et acceptent docilement qu'on brime leurs libertés. Albert Einstein disait : « Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire ». Voilà sur quoi la jeunesse québécoise aurait intérêt à méditer !

LA PRESSE AFFAIRES : Chronique : La flambée fiscale bleue, par MICHEL GIRARD- Jeudi 24 mars 2011



PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

Le ministre des Finances, Jim Flaherty (à gauche), a été applaudi par ses collègues Lawrence Cannon et Stephen Harper (de dos, à

droite), à la suite de son discours du budget, mardi.

À la lumière des projections financières effectuées pour les cinq prochaines années, je conseille au gouvernement Harper de se garder une petite gêne quand il nous parle des impôts, des taxes, des droits d'accise, etc.

Faut-il prendre pour du cash le nouveau slogan budgétaire du gouvernement Harper, « Des impôts bas pour stimuler la croissance et l'emploi » ?

Chose certaine, on passera à la caisse ! Pour la seule année 2011-2012, notre facture d'impôt fédéral sur le revenu va augmenter de 10,5 milliards de dollars par rapport à l'année se terminant à la fin du mois. Ajoutons à cela l'augmentation de la facture des taxes et des droits d'accise de 1,5 milliard. Quand on me parle « des impôts bas » et que la facture fiscale grimpe de 12 milliards en une seule année, je me trouve... chanceux de payer de si bas impôts!

Pensons-y deux petites minutes. Avec les mêmes taux d'impôt, de taxes et de droits, on paiera

collectivement cette année 6,2% de plus que l'an dernier. Quand je compare cette future hausse de notre facture fiscale à l'inflation prévue de 2%, je me dis: est-ce que la créativité fiscale me cache quelque chose ? En fait, si le gouvernement fédéral réussit à nous soutirer un plantureux supplément de revenus fiscaux de 12 milliards, c'est en raison de l'arrivée à échéance des mesures du Plan d'action économique et bien entendu... de la reprise économique.

Dans son discours sur le nouveau budget, le ministre des Finances, Jim Flaherty, en a beurré épais en nous rappelant que depuis leur arrivée au pouvoir en 2006, les conservateurs ont lancé plus de 120 mesures de réduction d'impôt pour les travailleurs, les familles et les entrepreneurs créateurs d'emplois.

Grâce à cela, ajoute le ministre Flaherty, l'économie canadienne s'est très bien tirée d'affaire lors de la dernière récession. La communauté internationale, dit-il, « a considéré le Canada comme un modèle et une source d'inspiration ».

Comme de nombreuses menaces subsistent en cette période d'incertitude mondiale, le gouver-

nement Harper affirme vouloir assurer la relance de notre économie. Comment ? En lançant une sorte de phase 2 de son Plan d'action économique, qui vise à améliorer la sécurité financière des plus démunis parmi les

À la lumière des projections financières effectuées pour les cinq prochaines années, je conseille au gouvernement Harper de se garder une petite gêne quand il nous parle des impôts, des taxes, des droits d'accise, etc. Lorsque le gouvernement tient à nous rappeler la baisse d'impôt qu'il nous a antérieurement accordée, il reporte et comptabilise le montant annuel des impôts économisés généralement sur une période de cinq ans. Et il additionne lesdites baisses annuelles pour nous présenter un montant global sur cinq ans. J'ai décidé d'appliquer la même recette aux prévisions quinquennales des hausses de

Les plus célèbres ? La baisse du taux de la TPS de 7 à 5%; l'entrée en vigueur de la prestation universelle pour la garde d'enfants de 1200 \$ par année, le CELI (compte d'épargne libre d'impôt), l'abolition de l'impôt fédéral pour 1 million de Canadiens à faible revenu, le lancement du Plan d'action économique du Canada avec ses investissements massifs dans les infrastructures, la bonification du régime des presta ions

d'assurance emploi, etc. travailleurs, les aînés et les familles.

Pour ce faire, le ministre a annoncé une nouvelle série de mesures fiscales visant à saupoudrer ici et là des centaines de millions de dollars, dont une bonification du Supplément de revenu garanti et des crédits d'impôt destinés aux activités artistiques des enfants, aux pompiers volontaires, aux aidants familiaux, etc.

Revenons au slogan: « Des impôts bas pour stimuler la croissance et l'emploi ». revenus et de dépenses que le gouvernement conservateur nous présente dans son nouveau budget.

Prenons l'impôt sur le revenu. Par rapport à l'année 2010-2011, le gouvernement Harper prévoit nous refiler des hausses annuelles d'impôt qui totaliseront en cinq années presque 154 milliards de dollars. Ce chiffre représente l'écart entre les recettes de chacune des années à venir (2011-2012, 2013, 2014, 2015 et 2016) et les recettes de l'année de référence, qui est 2010-2011. Au chapitre des taxes (TPS) et droits d'accise, on écoperait d'augmentations annuelles totales de 25,7 milliards.

Ce qui portera le total des hausses annuelles de revenus fiscaux à 179,7 milliards, pour les cinq prochaines années.

Du côté de l'assurance emploi, les travailleurs et les employeurs verseront en cinq ans 24,3 milliards de plus en hausses annuelles de cotisations. Et dans la catégorie « Autres revenus », le gouvernement fédéral prévoit encaisser 18,7 milliards de plus.

Décompte des augmentations annuelles de revenus budgétaires que le gouvernement Harper prévoit aller chercher dans nos poches au fil des cinq prochaines années : 223 milliards.

Regardons maintenant les dépenses gouvernementales. Eh bien ! les augmentations annuelles des charges budgétaires (dépenses des programmes, frais de la dette publique) s'élèveront pour les cinq prochaines années à une somme totale de 75,4 milliards.

C'est donc dire que d'ici 2015-16, le total des hausses annuelles d'impôt, de taxes, de droits, de cotisations... sera presque trois fois plus élevé que les augmentations annuelles des dépenses gouvernementales. Voilà le vrai coût fiscal de la fabuleuse facture du Plan d'action économique.

Comme prix de consolation, je vous rappelle qu'en 2015-2016, il n'y aura plus de déficit. Les recettes atteindront 309 milliards (soit 31,2% de plus que 2010-2011) alors que les dépenses, elles, passeront à 305 milliards, soit 10,5% de plus que l'année financière tirant à sa fin.

LE DEVOIR : Idées : Hausse des droits de scolarité - Le faux remède au financement des universités, par Martin Lavallée - Étudiant à la maîtrise en histoire à l'UQAM - Lundi 21 mars 2011



Photo : Source Université Laval

Vouloir régler le problème du sous-financement des universités en répercutant la facture aux étudiants par une hausse des droits de scolarité est une solution de facilité qui ne s'attaque pas aux vrais problèmes.

À l'heure où des mesures doivent être prises pour contrer le problème du sous-financement des universités et où le budget Bachand préconise de hausser les droits de scolarité des étudiants pour remédier au problème, il importe de soulever certains points négligés par ceux qui recherchent des solutions au problème du sous-financement. D'autant plus que plusieurs acteurs publics, dont des professeurs et des recteurs d'universités, voient la hausse des droits de scolarité comme une panacée pour nos universités en manque d'argent et militent en sa faveur. Toutefois, tous ne sont pas d'accord avec les tenants de cette solution.

Ce faux remède visant à augmenter les droits de scolarité des étudiants minera sans aucun doute l'accès aux études supérieures de nombreux jeunes Québécois, qui ne pourront payer les droits augmentés et qui ne sont pas admissibles aux programmes de prêts et bourses. Restreindre l'accès aux études supérieures par une hausse des droits de scolarité va à l'encontre de l'esprit de notre système d'éducation québécois depuis le rapport Parent, qui recommandait de rendre le réseau scolaire accessible à tous du primaire à l'université et sans égards au niveau social.

Ce sont des considérations morales, non des considérations strictement comptables, qui doivent guider nos actions et nos façons de régler

nos problèmes de société. Dans ce contexte, nous devons nous garder d'augmenter les droits de scolarité aux étudiants, pour ceux du Québec du moins. De même, il ne serait pas satisfaisant de s'en remettre au système anglo-saxon de philanthropie et de mécénat arbitraires des entreprises privées et des individus riches pour financer la recherche et les fondations de nos universités. Car, ce faisant, la recherche universitaire devient tributaire de ces intérêts privés et non des intérêts de la collectivité. C'est plutôt en payant leur juste part d'impôt à l'État que ces intérêts privés doivent apporter leur contribution. C'est ensuite l'État qui s'assurera de remettre cet argent aux universités selon leurs besoins. C'est peut-être justement parce que certaines entreprises privées et certains hommes d'affaires ne paient pas leur juste part d'impôts à l'État québécois que nos universités sont sous-financées. Il y aurait donc d'autres façons d'engranger de nouveaux deniers et de régler le problème du sous-financement des universités, plutôt que de hausser les droits de scolarité des étudiants québécois. Toutefois, pour ce faire, il faut s'attaquer aux véritables sources du problème.

Évasion fiscale

Une des causes du sous-financement de nos universités, de même que de la plupart de nos services publics, c'est le manque de volonté de notre État de s'attaquer au problème des paradis fiscaux, problème majeur et global qui fait perdre des millions annuels à l'État québécois. En plus de jouir de crédits d'impôt importants et de ne plus être taxés sur leur capital, des entreprises privées de même que des hommes d'affaires aisés se dissocient du reste de la société de laquelle ils bénéficient en contournant nos règles fiscales pour enregistrer leurs revenus dans des juridictions dites «de complaisance». Ce faisant, ceux-ci ne paient pas leur juste part d'impôts à l'État québécois et lui font perdre des sommes énormes qui permettraient de renflouer les coffres et mieux financer les universités.

Dans son récent ouvrage intitulé *Offshore*, le sociologue Alain Deneault nous éclaire sur l'importance des sommes perdues par les États, notamment le Québec, au sein des paradis fiscaux. Il démontre, par exemple, comment ces

pertes colossales dépossèdent nos États démocratiques de ressources financières importantes qui permettraient de financer adéquatement les services publics, dont nos universités.

De même, dans un récent reportage paru à Radio-Canada le 30 septembre dernier, le journaliste Guy Gendron faisait la lumière sur le fait que «des Canadiens cachent des millions dans des comptes suisses».

On ne peut donc se voiler la face et nier l'existence de ces paradis fiscaux et des pertes financières importantes en décaillant pour notre société. Pourtant, lorsqu'il s'agit de rechercher des moyens de remédier au sous-financement de nos services publics, les élites de la droite économique et politique ne cessent de prêcher pour que les masses se serrent davantage la ceinture en évitant de traiter du vrai problème.

Sur-financement des universités anglophones

D'autres questions ne sont pas soulevées par les partisans d'une hausse des droits de scolarité. Est-ce normal que la minorité anglophone du Québec dispose de trois universités — dont deux à Montréal — qui reçoivent des subventions selon un pourcentage plus élevé que le pourcentage de la population anglophone du Québec? D'autant plus que ces universités accueillent un bon nombre d'étudiants étrangers qui repartent chez eux une fois leurs études terminées?

Dans un article intitulé «Les disparités du système québécois de financement des universités» paru dans l'Encyclopédie de la francophonie en mars 2008, le politologue Marc Chevrier soulignait le fait que les trois universités anglophones du Québec recevaient, pour l'année 2006, 27 % des subventions du gouvernement du Québec alors que la population québécoise de langue anglaise représentait 8,2 %. Si le gouvernement du Québec nivelait ses subventions aux universités anglophones au prorata de la population anglophone du Québec, du financement se dégagerait pour les universités francophones qui pourraient ainsi être plus compétitives et répondre aux besoins du Québec pour des étudiants francophones qualifiés.

Donc, il est aisé de vouloir régler le problème du sous-financement des universités en répercutant la facture aux étudiants par une hausse des

droits de scolarité. A fortiori lorsqu'on occulte et plus que ce qu'ils donnent à la société québécoise. Pour que ces deux groupes puissent continuer de jouir de leurs privilèges, certains voudraient que les étudiants paient la facture comme remède. Par contre, d'autres pensent plutôt qu'il faut remédier au problème en mettant fin aux privilèges dont jouissent ces deux groupes.

THE GAZETTE: Letter: Parents have a duty – Thursday, March 24, 2011

I agree with Jack Hoffman ("It's chicken feed," Letters, March 22), that a \$325 increase in tuition fees for university education is chicken feed. However, I believe students do not need to resort to extremes to pay the higher fees; it is the moral responsibility of their parents to help them out. My parents paid for my entire education in India, and for that I will be grateful to them for ever. Parenting responsibilities do not stop at 19.
S.K. Goyal, Montreal

CYBERPRESSE : Droits de scolarité: cessons de nous plaindre, trouvons des solutions, par Marc-André Brunet, étudiant finissant en science politique à l'Université Concordia - Mis à jour le lundi 21 mars 2011 à 14h10

Je suis une fois de plus ébahi par la situation dans le monde de l'éducation au Québec. Les propos qui m'irritent le plus ont été tenus par Louis-Philippe Savoie, le président de la Fédération étudiante universitaire de Québec (FEUQ), qui se dit la voix de tous les étudiants et qui ne manque pas de projeter l'image d'une population étudiante nombriliste.

Je dois dire que j'attends davantage de notre génération que de répéter l'erreur de la génération des baby-boomers, reconnue pour se plaindre la bouche pleine sans proposer de solutions.

Il est évident que la situation des universités est présentement désastreuse et chaque parti politique, lorsqu'il a été dans l'opposition, s'est empressé de clamer le dégel des droits de scolarité. Évidemment, une fois au pouvoir, c'est une autre paire de manches que de joindre l'acte à la parole. Voici un gouvernement qui ose le faire; et bien que je ne sois pas nécessairement d'accord avec toutes leurs mesures, il est rafraîchissant de voir une solution réaliste être implantée. Maintenant, si notre bien-aimé président de la FEUQ voulait bien daigner ne pas jouer le jeu de la danse des décibels en s'égosillant sur tous les médias qui veulent bien le recevoir et proposer une solution réaliste au sous-financement des universités plutôt que de seulement s'indigner devant les faits, nous pourrions en tant qu'étudiants avoir une bonne raison de protester.

Plusieurs peuvent penser que je fais partie des étudiants qui l'ont eu facile. Alors, pour contrer l'argument tout de suite, je fais partie de la proportion des étudiants qui se sont vu refuser l'accès aux prêts et bourses, malgré que ma situation financière familiale ne permette pas de me payer des études universitaires, un loyer, des livres, du matériel et j'en passe. En somme, j'ai dû travailler pour payer mon éducation, comme c'est le cas pour beaucoup d'entre nous.

Il serait aussi intéressant de s'interroger sur ceux qui sont outrés par cette hausse des droits de scolarité parmi la population universitaire. Selon les chiffres de 2005, la proportion d'étudiants accédant aux études supérieures vis-à-vis le nombre de finissants enregistrés était de moins de 20% au Canada. Ces chiffres sont tirés des données publiées par le Conseil des ministres de l'Éducation.

Donc, plus de 80% des étudiants universitaires ne finiront pas leurs études. Ce n'est certainement pas parce que les droits de scolarité sont trop élevés puisqu'ils sont beaucoup moins élevés qu'à bien d'autres endroits où le taux d'abandon est moins inquiétant. Par contre, parmi les 20% qui réussissent, la plupart d'entre nous travaillent fort pour terminer nos études.

Les menaces de grèves, les manifestations et les autres moyens de pression exercés par la FEUQ et autres associations étudiantes viennent seulement ajouter au stress incroyable qui pèse inlassablement sur les étudiants comme nous qui veulent seulement passer à travers cette étape de notre vie et devenir de bons contribuables.

Mon attaque n'est pas dirigée vers les fondements de la FEUQ. Elle est dirigée vers tous ceux qui se plaignent sans proposer de solution aux problèmes. Ouvrons-nous les yeux, les universités sont sous-financées et tous ceux qui sont étudiants comme moi doivent s'éblouir devant l'imagination du corps professoral qui parvient malgré tout à fournir une éducation digne de ce nom dans les circonstances.

La situation ne peut plus durer et bien que ma situation financière soit précaire, je suis prêt à faire ma part. Toute une génération avant nous a pelleté en avant les problèmes; pensons seulement à la Régie des rentes du Québec. Mais je ne suis pas prêt à faire la même chose.

Je ne veux pas que mes enfants et leurs enfants doivent se satisfaire d'une éducation de deuxième ordre parce qu'en lâche, je suis sorti beugler mon mécontentement dans les rues en gardant bien hautes mes œillères.

LE SOLEIL : Éditorial : Autre défi en éducation, Par Brigitte Breton – Lundi 21 mars 2011

Le Québec doit devenir plus efficace en matière de formation de la main-d'œuvre

Les universités étant maintenant assurées d'un meilleur financement, le défi de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, est maintenant de faire avancer à vitesse grand V le dossier de la formation professionnelle, technique et continue. Un enjeu tout aussi crucial pour le développement du Québec.

La ministre semble déterminée à mobiliser le milieu scolaire. «On ne peut pas se lancer dans de grandes réflexions sur trois ans. J'ai 700 000 emplois à combler d'ici 2014. La vitesse d'exécution va devenir importante pour le réseau scolaire, notamment pour les commissions scolaires et les cégeps», a-t-elle affirmé récemment devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Réussira-t-elle? Il le faut pour donner une qualification de base et professionnelle à tous, jeunes comme moins jeunes, et pour répondre aux besoins à court et à long termes des entreprises dans diverses sphères d'activités. Le hic? Mme Beauchamp n'est pas la première ministre de l'Éducation à promettre une meilleure adéquation entre la formation et les besoins du marché du travail. Après de multiples tentatives pour valoriser la formation professionnelle et technique, pour fournir des horaires de formation qui conviennent aux gens déjà sur le marché du travail et pour instaurer une culture de formation continue, cette fois sera-t-elle la bonne?

Comme elle l'a fait cet automne pour le milieu universitaire, la ministre de l'Éducation a convoqué tous ceux qui gravitent autour de la formation professionnelle, technique et continue à un grand forum national, en juin, à Québec, afin d'établir de nouvelles bases, des façons de faire plus efficaces. Cette grand-messe sera précédée par des consultations régionales.

Espérons que l'urgence de la situation poussera les différents acteurs à livrer enfin la marchandise. À le faire vite et bien, tout en ne dépouillant pas des régions.

Le Conseil du patronat souhaite que l'exercice soit orienté d'abord et avant tout vers les besoins réels du marché du travail. Comme ministre de l'Éducation, et non de l'Emploi, Mme Beauchamp doit cependant veiller et s'assurer que les «futurs employés» disposent d'une formation de base solide.

Plus que jamais, la main-d'œuvre est appelée à parfaire constamment ses connaissances. Parfois, il s'agit carrément de réorientation de carrière. Il est donc important que l'école ou le cégep donne les outils de base qui permettent cette adaptation tout au long de la vie active. La formation professionnelle ou technique doit aussi être facilement transférable d'une entreprise à l'autre. La formation continue doit également s'imposer davantage car le Québec accuse un retard en la matière.

Dans son budget, le ministre des Finances affirme que les universités sont les moteurs de l'économie du savoir et pépinières de main-d'œuvre qualifiée. Il ne faudrait cependant pas perdre de vue que les besoins de main-d'œuvre sont divers et que l'apport des écoles secondaires et des cégeps est lui aussi très important.

LE DEVOIR : Éditorial : Droits de scolarité - La part inéquitable, par Marie-Andrée Chouinard – Samedi 19 mars 2011

Bien sur, au vu de l'immensité des besoins des universités, elle était inévitable cette hausse des droits de scolarité, confirmée dans le budget Bachand sans la moindre surprise. Mais sa mesure ne permet pas au gouvernement de la qualifier de contribution équitable.

Québec reconnaît — enfin! — le pétrin financier dans lequel les universités se trouvent. Ce dernier budget decline sur plusieurs modes le fameux réinvestissement espéré par les recteurs, après des années de sur-place et d'attente vaine. Avec cette manne que le gouvernement espère bien répartir entre l'enseignement et la recherche grâce aux conventions de partenariat que Québec ressuscite, les établissements universitaires pourront enfin s'adonner à cette compétitivité qui a constitué l'argument massue de leurs revendications.

Vue sous l'autre angle, la hausse vient grever le budget des étudiants de manière brutale, disons-le. Le gouvernement n'aura pas l'odieux d'avoir proposé le pire scénario, car les recteurs, avant lui, avaient suggéré de relever de 504 \$ par année pendant trois ans les droits de scolarité.



Québec a étiré l'augmentation sur cinq ans, et ramené à 325 \$ par année la hausse. À terme toutefois, la facture gonfle de 1625 \$, pour atteindre 3793 \$. Les étudiants calculent qu'avec les frais afférents, il en coûtera près de 5000 \$ pour fréquenter l'université. Malgré ce bond prodigieux, le gouvernement continue de dire que rien — pas la moindre étude, pas le plus petit chiffre, aucun indice — ne prouve que l'accessibilité aux études sera amoindrie par ce virage décidément tourné très serré. Et Raymond Bachand de brandir une nouvelle fois l'exemple de la Nouvelle-Écosse, où les majorations de droits auraient été sans effet sur la fréquentation. Comme on s'accroche à certaines références sans ne plus trop savoir ce

qu'elles veulent dire! Après des hausses importantes, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a procédé à quatre baisses consécutives; il a créé cette année un retour à l'augmentation assortie de quoi? D'une baisse de l'investissement public. De nombreux irritants gravitent autour de cette hausse, même si on l'a accompagnée d'une promesse d'aide financière appréciable et d'un mécanisme de reddition de comptes.

- On l'appuie sur mesure d'inflation calculée à compter de 1968, année de création du réseau UQ. Pourquoi reculer si loin, alors que le dernier gel des droits remonte à 1993-1994?

- Elle ne fut précédée d'aucun véritable débat, car la Rencontre des partenaires sur l'éducation portant sur cette question n'a permis aucune discussion.
- Elle n'est mariée à aucune mesure obligeant les entreprises à contribuer au refinancement des universités, hormis l'appariement des dons basé sur d'hypothétiques contributions.
- Elle occulte une analyse fine sur l'impact d'une augmentation des droits aussi radicale sur le choix d'aller ou non à l'université.

Prendre en considération tous ces éléments appelait à des calculs plus complexes. On a de toute évidence opté pour la solution facile, et unique.

LE SOLEIL : Chronique : La bataille des droits de scolarité est relancée, par Gilbert Lavoie – Samedi 19 mars 2011

(Québec) Ça y est, le combat est engagé. Le gouvernement avait annoncé ses couleurs dans le budget de l'an dernier, il est passé aux actes cette semaine en confirmant la hausse des droits de scolarité universitaires. Que l'on soit d'accord ou non, il faut reconnaître que la facture est salée. C'est toujours le cas, lorsque les gouvernements doivent corriger les mauvaises décisions du passé, comme les gels de tarifs ou de salaires. Malgré les discours partisans, cette question embête les partis depuis longtemps. Le gel passé des droits de scolarité a réduit les budgets des universités qui cumulent maintenant des déficits. C'est la qualité même de l'éducation qui risque d'en souffrir si on ne fait rien. Mais la controverse sur le sujet dure depuis deux décennies.

Le grand coup de 1991
Au début des années 90, le gouvernement libéral a donné un grand coup pour corriger les années antérieures de gel des droits. La facture, qui était de 550 \$ en 1989, a grimpé à 1337 \$ en 1991. En 1994, elle a atteint 1668 \$.

En 1996, le gouvernement de Lucien Bouchard a cédé aux pressions des étudiants qui avaient déclenché des grèves rotatives pour protester contre des coupes de 600 millions \$ dans l'éducation, et une hausse appréhendée des droits de scolarité. La ministre de l'Éducation du temps, Pauline Marois, en a fait une question «d'éthique politique». Elle a promis que le gouvernement ne dégrèlerait pas les droits de scolarité durant le

mandat en cours, mais elle a annoncé une majoration des droits de scolarité des étudiants étrangers qui fréquentaient les universités québécoises.

Néanmoins consciente du sous-financement des universités, la ministre a créé un groupe de travail présidé par l'ancien sous-ministre Marcel Gilbert. Le rapport Gilbert n'a pas identifié de solutions, mais il a demandé au gouvernement de répartir sur plusieurs années les compressions budgétaires prévues. En février 1998, Pauline Marois a énoncé les grandes lignes d'une politique gouvernementale à l'endroit des universités, mais les consultations prévues ont été annulées à cause des élections. Au retour de la campagne électorale, c'est François Legault qui a pris la relève à l'Éducation.

La grève de 2005
Le financement de l'éducation a connu un autre soubresaut majeur en 2005, avec une grève de six semaines des étudiants, du 21 février au 14 avril. Les jeunes protestaient alors contre une coupe budgétaire de 103 millions \$ dans le régime de prêts et bourses. Tout comme en 1997, le gouvernement a finalement cédé et a promis de réinvestir 482 millions \$ dans ce programme sur une période de cinq ans.

Le débat de 2007 à 2011
Si la position du gouvernement Charest est maintenant bien campée, celle de l'opposition péquiste est plus ambiguë.

Lors de la course à la direction du Parti, en 2007, Pauline Marois a ouvert la porte à un dégel des droits de scolarité. Elle avait alors l'appui de plusieurs députés, dont Sylvain Simard, le critique du Parti pour le Conseil du trésor. Mais à l'approche de son conseil national de cette année, à la mi-avril, Mme Marois se fait plus prudente. Elle a fait allusion à l'éducation dans son discours de Trois-Rivières, en fin de semaine dernière, mais elle s'en est tenue à sa proposition de rendre l'école obligatoire jusqu'à 18 ans ou l'obtention d'un diplôme secondaire. La position officielle du PQ doit être prise au conseil national du Parti à la mi-avril. Le critique péquiste en matières de finances publiques, Nicolas Marceau, a révélé jeudi que les délégués auront à choisir entre le maintien du gel ou le retour à l'indexation. La proposition qui sera débattue à ce conseil ne parle plus du gel des droits de scolarité. Elle prévoit la mise en place d'une «politique de contribution étudiante [droits de scolarité et autres frais afférents] qui préserve l'accessibilité économique, l'accessibilité régionale et la capacité de payer des étudiants». Mais cette proposition est assortie d'un «sommet sur l'éducation» qui cherchera à faire consensus... Or, s'il est un point où il a été impossible d'établir un consensus depuis deux décennies, c'est bien celui-là. (...)

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Chronique de Richard Martineau : Toutoune et Gros Jambon Samedi 19 mars 2011

Les étudiants devront payer davantage pour aller à l'université, car on n'a plus d'argent. Et 1 300 employés du réseau universitaire ont eu droit à des indemnités de départ totalisant 62 millions \$. Cherchez l'erreur.

LA FACE DANS LE GÂTEAU
L'État se conduit comme un couple d'obèses qui force ses enfants à passer les journaux pour pouvoir se bourrer la face. Ce n'est plus obscène. C'est carrément scandaleux.

Comme l'écrivait Pascal Cyr, un prof de Sherbrooke, dans une lettre ouverte jeudi, comment peut-on dire que le système universitaire n'a plus d'argent quand l'UQAM a flambé 300 millions \$ dans un COMPLEXE IMMOBILIER ? Gardez-vous une p'tite gêne, bordel !

RIEN DE TROP BEAU
Avez-vous vu le salaire des recteurs, vous ? Le recteur de l'Université Laval vient de recevoir une augmentation de salaire de 100 000 \$. Le recteur de l'Université de Montréal gagne deux fois plus que le premier ministre du Québec. Les recteurs de McGill et Concordia gagnent respectivement 358 000 \$ et 350 000 \$.

On a donné 700 000 \$ à l'ancienne rectrice de l'Université Concordia (qui a démissionné dans des circonstances nébuleuses) et versé 1 million \$ à son successeur pour acheter son condo, tout en lui offrant une allocation de logement de 3 000 \$ par mois !

Comment peut-on se tourner en suite vers les étudiants et leur dire, avec un trémolo dans la voix : "Les enfants, vous devrez casquer un peu plus, car pôpa et môman n'ont plus une cenne" ?

LE PARTY EST FINI
Chaque fois que les jeunes manifestent, on les traite d'enfants gâtés.

Mais mettez-vous à leur place : on leur demande de payer pour un repas qu'ils ne pourront même pas manger.

Payez la retraite de vos grands-parents, les médicaments des aînés, les parachutes dorés des cadres, les pensions capitonnées des fonctionnaires...

Et surtout, faites-le avec le sourire, car on va vous traiter de paresseux !

C'est comme si vous arriviez à un party en retard et qu'on vous demandait de payer quand même le droit d'entrée, même si le DJ avait sacré le

camp et que les serveurs étaient en train de mettre les chaises sur les tables.

Dans le fond, ce qui est étonnant, c'est que les jeunes ne descendent pas plus souvent dans la rue...

PROMESSE D'IVROGNE
On nous dit que les coffres de l'État sont à sec... mais on projette de créer trois nouveaux comtés !

Trois comtés supplémentaires, trois députés, trois bureaux, trois autos, trois équipes, trois secrétaires, trois fax, trois stocks de pancartes, trois attachés de presse...

"Oui, on va maigrir, les enfants, on vous le promet", di-sent Toutoune et Gros Jambon.

En vidant un deuxième baril de poulet Kentucky...

À GENOUX
Vous connaissez le vieux gag de Lucien Boyer. Un gars avec une jambe de bois entre dans une église et dit : "Mon Dieu, rendez ma jambe semblable à l'autre..." Il ressort avec deux jambes en bois.

Eh bien, c'est ce qui arrive aux contribuables québécois. À chaque budget, on espère qu'on n'aura plus de jambe en bois. Et à chaque bud-



LA PRESSE : Chronique : Le gouvernement est tombé sur la tête, par Michèle Ouimet – Vendredi 18 mars 2011

Les étudiants ne sont pas des fils à papa qui vont à l'université de génération en génération. Près de 45% d'entre eux sont les premiers à y mettre les pieds. Les acquis sont fragiles, il ne faut pas tout bousiller.

Une hausse salée des droits de scolarité. C'est ce que le ministre des Finances, Raymond Bachand, a annoncé, hier, dans son budget. La facture va augmenter de 325 \$ par année pendant 5 ans. Les droits vont donc passer de 2168\$ à 3793\$, un bond prodigieux de 75%. Contrairement au mythe savamment entretenu par ceux qui rêvent de faire payer davantage les étudiants, les droits de scolarité ne sont pas gelés – ou presque – depuis 50 ans. C'est vrai qu'il y a eu une longue période de gel, durant laquelle les droits ont été plafonnés à 550\$ par année. Mais au début des années 90, le gouvernement a fait flamber la facture en décrétant des hausses brutales. En 1989, un étudiant payait 550\$; en 1991, 1337\$; en 1994, 1668\$. Faites le calcul: 200% d'augmentation. En 2007, nouveau dégel. Québec a décidé d'augmenter les droits de 100\$ par année jusqu'en 2012. On est loin du gel. Les étudiants ne sont pas des « enfants gâtés » qui vont tous un jour rouler sur l'or. Les médecins, les dentistes, les pharmaciens, oui. Mais les philosophes, les musiciens et les spécialistes en littérature médiévale ? Ils ne gagneront pas des fortunes. Le portrait de l'étudiant type devrait faire réfléchir Raymond Bachand. Près de 40% ne reçoivent aucune contribution de leurs parents ; 81% ont un emploi en plus d'étudier à temps plein; 50% travaillent plus de 15 heures par semaine; environ la moitié gagne moins de 12 000\$ par année; les deux tiers n'habitent pas chez leurs parents*.

Chaque hausse brutale leur rentre dedans. Les étudiants ne sont pas des fils à papa qui vont à l'université de génération en génération. Près de 45% d'entre eux sont les premiers à y mettre les pieds. Les acquis sont fragiles, il ne faut pas tout bousiller. La Nouvelle - Écosse a d'ailleurs fait amende honorable. Elle a haussé ses droits de scolarité sans aucune retenue. Au début des années 2000, c'est elle qui avait la facture la plus corsée au Canada. En 2003, le gouvernement a promis de la diminuer pour rejoindre la moyenne nationale. Depuis, il baisse ou gèle les droits. Et les universités? Elles ont besoin d'argent pour garnir leurs laboratoires et leurs bibliothèques et pour diminuer le nombre de chargés de cours. À les écouter, on a l'impression qu'elles vivent dans la dèche et que la fin du monde est proche. C'est le grand mur des Lamentations. Pourtant, les chiffres contredisent ce tableau peint en noir foncé par les recteurs. La recherche? Le Québec s'en tire honorablement. Près de 28% des revenus des universités proviennent de la recherche subventionnée, comparativement à 21,5% dans les autres provinces. Le nombre d'étudiants inscrits en maîtrise (11,4%) et au doctorat (8,5%) est supérieur à la moyenne canadienne (8,5% et 4%). C'est un signe indéniable de vitalité. Le Québec n'est pas en queue de peloton. Les universités font-elles un effort pour faire du ménage dans leurs finances ? Pas vraiment. Il y a eu les folies immobilières. Elles ont investi des fortunes dans le béton (le budget consacré aux immobilisations a doublé de 1997 à 2007, passant de 333 millions à 691 millions). L'UQAM a failli y perdre sa chemise. Des recteurs se sont succédé à Concordia et ils ont empoché de scandaleuses indemnités de départ, sans oublier l'Université Laval qui a accordé une augmentation de salaire de 100 000\$ à son grand patron.

Avant de fouiller davantage dans la poche de leurs étudiants, les universités devraient faire leur mea-culpa. Et le gouvernement? Il passe son temps à se plaindre qu'il n'a pas d'argent. S'il est aussi pauvre qu'il le dit, pourquoi flambe-t-il 200 millions dans la construction d'un nouveau Colisée à Québec? De l'argent jeté par les fenêtres pour satisfaire l'égo d'un maire en mal de publicité et des équipes de hockey qui versent des millions à leurs joueurs. Les universités ne sont pas les seules à faire des folies. Parlons de McGill, maintenant. La digne université a décidé de forcer la main du gouvernement en imposant des droits de scolarité de 30 000\$ pour son programme de MBA. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a mis du temps à réagir. Cette semaine, elle lui a imposé une pénalité de 2 millions de dollars. L'Université était outrée. Pourtant, les règles sont claires : seul le gouvernement a le droit de fixer les droits de scolarité, comme partout au Canada. L'Ontario a déréglementé certains programmes, mais il fait figure d'exception. McGill m'a expliqué qu'elle négocie avec le gouvernement, ce qui, prétend-elle, lui donne le droit d'exiger dès maintenant 30 000\$ pour son MBA. Absurde. C'est comme si je me faisais arrêter par la police parce que je roule à 70km/h dans une zone de 50 et que je refusais de payer l'amende sous prétexte que je discute avec les autorités pour qu'elles augmentent la limite de vitesse. Au Québec, les universités ne peuvent pas faire à leur tête et exiger des droits de scolarité en fonction de la popularité de leur programme ou du prestige de leur institution. Si McGill n'est pas contente, qu'elle déménage en Ontario. *Chiffres tirés d'une étude de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), 2009.

LA PRESSE : Caricature : Budget 2011-2012, tournés vers l'avenir, par Serge Chapeau – Vendredi 18 mars 2011



LE SOLEIL : Éditorial : Audacieux et nécessaire, par Brigitte Breton – Vendredi 18 mars 2011

Le gouvernement pose un geste audacieux et nécessaire en haussant les droits de scolarité de 325 \$ par an ainsi qu'en augmentant le financement public des universités. Ces dernières sortent gagnantes du budget présenté hier. Alors

que d'autres doivent se serrer la ceinture, le budget de celles-ci augmentera de 25 % d'ici six ans. En retour, les universités devront démontrer qu'elles sont capables de gérer parcimonieusement et de façon responsable ces fonds supplé-

mentaires, de décerner plus de diplômes et d'être des leaders en recherche. Bon nombre de Québécois partagent l'avis voulant qu'il est important pour l'économie et pour le développement de la province de miser sur le



savoir et la recherche. À condition cependant que les fonds publics et l'effort supplémentaire exigé aux étudiants et à leurs parents servent à dispenser une formation de qualité, et non à bonifier indûment la rémunération et les conditions de travail des recteurs et de leur équipe, ou à se lancer dans des projets immobiliers mal ficelés. Les ententes de partenariat entre la ministre de l'Éducation et les universités doivent être de véritables polices d'assurance. Québec indiquera aux établissements de quelle façon elles peuvent

dépenser leurs revenus supplémentaires. Meilleur enseignement et meilleurs services aux étudiants, qualité de la recherche accrue, positionnement concurrentiel des universités au Canada et à l'étranger, amélioration de l'administration et de la gestion dans le but d'équilibrer les budgets et d'éliminer les déficits cumulés. Les universités ne peuvent invoquer leur autonomie pour se soustraire aux conditions de la ministre Line Beauchamp. Québec mise sur les universités. Elles doivent livrer la marchandise.

Les droits de scolarité ont été longtemps une vache sacrée au Québec. En les majorant de nouveau, le gouvernement prend certes un risque, mais il limite les effets négatifs en compensant par des bourses d'études supplémentaires et en maintenant la même tarification pour toutes les facultés. Un choix sage. L'accessibilité aux études supérieures et dans toutes les disciplines doit demeurer un objectif de la société québécoise.

CYBERPRESSE : Place publique : Droits de scolarité: hausse justifiée? - Publié le jeudi 17 mars 2011 à 06h00



PHOTO: IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE
Une hausse des droits de scolarité à compter de 2012?

Dans son budget de jeudi, le gouvernement Charest doit annoncer une hausse substantielle des droits de scolarité dans les universités à compter de 2012. L'augmentation devrait atteindre 500\$ par année pendant trois ans. Croyez-vous que cette hausse est justifiée? Est-elle la meilleure solution au sous-financement des universités? Cette augmentation rendra-t-elle l'université moins accessible aux jeunes Québécois?



Guy Breton, Recteur de l'Université de Montréal
DES GELS NÉFASTES

Si une hausse des droits de scolarité est aujourd'hui incontournable, c'est parce que depuis longtemps nous n'avons pas eu, collectivement, le courage de demander à chacun de faire sa juste part. Le gel, puis le quasi-gel des droits de scolarité ont été néfastes pour nos universités en les privant des ressources financières dont elles ont besoin pour accomplir leur mission. Pourtant, les étudiants québécois ne fréquentent pas plus l'université pour autant ! En fait, ils la fréquentent moins que leurs collègues d'ailleurs en Amérique du Nord. Il faut redresser la situation en augmentant les droits de scolarité, mais cette hausse doit impérativement s'accompagner d'un programme d'aide financière plus généreux, d'incitatifs à la philanthropie et de mesures de soutien à la recherche universitaire. Il faudra être imaginatifs et favoriser la contribution de chacun des secteurs de la société parce que des universités de qualité profitent à l'ensemble de la société. L'accessibilité aux études universitaires, elle se prépare d'abord dans une culture qui valorise l'éducation tout au long de la vie.



Léo Bureau-Blouin, Président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

UNE HAUSSE INJUSTIFIABLE

La hausse des droits de scolarité du gouvernement Charest est tout simplement injustifiable. Toutes les études sérieuses démontrent que la hausse des droits de scolarité réduira l'accès aux études universitaires et augmentera l'endettement des étudiants et de leurs familles. À l'inverse, aucune étude ne démontre que la qualité de l'éducation ne va s'améliorer. Avec la hausse du gouvernement Charest, les étudiants paieront jusqu'à 4500\$ pour étudier alors que Jean Charest n'en a payé que 1500\$. Il y a des limites à tout mettre sur le dos de la même génération. Si le gouvernement va de l'avant, c'est un lourd héritage que nous léguons aux générations futures. Parce que hausser les frais, c'est revenir à une époque où les francophones, les femmes et les habitants des régions éloignées ne fréquentaient pas l'université. C'est revenir à une époque où nous n'étions pas maîtres de notre destinée collective. C'est calquer un modèle canadien où ce ne sont pas les meilleurs médecins qui obtiennent un diplôme, mais les plus fortunés. C'est adopter un modèle qui n'est pas le nôtre. Aujourd'hui, chaque dollar que l'État investit dans un diplômé en rapporte 5,3 en taxes et en impôts. Voilà un investissement rentable, voilà une vision d'avenir pour la société québécoise. Malheureusement, il semble que le gouvernement Charest soit trop occupé à s'acharner sur les jeunes et leur famille pour réaliser l'importance d'une éducation abordable.



Gaétan Frigon, Président exécutif de Publipage Inc, ancien PDG de la Société des alcools du Québec et de Loto-Québec

AUGMENTATION ÉQUITABLE

On parle souvent des choix de société que l'on a faits au Québec au cours des années, lesquels nous différencient souvent du reste du Canada. Le problème vient du fait que, la plupart du temps, nos choix identifient ce que sera la dépense, mais oublient de spécifier d'où viendront les revenus pour couvrir ladite dépense. En conséquence, ça vient toujours du budget consolidé de la province, lequel n'augmente pas à moins d'augmenter les taxes et les impôts. C'est le cas, par exemple, des garderies à 7\$ et... des droits de scolarité dans les universités. L'argument de base des étudiants : les pauvres doivent avoir le même accès à l'université que les riches. C'est évidemment très beau en principe, mais comme la capacité de payer de ceux qui justement paient de l'impôt a déjà été étirée au maximum, il devient important d'établir une juste mesure entre la position de ceux voulant que l'accès à l'université soit gratuit, comme dans certains pays d'Europe, et la position de

ceux voulant que l'étudiant paie le vrai coût de ses études universitaires. Dans ce contexte, une augmentation de 500\$ par année pendant trois ans est non seulement souhaitable, mais également équitable vis-à-vis les autres choix de société que le Québec a mis en place et que l'ensemble des payeurs d'impôt doit assumer. Dans trois ans, d'ailleurs, les frais de scolarité au Québec seront encore bien en deçà de la moyenne canadienne.



Pierre Simard, Professeur à l'École nationale d'administration publique à Québec

RESPONSABILISATION DES ÉTUDIANTS

Les études universitaires sont d'abord et avant tout un investissement privé. Le diplômé universitaire gagnera en moyenne un salaire beaucoup plus élevé que l'individu moyen. Est-ce normal de faire payer cet investissement par tous les contribuables? Est-ce normal de subventionner tous les étudiants, y compris ceux issus d'un milieu socioéconomique aisé? Non! Le rôle du gouvernement n'est pas de fixer les frais de scolarité des universités. Son rôle, s'il a vraiment un rôle utile à jouer, devrait se limiter à aider les plus démunis à y accéder. Il devrait s'en tenir à aider ces étudiants à financer leurs études; des emprunts qu'ils rembourseront grâce à des revenus plus élevés une fois diplômés. Malgré l'annonce d'une hausse des frais de scolarité, le financement de nos universités restera largement subventionné par l'État et les frais assumés par les étudiants demeureront en deçà du coût réel de leur formation. Par contre, l'augmentation des frais de scolarité aura l'avantage de contrer partiellement l'illusion de la gratuité. Elle forcera une certaine responsabilisation des étudiants face à leur investissement et obligera les universités à faire la démonstration que ces hausses se traduisent par une meilleure qualité de l'enseignement, et non seulement par un meilleur traitement de leurs dirigeants et professeurs.



Daniel Zizian, Président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ)

AU MÊME NIVEAU QU'EN 1968

La présence d'un réseau universitaire dynamique et performant, offrant une formation répondant aux plus hautes normes internationales, profite aux individus qui le fréquentent et à l'ensemble de la société. Il est donc naturel que le gouvernement, les étudiants ainsi que le secteur privé soient appelés à y contribuer pour en assurer le développement. En ce qui a trait à la contribution des étudiants, les gels successifs des droits de scolarité au cours des dernières décennies ont fait en sorte qu'il en coûte aujourd'hui moins cher pour acquérir une formation universitaire que ce n'était le cas en 1968, en dollars constants. Une hausse de 500\$ par année sur une période de trois ans (à compter de l'année 2012-2013) ramènera les droits de scolarité à l'équivalent de leur valeur réelle de 1968-1969. Pour la CREPUQ, le maintien de l'accessibilité constitue une priorité. Toute hausse des droits de scolarité doit donc être accompagnée de mesures d'aide financière appropriées afin qu'aucun étudiant qui en a le désir et la capacité ne soit empêché d'accéder à l'université pour des raisons financières. Tout autour de nous, les sociétés misent sur leurs établissements universitaires pour favoriser l'innovation et améliorer la qualité de vie de leurs citoyens. Il faut s'assurer collectivement que les universités québécoises aient les moyens de contribuer pleinement au développement économique, social et culturel du Québec.



Robert Gagné, Professeur à l'Institut d'économie appliquée et directeur du Centre sur la productivité et la prospérité à HEC Montréal.

AUCUN LIEN AVEC L'ACCESSIBILITÉ

On confond accessibilité et gratuité (ou quasi-gratuité). Or, l'expérience des garderies et des soins de santé au Québec nous montre que ce n'est pas le cas. D'ailleurs, il n'existe pas, à ma connaissance, d'études sérieuses démontrant que des frais de scolarité plus élevés limitent l'accès à l'université. De plus, au Canada, il ne semble pas y avoir de lien entre les droits de scolarité et la fréquentation universitaire. Le Québec a à la fois les droits les plus faibles et une fréquentation universitaire parmi les plus faibles au Canada. Il faut savoir que les universités sont déjà bien équipées pour mitiger les effets négatifs de droits plus élevés: bourses, emplois sur le campus, etc. Pourquoi ne pas laisser aux universités plus de marge de manœuvre quant aux droits de scolarité tout en s'assurant que la situation économique des étudiants n'est pas un critère d'admission (comme à Harvard, une université pas pire vous en conviendrez). Une autre solution serait d'établir les droits de scolarité à partir d'un pourcentage fixe des coûts de formation, par exemple 50%. Si les coûts augmentent, les droits augmentent aussi. Ce serait également plus cher en médecine vétérinaire qu'en histoire de l'art, ce qui est le gros bon sens.



Philippe Faucher, Professeur au département de science politique et chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal

UN TRÈS BON INVESTISSEMENT

La formation et la recherche universitaire sont indispensables pour développer le savoir-faire, les compétences, l'invention, dans toutes les disciplines, incluant les domaines artistiques. Transmettre et faire progresser la connaissance sont les uniques moyens dont nous disposons pour renouveler le cycle de production basé sur l'exploitation polluante et peu compétitive des ressources naturelles qui s'épuisent. Ce que nous ne découvrirons pas, ce que nous ne saurons pas produire, nous devons l'acheter des autres. Par ailleurs, dans une économie où chacun est libre de choisir sa profession et donc sa rémunération future, obtenir un diplôme universitaire est un très bon investissement. Faute d'un mécénat conséquent et d'une contribution adéquate de l'industrie, il revient à l'État d'assumer par son financement le risque inhérent à la recherche. Un souci d'allocation équitable des ressources commande que l'essentiel des droits de scolarité soit à la charge des étudiants. Un programme de prêt et bourses, assortis de contrats de remboursements modulés selon les revenus, doit permettre l'accès aux études des moins fortunés. Le rééquilibrage annoncé est un passage obligé qui s'avèrera insuffisant. Le Canada n'a pas les universités qu'il mérite; cela tient à d'autres causes que le seul manque d'argent.



Jean-Herman Guay, Professeur de sciences politiques à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke

UNE ANOMALIE

Depuis longtemps, nos droits de scolarité constituent une anomalie par rapport au reste du Canada et de l'Amérique du Nord. Faut-il les hausser? Sans aucun doute. Trois raisons peuvent être amenées: 1) la scolarité universitaire est indéniablement un investissement profitable pour l'étudiant; 2) la contribution gouvernementale, compte tenu du fardeau fiscal des Québécois, peut difficilement être augmentée significativement; et 3) de nombreuses études ont démontré que l'effet d'une augmentation des droits sur l'accessibilité est faible, quasi nul. L'augmentation ne doit cependant pas être uniforme. D'abord parce que la rentabilité de l'investissement pour les étudiants n'est pas la même, mais aussi parce que la «production» d'un diplômé n'est pas identique selon les secteurs d'études. Si le gouvernement devait établir une augmentation uniforme, il ferait preuve d'un égalitarisme trompeur. Progressivement, la table des droits doit être modifiée pour être modulée. Cela étant

dit, la situation québécoise est également une anomalie quant à la contribution des entreprises. Aux États-Unis, la philanthropie des entreprises et des individus est une composante essentielle des revenus des universités. Faut-il revoir cette contribution par l'établissement d'incitatifs fiscaux? Sans aucun doute aussi. Il faut cesser de croire que toute distribution de la richesse doit nécessairement transiger par l'État. Ici aussi, un peu d'imagination s'impose.



Marcel Boyer, Professeur émérite de science économique à l'Université de Montréal, fellow au CIRANO

IL FAUDRAIT FAIRE PLUS

La hausse des droits de scolarité soulève les passions. C'est malheureux. La situation budgétaire actuelle des universités québécoises mine la qualité de la formation avancée dont les Québécois ont besoin. Malheureusement, la pensée magique voudrait qu'une éducation de qualité supérieure puisse être assurée au rabais. C'est comme croire pouvoir acheter une Mercedes avec le budget d'une Lada! Les universités québécoises perdent du terrain par rapport aux universités canadiennes et américaines auxquelles on devrait pouvoir se comparer. Cette situation est relativement nouvelle et elle découle directement d'un gel mal avisé des frais pendant trop d'années. Il faudrait faire plus. Nos universités ont besoin d'air et d'un sérieux et profond renouvellement de leur mode de fonctionnement. Pour y arriver, il faudrait les responsabiliser davantage (équilibre budgétaire et objectifs concrets d'accessibilité, par exemple), leur laisser une plus grande marge de manœuvre, les libérer des contrôles dommageables de la bureaucratie gouvernementale et les soumettre à la concurrence. Le gouvernement devrait annoncer ses subventions aux universités selon un barème par niveau et par domaine de formation et laisser ensuite les universités individuelles déterminer les droits de scolarité de leurs différents programmes. La qualité, ça paie et ça coûte.



Pierre-Yves McSween, Comptable et chargé de cours à HEC Montréal

TOUT A UN PRIX

Les études universitaires représentent un investissement, pas seulement pour la société, mais surtout pour l'étudiant lui-même. En mon sens, si l'état doit investir massivement dans nos universités, l'étudiant doit faire sa part. La hausse des frais de scolarité semble élevée en pourcentage, mais elle ne constitue qu'un rattrapage des années où ils ont été maintenus artificiellement bas. Les Québécois sont-ils maintenant prêts à considérer que les études se planifient dès la naissance d'un enfant? L'épargne-

études annuelle systématique rendrait le choc du coût des études beaucoup moins grand, autant pour les parents, que pour les étudiants. Simple suggestion, voici quelques postes de dépenses à revoir avant et pendant les études: cellulaire, vêtements griffés, voiture, sorties, vacances, voyages, technologie, etc. Les études sont une période de sacrifice où chacun s'investit mentalement, physiquement, intellectuellement et financièrement pour se doter d'une position plus avantageuse pour son avenir. La question demeurera toujours la même : est-ce qu'un jeune adulte est prêt à investir et s'endetter de 3500\$ à 4000\$ en frais de scolarité annuellement pour améliorer son sort? C'est à chacun de décider. Nul doute que la valeur actuelle nette des études est positive au point de vue financier et intellectuel. Tout a un prix. Durant des années, on s'est demandé quelles seraient les conséquences néfastes de la hausse des frais de scolarité. Et le sous-financement, quels seront ses conséquences à long terme?



Mathieu Bock-Côté, Chargé de cours en sociologie à l'UQAM

ÉVITER LE DÉGEL BRUTAL

Si je n'ai jamais vu le dégel comme une catastrophe pour l'accessibilité aux études, je ne l'ai jamais considéré toutefois comme une solution miracle, absolument incontournable. J'y vois une mesure parmi d'autres pour remédier au sous-financement des universités. Mais la crispation du mouvement étudiant qui refuse même de l'envisager dans sa forme la plus modérée nous rappelle une chose: la question des droits de scolarité est devenue symptomatique au fil des années de l'alourdissement du modèle québécois et du pouvoir de blocage qu'y jouent certains lobbies. Chose certaine, le verrou du gel dans le débat public doit sauter. La modernisation de notre modèle social, qui est inévitable, impliquera une contribution de chacun des groupes de la société, à moins de reporter encore une fois ce fardeau sur les générations futures. Mais la modernisation du modèle québécois ne doit pas prendre l'allure d'une thérapie de choc. Il faut maintenir vivant l'idéal d'une éducation accessible et éviter un dégel brutal, qui viendrait surtout handicaper la classe moyenne et les étudiants provenant de milieux démunis. On devra probablement imaginer de nouvelles formules qui permettront d'assurer l'application cet idéal, peut-être en modulant les frais selon les programmes, certainement en améliorant l'aide financière aux études.

Commentaires (20)

○ Sebastienrobert, 18 mars 2011, 13h12

La hausse des frais de scolarité va inévitablement nuire à l'accessibilité des études. En 1990, la dernière fois qu'il y a eu une hausse comparable à celle proposée dans le budget Bachand, il y a eu une diminution de 20% de la fréquentation dans les universités. Si la même situation se reproduit, la hausse de 75% imposée aux étudiants n'augmentera les revenus de frais de scolarité des universités que de 40%. Si le scénario de 1990 se reproduisait, c'est 40 000 étudiants qui quitteraient les bancs d'école.

Cette diminution de l'accessibilité aux études et de la fréquentation scolaire qui en résulte entraîneront aussi d'autres conséquences. D'abord, il

devrait y avoir une augmentation des coûts en santé. Comme le niveau d'éducation est un déterminant important de la santé, la diminution du niveau de scolarité des étudiants va diminuer la santé de la population.

La hausse des frais de scolarité va aussi directement augmenter l'endettement étudiant. Cet endettement va avoir un effet négatif sur la natalité et l'accès à la propriété comme ces projets seront retardés. Un endettement plus grand entraînera une augmentation du stress (avec les conséquences qu'on connaît sur la santé) sans oublier le risque pour la stabilité de l'économie que représentera l'augmentation du nombre de faillites.

Quatrièmement, la hausse des frais de scolarité aura un effet négatif important sur le marché de l'emploi. Il y a déjà une pénurie de professionnels au Québec. Dans les 5 prochaines années, 740 000 postes seront à pourvoir à cause des départs à la retraite ou des nouveaux postes créés. Sur ces 740 000 postes, au moins 185 000 vont nécessiter une formation universitaire. La pénurie de professionnels n'est donc pas prête de s'estomper. En haussant les frais de scolarité, il y aura moins de diplômés, ce qui aggravera encore plus cette pénurie. Les entreprises étant incapables de trouver de la main-d'œuvre qualifiée iront ailleurs pour la trouver, par exemple au Mexique où la gratuité scolaire existe.

Finalement, la hausse des frais de scolarité va entraîner des coûts importants pour le gouvernement par la forte pression à la hausse qu'elle causera sur le salaire de ses employés. L'état québécois emploie beaucoup d'universitaires. S'il y a une pénurie, ces universitaires vont avoir un plus grand pouvoir pour imposer une hausse importante de leur rémunération. Le gouvernement du Québec subira aussi une pression morale pour hausser les salaires. Si les frais de scolarité au Québec sont équivalents à la moyenne canadienne, les salaires inférieurs de 30% à 70%, selon la profession, que l'état québécois paie à ses salariés seront difficiles à justifier.

Il est dommage que ce rationnel économique contre la hausse des frais de scolarité soit si peu présent dans les médias où les personnes qui s'accapareront une part importante de la hausse des frais de scolarité en hausse de salaire sont surreprésentées.

○ Sébastien Robert, Longueuil, Québec

○ MPEat, 18 mars 2011, à 12h18

Plusieurs points en rafale:

Peut-être veut-on écarter la génération "scrapper" par la réforme scolaire. Faut avouer que sinon il devra y avoir une baisse des attentes pour ne pas les faire échouer.

Le salaire moyen québécois des diplômés universitaires est pratiquement en dessous dans tous les domaines.

J'aimerais voir le bilan financier des universités pour voir où va vraiment l'argent. Est-ce que c'est de l'information publique que l'on peut obtenir avec la loi d'accès à l'information?

Un diplômé universitaire n'est pas gage d'emploi et ce même dans des domaines comme la chimie.

On parle beaucoup des pauvres étudiants, mais on ne parle que peu des pauvres parents de la classe moyenne qui aiment leurs enfants et qui supporteront cette augmentation encore une fois. C'est vraiment qu'il y a quelques déductions au niveau de l'impôt qui représente environ 15% des dépenses encourues.

Je suis diplômé en génie depuis 2010, le premier diplômé universitaire en 400 histoires au Québec dans mon arbre généalogique. Cette chance, je l'ai eu par l'encouragement de mes parents en mots et par des frais de scolarité abordables. Je crois que l'éducation accessible à prix abordable permet d'éviter de créer des castes sociales modernes et permet d'aller chercher les meilleurs.

On ne fait pas mention du CEGEP dont les frais sont très bas qui pourrait être légèrement augmenté.

J'ai pour 30000\$ de dette (je n'ai jamais fait de voyage pendant mes études, pas de laptop ou

d'équipement de camping Hi-tech, je n'ai jamais été voir un match au Centre Bell) et m'acheter une maison n'est pas pour toute de suite.

à Bonne nouvelle, je dois également cotiser encore plus dans mon fond de pension si je veux en avoir un.

MPrimeau

○ Blacoursiere, 18 mars 2011, à 09h56

Voilà encore une manière de déplacer le fardeau des services publics de l'impôt progressif vers une taxation régressive basée sur le principe de l'utilisateur-payeur. Si l'éducation est un investissement pour l'individu, alors on se demande bien ce que c'est pour l'État, la société et les entreprises. De plus, rien ne prouve que l'augmentation des frais de scolarité règle le sous-financement des universités. En témoigne le dégel du début des années 1990 qui sera accompagné de compressions draconiennes au nom de la sacro-sainte lutte au déficit. Les exemples dans le ROC, en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Australie sont tout aussi éloquents. De plus, les "améliorations" prévues au régime des prêts et bourses sont de la poudre aux yeux, comme si le programme était déjà parfait. Une telle annonce ne fera qu'aggraver l'endettement des étudiant-e-s et permet au gouvernement, qui assume les intérêts sur les prêts durant les études, de faire un autre cadeau aux institutions financières. D'ailleurs, il ne serait pas inutile de valider la thèse suggérée par le cinéaste Micheal Moore dans le film Sicko à l'effet que des étudiant-e-s endetté-e-s deviennent des travailleurs très dociles et peu portés à revendiquer des améliorations sensibles de leurs conditions de travail, trop étouffés par leurs dettes.

Benoît Lacoursière

○ oues81, 18 mars 2011, à 09h19

L'art de s'obstiner en affirmant la même chose que l'autre et patauger dans les détails. On le sait tous que l'éducation est un investissement et que c'est important. On en fait pas grand chose de cette prise de conscience à voir l'état de notre système d'enseignement. Mais j'ai ici un autre questionnaire dont on parle peu souvent. Quelles sont les dépenses réelles des universités, quels choix font elles ? N'est ce pas un peu important

Celui qui fait un bacc ou qui se rend au doc, doit il participer à la même hauteur ? Qui et quoi coûte cher dans nos universités ? Les chercheurs et l'équipement de ceux ci ? Quel % se rend aux études supérieures ? En fin de compte, la majorité de ce que nous payons tous et toutes n'est pas pour les étudiants au bacc ou à la maîtrise mais bien davantage pour les coûts d'études supérieures. Je ne dis pas qu'il ne faut pas favoriser et développer les études supérieures, je dis seulement que si on veut davantage de contribution des étudiants, prenons en compte là où vont les grosses dépenses. Quels étudiants bénéficient davantage ? Comme toujours dans le bon vieux modèle québécois, tout le monde paie même quand c'est pour une minorité... Bien sûr que les études supérieures rapportent à la société mais collectivement, voulons nous faire payer tout le monde encore une fois, pour une minorité ?

Simon Ouellet

○ roxiebel, 18 mars 2011, à 08h48

wow! 3 personnes sur 12 contre! Toute une campagne pour faire passer le message que notre société est pour la hausse! Cette chronique manque cruellement de rigueur... ils se sont adressés à des gens qu'on se doute bien de leur perspective, alors question de "temps de réponse"? Pas certaine.. Sans compter qu'il y a 12 hommes sur 12 personnes choisies. Aucune femme. Re-ouf... après on nous casse les oreilles que les femmes sont plus nombreuses à l'Université. Mais c'est drôle, elles ne sont jamais dans des postes de responsabilité ou de prestige sociale. Cette hausse n'aidera en rien cette situation.

Peut-on, svp, remettre aussi en question les salaires des cadres, des recteurs, la gestion des universités?

La quantité incroyable des investissements qui sont fait dans le "béton", est-ce vraiment le mandat d'une université? N'est-ce pas plutôt l'acquisition

d'une connaissance et d'un Savoir, afin que toute la société puisse en profiter et mieux vivre?
On nous dit qu'il s'agit d'un "investissement" privé, que l'étudiant.e.s gagnera plus cher, qu'une personne sans diplôme universitaire. Ha bon. Avec mon diplôme de maîtrise en sociologie, je gagnerais probablement beaucoup moins qu'à peu près n'importe quel DEP traditionnellement masculin. Pourtant, je vais travailler à aider ma communauté et apporter une réelle justice sociale. Ce n'est pas rien.
L'idée n'est pas de dénigrer les DEP, bien au contraire, mais simplement de rétablir le discours.
Je suis contre la hausse!
M. Ouellet

○ seanix30, 17 mars 2011, à 16h38
Deux questions sans malice
L'idée de base de faire augmenter les frais de scolarité est bien sûr le besoin de financement. L'un des arguments invoqué est que les frais sont extrêmement bas par rapport à la norme nord-américaine.
Première question : peut-on comparer le don individuel nord américain à son alma mater à la moyenne québécoise ? Si oui est-il supérieur, dans la moyenne, en dessous ou carrément - comme je suppose sans preuve toutefois - en dessous de la moyenne ?
Deuxième question : peut-on comparer le don individuel nord-américain à son alma mater à la moyenne québécois ? Si oui est-il supérieur, dans la moyenne ou en dessous ? Notez que je ne rajoute pas carrément en dessous cette fois.
Pourquoi ? On demande aux étudiants de faire leur part mais qu'en est-il si les anciens diplômés ne font pas leur part ? C'est un droit mais bon cela enlève de la crédibilité à cet argument qui est de toujours comparé à la moyenne nord-américaine. Les entreprises et autres sociétés font-elles une juste part dans l'enseignement supérieur en terme de don ? Si elle est supérieure ou dans la moyenne tant mieux alors et bravo : mais qu'arrive-t-il si elle est largement en dessous de la moyenne nord-américaine ?
Demander une juste part aux étudiants devient injuste puisque ce sont ces mêmes entreprises qui souhaitent des employés mieux formés et plus adaptés aux exigences du XXIe siècle.
Philippe Policain

○ curieuse3, 17 mars 2011, à 14h20
Je suis une "vieille" en fin de carrière qui a fini par faire des études universitaires dans la trentaine parce que les frais de scolarité n'étaient pas trop élevés -- à ce qu'on dit -- dans les années 1970. Cela avait été impossible avant car je viens d'une famille nombreuse qui ne roulait pas sur l'or et qui vivait en région; j'ai donc commencé à travailler à 18 ans. J'ai toujours suivi des cours ici et là et j'ai économisé. Puis j'ai fait le grand saut: baccalauréat et maîtrise. Quand j'ai recommencé à travailler, mon salaire était plus élevé. J'ai donc payé plus d'impôt. Puis après avoir pris quelques années d'expérience, j'ai commencé à enseigner comme chargée de cours. Je considère donc que j'ai remis à la société ce qu'elle m'a permis d'obtenir, que j'ai pu jouer un rôle plus actif. Et j'en suis bien contente.
C'est pourquoi je suis contre la hausse des frais de scolarité. Le talent ne se mesure pas à la fortune des parents. L'éducation et la connaissance n'ont pas de prix. C'est appauvrir une société, sur le plan économique et sur le plan humain, que de rendre l'éducation plus difficile. Et si on augmente les frais de scolarité, même si on parle d'augmenter les prêts et bourses, un certain nombre de jeunes renoncera aux études universitaires. Je ne voudrais pas que l'un de ces jeunes soit peut-être le médecin qui pourrait un jour me sauver la vie..
C. Lavigne

○ maxvl, 17 mars 2011, à 14h19
La hausse des frais de scolarité s'inscrit dans un modèle économique particulier. Le terme responsabilisation, qui est utilisé à maintes reprises par les intervenants, fait concevoir l'éducation comme un bien fondamentalement individuel. Pourtant, lorsque l'on retourne un peu en arrière, nous pou-

vons observer que l'éducation fut un choix de société, un modèle de construction sociale pour sortir de la grande noirceur. Ceux-là même qui ont profité individuellement d'un choix collectif, veulent aujourd'hui sabrer cette réalité en se basant seulement sur leur résultat personnel, sans chercher à comprendre l'impact total de l'éducation.
La joke elle est là. Cette hausse, elle va rapporter combien à terme aux universités? Si peu. Pour les étudiants par contre, 1500\$ de plus dans une année, c'est 15% de leur revenu, une dette plus importante à la fin des études, etc.
Pendant ce temps, nos charmantes institutions bancaires ne paient pas de taxes sur les transactions financières mais moi je dois payer des taxes sur toutes mes transactions commerciales (TPS, TVQ). Pendant ce temps, on dépense des milliards pour des avions de chasse, des retards dans les diverses construction publiques et autre.
L'argent n'est pas dans les poches des étudiants. Elle est dans un impôt progressif équitable et dans la participation de toutes les entreprises par une fiscalité intelligente.
Maxime Vallée-Landry, Candidat à la maîtrise, Université de Sherbrooke

○ cyberspauq, 17 mars 2011, à 14h19
Cette question est toujours isolée comme bien d'autres. Tout est une question de choix de société. 29 milliards d'avions militaires, 3 milliards aux pétrilières, baisses d'impôts des banques qui enregistrent des profits records année après année. Vous me direz qu'une partie est fédérale, je vous répondrai que c'est quand même nos sous. En 10 ans le Québec s'est privé de pratiquement 10 milliards en accordant des baisses d'impôts que nous n'avions pas les moyens de se payer avec les services que nous avons choisis de nous doter. Aujourd'hui demandez à quiconque et personne ne dira qu'il a plus d'argent dans ses poches. Pire le 41% qui ne paye pas d'impôt de part ses revenus faibles se voit aujourd'hui accablé par des hausses de tarifs partout. Le moyen le plus régressif de financer des services
Une question de choix et nos gouvernements n'ont pas le leadership de les présenter clairement aux citoyens. Alors on choisit ceux dont le rapport de force est le plus faible dans la société. Meilleur moyen: la peur. La peur que le diplôme ne soit plus compétitif. Pour tous les bacheliers «bullshit» la qualité diminue pour bien d'autres raisons que le financement.
Sébastien Paquin-Charbonneau

○ Provocationnisme, 17 mars 2011, à 13h23
500\$ d'augmentation de frais de scolarité représentent 5% d'un salaire de 10 000\$ par ans. Si, je peux avoir ce 5% d'augmentation salariale, pendant trois ans, à la sortie de l'université. Alors, je dis oui à une hausse des frais de scolarité.
Ce que je mentionne, c'est bien d'avoir une logique comptable. Mais, encore faut-il qu'elle est un sens de rationalité. Si pour certain des intervenants, ci-haut, c'est un investissement l'éducation post-secondaire. Alors, j'exige d'avoir le droit de bénéficier d'une assurance.
Donc, si je ne trouve pas de travail, après mes études post-secondaire, j'aurai au moins une assurance qui me fournira un petit salaire pour un investissement qui ne fut, à l'évidence, pas rentable.
Frédéric Benoit

○ Dcsavard, 17 mars 2011, à 12h04
@99306164,
parlant d'économie 101, il y a aussi fiscalité 101. Ton voisin de banquette nanti payait significativement plus d'impôts que toi, c'était sa contribution au système d'éducation malgré la quasi gratuité scolaire. Il n'y avait pas d'injustice. D'ailleurs, en quoi la hausse des frais de scolarité changera la donne? Les deux paieront plus.
Si les études universitaires sont payantes, les gens qui en font paient naturellement plus d'impôts toute leur vie durant, ce qui est le bon mécanisme pour assurer la pérennité du système. Et ceux qui s'en tirent moins bien ne s'en trouvent pas pénalisés à vie.

Le problème n'a jamais été avec les frais de scolarité trop bas. C'est un faux argument qui vise à réduire les impôts des plus riches.
D. Savard

○ seanix30, 17 mars 2011, à 11h10
@ JPLaF
Entièrement d'accord avec vous il manque cruellement de gens de «l'autre côté» toutefois avant de mettre cela sur une décision éditorialiste je crois simplement que plusieurs gens ont été contacté pour réagir et que peu ont eu le temps de faire parvenir leur réponse. Les raisons qui expliquent l'absence de discours alternatifs sont nombreuses mais ne retire en rien la pertinence de votre commentaire : il manque de quoi et le problème majeure de cette absence et une impression de consensus général qui se dégage. Y-a-t-il consensus sur la question des frais de scolarité ... ?
Philippe Policain

○ Yopot, 17 mars 2011, à 11h09
J'aimerais ici vous soumettre un angle différent, celui d'un parent. Il est facile pour tout ceux qui ont profité des frais de scolarité très bas de maintenant exiger des hausses de la tarification.
Dans les régions éloignées, comme ici en Abitibi, il faut dès le collégial envoyer nos enfants à l'extérieur. Nous sommes donc dans l'obligation de payer des frais de logement, de transport, de nourriture et autre ainsi que les frais de scolarité très tôt.
Je connais personnellement des parents qui n'ont pas les moyens de payer et leurs enfants très brillant doivent se contenter d'un DEP. Loin de moi de vouloir dénigrer le DEP, je veux seulement faire remarquer que des rêves et des potentiels sont perdus.
Certains disent que le gouvernement va compenser en bonifiant les prêts et bourses. Il y aura donc double endettement. Plus de frais de scolarité et plus de prêts à rembourser. Certains sortes des études avec une dette de plus de 30000\$. OUFF!!!
Ça part bien dans la vie.
Dernier point, beaucoup de parents ne subviennent pas aux besoins de leur enfant pour des études supérieures. Ceux-ci doivent se débrouiller par eux-mêmes, ce qui veut dire travailler presque temps plein et étudier à temps plein. Chapeau!
Salutations!
D'un parent qui a 2 enfants aux études.
Jean Samuel

○ ELapointe, 17 mars 2011, à 11h09
RESPONSABILISATION DES ÉTUDIANTS
Les études universitaires sont d'abord et avant tout un investissement privé. Le diplômé universitaire gagnera en moyenne un salaire beaucoup plus élevé que l'individu moyen.
[C'est parce qu'on va payer 50 ans en impôts et taxes pour la société après nos études]
Est-ce normal de faire payer cet investissement par tous les contribuables? [OUI]
Est-ce normal de subventionner tous les étudiants, y compris ceux issus d'un milieu socioéconomique aisé? [OUI puisque tous y contribuent à long terme]
Il (le gouvernement) devrait s'en tenir à aider ces étudiants à financer leurs études; des emprunts qu'ils rembourseront grâce à des revenus plus élevés une fois diplômés.
[Comment avoir assez de liquidité pour s'acheter une maison lorsque l'on termine ses études avec 15 000\$ de dettes?]
*** En augmentant les frais de scolarité, le gouvernement s'assure d'une chose: Une grosse classe moyenne qui ne sera jamais "riche".
Arrêtons de se comparer au reste du Canada, car s'il y a une chose que j'ai appris dans mon parcours scolaire, c'est que le Québec est une province qui vise l'égalité collective. Nous sommes en train de démolir ce que nous avons construit il y a 40 ans.
Élise Lapointe, Étudiante en enseignement à l'UdeM

○ JPLaF, 17 mars 2011, à 10h16
Quand on veut vraiment débattre sérieusement, il ne faut pas inviter 10 conférenciers contre 1 seul. La Presse ne fait pas preuve d'objectivité, au contraire, elle prend partie. Cela est désolant et ne

peut que nuire à un débat pourtant nécessaire pour l'avancement du Québec.

Il s'agit ici de personnes ayant des divergences idéologiques simplement. Il n'est pas vrai que les contribuables québécois n'ont pas la capacité de payer davantage pour les universités. Il se peut qu'ils ne veulent pas payer davantage. Bref, il s'agit d'un choix de société contrairement à ce que certains participants tentent de faire croire.

La hausse des frais de scolarité est trop souvent proposée comme une façon de régler tous les problèmes de ce monde. Il faut pourtant une vision plus globale de notre société. Plusieurs budgets ont diminué les impôts des contribuables pour hausser les tarifs de l'autres. Il s'agit alors d'un transfert de richesses et non de création. En bout de ligne, le Québec ne sortira pas grandi de cet exercice budgétaire. Il faut des projets novateurs capable de créer des investissements importants.

@99306164

taxation progressive? hausse des frais de scolarité? Je crois que vous vous mêlez dans vos concepts. La progressivité est en lien avec l'imposition sur le salaire. Je ne vois pas en quoi il y a progressivité dans ce cas-ci. Une hausse des prêts et bourses se fait pour la classe la moins bien nantie. Les frais de scolarité ne seront pas modulés en fonction du salaire de l'étudiant et encore moins de sa famille. Bref, revoyez vos concepts.

Jean-Pierre Lafortune

○ seanix30, 17 mars 2011, à 10h14

Je ne suis pas d'accord avec plusieurs commentaires des différents protagonistes mais je ne suis pas pour autant dogmatique sur les relations entre l'État, la société et l'éducation. Comme premier commentaire de ces très intéressantes remarques, je vais tenter de montrer un peu d'ouverture avant que des gens argumentent sans s'écouter mutuellement. Je crois simplement que l'éducation (et la santé mais ce n'est pas pertinent à ce point de mon commentaire) ne sont pas des domaines comme les autres, qu'ils doivent être pensé dans un paradigme à part. Pourquoi : ils sont trop fondamentaux.

J'ai 25 ans et je suis en très bonne santé. Je fais des choix de vie sur mon alimentation en favorisant légumes, fruits, quantités équilibré, éviter la «junk-food». Pourquoi ? Pour m'assurer une santé à long terme. L'avantage pour vous le citoyens : si je me maintient en santé toute ma vie je vais coûter moins cher dans trente et quarante ans parce que j'aurais pas besoin d'un double pompage et d'autres services en santé. De plus je fume pas alors le cancer du poumon .. ah oui la fumée se condense mais ce n'est pas du tout pertinent de mentionner ceci.

Le lien avec l'éducation est le suivant. Plusieurs arguments plus haut mentionnent la responsabilisation de l'étudiant : ce dernier doit faire des choix de vie pour éviter un fardeau à la société et augmenter la dette. L'argument principal est que le système atteint une limite qui exige un injection monétaire. Si quelqu'un a décidé de manger trois fois par semaine à la Belle Province et mange trois quantités de fruits et légumes par semaine pendant trente ans - et fume un paquet en trois jours - j'estime qu'il a le droit à un accès gratuit à la santé pour cette santé qu'il n'a pas cultivé tout au long de sa vie. Son choix le concernait et pourtant il va causer un fardeau sur la société - combien coûte déjà le poids du tabagisme au système hospitalier québécois ? - mais j'estime que la santé sort du paradigme normal de rentabilité économique.

Demandez aux étudiants de payer pour l'éducation ? Plusieurs vont affirmer qu'il ne faut pas pour la gratuité. C'est mon argument mais pas celui de tous ceux qui vont l'invoquer : la réalité est très simple. Tous doutent - avec raison - que l'argent va réellement changer de quoi.

Puis-je être convaincu de la pertinence de l'augmentation des frais de scolarité : bien sûr ? Par des arguments de «scienceux économiqueux» avec les arguments du jours ? Non pas du tout et ce n'est que ces arguments qui sont invoqués. Montrez moi l'étude qui illustre avec un aplomb et une méthodologie infaillible et l'augmentation va à la fois réellement augmenter la qualité de l'enseignement ET que les classes les moins aisées de la société pourront y accéder ? Pourquoi les pauvres devraient accéder à l'Université ? Pour donner une réponse simple : pour donner la possibilité de briser le cycle. Montrez moi des arguments qui n'appellent pas au fatalisme mais bien plus à un projet de société, à une vision commune.

Ce n'est pas tout mais je suis à l'école et je veux compléter mon mémoire de maîtrise aujourd'hui. Réflexion incomplète mais bon c'est un commentaire en ligne !

P.S. : je rajoute qu'il s'agit d'un débat très égoïste. Jeunes - exception de certains personnes comme certains auteurs cité plus haut - vont être contre la hausse des frais de scolarité parce qu'ils les paient maintenant. Plusieurs qui approuvent la hausses des frais de scolarité sont vieux - l'école est bien loin et les enfants sont placés. Toutefois, je rappelle aux plus vieux qui m'ont lu ici que même s'ils ont travaillé 55-60h semaine toute leur vie en mangeant d'une manière non-équilibré et qu'ils sont aujourd'hui obèses parce qu'ils ne font aucunement attention à leur forme physique : je vais accepter de payer les frais qu'il engendrent dans les hôpitaux d'ici les prochaines années.

Cruel ; mais lucide. L'éducation et la santé ne doivent jamais être pensé dans le même paradigme que les autres services de l'État.

Philippe Policain, Étudiant à la maîtrise ou «maîtriseux»

P.S.S. Quelqu'un peut m'expliquer pourquoi certaines études montrent un lien direct entre l'augmentation des frais de scolarité et la fréquentation scolaire tandis que d'autres études ne montrent aucun lien direct ?

○ dcsavard, 17 mars 2011, à 10h13

La hausse des frais de scolarité répond à une logique déficiente. Les universités sont financées en fonction de la taille de leur clientèle, la hausse importante des frais entraînera une réduction de la clientèle à moyen terme, je ne serais pas surpris d'entendre les universités se plaindre encore dans 5 ans de sous-financement endémique et de réclamer encore des hausses pour palier à une situation qu'elles auront créé de toute pièces.

Baser l'argument de la hausse sur la comparaison avec les autres provinces, c'est démontrer la vacuité de la réflexion à ce sujet. Le Québec s'était donné un système d'éducation gratuit pour lutter contre la sous-scolarisation de sa population. Que je sache, les taux d'abandon scolaire sont toujours élevés. Les plus nantis ne verront pas la différence, mais ce sont les plus pauvres qui écoperont encore malgré la prétendue bonification du régime des prêts et bourses.

Il est ironique de voir ceux qui s'expriment dans l'article, ils ont tous bénéficiés de frais de scolarité très bas. Ils ne veulent plus payer leur part d'impôts pour entretenir le système d'éducation alors que c'est la conséquence logique pour ceux qui ont

bénéficié d'une éducation presque gratuite à l'époque. Et ils viennent donner des leçons à la génération aux études en voulant leur faire accepter ce que eux n'ont jamais accepté.

D.Savard

○ RouthierCaron, 17 mars 2011, à 09h26

Cette hausse considérable n'est absolument pas justifiée. Les étudiants universitaires québécois sont l'avenir du Québec. Il s'agit d'une richesse collective qui profitera à tous, aux entreprises notamment. Le gouvernement du Québec vient tout juste d'investir pas moins de 200 millions de dollars dans un amphithéâtre pour la ville de Québec. Cet amphithéâtre risque d'être déficitaire, puisque la LNH a affirmé que les chances étaient minces que la capitale puisse avoir sa propre équipe de hockey. Les banques enregistrent au dernier trimestre des profits records. Lorsque c'était la crise économique, on injectait des millions de dollars pour sauvegarder ces banques et certaines entreprises. Si les universités ont un manque réel d'argent, pourquoi le gouvernement ne s'empresse pas d'injecter cet argent pour leur venir en aide. La ministre Beauchamp affirme que les pénalités imposées à McGill pour son MBA à 30 000\$, sont au nom de la protection de l'accessibilité à l'éducation. Les hausses des frais de scolarité vient justement empêcher plusieurs, qui n'ont pas les moyens, d'obtenir un diplôme universitaire. Lors des débats à l'automne, on justifiait cette hausse en comparant les frais de scolarité du Québec avec ceux des autres universités canadiennes. Toutefois, lorsque c'était le temps de comparer la situation des procureurs à la situation canadienne, il en n'était pas question. Le gouvernement s'aveugle volontairement et choisi ses batailles sans se soucier de l'appel des gens. Ces gens sont censés être bien représentés par des députés à l'écoute de ses électeurs. On a fait le choix de l'accessibilité, il y a déjà très longtemps au Québec. Pourquoi y renoncer?

M. Routhier Caron

○ 99306164, 17 mars 2011, à 09h21

Il était à peu près temps que les frais de scolarité soient plus élevés (avec des prêts/bourse en conséquence). Étant un étudiant qui a dû s'endetter de près de 20,000\$ pour étudier, j'ai toujours trouvé incohérent que mes voisins de banquette, qui arrivaient avec leur BMW, et qui demeuraient dans un 6½ sur le Plateau, payaient les mêmes frais que moi (après prêts/bourse). Et pourquoi le système de taxation progressif serait-il bon pour le citoyen, mais non pour l'étudiant? À chaque fois que je vois un cégépien avec son ruban rouge...je me dis : "Un autre qui ne comprend rien ou qui devrait avoir un cours d'économie 101..."

B. Coupal

○ HugoPL, 17 mars 2011, à 09h15

Je suis d'accord avec bon nombre des gens qui s'expriment ici et je crois également que le statut quo n'est pas une solution viable à long terme pour nos universités. Cependant, il faut rappeler à La Presse que pour tenir un débat, il faut des gens qui ont des opinions divergentes. Ici, on ne peut que donner raison à tous les étudiants militants qui écrivent, d'ici quelques heures, que vous présentez qu'une seule version: celle que votre équipe éditoriale veut promouvoir... Cette critique est-elle justifiée? SVP, il y a certainement des gens crédibles qui croient en la gratuité universelle (à l'extérieur de la FEUQ). Sinon, pourquoi vantons-nous tant le modèle scandinave? Un peu de rigueur intellectuelle... Hugo Pilon Larose

LA PRESSE : Forum : Hausse des droits de scolarité: une réforme d'abord : une hausse des droits de scolarité doit être conditionnelle à des changements profonds dans la sélection des professeurs, par Pascal Cyr, historien, professeur à l'Université du troisième âge à Sherbrooke – Jeudi 17 mars 2011

Presque chaque année, avant le dépôt du budget du Québec, la conférence des recteurs des universités (CREPUQ), réclame une augmentation des droits de scolarité ainsi qu'une plus grande participation financière du gouvernement. La raison invoquée: les universités québécoises souffrent de sous-financement.

Cela est incontestable et il est vrai que les étudiants québécois bénéficient des frais les plus bas en Amérique du Nord. Cependant, si pour assurer la survie et la compétitivité de notre système universitaire nous devons chercher davantage d'argent dans les poches des étudiants et des contribuables, les universités du

Québec devront elles aussi faire des efforts afin de freiner les abus dont elles se rendent toujours coupables aujourd'hui. Deux exemples me viennent à l'esprit: le scandale de l'Ilot Voyageur et le rachat par l'Université Concordia du condo du nouveau recteur Frederick Lowy.



Dans le premier cas, l'UQAM nous a jetés dans un gouffre financier de 300 millions de dollars que les contribuables du Québec, par le truchement de leur gouvernement, ont été obligés de combler pour éviter la banqueroute de cette université. Le plus frustrant dans cette affaire, c'est que les responsables de ce désastre ne seront pas poursuivis.

Dans le deuxième cas, c'est Frederick Lowy, l'actuel recteur de l'Université Concordia, qui est en cause. Par une mesure des plus révoltantes, cette institution a décidé d'acheter son condo et de lui verser une allocation logement de 3000\$ par mois. Après de tels abus, on ne peut qu'exprimer notre indignation devant les demandes des recteurs du Québec de hausser la contribution du gouvernement et des étudiants.

Si les recteurs semblent débranchés de la réalité, il y a aussi des abus aux plus bas échelons, dans les départements qui composent les facultés. Pour justifier une hausse des droits de scolarité et des contributions gouvernementales, on nous dit qu'il faut que l'université québécoise soit plus

performante, qu'il faut attirer les meilleurs chercheurs. Mais comment est-il possible d'attirer les meilleurs si dans plusieurs cas, les concours sont truqués? Il arrive trop souvent que les candidats des départements soient déjà choisis avant même que l'affichage des postes ne paraisse dans les médias. Ce sont les professeurs des départements qui choisissent les candidats et souvent, ce sont les amis des amis qui obtiennent les postes.

Dans une université dont je tairai le nom, certains professeurs ont été engagés dans une faculté sans même avoir un doctorat en main. D'autres encore, profitant d'une faille administrative, l'ont été sans passer par la voie du concours. Concernant les chargés de cours, la compétence et la spécialisation sont trop souvent des facteurs secondaires. Ce qui compte, ce sont les relations du postulant à l'intérieur même du département; il n'est pas rare qu'un chargé de cours qui ne connaît pas la matière soit préféré à un véritable spécialiste.

Est ce modèle-là que la CREPUQ souhaite maintenir? Un système universitaire qui dilapide l'argent des contribuables et qui ferme les yeux sur le copinage et le favoritisme dans ses propres facultés au détriment de la qualité de l'enseignement? Je suis favorable à une augmentation des droits de scolarité, mais cette augmentation doit s'accompagner d'une réforme complète du système universitaire.

Il est impératif de supprimer ce pouvoir que détiennent les départements de choisir les futurs professeurs et les chargés de cours. La sélection du personnel doit être remise entre les mains d'un comité indépendant, ce qui nous permettra d'éliminer une large partie des abus en cette matière et de choisir les meilleurs candidats au profit d'une meilleure qualité de l'enseignement. En outre, les universités devront montrer plus de transparence et accepter un encadrement plus serré en matière de gestion financière. Les universités du Québec veulent plus d'argent, elles devront en payer le prix. Donc, sans réforme, pas d'argent.

THE GAZETTE: Letter of the day: Higher education's a necessity, so make it affordable, by Jordan Black Concordia University – Tuesday, March 17, 2011

Re: "A slap on the wrists for colouring outside the lines" (Gazette, March 16). Peggy Curran lambastes successive Quebec governments for "not having the political spine to boost the average student's tuition to anything near what their parents paid in 1975."

That's interesting, because neither of my parents ever attended university. In fact, between my grandparents, parents, and five aunts and uncles, only one aunt did so.

And yet they all entered fields that today require extensive post-secondary training. My mother is an accountant and my father is an IT specialist. Neither could have entered those fields today without a university degree.

At my age, not only were my parents paying zero tuition, but they were already working full-time, earning full-time salaries. Like me, they still lived at home. They had already begun establishing themselves and laid the foundations for the successful lives that lay ahead.

My friends and I, on the other hand, will have lost three to four years of income and career advancement in addition to many of us being saddled with student debt. But we have no choice. Today, even a secretary is required to have completed a three-year professional course. Simple managerial or office positions require a bachelor's degree.

Does anyone actually believe that we enjoy sitting around poring over verbose textbooks,

worrying about trivialities like midterms and quizzes, and listening to ignorant classmates preaching about animal rights, Israeli apartheid and veganism? Most people I know would much rather be out making their mark on the world.

In case Curran hasn't realized, manufacturing is dead in Quebec. Natural resources are still important, but even loggers and miners now often need multi-year technical degrees. Our future is as a knowledge-based economy, and we need a highly trained workforce to stay relevant.

In short, if you're going to craft a society that forces us to go to university, then you had better at least pay for it. How else will we pay for her pension?

LE DEVOIR: Éditorial: Budget 2011 - Une crédibilité à rebâtir, par Jean-Robert Sansfaçon – Lundi 14 mars 2011

C'est jeudi que le ministre des Finances du Québec, M. Raymond Bachand, présentera le budget du Québec 2011-2012. Aidé par la conjoncture, le ministre doit maintenant faire face à son pire ennemi: l'incapacité du gouvernement à régler les problèmes.

Dans son budget de l'an dernier, le ministre Raymond Bachand avait clairement indiqué qu'il trouverait la plus grande partie de l'argent nécessaire dans un contrôle serré des dépenses, le reste provenant de la taxe sur l'essence, de la hausse de la TVQ, de la nouvelle contribution santé et de la croissance économique. Malgré ces augmentations qui auront pour effet d'aller chercher dans la poche des classes moyenne et moyenne inférieure la totalité des baisses d'impôts accordées antérieurement aux mieux nantis, l'écart prévu pour atteindre l'équilibre sera toujours d'un milliard à l'échéance. Une somme considérable qui pourrait grossir si la croissance économique était moins vigoureuse que prévu.

D'où viendra ce milliard supplémentaire? La question doit trouver réponse dans le prochain budget. Le mieux serait que ce gouvernement retarde d'une année la date butoir pour équilibrer

les comptes, mais comme cela ne semble pas faire partie de ses plans, suggérons-lui de jeter un oeil du côté des plus hauts revenus, les seuls qui ont crû au cours de la dernière décennie.

Pensons aussi à tous ces dirigeants d'entreprises qui évitent l'impôt en s'octroyant des options d'achat d'actions qui ne deviennent imposables qu'au moment où elles sont exercées, et encore, sous forme de gains de capital et non de revenus d'emploi. Que dire encore des minières qui ne paient des impôts que sur les profits de chaque mine réduits des très généreux crédits d'impôt, mais rien sur la valeur marchande des ressources qui appartiennent à tous? Le ministre Bachand aura beau vanter les récentes modifications apportées au régime, celui-ci n'en reste pas moins une fantastique passoire fiscale.

Du côté des dépenses, le gouvernement est encore moins crédible. Dans son dernier rapport, le vérificateur général, Renaud Lachance, a rappelé au gouvernement qu'il était aussi responsable des déficits accumulés par les différents programmes d'assurance dont les primes ne suffisent pas à payer les prestations. L'assurance parentale, l'assurance automobile, la CSST et de

l'assurance stabilisation du revenu agricole présentent des déficits accumulés qui dépassent six milliards! C'est considérable quand on sait que le déficit du gouvernement québécois pour l'ensemble de ses dépenses est de trois milliards cette année. On comprend que ces programmes doivent s'autofinancer en théorie, mais comme le gouvernement n'ose pas augmenter les primes, la logique voudrait qu'on ajoute chaque année les déficits de ces programmes à celui du gouvernement.

Jusqu'à ce jour, le gouvernement Charest n'a pas fait la preuve qu'il était capable de ramener la croissance de ses dépenses de programmes à 2,8 % au lieu des 5 % enregistrés ces dernières années, et ce, sans influencer dangereusement sur la qualité des services publics. Toutes les tentatives pour amincir la taille de l'État, des fusions d'établissements de santé aux garderies privées en passant par les programmes d'infrastructures et les partenariats public-privé, ont conduit à plus de favoritisme et non à de plus grandes économies. Se peut-il qu'il en soit autrement à partir de jeudi prochain?

RUEFRONTENAC.COM: Chronique: Diviser pour mieux régner, par Patrick Gauthier - Mise à jour le Jeudi, 10 mars 2011 14:08

Mardi, des femmes, à Québec, à Montréal et sûrement dans quelques autres villes de la province, ont profité du beau soleil – et de la centième Journée internationale de la femme –, pour faire valoir leurs revendications. Samedi, des membres de l'Alliance sociale exprimeront à Montréal leur mécontentement à l'endroit des

politiques budgétaires du gouvernement Charest. Dans quelques semaines, ce sera le Jour de la Terre, et ce sont les environnementalistes qui prendront la rue.

Au Québec, on assiste à la prolifération de la contestation. Nous étions le royaume du festival, nous voilà le royaume de la manifestation.

Un observateur distrait pourrait voir d'un oeil favorable ce qui ressemble à un signe de bonne santé de la démocratie. Après tout, pouvoir s'exprimer librement est une condition essentielle à la démocratie.

C'est même l'une des motivations des réformes ayant cours au Proche-Orient. Ici, nous sommes



libres de dénoncer. De descendre dans la rue, pancarte en mains et slogans à la bouche, pour exiger des changements.

Le problème, c'est que, pendant que tout un chacun demande son petit changement – et l'obtient parfois –, les vraies choses ne changent pas. La machine continue de tourner. En terme de stratégie militaire, on dirait que la contestation divise sa force de frappe.

Diviser pour mieux régner. Ce premier commandement du pouvoir sert les puissants depuis l'Antiquité. Il n'a jamais été appliqué aussi habilement qu'aujourd'hui.

Le roman-savon d'Ottawa

On en voit les applications les plus directes sur le plan électoral quand des gouvernements sont élus de façon minoritaire. Au Canada, par exemple, il y a plus de gens qui sont contre le gouvernement Harper qu'ils ne l'appuient, mais la division de cette contestation a propulsé l'homme fort de l'Alberta au 24, Sussex.

Loin de faire pression sur lui pour changer ses politiques conservatrices ou, mieux encore, le dégommer, l'opposition refuse de faire front commun, d'unir ses forces. On l'a vu avec la coalition avortée il y a deux ans.

Pire : un politicien habile comme Harper peut, en jouant sur les divisions de l'opposition, mener le show à sa guise. D'où le triste roman-savon qui nous provient d'Ottawa depuis quelques années.

Acteurs de changement

Malheureusement, il n'y a pas qu'en politique que la contestation est divisée. De tout temps, le capital s'est efforcé de diviser la classe ouvrière en différentes factions. Ainsi, les femmes revendiquent pour les femmes, les environnementalistes pour l'environnement, les pauvres contre la pauvreté, les jeunes contre les baby-boomers, les vieux pour protéger leurs acquis, peu importe les legs laissés aux générations futures...

Au sein même de ces factions, il y a du tiraillement. Mardi, dans les pages du Globe and Mail, deux femmes y allaient de deux points de vue opposés sur les luttes à faire encore pour les femmes du monde.

Alors fermons-nous les yeux quelques instants et imaginons-tous ces acteurs de changement, tous ces insatisfaits, se tenir la main et marcher dans la même direction... Imaginons-les en train d'exiger non pas chacun son petit changement, mais de profondes transformations des systèmes qui régissent nos vies.

Rire jusqu'à la banque

Une utopie, bien sûr. Car un simple coup d'œil sur les commentaires que les lecteurs de Rue Frontenac nous écrivent suffit pour constater l'excellent travail de sape effectué par le capital. On dénonce le manque de financement du système de santé ? Quelqu'un écrit que c'est parce qu'on donne trop d'argent aux refuges pour femmes battues. On signe un texte sur l'accès au travail ? Vite, on blâme les « immigrés ». Un conflit de travail éclate ? C'est la faute du travailleur qui gagne 60 000 \$ par année, pas celle de son boss qui veut faire plus que ses 7 millions...

Pendant qu'on se chicane, qu'on revendique chacun de notre côté, qu'on tire tous la couverture de notre bord et qu'on organise des manifestations à la pièce, le boss, lui, est mort de rire. Et il rit jusqu'à la banque.

Commentaires (7)

Les raisons de la crise économique

Le capitalisme porte en lui, depuis toujours, une sorte de maladie congénitale : il surproduit. En effet, **il fabrique plus de marchandises que son marché ne peut en assimiler.** Pourquoi ? Prenons un exemple totalement théorique : un ouvrier travaillant sur une chaîne de montage ou derrière un micro-ordinateur et qui, à la fin du mois, est payé 3200\$. En fait, il a produit non

pas pour l'équivalent de 3200\$, ce qu'il reçoit, mais pour la valeur de 4800\$ Il a effectué un travail non payé ou, autrement dit, une plus-value. Que fait le capitaliste des 1600\$ qu'il a volé à l'ouvrier ? Il en met une partie dans sa poche, admettons 600\$, et les 1000\$ restant, il les réinvestit dans le capital de son entreprise, le plus souvent sous forme de l'achat de machines plus modernes, etc. Mais pourquoi le capitaliste procède-t-il ainsi ? Parce qu'il n'a pas le choix. Le capitalisme est un système concurrentiel, il faut vendre les produits moins cher que le compétiteur qui fabrique le même type de produits. En conséquence, le patron est contraint non seulement de baisser ses coûts de production, c'est-à-dire les salaires directement ou indirectement, mais encore d'utiliser une part croissante du travail non payé dégagé pour le réinvestir prioritairement dans des machines plus performantes, afin d'augmenter la productivité. S'il ne le fait pas, il ne peut pas se moderniser, et, tôt ou tard, son concurrent, qui, lui, le fera, vendra moins cher et remportera le marché. Le système capitaliste est ainsi affecté par un phénomène contradictoire : en ne rétribuant pas les ouvriers par l'équivalent de ce qu'ils ont effectivement fourni comme travail et en contraignant les patrons à renoncer à consommer une grande part du profit ainsi extorqué, **le système produit plus de valeur qu'il n'en distribue. Jamais ni les ouvriers ni les capitalistes réunis ne pourront donc à eux seuls absorber toutes les marchandises produites.** Ce surplus de marchandises, qui va le consommer ? Jusqu'aux années 20, c'étaient les pays d'Afrique et d'Asie et d'Amérique du Sud. Mais depuis la première guerre mondiale, le monde est partagé entre les nations capitalistes, il n'y a plus de nouveaux débouchés.

Comment fait-il pour survivre ? Pourquoi n'est-il pas encore totalement paralysé par la surproduction ? C'est ici que le recours à l'endettement entre en jeu. L'économie mondiale est parvenue à éviter un effondrement fracassant en y recourant de plus en plus massivement. Il était en effet plus rentable et finalement moins risqué de spéculer en Bourse que d'investir dans la production de marchandises qui ont toutes les peines du monde à être vendues. Il y a aujourd'hui cinquante fois plus d'argent qui circule dans les Bourses que dans la production. Mais cette spéculation ne crée aucun bien et à un moment donné ça éclate comme en 2008 avec les subprimes. Les États ont aidé, subventionné les entreprises qui avaient spéculé en s'endettant davantage. Ces États préparent une crise encore pire, non seulement faillites de compagnies et de banques mais la faillite des États eux-mêmes.

Des syndicalistes nous disent en disant une lutte à la fois : Shell tout seul, les travailleurs du JDM isolés et bientôt ceux et celles d'Électrolux. **La seule lutte à la fois qui compte c'est une lutte internationale contre le système capitaliste, un système basé sur le profit et non les besoins humains.**

Steve, mars 15, 2011

Qui a causé la crise ?

Il est remarquable de voir que dans les suites de la crise économique, le réflexe des gouvernants, c'est de se retourner vers le peuple et de dire vous en demandez trop, vous coûtez trop cher, faut couper. Or, les spéculateurs, les créateurs de produits financiers emberlificotés, les vendeurs de rêves à ceux qui n'en avaient pas les moyens, ils sont sortis du champ de la responsabilité. Au peuple- la classe moyenne, toujours trop exigeante- de ramasser les pots cassés. Les apôtres de la déréglementation (Maxime Bernier et copains de droite) continuent pourtant

de plus belle à dire qu'il faut enlever le gouvernement dans les jambes des "créateurs de richesse". Toujours la même logique : "taisez vous, le petit peuple, cessez de demander plus et payez. Laissez nous aller, ça va ben aller". Pourtant, chercher un équilibre pour la majorité, ça pourrait se faire sans pelleter les coûts de génération en génération. Ça prendrait une force d'union, comme vous dites M. Gauthier, qui proposerait un projet de redressement pour la majorité, bien au delà d'un mandat de 4 ans...

ALB, mars 13, 2011

...

@martin

le vrai pouvoir en ce monde est le Dieu Cash, Mammon.

Et qui l'a ?

Pas besoin d'être de gauche pour le voir...

Le ventre plein ne veut pas dire de se la fermer.

the Ubbergeek, mars 12, 2011

Tous ces maux pour l'argent

Je vous écris afin de réagir à l'article « Diviser pour régner » et qui est aussi en lien avec l'article sur Marine Le Pen, chef du front national. L'histoire de Marine Le Pen est un exemple de division causé par le capitalisme. Je ne crois pas que le fait qu'il y ait plusieurs groupes défendant chacun une cause montre qu'on est divisé et qu'ils s'empêchent entre eux d'atteindre leurs objectifs. Mais, à mon avis, le capitalisme, tel qu'il existe aujourd'hui est la cause de plusieurs maux et est la principale cause de la diminution de la qualité de vie de la majorité des personnes. Les entreprises émettent des polluants et nous incitent à la consommation et à la production de déchets qui vient avec. Pourquoi ? Pour l'argent !

Les présidents de grandes entreprises tentent de réduire le nombre d'employés en faisant des mises à pied, des fusions, en robotisant la production. Pourquoi ? Pour le fric ! Pourquoi les valeurs des actions montent-elles à chaque fois qu'il y a mise à pied ou fusion ? Je ne sais pas, c'est juste aberrant !

Les grandes entreprises enfreignent souvent la loi, s'obstinent à ne pas payer leur part d'impôt, profitent de la mondialisation afin de chanter les gouvernements pour obtenir les meilleures conditions fiscales. Pourquoi ? Pour la piastre ! Et avec le cash, vient le pouvoir !

Il faut se rendre à l'évidence, l'existence des milliardaires est antidémocratique.

Sources :

Le film Corporation en trois parties.

Le livre « Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent », de Jean Ziegler

Louis Lafond, mars 11, 2011

...

Vous semblez ne pas être au courant du regroupement Alliance sociale (alliancesociale.org) qui manifesterà ce samedi, 12 mars. Toute la société québécoise y sera représentée, par besoin ou en appui !

(NDLR: Nous avons publié un texte à ce sujet; vous le trouverez sous le lien suivant: <http://www.ruefrontenac.com/no...udgetaires>

Cessez ces clichés sur les chicanes au sein des plus éprouvés de notre société, c'est dépassé !

Une question de choix

Un budget équitable : c'est une question de choix !

Parce que le recours à la tarification est une mesure injuste qui ne fait qu'accroître les inégalités sociales et appauvrir la classe moyenne. Nous disons NON à la taxe santé et à la hausse des droits de scolarité.

Des mesures plus équitables existent. Augmentons l'impôt sur le revenu des personnes les plus riches. Augmentons les contributions des entreprises, particulièrement celles des minières et des banques qui font des milliards de profits.



<p>La gratuité et l'accessibilité aux soins de santé, l'égal accès à une éducation de qualité, un revenu décent et un emploi de qualité, l'égalité entre les femmes et les hommes, la protection de notre environnement, ce sont NOS DROITS ! La gratuité et l'accessibilité, nous pouvons les préserver : c'est une question de choix! Manifestons le 12 mars à Montréal, 12h, Place du Canada Annie Giguère , mars 11, 2011 ...</p>	<p>En ma qualité de commentateur occasionnel issu du baby-boom au cerveau ramolli par le capital et autres substances nocives, je prends quand même le risque de formuler cette observation : utopie vaut un peu mieux que chimères, et ce qui semblait utopique il y a quelques siècles a peut-être fini par se réaliser dans ce que nous vivons présentement. Bien imparfaitement, et sans qu'on ne s'y fie trop, les révoltes citoyennes des époques passées ont à mon sens su résulter en une amélioration</p>	<p>du sort de l'homme et de sa fiancée qui tranquillement ont mis l'épaule à la roue et réussi à faire fléchir le tyran. Rien n'interdit de penser qu'il en sera différent maintenant et plus tard. C'est seulement que ces choses-là prennent du temps et que nous sommes déjà pas mal « au coton »... Jean-Pierre Bédard , mars 10, 2011</p>
---	--	--

Budget Bachand

LE DEVOIR : Le sort réservé aux entreprises – Samedi 19 mars 2011

<p>Hélène Buzzetti Ottawa — Le premier ministre Stephen Harper répète que rehausser les impôts des entreprises, comme le suggèrent le Parti libéral et le Nouveau Parti démocratique, freinerait les investissements et nuirait à la reprise économique canadienne. À la veille du dépôt du budget fédéral, au moins un économiste contredit cette lecture de la dynamique économique. Graphique à l'appui, Éric Pineault, économiste et professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal, démontre que le niveau d'investissement des grandes entreprises canadiennes non bancaires est resté à peu près stable depuis 1980, réduction d'impôt ou pas. Elles investissent l'équivalent d'environ 12 ou 13 % du PIB canadien chaque année. Toutefois, leurs actifs liquides engrangés sont depuis l'an 2000 en constante augmentation et ont atteint 28 % du PIB en 2009. «Cela veut dire que le niveau d'investissement reste stable quoi qu'on fasse. Cela veut dire que les grandes entreprises ont de l'argent en banque. Cela nous dit que, si les entreprises n'investissent pas, ce n'est pas par manque d'argent. Cela nous dit qu'elles investissent moins que ce qu'elles pourraient», explique M. Pineault.</p>	<p>Le seul élément du contexte ayant changé depuis les années 2000, poursuit M. Pineault, c'est le niveau de taxation des entreprises, qui a constamment diminué. «Cela vient contredire le message qu'on nous sert ces jours-ci que les baisses d'impôt vont se traduire par une augmentation des investissements. Ce n'est pas ce qui se produit. Les baisses d'impôt se traduisent par une augmentation des liquidités engrangées.» Ces liquidités, poursuit-il, sont utilisées pour jouer sur les marchés boursiers et faire de la spéculation. Le taux d'imposition des grandes entreprises canadiennes est passé de 18,5 à 16,5 % en janvier, et sera réduit à 15 % en janvier prochain. Le Parti libéral, qui avait au départ appuyé ces baisses lorsque proposées en 2007, veut désormais les annuler jusqu'à ce que le Canada renoue avec l'encre noire. L'argent dégagé servirait notamment à offrir de nouveaux services aux Canadiens. Le Parti conservateur s'y refuse obstinément. Alors qu'il était à Québec mercredi, M. Harper a planté le décor d'une éventuelle confrontation électorale. «Ce n'est pas le temps de faire des promesses coûteuses. C'est le temps de baisser nos taxes et nos impôts.» Selon lui, il y aura, d'un côté, ses trois adversaires proposant divers</p>	<p>programmes sociaux; de l'autre, le Parti conservateur déterminé à réduire toujours plus les charges fiscales. M. Harper a laissé planer la possibilité de réduire aussi les impôts des particuliers dans ce budget. Les conservateurs ont l'intention, notamment, d'accorder un crédit d'impôt aux familles dont les enfants pratiquent une activité artistique. La marge de manoeuvre des conservateurs est toutefois mince, le déficit anticipé pour 2011-2012 s'élevant à près de 30 milliards de dollars. D'ailleurs, la Canadian Taxpayer Federation a ressuscité son horloge de la dette pour rappeler que vendredi matin, à minuit et onze minutes, la dette canadienne a passé le cap des 562,9 milliards, un record historique qui avait été atteint en 1997. «Les 105 milliards de dollars de dette qui avaient été remboursés entre 1997 et 2008 ont été complètement annulés», rappelle l'organisme. Le Canada a renoué avec l'encre rouge sous les conservateurs en 2008-2009, avant même que la crise économique mondiale ne frappe. «La dernière fois que le Canada a affiché des déficits "temporaires", ils ont duré 27 ans», rappelle le CTF.</p>
--	---	--

LE SOLEIL : Bachand défend ses choix – Samedi 19 mars 2011

<p>La Presse Canadienne MONTRÉAL — Le ministre des Finances, Raymond Bachand, défend avec vigueur les hausses de droits de scolarité prévues dans son budget, alors que les étudiants de cégeps et d'universités ont commencé à manifester lors de ses sorties publiques. Dans son budget déposé jeudi, le ministre prévoit des augmentations successives de droits de scolarité de 325 \$ par an à partir de 2012-2013, et ce, jusqu'en 2016-2017. Ces droits passeront donc de 2168 \$ à 3793 \$ en 2016-2017. Ils étaient plusieurs dizaines, hier à Montréal, à manifester devant l'hôtel où le ministre des Finances prenait la parole, devant les membres de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, au lendemain de la présentation de son budget. «Tant et aussi longtemps qu'il ne voudra pas cesser la hausse des frais de scolarité, on sera là</p>	<p>pour le lui dire. On va intensifier la mobilisation, on va intensifier nos pressions tout au long de la session d'hiver, tout aussi longtemps dans la session d'automne qu'il faudra le faire. On va augmenter la pression et on espère que M. Bachand va entendre raison», a prévenu en entrevue Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, présent à la manifestation. Le ministre Bachand ne s'est pas laissé décourager par cette promesse de manifestations à répétition. «C'est un pays libre», at-il lancé aux journalistes qui l'interrogeaient à ce sujet. Il a fait valoir que grâce à leur diplôme universitaire, ces étudiants auront un bien meilleur salaire et qu'il est donc juste et normal qu'ils contribuent davantage. «J'ai de la difficulté à comprendre que quelqu'un qui va faire des centaines de milliers de dollars de plus avec son diplôme universitaire que s'il était diplômé du</p>	<p>secondaire n'accepte pas d'investir un peu pour son éducation», a-t-il justifié. «Les étudiants seront encore, dans un certain nombre d'années, dans six ans, à 70 % de la moyenne canadienne d'aujourd'hui. Je pense que les citoyens demandent aux étudiants de faire leur juste part aussi», a lancé le ministre. Il a aussi soutenu qu'avec les hausses de droits annoncées, le réinvestissement en partie dans l'aide financière aux étudiants, ainsi que les universités qui seront appelées à faire leur part, il n'y a pas d'endroit en Amérique du Nord où les étudiants en auront plus pour leur argent. De son côté, le recteur de l'Université de Montréal, Guy Breton, présent lors de l'allocution du ministre Bachand, a même affirmé que ces hausses n'étaient pas imposées très rapidement, compte tenu du retard pris après toutes ces années de gel des droits de scolarité.</p>
--	---	--

LE QUOTIDIEN : Les étudiants sont furieux – Samedi 19 mars 2011

<p>Laura Lévesque, Le Quotidien (Chicoutimi) La Coalition des Associations étudiantes du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CAESL) refuse la hausse de 75% des frais de scolarité annoncée, hier, par le ministre Bachand. « C'est une atteinte sans précédent à l'accessibilité aux études. La CAESL ne laissera pas cette hausse avoir lieu », promet la porte-parole collégiale de la Coalition des associations étudiantes</p>	<p>du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CAESL), Kim Samson. « Il s'agit là d'une des nombreuses injustices faites aux étudiants par le gouvernement libéral », poursuit Léa Turbide, présidente de l'association étudiante du Collège d'Alma (AECA). Coordonnateur aux affaires externes de l'Association générale des étudiantes et étudiants du Cégep de Chicoutimi (AGEEC), Claude Laliberté</p>	<p>tourne quant à lui au ridicule la «bonification» annoncée par le ministre dans le programme de prêts et bourses. Une «maigre» indexation qui ne sera pas suffisante pour répondre aux besoins réels des étudiants du Québec. « On peut prévoir que les répercussions seront très dommageables pour les étudiants des régions ressources comme le Saguenay-Lac-Saint-Jean », affirme M. Laliberté.</p>
--	--	--

JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : Le ministre s'accroche à son budget critiqué – Samedi 19 mars 2011



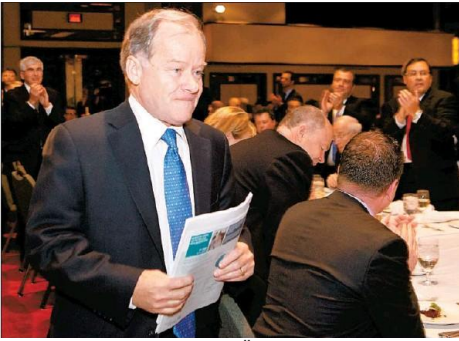


PHOTO JOËL LEMAY, AGENCE QMI

✓ Raymond Bachand a fait une allocution à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), hier matin, afin de justifier ses choix budgétaires.

AGENCE QMI - Le ministre des Finances Raymond Bachand a défendu hier son budget déposé jeudi, qui permettra selon lui au Québec de relever les défis qui s'annoncent.

« Parce qu'on contrôle nos finances publiques, on peut commencer à construire pour l'avenir, a déclaré Raymond Bachand en entrevue. Ce sont nos cerveaux, avec le financement des universités, et nos ressources naturelles. »

Le ministre est bien conscient que certains éléments de son budget, par exemple l'augmenta-

tion des cotisations à la Régie des rentes du Québec (RRQ), suscitent la grogne, mais il n'a pas l'intention de se laisser guider par l'opinion publique.

« J'ai décidé, comme ministre des Finances, que je léguerais à mes enfants une structure financière sous contrôle et en ordre qui leur permettra de faire leur propre choix, affirme-t-il. C'est ce que je suis en train de faire. »

Pas d'augmentation d'impôt

À ceux qui estiment que le gouvernement n'en fait pas assez pour le retour à l'équilibre budgétaire, Raymond Bachand souligne le fait qu'il n'y a pas d'augmentation d'impôt dans son budget. Bien qu'il reconnaisse qu'il « y a de la place pour dégraisser la machine », il se félicite d'avoir freiné la croissance des dépenses.

Selon le ministre, l'augmentation de l'espérance de vie a également rendu nécessaires les modifications des cotisations au RRQ et les mesures mises en place pour garder les Québécois plus longtemps sur le marché du travail.

« On ne touche pas à l'âge de retraite, comme plusieurs pays européens », s'est-il réjoui.

Raymond Bachand soutient également que la hausse des frais de scolarité s'inscrit dans la bonification du financement des universités, un investissement pour le futur. « On va monter leurs budgets de 25 %. L'État fait la moitié du chemin, les étudiants font une petite partie du chemin. »

Normal de payer plus pour ses études

Il croit également qu'il est normal de déboursier davantage puisqu'une formation universitaire permet d'obtenir de meilleurs salaires. « Un étudiant qui va faire des centaines de milliers de dollars de plus dans sa carrière, mais qui n'est pas prêt à investir dans sa carrière, j'ai de la misère avec ça », dénonce-t-il.

Il se fait d'ailleurs catégorique : le système québécois de prêts et bourses, le plus généreux au pays, assure que personne ne verra ses plans d'éducation tomber à l'eau en raison des hausses de frais. « Un étudiant qui a le talent, il peut aller à l'université », a tranché Raymond Bachand.

Le ministre des Finances estime également que même si la dette augmente, il faut relativiser. « La dette brute, qui est à 55 % du PIB, on va la ramener à 45 % globalement. Mais dans ça, il y a des bons investissements. Quand tu construis un hôpital, c'est normal que trois générations paient pour l'hôpital. On ne paie pas cash pour un hôpital. »

Il soutient également que les dix milliards ajoutés chaque année à la dette proviennent principalement des investissements en infrastructures. « On a pris une province où nos infrastructures étaient dégradées. On les remet à un niveau correct », a-t-il souligné.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Hausse des frais universitaires : Les recteurs ne s'en plaignent pas – Samedi 19 mars 2011



PHOTO JOËL LEMAY, AGENCE QMI

✓ Les étudiants ont une nouvelle fois manifesté leur colère, cette fois devant l'hôtel Hilton, hier midi, alors que le ministre y faisait son allocution devant les membres du CCMM.

Agence QMI | La hausse des frais de scolarité, inscrite dans le budget du ministre des Finances Raymond Bachand, est jugée inéquitable par les étudiants. Les recteurs des universités du Québec semblent pour leur part satisfaits des choix du gouvernement.

« C'est un budget courageux qui reconnaît enfin officiellement que les universités n'ont pas assez de sous pour mener à bien leur mandat », a déclaré à Guy Breton, recteur de l'Université de Montréal (UdM).

« Il souligne un effort collectif. Plus de 50 % de l'argent viendra du gouvernement, les entreprises seront invitées à s'impliquer davantage et enfin, les étudiants représenteront la minorité de cet effort en payant des frais de scolarité un peu plus élevés », a-t-il expliqué.

Juste un dollar par jour

« Et je pense qu'un dollar de plus par jour, c'est quelque chose qu'ils peuvent tous se payer », a ajouté Guy Breton.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) se réjouit que le gouvernement se donne « un Plan de financement des universités québécoises stable et prévisible sur six ans ».

Hier midi, à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM), Raymond Bachand a fait une allocution au cours de laquelle il est revenu sur ses choix budgétaires. En guise de comité d'accueil, une centaine d'étudiants se sont mobilisés devant la CCMM, afin de faire entendre leurs revendications.

« Pire que ce qu'on pensait »

Pendant que le ministre des Finances se félicitait du cadre financier désormais « structuré et prévisible », qui permettra notamment aux universités de faire face à l'inflation et de renforcer l'enseignement et la recherche, dehors, les étudiants étaient bien loin de se satisfaire de ses décisions.

« C'est pire que ce qu'on pensait. C'est un poids lourd qu'on vient de poser sur les épaules des étudiants », a lancé Stéfanie Tremblay, secrétaire générale de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

« On sait qu'il manque d'argent dans les universités, mais avec les scandales qui s'accumulent on se dit qu'on va encore payer pour les primes de départ des recteurs qui s'en vont », a-t-elle poursuivi.

« Leur compensation, qui consiste à revoir à la hausse le système de prêts et bourses, n'arrangera pas les choses. Ceux qui n'avaient pas le droit aux bourses ne l'auront toujours pas et devront augmenter leur prêt personnel », a ajouté Laurent Gauthier, étudiant à l'école Polytechnique.

Le mouvement créé par l'ancien député péquiste François Legault, qui porte l'éducation en tête de liste de ses priorités, n'a pas souhaité réagir sur la hausse des frais de scolarité.

« La Coalition ne veut pas d'entrée de jeu se positionner comme l'opposition officielle et réagir à chaque annonce du gouvernement », a déclaré Paul Goulet, relationniste pour la Coalition, en précisant que François Legault était injoignable hier.

THE GAZETTE: Angry students picket Bachand speech : Tuition hikes of \$325 a year over five years mean they will have to work more, owe more and study less, protest group says – Saturday, March 19, 2011



Bryan A Bradley THE GAZETTE
Marie-Philip Lebuc (second left) and Stephanie Lachance were among students protesting outside of Bonaventure Hilton where Finance Minister Raymond Bachand spoke to the Montreal Chamber of Commerce about Thursday's budget. Allison Hanes THE GAZETTE

Work more, study less, take on more debt. That is how post-secondary students protesting outside a lunchtime speech by Quebec Finance Minister Raymond Bachand downtown Montreal said they will finance the long-anticipated tuition hike announced in Thursday's provincial budget.

About 100 students with picket signs and air-horns gathered outside the Bonaventure Hilton on de la Gauchetière St. around lunchtime Friday to denounce fee hikes of \$325 a year over the next five years - ultimately adding about \$1,500 annually to the cost of a degree and bumping tuition to \$3,793 a year.

Inside, Bachand told members of the Montreal Chamber of Commerce that Quebec students still enjoy the lowest tuition fees in North America and must play a part in financing their education. Thursday's budget also saw a major reform of Quebec's pension plan, which risked paying out

more than it takes in by 2015 due to the province's rapidly aging population. The province instituted a carrot-and-stick approach to keeping older Quebecers in the workforce longer, with penalties for retiring early and incentives for remaining on the job until 70.

With the National Assembly not sitting, Premier Jean Charest making no public appearances Friday and the finance minister making his pitch to the business community, the day after the \$69.1-billion provincial budget was tabled was left to students to express their discontent in demonstrations across Montreal and cities across the province. Increased tuition has emerged as the main flashpoint in the budget.

While university rectors, who wanted to raise fees by \$500 a year, called the increases timid and Bachand said the hike will be offset for the neediest scholars by pouring another \$118 million into Quebec's bursary program, the bulk of students will be left to pick up the higher tab on their own. These are some of the ways those at the protest said they would manage.

NICOLAS LUPIEN, 19

A student of literature at Collège Édouard-Montpetit in Longueuil, Lupien hopes to attend the Université du Québec à Montréal in September 2012.

He said he will have to work more and longer to cover the extra costs because his parents make

too much money for him to qualify for bursaries - but not enough to be able to afford to help him much.

Lupien currently has a job at the campus café and he said he will have to up his hours.

"Now I will have to work more and study less to make more money, which is difficult, because as a student of literature, you need time to read and you need time for creativity."

STÉFANIE TOUGAS, 20

For Tougas, higher tuition could come at the expense of her involvement in student politics. The Université de Montréal communication and political science major said the small honorarium she gets from her coordinator's position at U de M's student association won't be enough to cover the extra costs of her degree. So she faces a choice of scaling back the time she puts in to activities that enrich her campus experience or taking out more loans, she said noting that 60 per cent of Quebec post-secondary students have \$16,000 worth of debt by the end of their undergraduate degree.

"I'll have to stop being involved and get a job to pay my tuition and just simply live," said Tougas. "I won't be able to continue to study, I won't be able to get a second baccalaureate as planned and I might not be able to continue my studies to the graduate level."

AMÉLIE GAGNON, 20

Gagnon was taking a course on mortuary studies, including embalming bodies, at Collège Rosemont and plans to go on to university. She fears she will have to interrupt her studies to work for a while to fund her education.

"I'm going to have to take time off and work really hard and save," she said. "I don't know what's going to happen."

CORRINE LACHANCE, 19

The CEGEP Saint Laurent student said she's one of the lucky ones. Because she is already out on her own and recognized by the government as financially independent, she will qualify for bursaries when she goes to university in September 2012. But she said the fee hike is still weighing on her future plans.

"(After my BA) there might be programs that are too expensive," Lachance said. "It might limit my choices (of a career)."

MARC-ANTOINE CLOUTIER, 21

In his last year of a law degree at UQAM, Cloutier said he is one of the lucky few whose parents will be able to help him absorb the extra cost, so he is more concerned about the bite the tuition hike will take out of their wallets.

"I'm part of the privileged minority of 30 per cent (of students) whose parents can help," Cloutier said. "But it's a hidden tax on my parents. They have to help pay for my brother and sister too. My whole family is affected by this."

RADIO-CANADA : Mauricie - Budget 2011 - Les étudiants de l'UQTR sont outrés de la hausse des frais de scolarité - Mise à jour le vendredi 18 mars 2011 à 12 h 17

Le budget déposé jeudi à l'Assemblée nationale par le ministre des Finances, Raymond Bachand, a confirmé les inquiétudes de plusieurs intervenants de la région de la Mauricie. La hausse des frais de scolarité inquiète particulièrement les étudiants.

En effet, dès 2012, les étudiants vont payer 325 \$ de plus par année en frais de scolarité, une mesure qui doit durer cinq ans. Les membres de l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières sont déçus de la mesure.

« Nous sommes outrés par cette augmentation que propose le gouvernement. Il clamait haut et fort depuis des mois que chacun devrait faire sa juste part vis-à-vis de cette hausse. Apparemment pour les étudiants, c'est 1625 \$ au bout des cinq ans », déplore le président de l'association, Frédéric Déru.

Les commentaires (4)

Envoyé par [Cariéreuse](#), 20 mars 2011 à 10 h 23 HAE

Je trouve que les étudiants sont une proie faciles. Effectivement, les études au Québec coûtent moins chers qu'ailleurs, par contre, le salaire au Québec est largement plus bas qu'ailleurs. Les prêts et bourses suivront-ils ces augmentations pour les familles à faibles revenus ou est-ce que comme lors de l'augmentation des frais afférents, on diminuera les possibilités de bourses, augmentera les prêts et diminuera

l'accessibilité aux études supérieures? En tant que société, nous n'affirmons pas que nous désirons l'égalité des chances de réussir?

Effectivement, certains vont devoir mettre fin à leurs études, pas parce qu'ils sont outrés, mais parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Ce ne sont malheureusement pas ceux-là que l'on peut voir manifesté leur mécontentement, ils sont trop occupés à travailler pour payer leurs études en travaillant 20 à 30 heures tout en étant aux études à temps plein. Si vous avez été étudiants aux études supérieures, que papa et maman n'avaient pas les moyens de payer vos études, vous trouviez déjà que les études étaient difficiles à payer avec un maigre salaire minimum.

[En accord \(3\) »](#) - [En désaccord \(0\) »](#)

Envoyé par [laurog](#), 19 mars 2011 à 09 h 53 HAE

Je n'ai pas d'objection en soi que les étudiants paient un peu plus pour leur scolarité mais parallèlement à cela comment expliquer que l'on donne à un recteur d'université (Université Concordia) qui quitte son poste avant la fin de son mandat un prime de séparation la coquette somme de 1.3 millions de dollars. Tout cet argent parce qu'il s'en va. Moi je devrais travailler 26 ans à 50,000\$ par année pour gagner cette somme... et on me demande de payer plus. Et là je passe sous silence toutes les primes du même genre de la caisse de dépôt, Hydro-Québec, SAQ etc.... Deux poids deux mesures.

[En accord \(14\) »](#) - [En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [mikeedom](#) - 19 mars 2011 à 07 h 54 HAE

Malheureusement, les étudiants doivent faire leur part, tout le monde devra mettre l'épaula à la roue, de plus, au Québec, les étudiants l'ont eu facile à comparer aux autres provinces canadiennes et aux états américains, les études universitaires sont un investissement qui permettra aux diplômés d'avoir des revenus plus élevés que les gens qui se contentent d'un secondaire, de plus, la grosse partie du coût des études universitaires est payée par les contribuables, même avec ces augmentations, les frais de scolarité seront encore les plus bas au Canada, les étudiants ont beau manifester, ils n'auront pas le soutien de la population dans leur petit malheur, ils doivent faire leur part et couper dans leurs dépenses comme tous les autres citoyens.

[En accord \(6\) »](#) - [En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [GM de Gatineau](#) - 18 mars 2011 à 21 h 38 HAE

Outrés, vous dites?

Qu'est-ce que nos étudiants vont faire maintenant? Mettre fin à leurs études! Voyons donc? L'ignorance leur coûtera encore beaucoup plus cher.

En passant, regardez les frais de scolarité payés ailleurs... et vous aurez encore raison de vous réjouir.

[En accord \(5\) »](#) - [En désaccord \(7\) »](#)

RUEFRONTENAC.COM : Budget - Les étudiants manifestent - Mise à jour le Vendredi, 18 mars 2011 09:47

Écrit par Gabrielle Duchaine

À peine 24 heures après l'annonce officielle d'une hausse des droits de scolarité au Québec, les étudiants descendent dans la rue.

Les fédérations étudiantes collégiales et universitaires de la province organisent une manifestation, vendredi matin, devant l'hôtel Hilton Bonaventure, où le ministre Raymond Bachand doit s'adresser à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Ils entendent démontrer haut et fort leur mécontentement face au dernier budget, présenté jeudi dans la capitale, et qui comprend une augmentation des frais de scolarité de 325 \$ par an sur cinq ans, pour un total de 1 600 \$ de plus annuellement dès 2016.

Dans six ans, les étudiants devront donc débours 11 379 \$ pour un baccalauréat de trois ans, contre 6 504 \$ avec les frais actuels et 5 004 \$ avant le dégel, en 2007. Plus du double.

Entre 2007 et 2012, Québec avait déjà imposé une hausse de 100 \$ par année aux usagers des universités, pour un total de 500 \$ de plus en 2012.

La manifestation débutera à 11h45 et pourrait perturber la circulation.

LE DEVOIR : Éducation : 325\$ de plus par année pendant cinq ans : sans surprise, les étudiants feront les frais de renflouement des coffres des universités - Vendredi 18 mars 2011

325 \$ de plus par année pendant cinq ans

Sans surprise, les étudiants feront les frais du renflouement des coffres des universités

LISA-MARIE GERVAIS

Québec — Outre les sommes allouées à la cibles-branchées, à l'anglais intensif en 6^e année et au sport, le gouvernement n'a eu d'yeux que pour les universités dont il voudrait voir les coffres renfloués de 850 millions d'ici 2017 afin d'accroître leur performance. Le gouvernement lui-même ne projette pourtant d'avancer que 35 millions de cette somme, ce qui laisse à la charge des chaînes scolaires.

Sans surprise, les étudiants feront les frais de ce renflouement, à raison d'une augmentation annuelle des droits de scolarité de 325 \$ par année pour cinq ans, applicable dès la rentrée 2012. Ainsi, le coût d'une année universitaire passera de 2168 \$ à 2793 \$ en 2017. Cette mesure, largement inspirée de la recommandation de la Commission des revenus et des dépenses des universités du Québec (CRÉPUQ), vise à ramener les droits de scolarité au même niveau qu'en 1988.

«On a essayé de créer une catégorie d'équité entre les générations, on voulait monter que tout le monde passe à la hausse. Le gouvernement en met davantage à partir des impôts des contribuables, le secteur privé est appelé à le faire et les étudiants (doivent verser) leur juste part», a dit le ministre de l'Éducation, Louis-Philippe

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) Louis-Philippe Savoie, se dit très choqué par la hausse des droits de scolarité. «C'est plus cher pour l'étudiant et ça va nuire à la formation de 75 % [...] Étudier n'a jamais coûté aussi cher qu'aujourd'hui, les libraires auront plus que doublé les droits de scolarité, et il déploré en comparant la hausse à celle de la fin des années 80, début 90, alors que Claude Ryan était ministre de l'Éducation. La FEUQ estime qu'il en coûtera à terme 4700 \$ pour étudier, frais affreux compris.

La ministre Beauchamp assure maintenir l'accessibilité aux études en garantissant



JACQUES HÉROLD/LE DEVOIR
La ministre de l'Éducation, Lisa Beauchamp, annonce que les universités des étudiants paieront, à terme, 35 % du montant généré par la hausse des droits de scolarité.

comptes sur leur gestion sous peine de sanction, une formation qui rappelle celle des contrats de performance initiés par François Legault, le ministre de l'Éducation. Par exemple, si une université ne respecte pas les politiques salariales du gouvernement ou la cible qu'elle s'est fixée pour l'embauche de professeurs, elle se verra retirer une partie de sa subvention. Les universités en déficit budgétaire devront aussi revenir à l'équilibre deux ans après l'entrée en vigueur des ententes de partenariat et auront 15 ans pour éliminer leur déficit cumulé.

Le gouvernement entend relancer une culture de philanthropie avec «Placement université», un programme d'appariement de fonds pour chaque défilé par le privé. Il prévoit investir 240 millions sur cinq ans pour doter des écoles de portables et de tableaux interactifs, mais ne prévoit qu'y consacrer environ 20 millions au cours des deux prochaines années. Et 25 millions sur cinq ans seront consacrés à l'implantation de l'anglais intensif en 6^e année. La ministre Beauchamp estime à 1250 le nombre d'enseignants qui lui faudra pour mettre en œuvre le programme, mais précise qu'il ne s'agit pas nécessairement d'embauches.

Des l'autonomie 2012, des ententes de partenariat signées entre le gouvernement et chacune des universités obligeront celles-ci à rendre des

Le Devoir

LA PRESSE : Étudiants et les boomers écopent – Vendredi 18 mars 2011

En dehors des droits de scolarité et des rentes, il n'y a pas de grandes manœuvres dans le budget d'hier – M. Bachand avait frappé fort l'an dernier avec des hausses de la TVQ et la « contribution santé » de 200\$.

Denis Lessard, La Presse

(Québec) Hausse importante des droits de scolarité et pénalités aux baby-boomers qui veulent prendre une retraite anticipée: Raymond Bachand avait les yeux braqués sur le long terme en préparant son second budget.

Québec garde le cap sur son «plan réaliste» de retour au déficit zéro pour 2013-2014. L'an passé, le gouvernement a dépensé 700 millions de plus que prévu, mais avec une croissance économique plus vigoureuse (3%), 1 milliard de recettes supplémentaires ont permis de réduire le déficit de 300 millions pour le ramener à 4,2 milliards de dollars.

Le tableau change pour l'année financière qui débute: la croissance revient à 2%?; le déficit, à 3,8 milliards, est de 900 millions de plus que prévu. Québec renonce à 311 millions de compressions, a reçu 200 millions de moins de ses sociétés et met 300 millions de côté pour des imprévus.

Le second budget Bachand ne va pas chercher de nouvelles taxes ou tarifs. Les contribuables étaient déjà passés à la caisse avec une cascade de mauvaises surprises l'an dernier.

Étudiants et rentiers

Québec annonce que, chaque année pendant cinq ans, les étudiants verront les droits de scolarité augmenter de 325\$, une majoration de 1625\$ par année en 2016-2017. Une année à l'université coûtera alors 3793\$ comparativement à 2168\$ actuellement. Même avec ces hausses, les étudiants québécois ne paieront que 70% de la moyenne canadienne. Leur contribution correspondra à 17% du coût de leurs études

(elle est de 13% actuellement). «Il faut avoir les universités les plus performantes, et les frais de scolarité sont une composante», a dit M. Bachand. Le régime de prêts et bourses sera bonifié pour annuler l'impact de la hausse pour les étudiants moins fortunés.

Afin d'assurer la viabilité à long terme du régime de rentes du Québec, le gouvernement annonce une série d'ajustements douloureux. «Pour des raisons démographiques, la caisse de la Régie des rentes sera à sec dans une trentaine d'années», a prévenu M. Bachand. «Une contribution à un régime de retraite n'est pas une taxe», a-t-il insisté.

On augmente donc progressivement sur six ans, de 5 à 6%, la pénalité actuarielle annuelle pour ceux qui veulent partir à la retraite à 60 ans, ce qui est le cas d'environ 60 000 personnes par année. Avec un salaire de 48 000\$ -le maximum assurable-, ces nouveaux retraités verront à terme leur rente annuelle, actuellement de 8000\$, être amputée de 691\$. Québec hausse aussi le taux de cotisation des salariés et des employeurs de 0,1% par année pour la faire passer de 9,9% à 10,8% de la masse salariale. Au maximum assurable, salariés et employeurs se partageront une hausse annuelle de 67\$.

En dehors des droits de scolarité et des rentes, il n'y a pas de grandes manœuvres dans le budget d'hier -M. Bachand avait frappé fort l'an dernier avec des hausses de la TVQ et la «contribution santé» de 200\$. L'ensemble des décisions annoncées dans ce budget coûtera 170 millions de dollars au gouvernement en 2010-2011; la facture atteindra 335 millions en 2013-2014.

Cette année, on saupoudre des millions dans diverses mesures: 17 millions iront la réalisation du Plan Nord -un projet toujours vague hier -et 45 millions à des mesures pour mieux exploiter les richesses minières, gazières et forestières.

Québec injectera à terme, dans trois ans, 25 millions pour que les élèves de sixième année reçoivent un enseignement intensif de l'anglais. Dès la rentrée 2011, les écoles auront accès à 240 millions pour des ordinateurs et des tableaux interactifs. On annonce aussi la création de 15 000 places supplémentaires en garderies subventionnées, un engagement reporté toutefois de 2013 à 2016. Une série de mesures pour favoriser le maintien à domicile des aînés obtiendront une quinzaine de millions dès cette année.

Dépenses et dette

Le portrait des dépenses est plus complexe. Les dépenses de programmes, 61 milliards, augmentent de 2,4%, essentiellement parce que Québec isole les contributions des fonds importants mis en place l'an dernier pour les infrastructures et la santé, notamment -on compte désormais plus de 35 fonds spéciaux. Les dépenses de ces deux fonds grimpent de 6,1% en 2011-2012 et de 9,9% l'année suivante.

Avec ces fonds, les déficits des établissements de santé et le service de la dette, les dépenses de Québec totalisent 84 milliards de dollars, une augmentation de 4% par rapport à l'année 2010-2011.

Les chiffres de la dette sont plus transparents et révèlent la précarité des finances publiques. En 3 ans, l'endettement aura augmenté de 30 milliards, passant de 163 à 173 et 183 milliards en 2011-2012.

«On est dans nos cibles», a dit M. Bachand, qui a rappelé que le dégel des tarifs d'électricité dès 2014 permettra de s'y attaquer. Pour freiner la dette, Québec versera le quart des redevances des richesses naturelles au Fonds des générations. Mais par rapport au PIB, la dette atteint un record de 55%.

LA PRESSE : Hausse des droits de scolarité de 325,00 \$ par année : Les étudiants en colère – Vendredi 18 mars 2011



Photo: Marco Campanozzi, La Presse
Pour dénoncer leur opposition au budget Bachand, des étudiants se sont prêtés à une démonstration théâtrale symbolique hier dans l'agora du pavillon Judith-Jasmin, à l'UQAM.

ARIANE LACOURSIÈRE

Dès 2012, les étudiants paieront 325\$ de plus par année pour fréquenter les universités québécoises. Le gouvernement Charest a tenu sa promesse et a augmenté les droits de scolarité, hier, semant le mécontentement chez les étudiants.

Cette hausse, qui s'étalera sur cinq ans, fera passer les droits de scolarité de 2168\$ à 3793\$ en 2017, peu importe la discipline étudiée.

« C'est la plus grosse attaque à l'accessibilité des études faite par un gouvernement depuis plus de 20 ans », a déclaré le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Louis-Philippe Savoie. « Les étudiants et leurs familles ne peuvent pas assumer une telle hausse. On va se mobiliser et on ne lâchera pas tant que le gouvernement ne reculera pas », a ajouté le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, qui promet une manifestation dès aujourd'hui à Montréal.

Le Plan de financement des universités québécoises prévoit une augmentation de 25% des revenus des universités d'ici à 2017, une hausse de 850 millions de dollars. Québec en absorbera 530 millions, si bien que sa contribution au budget total des universités baissera de 54% à 51,4%.

Les étudiants sont quant à eux appelés à « faire leur juste part », a dit le ministre des Finances, Raymond Bachand. Ils verront leur participation passer de 12,7% à 16,9%.

Le gouvernement a répété que, malgré ces hausses, les étudiants québécois paieront toujours moins que ceux des autres provinces canadiennes. Mais ces déclarations n'ont pas suffi à calmer les étudiants.

« Avec les frais afférents, la facture est déjà de 4500\$ par année. Les jeunes ont l'impression que les gens au gouvernement ont profité d'études accessibles pour monter dans l'échelle et que, aujourd'hui, ils enlèvent l'échelle pour la génération montante », a affirmé M. Savoie.

Critique du Parti québécois en matière de finances, Nicolas Marceau a qualifié de « scandaleuse » la hausse des droits de scolarité : « Plusieurs études montrent que des hausses de cette ampleur se traduisent par une diminution de l'accessibilité. Le taux d'obtention de diplôme va diminuer et ça va avoir des conséquences sur notre développement économique. »

Au contraire, Françoise Bertrand, présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec, estime que le gouvernement fait preuve de courage : « On aurait souhaité une hausse encore plus élevée pour rejoindre la moyenne canadienne, mais c'est un bon début. »

Courtiser les entreprises

Le gouvernement souhaite également que les entreprises contribuent davantage au financement des universités. Il espère faire passer les dons annuels de 111 à 165 millions.

Pour y arriver, 30 millions supplémentaires seront versés dans les Placements universitaires, une mesure visant à encourager les dons. Chaque établissement devra hausser ses dons de 8% en 5 ans. Grâce au nouveau Fonds pour l'excellence et la performance universitaires, le gouvernement versera de 0,50\$ à 1\$ aux établissements pour chaque dollar collecté.

Les universités sont aussi invitées à hausser de 2,7% leurs revenus provenant de la recherche et de la formation continue.

Aide financière aux études

Mince consolation pour les étudiants, le gouvernement bonifie le régime de prêts et bourses, dans lequel il versera 35% de l'argent obtenu par la hausse des droits de scolarité. Le seuil de contribution parentale sera modifié. À terme, cela permettra aux étudiants de toucher jusqu'à 1256\$ supplémentaires par année sous forme de prêt. La FEUQ estime que ce sont là des miettes.

Si le gouvernement hausse les subventions aux universités, il demande en contrepartie une reddition de comptes plus serrée. Les universités devront signer des « ententes de partenariat » avec Québec, dans lesquelles elles se fixeront des cibles, notamment sur la qualité de l'enseignement. Les établissements qui n'atteignent pas leurs cibles s'exposeront à des pénalités, averti la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp

Avec la collaboration de Martin Croteau



LE SOLEIL : Un baccalauréat pour 11 379 \$ - Vendredi 18 mars 2011

Les étudiants devront piger dans leurs poches pour financer le réseau universitaire, à raison de 325 \$ supplémentaires par année pendant cinq ans. À partir de 2016, le coût d'un baccalauréat de trois ans sera de 11 379 \$. Mais le gouvernement injectera aussi de l'argent neuf dans le réseau universitaire, tout en incitant le secteur privé à y contribuer davantage.

Daphnée Dion-Viens

Dans six ans, les universités devraient pouvoir compter sur 850 millions \$ supplémentaires pour renflouer leurs coffres, ce qui représente une augmentation de 25 % dans un contexte de restriction budgétaire.

Les droits de scolarité, qui sont présentement de 2068 \$ annuellement, augmenteront de 325 \$ par année à partir de l'automne 2012, pour atteindre 3793 \$ en 2016-2017. L'augmentation sera la même, peu importe le domaine d'études.

Cette somme correspond au niveau qu'aurait atteint la facture étudiante si elle avait été indexée à l'inflation depuis 1968, ce qui est tout de même 30 % inférieur à la moyenne du reste du Canada en 2010, a indiqué le ministre des Finances, Raymond Bachand. En 2017, les étudiants assumeront 17 % du coût de leurs études,

et les droits de scolarité seront par la suite indexés selon le coût de la vie.

En contrepartie, le gouvernement injecte 118 millions \$ pour bonifier le programme d'aide financière aux étudiants, soit 35 % des sommes provenant de la hausse des droits de scolarité. D'ici 2016-2017, le gouvernement réduira la contribution parentale prise en compte pour le calcul de l'aide financière accordée aux étudiants, qui est déjà la plus généreuse au Canada, a tenu à souligner la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

De leur côté, les associations étudiantes ont dénoncé haut et fort hier l'augmentation des droits de scolarité, affirmant qu'ils ne laisseront « jamais passer » une telle hausse, la plus importante que le Québec ait connue depuis 20 ans. « On va exclure des étudiants des bancs d'école », déplore Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire.

Son collègue de la Fédération étudiante collégiale, Léo Bureau-Blouin, rappelle quant à lui que la classe moyenne sera directement touchée, puisque 60 % des étudiants n'ont pas droitset bourses gouvernementaux.

Les étudiants se disent d'ailleurs « très déçus » de la bonification de l'aide financière, qui ne fait que combler la hausse des droits de scolarité. « C'est

juste des grenailles, les étudiants n'auront pas plus d'argent en bout de ligne », affirme M. Savoie.

ARGENT NEUF

À l'effort des étudiants s'ajoute celui du gouvernement, qui injectera de l'argent neuf pour renflouer les coffres des universités. Les sommes supplémentaires atteindront 430 millions \$ en 2016-2017. Ce financement sera toutefois lié à des ententes de partenariats « afin de s'assurer que l'argent investi aille à la bonne place », a indiqué Mme Beauchamp.

Ainsi, de 65 % à 85 % des sommes supplémentaires devront servir à améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche, sinon les établissements s'exposeront à des pénalités financières. Les universités en déficit auront deux ans pour rétablir l'équilibre budgétaire et 15 ans pour éliminer leur déficit accumulé, qui a presque doublé depuis 2005.

Tel qu'annoncé, le gouvernement veut aussi encourager les dons provenant des entreprises et des particuliers, espérant augmenter ces contributions de 50 % d'ici six ans. Un programme de 40 millions\$ permettra de verser aux universités jusqu'à un dollar pour chaque dollar reçu en don.

« C'est un modèle qui fonctionne ailleurs au



Canada et aux États-Unis, il faut que ce soit vrai aussi pour le Québec»,
Beauchamp. Les universités devront aussi augmenter leurs autres sources de revenus, comme les contrats privés de recherche, la commercialisation de leurs résultats de recherche et les services de formation offerts aux entreprises. Sur les 850 millions \$ supplémentaires promis aux universités d'ici six ans, les 430 millions \$ investis par le gouvernement et les 265 \$ prove-

nant de la hausse des droits de scolarité sont garantis, le reste reposant sur des prévisions d'augmentation de 54 millions \$ en dons et de 101 millions \$ provenant d'autres sources de revenus. La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec s'est dite très satisfaite de cette approche. «Il s'agit de bonnes nouvelles pour l'ensemble du système universitaire. On a un plan stable et prévisible, maintenant on sait

où on s'en va», a déclaré son président, Denis Brière, qui est aussi recteur de l'Université Laval. Au Parti québécois, le député péquiste Nicolas Marceau a vivement dénoncé l'augmentation «drastique» des droits de scolarité, qui mènera à «une réduction de la fréquentation universitaire». «C'est une très mauvaise décision, je trouve ça scandaleux», a-t-il lancé.

LA TRIBUNE : Les universités sourient ; les étudiants crient – Vendredi 18 mars 2011



Imacom, René Marquis

Michael Goldbloom
Isabelle Pion, La Tribune
(SHERBROOKE) Alors que les étudiants voient une «déclaration de guerre» dans le budget

Bachand et promettent d'accroître les moyens de pression, les universités, elles, sont heureuses de constater des investissements dans le réseau universitaire. «Ce qu'on demandait au gouvernement, c'est de réinvestir dans les universités. Il a livré la marchandise», estime la rectrice de l'Université de Sherbrooke, Luce Samoisette. «D'une façon générale, je suis heureux de voir que le gouvernement a compris le message de nos universités, qu'il y a un manque de financement à combler. Il fallait que le gouvernement, les étudiants et le cercle privé contribuent à diminuer ces écarts», commente le principal de l'Université Bishop's, Michael Goldbloom, en soulignant qu'il aurait souhaité que le réinvestissement se fasse plus rapidement. Le budget prévoit une augmentation des droits de scolarité de 325 \$ annuellement, chaque

année jusqu'en 2016-2017. «C'est une déclaration de guerre ce qui s'est passé aujourd'hui. Le mouvement étudiant est en colère», lance Marie-Danielle Larocque, porte-parole de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS), en soulignant que l'on peut s'attendre à une escalade des moyens de pression. La prochaine assemblée générale de l'AÉCS prévoit un vote sur une journée de grève, afin de prendre part à une manifestation organisée par l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) le 31 mars. «C'est une hausse des frais totalement inacceptable. Ce qu'il propose, c'est de retourner en arrière», commente Nicolas Jourdain, vice-président aux affaires externes de la Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS).

LE DROIT : Réactions du milieu de l'éducation au budget du Québec : Un accueil plutôt mitigé – Vendredi 18 mars 2011



Étienne Morin, LeDroit

Le recteur de l'UQO Jean Vaillancourt apprécie l'«acte courageux» que représente, pour le gouvernement, le fait de hausser les droits de scolarité.

Philippe Orfali, Le Droit
La Ville de Gatineau se dit déçue, ses étudiants aussi. Comme ailleurs dans la province, le plus récent budget québécois a été accueilli avec ambivalence en Outaouais, hier. «C'est pire. Bien pire.» L'Association générale des étudiants de l'Université du Québec en Outaouais (AGE-UQO) ne s'attendait pas à ce que le gouvernement hausse «autant que ça» les droits de scolarité universitaires. À coup de 325 \$ de plus par année de 2012 à 2017, les étudiants québécois paieront 3793 \$ en frais de scolarité par année.

En 2017, les étudiants québécois ne paieront que 70 % de la moyenne canadienne. Leur contribution correspondra à 17 % du coût réel de leurs études, contre 13 % actuellement. «Nous nous attendions à 1500 \$ de hausse sur trois ans. Oui, la hausse de 1625 \$ est échelonnée sur cinq ans et donc elle permettra peut-être à certains de mieux ajuster leurs finances, mais les étudiants québécois se retrouvent aujourd'hui perdants», dit David Scullion, président de l'AGE-UQO. M. Scullion aurait également souhaité que le régime d'aide financière aux études soit bonifié de façon plus importante et immédiatement. Sans surprise, la direction de l'UQO a réagi autrement. Hausser les droits «est un acte courageux de la part du gouvernement», dit le recteur Jean Vaillancourt. Celui-ci se réjouit de voir qu'en 2016-2017, le gouvernement contribuera 430 millions \$ aux universités, soit plus de la moitié des revenus additionnels totaux des universités. La décision s'imposait, selon le ministre responsable de l'Outaouais Norm MacMillan. «Si on veut que l'éducation fonctionne, les étudiants doivent faire leur part. Les étudiants qui ont besoin d'un appui peuvent bénéficier de bourses et d'aide financière», dit-il. Mais David Scullion n'y croit pas. «Tout le monde le dit, le système d'aide financière québécois est brisé. Et Québec n'annonce rien pour le réparer.»
«**Désastre**»

«C'est un véritable désastre» qui frappera particulièrement les étudiants de la classe moyenne, a également déploré la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, en réactions à ces hausses. Comme Mme Carbonneau, le président de la FTQ, Michel Arsenault, s'attriste des hausses des droits de scolarité. «C'est dommage, surtout pour les gens des régions, de la classe moyenne et les moins fortunés», a commenté le dirigeant syndical, qui se dit lui aussi déçu par le budget. Si le milieu des affaires québécois s'est montré généralement tiède face à l'ensemble du budget Bachand, les hausses des frais de scolarité annoncées semblent recueillir l'assentiment des gens d'affaires. La présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand, a salué le «courage» du gouvernement d'avoir haussé les droits de scolarité à l'université pour assurer un meilleur financement de ces institutions, bien que la fédération demandait des hausses plus élevées. Le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Michel Leblanc, bien qu'«ambivalent» face au budget, se dit «heureux qu'on reconnaisse que les universités sont sous-financées» mais estime que les hausses de droits de scolarité annoncées sont insuffisantes. «On continue de maintenir les universités dans une situation précaire», déplore M. Leblanc. avec La Presse Canadienne

MÉTRO : 325,\$ de plus pour étudier – Vendredi 18 mars 2011

325 \$ de plus par an pour étudier

Le budget comporte une hausse annuelle des frais de scolarité jusqu'en 2017
 35 % des revenus engrangés devront être redistribués en aide financière



Le ministre des Finances, Raymond Bachand, entouré de Jean Charbonneau et de Yves Bolduc. Le budget 2011 prévoit une hausse annuelle des frais de scolarité jusqu'en 2017.

La protestation commence demain
 Les associations étudiantes se disent outrées de ce qu'elles qualifient de rhusée vertigineuse des frais de scolarité et craignent les conséquences de cette augmentation.

« C'est clair qu'on va perdre du monde sur les bancs d'école strictement pour des raisons financières. Le Québec ne peut pas se le permettre », a-t-on dit le président de la Fédération québécoise universitaire d'Étudiants (FQUÉ), Louis-Philippe Savoie. Une manifestation étudiante pour faire reculer le gouvernement. Et ça commence demain à 14 heures au Hilton Bonaventure. « Ça va être un automne des plus chauds et un hiver très froid », a-t-on dit au dirigeant de la Fédération québécoise des étudiants collégiaux (FQUÉC), Louis-Philippe Savoie. Une manifestation étudiante pour faire reculer le gouvernement. Et ça commence demain à 14 heures au Hilton Bonaventure. « Ça va être un automne des plus chauds et un hiver très froid », a-t-on dit au dirigeant de la Fédération québécoise des étudiants collégiaux (FQUÉC), Louis-Philippe Savoie. Une manifestation étudiante pour faire reculer le gouvernement. Et ça commence demain à 14 heures au Hilton Bonaventure.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : 325 \$ de plus par année : Les frais de scolarité augmentent, mais pas pour financer le train de vie des dirigeants – Vendredi 18 mars 2011

Sébastien Ménard
 Pour renflouer les coffres des universités, Québec pige 265M\$ dans les poches des étudiants en augmentant substantiellement les frais de scolarité. Mais, parole de la ministre de l'Éducation, cet argent ne financera pas le train de vie luxueux des dirigeants du réseau.



PHOTO D'ARCHIVES

✓ Des manifestations d'étudiants comme celle-ci risquent de se multiplier au cours des prochains mois.
 « On encadre de façon très serrée ce à quoi l'argent pourra servir », a insisté Line Beauchamp, hier soir, au cours d'une entrevue avec Le Journal de Montréal.
 Les universités devront s'engager à augmenter leur taux de diplomation, à embaucher plus de profs, à réduire leur déficit et à respecter « les politiques salariales » du gouvernement, a énuméré la ministre.

Celles qui ne se plieront pas à ces règles risqueront « des pénalités », indique-t-elle.
 Québec a senti le besoin d'agir ainsi à la suite de révélations concernant la gestion douteuse de fonds publics dans certaines institutions.
 En décembre, l'ex-rectrice de Concordia, Judith Woodsworth, avait reçu une « indemnité » de 700000 \$ après avoir été virée. Récemment, c'était au tour du recteur de l'Université Laval d'être pointé du doigt pour avoir touché une augmentation de 100000 \$ en un an. Hier encore, le Journal révélait que 62 M\$ ont été versés à quelque 1300 employés du réseau universitaire qui ont pour la plupart quitté volontairement leur poste, entre 2008 et 2010.
 La main à la pâte
 Le budget présenté par Québec prévoit que les revenus des universités auront grimpé de 850 M\$ en 2016. Un peu plus de la moitié de cette somme, soit 430 M\$, proviendra du gouvernement.
 Comme prévu, les étudiants mettront aussi la main à la pâte et subiront une forte hausse des frais de scolarité. Leur facture grimpera de 325 \$ par année à compter de l'automne 2012, ce qui représentera une hausse de 1 625 \$ dans cinq ans.
 Au total, cette mesure procurera 265 M\$ additionnels aux universités.

Les documents budgétaires prévoient aussi que les « dons de particuliers et des entreprises », et les « autres sources de revenus » permettront aux universités d'aller puiser 155 M\$ de plus qu'à l'heure actuelle.
 118 M\$ de plus
 Les étudiants n'ont pas mis de temps à dénoncer cette hausse des frais de scolarité. Une première manifestation est prévue ce midi devant le Hilton Bonaventure, à Montréal, où le ministre Raymond Bachand doit prononcer un discours.
 Invitée à commenter la grogne étudiante qui se dessine, Line Beauchamp rappelle que « les droits de scolarité ont été gelés durant 33 des 43 dernières années. »
 « Je pense qu'au niveau de la population, on réalise qu'on ne peut pas continuer ainsi pour toujours », lance-t-elle.
 Parlant d'un « principe d'équité entre les générations », la ministre affirme que l'augmentation des droits de scolarité ramènera le coût des études universitaires à leur niveau de 1968, en tenant compte de l'inflation.
 Line Beauchamp souligne que le programme d'Aide financière aux études sera bonifié de 118 M\$ par an, d'ici à 2016.
 Cela aura pour effet d'éviter aux étudiants les moins nantis de subir les effets des hausses. « Pour les étudiants les plus mal pris, c'est zéro, l'endettement », dit-elle.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Déjà des manifs – Vendredi 18 mars 2011

AGENCE QMI
 QUÉBEC | Les deux principales associations étudiantes du Québec protestent vigoureusement contre l'augmentation des frais de scolarité annoncée par le ministre Raymond Bachand lors de la présentation du budget 2011. Elles appellent les étudiants à la mobilisation et annoncent déjà une manifestation le 31 mars prochain.
 La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ne laisseront jamais passer la

hausse annoncée de 1 625 \$ des frais de scolarité, soit 75 %, ont-elles affirmé dans un communiqué. Selon les calculs de la FEUQ, la nouvelle hausse portera la facture étudiante totale à près de 4 700 \$, en 2017, un sommet sans précédent.
 Or, la FEUQ affirme que 60 % des étudiants universitaires sortent de leurs études avec une dette moyenne de 14 000 \$, à l'heure actuelle.
 L'aide financière critiquée

Les associations étudiantes considèrent que l'Aide financière aux études (AFE), « présentée comme la solution miracle par le gouvernement » ne sera pas suffisante. Et ce, malgré les mesures annoncées par le gouvernement en vue de la modifier.
 Hier soir déjà, une cinquantaine d'étudiants ont manifesté dans le centre-ville de Montréal devant le pavillon Judith-Jasmin de l'UQAM.



THE GAZETTE : SMALL BUSINESS OWNER: Frederique Rousseau, 39 : Tuition hike 'will limit society' – Friday, March 18, 2011



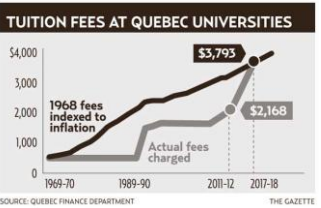
PHIL CARPENTER THE GAZETTE

"If we are going to be a rich society it is going to happen through the education of people," says Frederique Rousseau.

Occupation: Owner of Blanc de blanc What should government's spending priorities be? For me, it is always health care and education. Everything else passes through these two sectors. If we want to be a rich country – financially and intellectually – it will all pass through these two sectors. Do you feel you get your money's worth in government services for the taxes you pay? I think so. Would you rather have the services you use and be taxed at the present level or have a tax cut and fewer services? What services would you be willing to see cut? I would prefer to pay taxes at the present level and keep the services I have. What do you like/dislike about the budget? It's normal that retirement should be later than

65 – since we live longer. But should we be penalized for this? It's not logical that people who want to stop working before the age of 65 should be penalized." Rousseau said he was unhappy with the increase in university tuition fees: "If we are going to be a rich society it is going to happen through the education of people. Increasing fees will limit society." As for health care, nothing has changed, he said. "It's a big problem," he said. "The underlying problems with the health-care system have not been attacked."

THE GAZETTE : Tuition hike 'unavoidable' and 'vital' : Schools praise, students condemn proposed increase – Friday, March 18, 2011



Peggy CURRAN

Nothing less than "a declaration of war," a timid "baby step" or an act of political courage? Depending on who was talking, reaction to Finance Minister Raymond Bachand's move to boost university tuition by more than \$1,500 during the next five years was pretty much what you might expect.

Students condemned the proposed fare increases and summoned university and CEGEP students to take to the streets, gathering in front of the Bonaventure Hilton at 11:45 a.m. on Friday.

"This budget is a declaration of war on students," said Gabriel Nadeau-Dionne, a spokesperson for the Association pour une solidarité étudiante. "Never has a budget been more destructive to access to higher education. The very essence of

our education system is at stake. We will not stand by and accept this attack!"

"This isn't simply an attack on students, it's an attack on the future of Quebec," said Louis-Philippe Savoie, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec, which together with its sister association at the CEGEP level represents roughly 180,000 students.

"That which Jean Lesage built to provide access to education, Jean Charest has destroyed," said Leo BureauBlouin, president of the federation of CEGEP students.

After years of summoning Quebec to give universities breathing room by bringing tuition rates closer to the Canadian average, university administrators and business leaders were more happy than not with measures which, starting in the fall of 2012, will see annual tuition for a full-time undergraduate climb by \$325 a year, to \$3,793 after five years, hand in hand with enhanced financial aid programs.

Guy Breton, rector of Université de Montréal, praised the Charest government for showing "courage" in recognizing the challenges facing universities.

"A tuition increase was unavoidable, but it was also vital to pair it with a more generous loans

and bursaries program, a stronger support system for research, and by encouraging new partnerships between business and universities."

Breton also hailed Quebec's decision to invest \$2.8 million this year and \$3.5 million in succeeding years in U de M's veterinary school and hospital, the only training and research centre for animal care in the province.

Heather Munroe-Blum, principal of McGill, was less enthusiastic, praising the framework but describing tuition hikes as "a baby step."

"In 2018, Quebec tuition will be two-thirds of what the national average in Canada is today – and that's assuming there aren't going to be any changes elsewhere," she said.

She endorsed measures to encourage matching grants and other forms of philanthropy, an initiative that was highly successful in helping Ontario universities of all sizes and in all regions build their endowments. But Munroe-Blum questioned the government's "one-size-fits-all" program for performance reviews, suggesting the formula fails to take account of huge differences among Quebec universities, their mandates and their clientele.

THE DAILY NEWS HALIFAX: Canada : Quebec students protest tuition-fee hike - Last modified: March 18, 2011 4:57 p.m. – Friday, March 18, 2011



JONATHAN MONTPETIT

Published: March 18, 2011 4:33 p.m.

MONTREAL - Students in Quebec are warning the provincial government that its plan to raise university tuition fees by 75 per cent will result in crippling debt levels and a showdown with their powerful unions.

A small but boisterous group of students took to the streets on Friday to express their anger at the government's intention to hike annual tuition by \$325 a year for five years.

The measure is among the most controversial in the provincial budget tabled Thursday by Finance

Minister Raymond Bachand. Militant student unions in the province have long resisted any effort to increase tuition, which is the lowest in Canada.

"In Quebec we want the best universities, the best students, and money shouldn't be an issue," said Leo Bureau-Blouin, who heads the provincial union of college students.

Bureau-Blouin said student leaders plan to meet over the weekend to plan larger protests in the coming weeks.

The province's student unions have shown their ability to rally large crowds in the past; 50,000 people attended a protest in Montreal the weekend before the budget.

"We're going to protest until Quebec stops hiking tuition fees," Bureau-Blouin said. "Each time Bachand and (Premier Jean) Charest comes to Montreal, we'll be there."

The planned increases will bring tuition for Quebec students to \$3,793 by 2016-17, up from the current \$2,168. That would still leave the province 30 per cent below the 2010 Canadian average.

Out-of-province students in Quebec paid roughly \$5,600 in tuition this year.

Though the fee hikes announced in Thursday's budget are directed at Quebec students, some universities are warning the rate for non-Quebec Canadians could increase next year as well.

Students are worried the higher tuition fees for Quebecers will further complicate efforts to fund their education.

"I'll have to talk to my boss and work more hours," said Marc-Andre Marquis, a political science student at the Université de Québec a Montreal who works part time at a pet store.

"But under the financial aid system, if I work more, I'll receive fewer bursaries."

One study conducted by a prominent Quebec student union found that as many as 40 per cent of students in the province fund their education without support from their parents and that 80 per cent work while studying full time.

"It's already difficult; I don't get any help from my parents and I'm the first one in my family to go to university," said Marie Pierre, a student at the Université de Montréal who wants to become a teacher.

"When I started it wasn't that expensive, but now I'll have to go into debt, take out a line of credit or find some other way of funding my schooling."

The Canadian Federation of Students accused the Quebec government of seeking to balance its books on "the backs of students." David Molenhuis, the federation's chairperson, said the government's move will "bankrupt a generation and undermine Quebec's long-term economic stability." Friday's protest snarled traffic outside a Montreal hotel where Bachand was defending his budget. At one point they even managed to block the mayor of Montreal's car, forcing him to make his way to the speech on foot.

Inside, Bachand expressed little sympathy for the students' concerns. "What's the fair share that students should pay?" Bachand asked reporters after his speech. "He (the student) is going to earn hundreds of thousands of dollars more than if he had a high-school education." Students argue the new tuition rate will limit access to higher education, something which Bachand rejects out of hand. He says 35 per cent of the revenues generated by the higher rate will be put back in to student aid.

The rest will help finance an ambitious array of funding programs for Quebec's universities. Among them is a plan to encourage private companies to donate more to post-secondary education. In all, universities will see \$850 million in additional public funds by 2016-17. "The competition for brains in this planet is quite high," said Bachand. "If we don't start working on our universities now, it will be too late."

RUEFRONTENAC.COM : Les étudiants devront payer - Mise à jour le Jeudi, 17 mars 2011 21:31



Photo d'archives

La ministre du Trésor, Michelle Courchesne.

Écrit par Gabrielle Duchaine

Tel qu'attendu, les étudiants devront payer plus cher pour aller à l'université. Les droits de scolarité annuels vont augmenter de plus de 1600 \$ d'ici six ans.

À partir de 2016-2017, les étudiants devront donc déboursier 11 379 \$ pour un baccalauréat de trois ans, contre 6 504 \$ selon les frais actuels et 5 004 \$ avant le dégel, en 2007. Plus du double en cinq ans.

« On n'est pas à l'aise avec cette hausse drastique, qui va mener à moins de diplômes. Ça devrait être le gel durant cinq, dix, vingt ans », dit le député péquiste Nicolas Marceau, qui affirmait pourtant la semaine dernière être en faveur de droits de scolarité plus élevés, avant de se faire rabrouer par son propre parti. La question sera débattue au congrès du PQ, en avril prochain.

325 \$ plus cher

Entre 2007 et 2012, Québec a imposé une hausse de 100 \$ par année aux usagers des universités, pour un total de 500 \$ de plus en 2012. Cette fois, c'est une croissance de 325 \$ par année sur cinq ans qui est envisagée, au grand dam des associations étudiantes. Les frais de scolarité atteindraient, selon le gouvernement, le même niveau qu'en 1968, en tenant compte de l'inflation et s'il n'y avait pas eu de gel.

« Tous les boursiers bénéficiaires du Programme de prêts et bourses seront pleinement compensés pour la hausse des droits de scolarité par une bourse additionnelle couvrant la totalité de la hausse des droits, promet le ministre Bachand. Les bénéficiaires d'un prêt d'études maximum verront quant à eux l'allocation spéciale qui leur est versée être bonifiée d'un montant égal à l'augmentation », ajoute-t-il. Ce soutien addi-

tionnel représenterait 35 % de l'argent récolté grâce à la hausse des tarifs.

Moins de bureaucratie

En plus de fouiller dans les poches des étudiants, le gouvernement entend couper dans la bureaucratie. La ministre de l'éducation doit annoncer des mesures à cet effet d'ici septembre prochain.

« Les dirigeants du réseau devront être responsables et imputables des budgets que nous leurs accordons et montrer une plus grande discipline dans leur choix de dépenses », prévient la ministre du Trésor, Michelle Courchesne.

Ce n'est pas assez, selon le député indépendant et ex-adéquiste, Éric Caire, qui aurait voulu voir des coupures tout de suite. « On continue de financer des structures qui ne servent à rien », dit-il.

Plus d'anglais et de sports

Des changements importants sont aussi à prévoir dans les écoles primaires et secondaires. À partir de l'automne 2011, des premiers groupes de sixième année feront la moitié de leur année scolaire en anglais. On s'attend à voir le réseau entièrement transformé d'ici 2017. Pour y arriver, Québec injectera de l'argent en escalier jusqu'à ce qu'il atteigne une vitesse de croisière. Ce seront alors 25,3 millions \$ annuellement qui seront alloués aux 400 heures de plus d'anglais dans le cursus des élèves.

Actuellement, ces derniers font 800 heures de langue seconde. « Or, les recherches démontrent qu'il faudrait plutôt 1200 heures pour atteindre un niveau adéquat de compréhension et d'expression dans la langue anglaise », lit-on dans le budget.

Au fil des mois, les enfants verront non seulement arriver dans leurs classes une nouvelle langue, mais aussi plus d'outils technologiques comme des tableaux blancs intelligents, des projecteurs multimédia et des ordinateurs.

Au secondaire, près de 12 000 adolescents pourront joindre des équipes sportives que le gouvernement entend mettre sur pied dans les établissements publics au cours des prochaines années.

Commentaires (6)

Idee ou couper

le gouvernement entend couper dans la bureaucratie:

Au cegep de moins de 1,900 edutians ou je travaille il y a 7, sept, seven representants du Ministere de l'education. 7 personnes qui font sept rapports de la meme reunion. 7 rapports probablement lus par 7 fonctionnaires differents

(pre-universitaire, professionnel, social, regional, etc) Bien sur il ne font pas cela gratuitement.

Richard Lanoie , mars 17, 2011

manque de jugement

Le même niveau de tarification pour tous les baccalauréats me semble injuste car c'est n'est pas tous les bac qui ont la même valeur sur le marché et les mêmes opportunités laborales (par exemple un bac en actuariat, en ingenierie, en enseignement, en chimie contre un bac en Philo, sociologie, histoire, sciences de la religion). En plus, 1600 en 5 ans conte tenu des 500 qui se sont ajoutés c'est beaucoup car les salaires gagnés par les étudiants ne permettent pas de recuperer ces sommes la. Les plus chanceux pourront recuperer 100 ou 200\$. D'apres moi le gouvernement est entrainé de errer avec cette vision. Le Quebec est sorti de l'ignorance et de la noiceur grâce a l'éducation pas le contraire.

anonyme , mars 17, 2011

...

1625\$ de plus par session, c'est 4875\$ par an, 14 625\$ après 3 ans, un bac coûte maintenant 25 425\$.

Il ne faut pas confondre le rythme de la hausse et ce qu'il en coutera par session.

tata , mars 17, 2011

Bien sûr ... et les pauvres aussi!!

Comme dans toute société pourrie , ce sont les plus pauvres qui paient. Les dirigeants de compagnie et les actionnaire ont droit à tous les crédits d'impôt et les compagnies aux subventions, les autres paient. Bravo Bachand, le contraire m'aurait surpris. Au fait les enveloppes, enfin leur contenu, dépense pas tout à la même place, cela ferait louche. Tes amis d'Outremont aux longues frisettes, bref ceux qui t'élisent , est-ce qu'ils paient leur juste part?

mielot , mars 17, 2011

Meme au maximum prévu

Même rendu au maximum prévu la cotisation des étudiants au Québec sera encore la plus basse au Canada. Pour devenir avocat et ensuite facturer 6 millions (Bastarache) c'est peu payé.

Furibond , mars 17, 2011

Trans

Bon papier, et Louis M. Gagné une jolie fri-mousse aujourd'hui. Études plus chères, plus d'Anglais, plus de sport, moins de réflexion, moins d'Accès, l'évolution de poursuit verts la noirceur.

Thibaud Sallé Phelippes de La Marnierre , mars 17, 2011

RADIO-CANADA : Universités : Les associations étudiantes tirent à boulets rouges sur le budget Bachand - Mise à jour le jeudi 17 mars 2011 à 19 h 37

La hausse des droits de scolarité pour les étudiants fait grincer des dents. Plusieurs organisations étudiantes réagissent fortement à cette augmentation de 325 \$ par an sur cinq ans à partir de 2012, jusqu'en 2017.

Elles sont unanimes pour critiquer le budget du ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand.

Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)

« Nous n'accepterons jamais une hausse des frais de scolarité. C'est non seulement une attaque envers les étudiants, mais c'est une attaque envers l'avenir du Québec et les défis qu'il devra relever », souligne Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ. « Ce que Jean Lesage a

bati en ce qui a trait à l'accessibilité aux études, Jean Charest le détruit. Cette hausse ne passera pas », ajoute Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

Les deux fédérations considèrent cette augmentation comme une attaque directe contre la classe moyenne, les étudiants et leurs familles. « Le gouvernement Charest retire un système universitaire qui permet de s'élever dans l'échelle

sociale, renchérit le président de la FEUQ. M. Charest se dit responsable de la jeunesse, on devrait plutôt dire irresponsable. »

La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL)

Pour la CADEUL, la part des étudiants se chiffrera à 16,9 % en 2016-2017, soit une augmentation de 4,2 % par rapport à 2008-2009. La part du gouvernement provincial n'augmentera que de 2 % dans le même temps.

« Alors qu'on demande aux étudiants de faire leur juste part, les chiffres qui nous sont présentés aujourd'hui démontrent que le gouvernement continuera à se désengager du financement des universités et que les entreprises seront invitées à contribuer de manière volontaire, déplore Barbara Poirier, présidente de la CADEUL. À ces constats, qu'est-ce que le gouvernement entend par une répartition de la contribution de chacun? »

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)

L'organisation étudiante condamne violemment l'augmentation. Elle annonce une manifestation à Montréal pour le 31 mars.

« Ce budget est une déclaration de guerre envers les étudiants et les étudiantes, martèle

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ. Jamais un budget n'aura été aussi destructeur pour l'accessibilité aux études. C'est la nature même de notre système d'éducation qui est en jeu. Nous ne laisserons pas passer cette attaque! »

L'association n'est par ailleurs pas du tout convaincue par la hausse de l'aide financière qui accompagne la hausse des droits. « Ce n'est rien de plus que de la poudre aux yeux. Une tentative ratée du gouvernement pour cacher une injustice grave pour gagner la paix sociale. »

La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ)

L'organisation s'oppose à l'orientation du budget à l'égard des universités. Elle préconise plutôt une contribution fiscale obligatoire de la part des entreprises. Elle indique par ailleurs que selon une recherche effectuée par le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport, toute augmentation des frais de scolarité empêcherait plusieurs milliers de personnes d'accéder à l'université.

« En haussant ainsi les frais de scolarité, le gouvernement actuel hypothèque l'avenir de toute une génération de la population québécoise. C'est n'est pas ce qu'on a l'habitude d'ap-

peler un projet de société », déclare Joël Pedneault, vice-président général de la TaCEQ.

Les frais de scolarité
Selon la FEUQ et la FECQ, en 2016-2017, les étudiants devront déboursier 4700 \$ par an, soit le total des droits de scolarité et des frais afférents (les frais de scolarité seront de près de 3800 \$. Un étudiant vit en moyenne avec 13 330 \$ par an et les deux tiers n'arrivent pas à boucler leur année, devant faire appel à leurs proches qui n'ont pas les moyens de payer l'augmentation prévue par le budget Bachand. D'autre part, 60 % des étudiants sortent avec une dette moyenne de 140 000 \$.

[audio-vidéo](#)

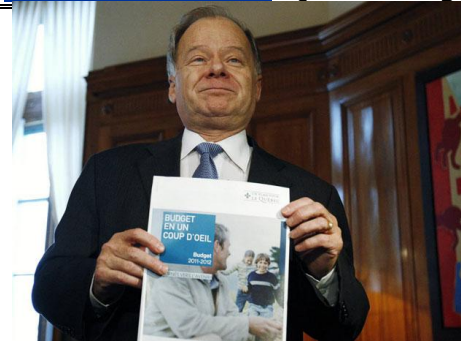
[Les explications de Sébastien Bovet](#)

[Réaction de Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec et de Michel Leblanc, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain](#)

[Un budget qui révèle des hausses pour tout le monde, rapporte Martine Biron](#)

[Gérald Fillion explique les grandes lignes de l'exercice 2011](#)

THE NATIONAL POST: Quebec budget to end long tuition freeze - Last Updated: Mar. 17, 2011 5:02 PM ET



Mathieu Belagner/Reuters

Quebec's Minister of Finance Raymond Bachand shows a mock copy of his budget during a photo-op at his office in Quebec City.

Graeme Hamilton

QUEBEC – The Quebec government moved to stave off funding crises in its universities and provincial pension plan Thursday with a budget that will leave students, workers and employers paying more.

After decades of frozen tuition fees left Quebec's rates the lowest in Canada — and less than half the average in other provinces — students will have to dig deeper beginning in the fall of 2012. Finance Minister Raymond Bachand announced that university tuition, currently \$2,168 a year, will rise by \$325 a year over five years. By 2016, undergraduate students will be paying \$3,793, an increase of 75% but still below the current national average.

"Quebec must do more and take its place among the world's most educated societies," Mr. Bachand said. He dismissed fears that the tuition increase will discourage enrollment, promising that one-third of the additional tuition revenues will go to bursaries for low-income students. The government will increase its funding of universities by \$430-million over the same period. The additional contribution by students will total \$265-million.

Unlike last year, when he announced a two-percentage-point increase in the provincial sales tax and introduced a dedicated health-care tax, Mr. Bachand avoided increasing taxes this year.

But citing a serious demographic crunch, the Finance Minister announced an increase in contributions to prevent the Quebec Pension Plan from "running dry in 30 years." The increase is to be shared equally by employees and employers. Budget documents described how Quebec's population is projected to age at one of the fastest rates in the world. The province's working-age population is projected to decrease by 3.8% during the period 2013-2030, compared with an increase of 5.5% nationally. Fewer workers will be contributing to the pension plan as the number of retirees drawing on the fund increases.

The changes, to take effect next Jan. 1, will increase employer and employee contributions by 9% each over six years. Someone earning \$48,300 or more a year will pay an additional \$201 annually by the end of the six years. Recognizing Quebec's inability to attract as large a proportion of immigrants as its neighbours, the budget also includes incentives to keep people in the work force longer. Beginning in 2013, the pension benefit for people who retire after 65 will increase, while it will decrease for those who retire between age 60 and 65. Mr. Bachand also announced a new tax credit for workers 65 or over.

"People who retire today are healthier and in better shape than in previous generations," he said. "If conditions were favourable, many of them would like to stay in the labour market longer." Mr. Bachand said the government is on course to eliminate its deficit by 2013-14, as promised last year. After running a \$4.2-billion deficit for 2010-11, Quebec is forecasting a deficit of \$3.8-billion on total expenditures of \$69-billion in 2011-12.

Opposition politicians accused the Liberal government of placing too much of the burden for deficit-reduction on students and workers. "Once

again it is taxpayers who are targeted, and the state does not manage to control its own spending," said Parti Québécois Treasury Board critic Sylvain Simard. Gérard Deltell, leader of the Action Démocratique du Québec, said that at a time of supposed austerity, the Bachand budget has created a dozen new government bodies. "The government has completely lost control," he said.

The tuition increase will prompt student protests — already an estimated 50,000 people marched against fee increases in Montreal last Saturday. But with Premier Jean Charest facing a disapproval rating of 79% according to a Léger Marketing poll conducted last week, the government has steered a more cautious course than it did last year. Mr. Bachand was forced to back down on one controversial proposal in last year's budget, a user's fee for visits to the doctor.

This year's budget spells out funding for announcements made by Mr. Charest last month as he kicked off a new legislative session. Beginning next fall, the government will spend \$240 million over five years to equip schools with such digital tools as smartboards and laptop computers. Another \$25-million will go toward intensive English instruction in French-language schools. Under the plan, students in Grade 6 will spend half the year learning exclusively in English.

Mr. Bachand offered some information on Mr. Charest's cherished Northern Plan, seen as key to the province's future economic growth. He said \$1.6-billion will be spent over the next five years to prepare for a major resource-extraction push. Another \$500-million will be available for investment in private ventures looking to develop the province's north.

"The territory is rich. Rich in gold, copper, iron, nickel and diamond deposits, rare earths and other minerals in high demand," Mr. Bachand said. He added: "The Premier invites us to develop this vast territory. . . in keeping with sustainable development principles, in consultation with the current occupants."

LE DEVOIR.COM : Les droits de scolarité seront haussés de 325 \$ par an jusqu'en 2016-2017 – Jeudi 17 mars, à 16h59





Photo : Yan Doublet - Le Devoir
Manifestation d'étudiants contre la hausse des droits de scolarité, en décembre dernier à Montréal.

La Presse canadienne

Comme prévu, les étudiants devront mettre l'épaule à la roue pour redresser la situation financière des universités québécoises. Et ils promettent déjà une mobilisation d'envergure pour faire reculer le gouvernement.

Le budget du ministre des Finances Raymond Bachand prévoit en effet une augmentation des droits de scolarité de 325 \$ par an, chaque année, jusqu'en 2016-2017.

Ces frais, qui sont actuellement de 2168 \$ en 2011-2012, atteindront donc 3793 \$ en 2016-17. Le document budgétaire mentionne que malgré ces hausses, les droits de scolarité au Québec demeureront parmi les plus bas au Canada.

Avec ces hausses, la contribution des étudiants au coût de leur formation passera de 12,7 pour

cent qu'elle est actuellement à 16,9 pour cent en 2016-17.

Il est aussi prévu qu'après 2016-2017, les droits de scolarité seront indexés au même titre que les tarifs des services publics.

Le gouvernement prévoit également une nouvelle politique tarifaire pour les étudiants étrangers et les étudiants canadiens non résidents du Québec.

«Les étudiants feront leur juste part», a conclu le ministre Bachand, au cours d'une rencontre avec la presse pour donner plus de détails sur son budget 2011-2012.

Hausses vertigineuses

Les étudiants sont carrément outrés de ce qu'ils qualifient de «hausse vertigineuse». Les fédérations étudiantes collégiales et universitaires revendiquaient un gel des droits de scolarité.

En entrevue, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Louis-Philippe Savoie, a prédit une désaffection des étudiants des classes moyennes. «C'est clair qu'on va perdre du monde des bancs d'école strictement pour des raisons financières. Et le Québec ne peut pas se permettre ça à l'heure actuelle», a-t-il tonné.

Il a promis un combat de tous les instants. «Les étudiants vont se mobiliser pour faire reculer ce gouvernement-là. Et ça commence demain», a prévenu M. Savoie.

Son collègue président de la Fédération étudiante collégiale, Léo Bureau-Blouin, renchérit. «Ça va être un automne des plus chauds et un hiver chaud. Il va y avoir des pressions jusqu'à ce que le gouvernement recule.»

Ultimement, en 2016-2017, le gouvernement assumera 51,4 pour cent du financement des universités, les étudiants 16,9 pour cent, les autres sources de revenus 16,3 pour cent, le gouvernement fédéral 12 pour cent et les dons et legs 3,4 pour cent.

De même, 35 pour cent des revenus provenant de la hausse des droits de scolarité devra être redistribué en aide financière aux étudiants. L'idée est d'atténuer les effets négatifs de la hausse des droits de scolarité sur l'accessibilité à l'université pour les étudiants provenant de familles à revenus modestes.

De plus, les universités seront invitées à aller chercher davantage de revenus sous forme de dons de la part des particuliers et des entreprises.

Elles devront également trouver d'autres sources de revenus, provenant de la recherche, de la formation continue et des services auxiliaires.

Le ministre Bachand estime que les universités, par ces divers moyens, devraient toucher des revenus additionnels de 850 millions \$ en 2016-2017.

«Le Québec est la province qui finance le plus ses universités», a soutenu le ministre Bachand.

LA PRESSE : La hausse annoncée des droits de scolarité crée des remous – Jeudi 17 mars 2011



Photo: Érick Labbé, Archives Le Soleil
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, confirme que les droits de scolarité à l'université seront haussés pour les prochaines années.

Tommy Chouinard et Louise Leduc, La Presse (Québec) La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a confirmé mercredi que le budget comprendra une hausse significative des droits de scolarité à l'université pour les prochaines années. Elle a eu beau ajouter que le programme de prêts et bourses sera plus généreux, cela n'a pas suffi aux étudiants: spontanément, une cinquantaine d'entre eux ont manifesté devant les bureaux de cinq députés libéraux avant d'être rapidement dispersés par la police.

[La Presse révélait mercredi matin](#) que les droits de scolarité augmenteront à un rythme accru. Depuis 2007, ils ont été majorés de 50\$ par trimestre - soit 100\$ par an pour la plupart des étudiants. Le budget Bachand imposera une nouvelle hausse qui pourrait atteindre 500\$ par année pendant trois ans. Si tel est le cas, cela répondra au vœu de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec, qui demande une majoration de 504\$ par année pendant trois ans.

Dans son discours inaugural, le mois dernier, le premier ministre Jean Charest avait annoncé son intention d'augmenter le financement des universités et souligné que les étudiants devraient y contribuer.

«Il faut que le diplôme universitaire québécois garde sa valeur, a plaidé Line Beauchamp, mercredi, à l'entrée de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres. Si on ne fait rien, on sera en perte de vitesse quant à l'évolution des universités en Nouvelle-Angleterre, à Toronto et à Vancouver.»

«Tout le monde doit faire sa part. Le gouvernement du Québec a réinjecté 1 milliard de dollars depuis 2003. On va continuer à être au rendez-vous, mais il y aura un effort demandé au secteur privé, et il y aura aussi une juste part demandée aux étudiants québécois. Tout ça doit être accompagné du bon programme d'aide financière aux étudiants, un programme bonifié qui fera en sorte que tout étudiant, tout adulte québécois qui veut aller à l'université aura les moyens de le faire.»

Selon elle, l'augmentation du financement des universités «doit être accompagnée d'exigences quant à leur performance». Elle a menacé de «sanctions administratives» les établissements qui font preuve de mauvaise gestion. «C'est la façon de faire si on veut être pris au sérieux.»

Durant la période des questions à l'Assemblée nationale, la critique du PQ en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy, a accusé le gouvernement de remettre aux étudiants la facture des «dépenses incroyables» des universités: «Depuis déjà plusieurs mois, nous assistons à un dérapage des dépenses des universités québécoises.»

Elle a rappelé les «révélations troublantes» concernant l'université Concordia, qui a donné une indemnité de départ de 700 000\$ à sa dernière rectrice et a acheté un appartement de 1 million de dollars à son actuel recteur intérimaire. Elle a ajouté que le salaire du recteur de l'Université Laval, Denis Brière, a augmenté de 100 000\$ en un an pour atteindre 330 000\$.

«Le gouvernement a demandé à tout le monde de se serrer la ceinture, mais il a laissé passer

toutes ces dépenses des universités. Est-ce qu'il ne faudrait pas commencer par y mettre de l'ordre avant de décréter une hausse faramineuse des droits de scolarité des étudiants du Québec?»

Québec s'était engagé à conclure des ententes de partenariat avec les universités dès 2008 «pour qu'elles dépensent leur argent en toute transparence et en toute responsabilité». Mais aucune n'a encore été signée, a déploré Mme Malavoy.

Line Beauchamp a répliqué que le PQ avait rabroué le week-end dernier son critique en matière de finances, Nicolas Marceau, qui avait dit que son parti était favorable à une indexation des droits de scolarité. La position officielle du PQ est un gel des droits jusqu'à la tenue d'un sommet sur le financement des universités. «Le Parti québécois a dit à M. Marceau de se taire, de ne pas dire la vérité», a affirmé Mme Beauchamp.

Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, a prévenu que «ça ne passera pas». Il annonce d'ores et déjà toutes sortes d'actions au cours du trimestre. «Nous allons faire monter la pression. Nous ne pouvons accepter que l'accessibilité soit aussi compromise. On pénalise les étudiants, mais aussi leurs familles.»

Si M. Bureau-Blouin assure que l'occupation des bureaux des députés n'a pas été organisée par sa fédération, il signale que le téléphone n'a pas dérogé à ses bureaux. «Les associations étudiantes sont prêtes à aller jusqu'au bout.»

Pour sa part, Louis-Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, s'est dit déçu: «Jean Charest et Line Beauchamp sont des enfants de la politique d'accessibilité des études, politique qu'ils ne veulent pas voir se perpétuer pour la génération montante.»

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Frais de scolarité dégelés – Jeudi 17 mars 2011

(Agence QMI) À la veille du dépôt du budget, la ministre Line Beauchamp a confirmé que le gouvernement n'a d'autre choix que de hausser

les frais de scolarité pour que le diplôme universitaire québécois «garde sa valeur».

« Si on ne fait rien, on sera en perte de vitesse quant à l'évolution des universités en Nouvelle-Angleterre, à Toronto, à Vancouver. Il faut que



ça vaille la peine d'aller à l'université, il faut améliorer le financement des universités, c'est indépassable, tout le monde le reconnaît », a lancé le ministre de l'Éducation hier, à la sortie de la période des questions à l'Assemblée nationale.

LE SOLEIL : La riposte attendra l'automne – Jeudi 17 mars 2011



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes
'Ce sera plus facile de mobiliser les étudiants en septembre', croit la présidente de la CADEUL,
Barbara Poirier

Daphnée Dion-Viens

L'heure de vérité a sonné pour les étudiants. La hausse des droits de scolarité a été annoncée l'an dernier, mais les modalités de cette augmentation seront dévoilées aujourd'hui dans le budget provincial. Les associations étudiantes promettent de se faire entendre, mais tout indique que le vent de contestation ne se lèvera véritablement qu'à l'automne.

Les étudiants ont beau s'opposer à toute augmentation de leur facture, la hausse des droits de scolarité est confirmée depuis un an. Reste à en définir la hauteur. Le budget présenté aujourd'hui comprendra un «plan quinquennal» qui servira à renflouer les coffres des universités, a indiqué le ministre des Finances, Raymond Bachand, la semaine dernière au Soleil. Les nouvelles hausses des droits de scolarité entreront en vigueur à partir de l'automne 2012.

Les associations étudiantes pestent depuis longtemps contre cette hausse, mais il faudra attendre l'automne avant que la grogne ne se fasse véritablement entendre, indique la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

«C'est clair qu'il va y avoir du travail à faire au courant de l'année. Le gros de la mobilisation va se faire à partir de l'automne prochain», affirme le président, Louis-Philippe Savoie. Au cours des prochaines semaines, des étudiants seront aussi présents aux quatre coins du Québec pour interpeller les ministres libéraux à ce sujet, ajoute-t-il.

M. Savoie se félicite tout de même de la participation étudiante à la manifestation de l'Alliance sociale, le 12 mars, qui a permis de réunir de 3000 à 5000 étudiants selon la FEUQ, qui représente 125 000 étudiants. «La mobilisation se construit tranquillement. Ce n'est pas facile de mobiliser les étudiants la fin de semaine», note-t-il.

Même son de cloche de la part de la CADEUL, qui représente les étudiants de premier cycle de l'Université Laval. «Il y aura probablement plus de mouvement à l'automne. Avec la fin de session qui arrive, ce sera plus facile de mobiliser les étudiants en septembre», a indiqué sa présidente, Barbara Poirier.

Du côté de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), on prévoit tout de même une manifestation le 31 mars, qui se veut «un premier avertissement clair au gouvernement Charest», a indiqué son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois.

LES ÉTUDIANTS DIVISÉS

L'ASSE organise par ailleurs un grand rassemblement national étudiant, les 7 et 8 mai à Québec, qui s'adresse aux associations locales. L'objectif : mettre en place un front commun qui permettrait de mobiliser les troupes cet automne. «C'est une rencontre qui vise à dépasser les divisions dans le mouvement étudiant», affirme M. Nadeau-Dubois.

Pour y arriver, l'ASSE propose de donner la parole uniquement aux représentants des associations locales, plutôt qu'aux exécutifs nationaux. Une démarche similaire avait été tentée en 2007, sans arriver à de grands résultats. «Les

tensions étaient trop importantes», indique le porte-parole de l'ASSE.

La dernière mobilisation étudiante d'envergure, qui remonte au début 2005, a entraîné de profondes divisions dans le mouvement étudiant. Pour protester notamment contre la décision du gouvernement Charest de transformer 103 millions \$ de bourses en prêts, les étudiants avaient déclenché une grève générale illimitée. Mais à la suite du règlement intervenu, plusieurs associations – dont la CADEUL – ont quitté la FEUQ. La Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ) a été créée en 2009, représentant plus de 65 000 étudiants provenant de l'Université McGill, de l'Université Laval et de l'Université de Sherbrooke.

«On a des positions différentes, mais toutes les associations étudiantes refusent catégoriquement toute hausse des droits de scolarité», rappelle Gabriel Nadeau-Dubois.

De son côté, la FEUQ se contente d'indiquer que des discussions sont en cours avec l'ASSE à ce sujet. Louis-Philippe Savoie rappelle par ailleurs que la hausse des droits de scolarité décrétee depuis trois ans – 100 \$ supplémentaires par année depuis 2008 – est déjà trois fois plus élevée que le coût de la vie. Un étudiant universitaire à temps plein paie présentement 2068 \$ par année.

Dans les rangs de la Fédération étudiante collégiale, on promet une plus grande mobilisation en avril et en mai, tout en affirmant que le «pire des scénarios» qui pourrait être dévoilé aujourd'hui serait la modulation de la facture étudiante selon les programmes d'études. «On n'aurait plus les meilleurs étudiants en médecine, mais plutôt les étudiants les plus riches», déplore son président, Léo Bureau-Blouin. Dans ce contexte, toute bonification de l'aide financière aux étudiants ne serait que «mettre un diachylon sur une plaie ouverte», ajoute-t-il.

THE GAZETTE : Universities overspending, PQ argues – Wednesday, March 16, 2011

Kevin Dougherty, Quebec Gazette Bureau
 QUEBEC — On the eve of a university tuition-fee hike, coming in the provincial budget, Parti Québécois post-secondary education critic Marie Malavoy complained Wednesday that the Liberal government is not reining in lavish spending on university administrators.

Malavoy raised the issue in the National Assembly question period, noting that Montreal's Concordia University leads the way in "troubling revelations," spending \$700,000 on a severance package for outgoing president Judith Woodsworth and \$1 million to buy a condo for interim president Frederick Lowy.

Université Laval, in Quebec City, recently raised the salary of rector Denis Brière by \$100,000, to \$330,00, she noted, while Université de Montréal rector Guy Breton gets \$364,000, McGill University principal Heather Munroe-Blum earns

\$358,000, and Lowy is paid \$358,000, "without counting other allowances and important severance payments," Malavoy said.

"The government asked everyone to tighten their belts but let it go with all these university expenditures," she said. "Shouldn't we start by fixing this before a sharp increase in the tuition fees of Quebec students?"

Finance Minister Raymond Bachand has made clear his intention to raise tuition fees over five years, starting in 2012. The universities have asked for five increases of \$500 a year, and Bachand has hinted companies will also be asked to contribute to university funding.

"Our game plan is to have high quality graduates from Quebec universities," Education Minister Line Beauchamp replied. "To do so, we are going to finance our universities – the government,

businesses and students – and we will be very demanding with the universities."

Since 2008, Malavoy said, the government has been committed to partnership agreements with the universities to ensure they spend their money "in full transparency and in full accountability."

The PQ critic called the spending excesses "unacceptable."

Beauchamp asked what the PQ position of tuition hikes was, noting that PQ finance critic Nicolas Marceau says he favours indexing tuition to the cost of living.

Malavoy said the PQ wants to keep Quebec's tuition fees "very low" to keep university education accessible and to hold down student debt.

"What we do not understand is that the universities are allowed to spend incredible amounts," Malavoy said.

LE SOLEIL : Budget 2011-2012: un fonds du privé pour les universités – Mardi 15 mars 2011

Jean-Marc Salvé, Le Soleil

(Québec) Le plan gouvernemental de remise à flot du réseau universitaire québécois fera appel aux entreprises. Elles seront priées d'être plus généreuses et invitées à verser leurs contributions financières dans un nouveau fonds.

La hausse programmée des droits de scolarité des étudiants sera au cœur du plan quinquennal que présentera le ministre Raymond Bachand en faveur des universités, jeudi.

M. Bachand s'est rendu aux arguments des recteurs qui déplorent depuis des années un «sous-financement» - bien que lui-même déteste cette expression.

Mais le titulaire des Finances aurait aussi imaginé les contours d'un fonds basé sur un système d'«appariement», d'après des informations recueillies par *Le Soleil*.

Ainsi, pour chaque dollar versé dans ce fonds par une entreprise, l'État québécois ajouterait un

certain montant dans la cagnotte - en plus des sommes annuelles qu'il consacre déjà au réseau universitaire québécois.





Photothèque Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve
La hausse programmée des droits de scolarité des étudiants sera au cœur du plan quinquennal que présentera le ministre des Finances, Raymond Bachand, en faveur des universités, jeudi. Il a été impossible, hier, de faire confirmer ces informations par le cabinet du ministre Bachand.

Chose certaine, un modèle semblable existe en Ontario. Le fonds d'appariement ontarien a été institué exactement au moment où le gouvernement de Dalton McGuinty a décrété une hausse importante des droits de scolarité.

Suggestion des recteurs

Cette proposition ressemble par ailleurs à une suggestion de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec. Elle a proposé la création d'un fonds d'appariement triennal nanti d'une enveloppe de 100 millions \$. Les directions des universités croient que les entreprises privées seront davantage enclines à contribuer à leur réseau lorsque les «étudiants feront davantage leur part» ou leur «juste part» - pour reprendre des mots lancés par les chambres de commerce et les organisations patronales ces dernières semaines. Il existe déjà une enveloppe gouvernementale d'appariement au Québec, mais elle est limitée à 12 millions \$ par année.

En entrevue au *Soleil*, la semaine dernière, le ministre des Finances a assuré que son gouvernement fournira «un cadre financier» de cinq ans aux universités québécoises.

Principal levier

Lors de cet entretien, Raymond Bachand n'a pas laissé planer de doute sur le principal levier qu'il utilisera : «Moi, quand j'étais jeune, je payais à peu près 24 ou 25 % des coûts. Aujourd'hui, les étudiants sont rendus à 13 ou 14 %.» C'est trop peu, laissait-il entendre. Le plan quinquennal en faveur du renflouement des universités sera l'un des gros morceaux du budget 2011-2012 que le ministre Bachand dévoilera après-demain.

THE GAZETTE : Minister promises 'stay the course' budget : Overall spending must be tightened but funds needed for education promises – Tuesday, March 15, 2011



ALLEN MCINNIS THE GAZETTE
A group from the Regroupement des Auberges du cœur protest on Monday against the provincial budget, due to be presented Thursday by Finance Minister Raymond Bachand.

KEVIN DOUGHERTY GAZETTE QUEBEC BUREAU
 QUEBEC – In the Quebec budget he presents Thursday, Finance Minister Raymond Bachand says he will "stay the course," steering toward a zero deficit by 2013-14.

He will also rise to the promises of Premier Jean Charest's address opening a new session of the National Assembly.

But attention is likely to focus on Bachand's five-year plan to put Quebec's universities on a more solid financial footing, notably by raising university tuition by as much as \$500 a year starting in 2012.

Anticipating the worst, a crowd estimated by organizers at 50,000 took to the streets in Mon-

tréal Saturday, calling on Bachand to loosen Quebec's purse strings to help low-income Quebecers hit by the economic slowdown.

There were 10 arrests at the demonstration.

"I did not expect to see 50,000 people in the street to congratulate me," Bachand said.

Bachand set an ambitious goal in his budget last year of trimming the increase in Quebec's spending to 2.8 per cent annually, winding down a five-year cycle of deficit spending instituted in 2009 to offset the economic slowdown.

But in his most recent report, auditor general Renaud Lachance says Quebec's spending is growing by five per cent a year.

That means Bachand faces the challenge of further tightening spending, while finding money for the interactive white screens and laptops Charest promised for all Quebec classrooms and intensive English courses in sixth grade for French-speaking students.

In addition to announcing his intention to cut spending in his last budget, Bachand laid out a series of higher taxes and charges to be phased in to close the budget gap. These measures included raising fuel taxes and hydro rates to increase Quebec's revenues.

When he announced the March 17 budget date earlier this month, Bachand hinted some of the shortfall in spending cuts would be offset by higher tax revenues this year, noting that 2010 "was good year."

The Quebec sales tax, which rose to 8.5 per cent on Jan. 1, will go up by another one percentage point on Jan. 1, 2012, to 9.5 per cent on top of the federal goods and services tax, for an effective sales tax of 15 per cent.

And if the federal government agrees to Quebec's approach to harmonizing its sales tax with the GST, the single rate will officially be 15 per cent, Bachand has indicated.

As well, Quebec would get about \$2.2 billion from Ottawa in compensation.

"I'll believe it when I see it," Bachand said, noting the province has been in talks with Ottawa about harmonization for 14 months.

Bachand has submitted a seven-page draft memorandum of agreement to federal Finance Minister Jim Flaherty, modelled on harmonization agreements with Ontario and British Columbia, but with one crucial difference.

Quebec wants to continue collecting both the GST and its own sales tax. Flaherty says collection would have to be transferred to the federal government.

Bachand indicated it would take several months to work out a definitive agreement on harmonization and he does not expect it will be announced in Flaherty's March 22 budget.

The Bloc Québécois has indicated it would vote against the Flaherty budget if it does not include \$5 billion the Bloc says Quebec is owed, including the \$2.2 billion for harmonization.

Bachand said he wants to announce his budget before the Flaherty budget to avoid the "pre-election whirlpool." If all three opposition parties in Ottawa vote against the Flaherty budget, the minority government of Prime Minister Stephen Harper will be defeated, triggering a federal election.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Hausse des frais de scolarité : Les étudiants ne céderont pas – Lundi 14 mars 2011

AGENCE QMI

Les étudiants attendent de pied ferme le ministre des Finances du Québec, Raymond Bachand, qui doit déposer, ce jeudi, son prochain budget devant comprendre des hausses des frais de scolarité.

« Sur le qui-vive »

« C'est sûr que nous dénonçons cette mesure-là », désapprouve la présidente de la Confédération des associations d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL), Barbara Poirier.

« Nous restons aussi sur le qui-vive concernant la question du renouvellement de la règle des frais institutionnels obligatoires (FIO). Elle était

valide pour trois ans et elle tombe à échéance pour la prochaine année budgétaire. Nous voulons nous assurer qu'elle soit à nouveau encadrée pour ne pas revivre certains épisodes vécus en 2007-2008 à l'Université Laval alors que la portion des frais technologiques atteignait 102 \$.

»

L'enjeu du Programme canadien de bourses aux étudiants (PCBE), de l'ordre de 275 millions \$, retient l'attention des étudiants du côté fédéral. « On ne sait pas si le ministère de l'Éducation ou si le ministre Bachand va placer 70 millions \$ de cet argent-là dans l'aide financière aux études, craint la présidente. Compte tenu que c'est un

champ de compétence provinciale, il ne semble pas que la ministre Line Beauchamp y soit favorable. »

Inquiets, mais déterminés

Samedi, à Montréal, d'autres étudiants ont participé à une grande manifestation contre le budget Bachand, exprimant leur inquiétude, mais aussi leur détermination.

« On va continuer à hausser le ton et ne pas lâcher jusqu'à l'automne 2012 si la hausse des frais de scolarité est maintenue », a lancé haut et fort Gabriel Nadeau-Dubois, membre de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

LE SOLEIL : La hausse des droits de scolarité au cœur du prochain budget Bachand – Vendredi 11 mars 2011





Photothèque Le Soleil

Les universités pourront compter sur un plan de relance sur cinq ans, a précisé hier le ministre Bachand.

Jean-Marc Salvét, Le Soleil (Québec) La crainte de nombreux étudiants universitaires se matérialisera sous la forme d'un «plan quinquennal» dans le prochain budget de Raymond Bachand. Et la désormais inévitable hausse des droits de scolarité en constitue une pièce majeure.

C'est ce que le ministre des Finances du Québec a confié au *Soleil*, hier, à quelques jours de la présentation de son deuxième budget.

Questionné sur des informations voulant que la hausse des droits de scolarité à l'université soit l'un des gros morceaux du budget 2011-2012, M.

Bachand s'est fait discret. Mais il a précisé que les recteurs des universités québécoises pourront - pour la première fois - compter sur un plan de remise à flot de cinq ans.

«On va fournir un cadre financier à nos universités», a-t-il révélé avant de parler d'un «plan quinquennal».

L'an dernier, Raymond Bachand avait présenté un plan de cinq ans pour insuffler de l'oxygène au système de santé québécois, à moyen terme. Il avait instauré la «contribution santé» fixe de 200 \$ que la plupart des Québécois déboursent d'ici deux ans. Il avait aussi envisagé une mesure abandonnée depuis, celle d'une «franchise santé»; autrement dit, d'un «ticket modérateur». «Les universités ont besoin de ressources financières additionnelles», a insisté le ministre des Finances en entrevue, hier. «Or, d'où peuvent provenir ces ressources?»

De trois sources. «De l'État; mais le Québec fait déjà plus que les autres. Elles peuvent venir du secteur privé. Et elles peuvent venir en partie des étudiants.»

M. Bachand laisse peu de doute sur l'orientation qu'il privilégiera jeudi. «Moi, quand j'étais jeune, je payais à peu près 24 ou 25 % des coûts. Aujourd'hui, les étudiants sont rendus à 13 ou 14

%.» Dans le contexte actuel, c'est trop peu, a-t-il laissé entendre.

Plus de la moitié des revenus globaux des universités québécoises proviennent du gouvernement du Québec - de ses contribuables (54 %).

Les entreprises

Le ministre sait qu'il fera davantage plaisir aux recteurs qu'aux étudiants la semaine prochaine. Les nouvelles hausses des droits de scolarité entreront en vigueur en septembre 2012, comme il l'a annoncé l'an dernier.

Il promet d'éviter tout «choc tarifaire». «Ce n'est pas mon style», a-t-il dit. «Le respect des citoyens nécessite des adaptations graduelles, mais sans compromis sur la finalité des choses.»

La semaine prochaine, le ministre répètera que les droits de scolarité au Québec ont été gelés pendant 33 des 42 dernières années. En 2007, le gouvernement Charest a décidé de les augmenter de 100 \$ par année pendant cinq ans, jusqu'en 2012. Les nouvelles mesures budgétaires prendront le relais à ce moment-là. En décembre, M. Bachand et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, se sont aussi engagés à solliciter un plus grand apport financier des entreprises au bénéfice des universités.

HAUSSE FRAIS DE SCOLARITÉ - AIDE FINANCIÈRE AUX ÉTUDES

LE DEVOIR : François Legault a un organisateur en chef pro-hausse des droits de scolarité – Mardi 29 mars 2011

Antoine Robitaille Québec — Patrick Lebel, un ancien leader étudiant favorable à une hausse importante des droits de scolarité à l'université, devient l'organisateur en chef de la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ). C'est ce qu'a confirmé hier l'entourage des fondateurs de la CAQ, François Legault et Charles Sirois. Ces derniers consultent actuellement des «partenaires» du monde de l'éducation afin de rédiger un texte que la CAQ rendra public sur le sujet à la mi-avril. «On va prendre position sur les frais de scolarité», a confié M. Legault la semaine dernière au *Devoir* en précisant qu'il allait «chiffrer ses positions».

Le texte du 20 février adoptait déjà le principe d'une hausse.

Patrick Lebel, 35 ans, effectue actuellement une maîtrise en droit constitutionnel à l'Université Laval. Il a été organisateur d'élection pour le Parti québécois, le Bloc québécois et le Renouveau municipal dans la région de Québec entre 2005 et 2008. De 1998 à 2001, il avait été président de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal. En février 2010, M. Lebel avait signé un pacte pour «mieux financer les universités» qui préconisait de déplaçonner pendant trois ans les droits de scolarité en tenant compte du domaine d'étude. Une

formule s'apparentant à celle choisie par Raymond Bachand dans ses derniers budgets.

M. Lebel se trouvait parmi plusieurs signataires qui avaient jadis paraphé le manifeste des lucides d'octobre 2005, dont l'ex-premier ministre Lucien Bouchard, Joseph Facal, l'ex-recteur Robert Lacroix, l'ex-ministre des Finances Monique Jérôme-Forget ainsi que les économistes Claude Monmarquette et Pierre Fortin.

M. Lebel s'occupera d'organiser la tournée que M. Legault compte organiser pour promouvoir sa coalition et échanger avec la population au sujet des quatre priorités qu'il a recensées dans son «texte fondateur» rendu public le 20 février.

LE DEVOIR : Une hausse des droits de scolarité pénaliserait la classe moyenne – Vendredi 11 mars 2011

La Presse canadienne Devant la hausse annoncée des droits de scolarité, dont elles ignorent pour le moment l'ampleur, les fédérations étudiantes collégiale et universitaire crient à la taxe déguisée pour les familles de la classe moyenne.

Dans une [étude, les fédérations étudiantes](#) ont calculé que seulement une famille sur deux dont

le revenu se situe entre 30 000 \$ et 60 000 \$ contribue réellement aux études de ses enfants. «À l'aide financière aux études, actuellement, on s'attend à ce qu'une famille qui fait 30 000 \$ de revenu brut commence à contribuer aux études de son enfant. Et les prêts et bourses deviennent de plus en plus inaccessibles, à mesure que le revenu familial augmente», s'est plaint Louis-

Philippe Savoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Les fédérations demandent donc de hausser ce seuil minimal de revenu familial à 45 000 \$ pour être plus réaliste.

Elles demandent également au gouvernement de ne pas hausser les droits de scolarité, affirmant que ce sont les familles de la classe moyenne qui seraient ainsi les plus pénalisées.

LA PRESSE : Droits de scolarité: les parents sont «pris à la gorge» - Vendredi 11 mars 2011

Ariane Lacoursière, La Presse Les parents qui gagnent ensemble entre 30 000\$ et 60 000\$ par année devraient déboursier annuellement 6000\$ pour subvenir aux besoins de chacun de leurs enfants, selon le régime de prêts et bourses du gouvernement. Mais dans les faits, les parents ne peuvent supporter une telle dépense et ne paient en moyenne que de 2000\$ à 3000\$ par enfant, selon [les calculs de fédérations d'étudiants et de parents](#), qui pressent le gouvernement de ne pas hausser les droits de scolarité à l'université.

«On en demande trop aux familles. Tous les parents veulent aider à payer les études de leurs enfants, mais plusieurs ne sont pas en mesure de contribuer suffisamment. Les enfants doivent travailler plus, et ça met en péril leurs études»,

affirme Lorraine Desjardins, porte-parole de la Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec.

Le gouvernement a déjà annoncé qu'il augmentera les droits de scolarité dès le mois de septembre 2012. La hausse exacte sera annoncée sous peu, selon le cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Aux yeux de François Paquet, le président de la Fédération des comités de parents du Québec, aucune hausse n'est acceptable. «La situation est déjà difficile: les parents de la classe moyenne sont pris à la gorge.»

«La seule façon de s'assurer que tous les jeunes de la classe moyenne qui le veulent puissent accéder à l'université est de ne pas hausser les droits de scolarité», renchérit Léo Bureau-Blouin,

président de la Fédération étudiante collégiale du Québec.

Le porte-parole de la ministre Beauchamp, Dave Leclerc, assure que le gouvernement a écouté les différents acteurs du milieu de l'éducation. «Mais tout le monde doit contribuer. Il y aura une hausse des droits. L'aide financière sera ajustée en conséquence.»

Le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Louis-Philippe Savoie, estime que le gouvernement n'a jamais démontré la volonté réelle de hausser l'aide financière aux études.

À la chambre de commerce du Montréal métropolitain, on estime qu'on doit voir les droits de scolarité comme un investissement plutôt qu'une dépense.

LE SOLEIL : Les parents ont atteint leur limite financière, selon la FEUQ – Vendredi 11 mars 2011

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil



(Québec) Alors que la hausse des droits de scolarité sera au cœur du prochain budget provincial, les étudiants reviennent à la charge pour dénoncer le calcul de l'aide financière, qui surestime la capacité de payer des parents, affirmant-ils. Une situation qui ne fera qu'empirer avec l'augmentation de la facture étudiante, selon eux.

Lorsqu'un étudiant fait une demande de prêts et bourses, les sommes qui lui sont accordées tiennent compte de la contribution parentale qui devrait être versée à l'étudiant, selon le revenu familial. Des parents qui gagnent 60 000 \$ devraient être capables de verser à leur enfant environ 6000 \$ par année pour financer ses études universitaires, selon les calculs de l'Aide financière aux études.

Or, selon [une enquête de la Fédération étudiante universitaire \(FEUQ\)](#) dévoilée hier, 40 % des étudiants qui devraient recevoir une contribution parentale n'y ont pas droit en réalité. Dans plusieurs cas, les parents n'ont tout simplement pas les moyens de payer, affirme Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ, qui en profite pour

dénoncer une fois de plus la hausse annoncée des droits de scolarité. «Au niveau des parents, la limite est déjà atteinte», affirme-t-il.

Ce constat est particulièrement vrai pour les familles dont le revenu brut est d'à peine 30 000 \$, ajoute-t-il, puisque malgré leur maigre salaire, ils devraient tout de même être capables de contribuer financièrement aux études de leur enfant, selon les calculs gouvernementaux. Les parents d'un enfant unique inscrit au baccalauréat devraient être en mesure de lui verser 1260 \$ par année, selon le simulateur de calcul que *Le Soleil* a testé hier sur le site de l'Aide financière aux études. Et ce, même si ces parents ont un revenu familial annuel de 30 000 \$ par année, ce qui est inférieur au salaire minimum à temps plein pour deux adultes.

Hausse de 15 000 \$

C'est pourquoi la FEUQ et la Fédération étudiante collégiale réclament que le revenu familial minimum à partir duquel une contribution parentale est exigée passe de 30 000 \$ à 45 000 \$.

Cette revendication est partagée par la Fédération des comités de parents et la Fédération des

associations de familles monoparentales et recomposées. «Présentement, ce sont des calculs totalement irréalistes. Il n'y a pas un parent qui ne souhaite pas aider financièrement son enfant, mais dans les faits, plusieurs ne peuvent tout simplement pas le faire», affirme Lorraine Desjardins, agente de communication pour la Fédération.

Cette dernière craint que la hausse de la facture étudiante - combinée à l'augmentation d'autres coûts comme les tarifs d'électricité, l'essence et l'épicerie - ne mène à un «cul-de-sac». «Si ça continue, on va revenir aux années 50, où il y avait juste les enfants de familles riches qui avaient accès à l'université», lance-t-elle.

Il a été impossible hier d'obtenir des précisions du ministère de l'Éducation concernant les chiffres avancés par FEUQ.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, on s'est contenté d'affirmer hier que la hausse des droits de scolarité allait être accompagnée de mesures visant à revoir l'aide financière aux études.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN EX-LOCK-OUT : Les étudiants manifestent contre une hausse des frais – Samedi 26 février 2011



PHOTO JOËL LEMAY, AGENCE QMI

√ Plus d'une centaine d'étudiants ont manifesté contre Jean Charest.

STÉPHANIE SAUCIER, Agence QMI

Plusieurs associations collégiales et universitaires ont profité de la visite du premier ministre Jean Charest, hier, à Montréal, dans le cadre d'une allocution devant la Chambre de commerce, pour protester contre son intention d'augmenter les droits de s

Plus d'une centaine d'étudiants s'étaient postés devant le centre Sheraton, arborant pancartes et tuques de laine à l'effigie de la Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAÉCUM). Ils entendaient ainsi rappeler au premier ministre que près de 40 % des étudiants qui abandonnent leurs études universitaires le font pour des raisons financières.

« Le gouvernement fait fausse route en matière d'éducation », a lancé Martine Desjardins, présidente de l'Association des étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE).

« Ce ne sont pas des « tableaux intelligents » tout droit sortis du chapeau tels des lapins dont le Québec a le plus besoin, mais des d'étudiants ayant accès aux études universitaires à un coût abordable », a-telle expliqué.

Augmentation de 500 \$

Selon l'ADEESE-UQAM et la FAÉCUM, les frais de scolarité auront augmenté de 30 % en 2012, ce qui correspond à une augmentation de 500 \$ par année pour un étudiant à temps plein, ce qui contribuera à exacerber la situation qualifiée de « précaire » dans laquelle se trouve la communauté étudiante.

Actuellement, près de 70 % des étudiants affirment s'endetter au cours de leurs études, alors que le quart d'entre eux estiment que leur dette finale avoisine les 20 000 \$. Une situation que la FAÉCUM qualifie d'inquiétante.

LA VOIX DE L'EST : Idées : La hausse des frais de scolarité réduit l'accessibilité, par Nicolas Pfister, Vice-président de l'Association étudiante et étudiant du Cégep de Granby Haute-Yamaska, Étudiant en sciences humaines du Cégep de Granby Haute-Yamaska, et Mathieu Morin, Vice-président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Étudiant en journalisme au Cégep de Jonquière – Jeudi 24 février 2011

Augmentation, taxation et privatisation, voilà les 62 % d'efforts du gouvernement. Hausser les frais de scolarité, c'est hypothéquer le Québec de demain pour amortir les problèmes d'aujourd'hui. Ainsi, [contrairement à ce que laissait croire dans ces pages Marc-André Morency](#) jeudi dernier, une hausse des frais de scolarité nuit à l'accessibilité aux études. Une interprétation bornée de simple chiffres de Statistique Canada ne suffit pas pour bien saisir l'enjeu. En automne dernier, la revue Medical Education démontrait que c'est dans les facultés de médecine du Québec que l'on retrouve le plus d'étudiants provenant de ménages de 70 000 \$ et moins.

Hausser les frais de scolarité signifie ne plus avoir les meilleurs médecins, mais ceux qui en ont les moyens. D'ailleurs le modèle québécois fait présentement des petits partout au Canada. Pour reprendre l'enquête de Statistique Canada citée par M. Morency, les provinces de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick ont gelé leur frais de scolarité pour une deuxième année consécutive alors que la Nouvelle-Écosse les a baissés pour une troisième année consécutive. En raison de l'augmentation des frais de scolarité québécois de 6 % par année depuis 2007, pour la première fois depuis 50 ans, il en coûtera moins cher d'étudier aux cycles supérieurs à

Terre-Neuve l'an prochain qu'au Québec. Jean Charest détruit ce que Jean Lesage a bâti.

De plus, concernant le taux de fréquentation universitaire, affirmer que le Québec traîne de la patte relève de la malhonnêteté intellectuelle.

D'une part, pour comparer la fréquentation universitaire, il est traditionnellement reconnu de prendre le taux de fréquentation chez les 20 à 24 ans. Toutefois, puisque le Québec comporte un ordre post-secondaire supplémentaire aux autres provinces (le cégep), on se doit d'inclure le tiers des étudiants inscrits au collégial dans le taux de fréquentation universitaire pour se comparer équitablement avec les autres provinces. Après cette manipulation, le Québec se classe deuxième, juste derrière l'Ontario qui attire plus d'étudiants étrangers que le Québec.

Toutes ces données ont amené à dire ce que toutes les études sérieuses disent déjà: la hausse des frais de scolarité réduit l'accessibilité aux études universitaires. Le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada partage cet avis. D'ailleurs, à l'heure actuelle, la seule étude disponible sur le site du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) prévoit une catastrophe si le Québec va de l'avant avec une augmentation massive des frais de scolarité tel qu'envisagé par le premier ministre, Jean Cha-

rest, et son ministre des Finances, Raymond Bachand. En effet, on estime que même accompagnée d'une bonification des prêts et bourses, le nombre d'étudiants fréquentant l'université diminuera de 21 % d'ici la fin d'une telle hausse!

Une des causes probables de cette diminution drastique est que la culture de l'éducation au Québec est jeune. Présentement, 40 % des étudiants universitaires sont des étudiants de première génération, c'est-à-dire, dont les parents ne sont pas allés à l'université. Cette statistique grimpe à 70 % pour les étudiants situés dans des régions ressources. L'accessibilité dont se sont dotés les Québécois dans les années 60' est donc fragile et nous devons la maintenir.

Enfin, M. Morency se demande pourquoi la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ne milite pas plutôt pour la bonification du programme de prêts et bourses. En fait, depuis 20 ans, la FECQ revendique une refonte de ce programme poussièreux. Pour avoir les moyens de ses ambitions, la FECQ a fait pression l'an dernier sur le gouvernement fédéral afin qu'il bonifie ses transferts en matière d'Aide financière aux études (AFE) pour le Québec. Les étudiants ont finalement eu gain de cause le 4 février dernier alors que le ministre Christian Paradis a annoncé une bonification de 70 M\$ en transferts fédéraux

pour l'AFE. Aussitôt, Raymond Bachand et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, ont réagi pour dire qu'il s'agissait d'un transfert non conditionnel et que Québec préférerait investir cet argent pour régler le déficit plutôt que pour aider les étudiants.

Avec une dette étudiante moyenne de 15 000 \$ à la fin d'un baccalauréat, il est temps que notre gouvernement fasse des choix profitables pour les jeunes à long terme, soit cesser la hausse des frais de scolarité en 2012 et bonifier le programme de prêts et bourses. C'est pour cela que

nous vous invitons tous à venir à la manifestation le 12 mars 2011, à Montréal, pour protester contre le budget du gouvernement du Québec.

MÉTRO : Les étudiants contestent la proposition de François Legault sur les frais de scolarité – Lundi 21 février 2011

La proposition de François Legault en matière de financement des universités ne plaît pas aux principales associations étudiantes du Québec. Dans un communiqué envoyé aujourd'hui, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) affirment qu'«en matière de financement des universités, les étudiants sont les premiers visés par la proposition de François Legault».

Le nouveau partage du financement entre étudiants et gouvernement proposé par la Coalition pour l'avenir du Québec est au cœur du désaccord. «La proposition de la Coalition équivaut à poursuivre et accentuer la politique actuelle de hausse des frais de scolarité pour s'approcher du

modèle canadien, ce qui a eu pour effet d'évacuer les étudiants les plus démunis des bancs d'école», a fait valoir Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ. «D'un côté, on dit vouloir prioriser l'éducation, et de l'autre on rajoute des barrières financières aux étudiants qui désirent poursuivre des études universitaires. Ça n'a rien de neuf!» a-t-il également souligné.

«Si la volonté de cette coalition est de favoriser le dynamisme du Québec, il doit s'assurer que ce sont les étudiants les plus méritants qui fréquentent les universités québécoises. Cela passe par l'arrêt de la hausse des frais de scolarité», a noté pour sa part Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ.

De son côté, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a aussi montré son «profond désaccord» avec le manifeste de la Coalition pour l'avenir du Québec.

«Tout comme la CREPUQ, le milieu des affaires et la ministre Beauchamp, messieurs Legault et Sirois se servent d'un sous-financement prétextuellement catastrophique pour légitimer un arrimage supplémentaire des universités au marché et une hausse des frais de scolarité», a déploré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ. «Bien loin d'un vent de changement, ce groupe est en fait la dernière manifestation d'une montée généralisée de la droite dans le paysage politique québécois», a ajouté M. Nadeau-Dubois.

LA VOIX DE L'EST : Idées : Pour en finir avec le dégel des frais de scolarité..., par Marc-André Morency, Président du Regroupement autonomiste des étudiants du cégep de Granby Haute-Yamaska, Shefford – Jeudi 17 février 2011

Comme vous le savez, un débat fait actuellement rage entre le gouvernement du Québec et les fédérations étudiantes en ce qui a trait au dégel des frais de scolarité. Au début, l'idée de devoir payer plus alors que nos parents auraient eu des frais moindres me révoltait comme tous les étudiants qui ne s'étaient pas renseignés plus qu'il faut sur le sujet, soit ce que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) voulait bien nous dire. J'ai décidé de me renseigner plus sur le sujet et quelle fut ma surprise lorsque j'ai vu les chiffres nous comparant aux autres provinces! En effet, les étudiants québécois sont les étudiants qui paient le moins cher au pays avec Terre-Neuve, soit aux alentours de 2500 \$ par session contrairement à l'Ontario et la Nouvelle-Écosse où les chiffres se situent aux environs de 6500 \$ par session. À ce moment, je me suis dit qu'avec des frais si avantageux, nous serions dans les provinces où il y aurait le plus d'étudiants fréquentant les universités... Mais non! Quand on regarde la proportion de la population fréquentant une université, nous sommes au 9e rang avec un chiffre de 2,22 %... Et qui trône au sommet du classement? La Nouvelle-Écosse (3,54 %) et l'Ontario (2,83 %) ! Ces 2 mêmes provinces où les frais de scolarité sont les plus chers, mais la FECQ disait qu'augmenter les frais

de scolarité diminuerait l'accessibilité... Trouvez l'erreur!

D'ailleurs, une étude de Statistique Canada a confirmé que la hausse des frais de scolarité n'avait pas d'impact sur la fréquentation des universités. Entre 1993 et 2001, les frais de scolarité ont augmenté de 77 % au Canada. Durant cette même période, les jeunes de familles à revenu moyen ou faible n'étaient pas moins susceptibles de fréquenter l'université en 2001 qu'ils ne l'étaient en 1993. Conclusion: une hausse des frais de scolarité n'a pas d'impact sur l'accès à l'éducation.

Dans ce cas-là, je me suis dit que possiblement nous serions les étudiants qui contribueraient le plus aux coûts que nécessitent les études... Mais non! En effet, le Québécois est celui qui contribue le moins aux frais de son programme universitaire, soit un maigre 10 % contrairement à la Nouvelle-Écosse où le chiffre grimpe à 33,7 % ! Et là, pour conclure le tout, si l'on observe le parallèle surplus/déficit des universités au pays, le Québec est roi pour le déficit! En effet, le chiffre s'élève à 251,3 millions de dollars, la province la plus endettée au pays... contrairement à l'Ontario où l'on parle de surplus chiffrés à 657,4 millions de dollars!

Avant de continuer, je tiens à préciser que tous les chiffres proviennent de Statistique Canada et les chiffres pris étaient les plus récents disponibles. Je ne sais pas si vous êtes d'accord avec moi, mais je trouve ce constat surprenant! Bon, j'entends d'ici que les jeunes manquent d'argent et que cela va être aux parents de payer. On peut réussir à changer cela en forçant la main du gouvernement en leur demandant le dégel des prêts et bourses et ainsi pouvoir donner plus aux étudiants. La FECQ dénonce le fait qu'il manque 260 millions dans la caisse des prêts et bourses, alors pourquoi ils ne militent pas là-dessus à la place! Il est vrai que 7 \$ par jour pour manger est ridicule. Ceci est une protestation valable et le gouvernement se doit d'aider sa relève. Certains voudront dire: pourquoi alors dégeler les frais de scolarité alors que l'on exige également qu'ils nous donnent plus de prêts et bourses? La réponse est simple: pour l'État, les prêts et bourses sont des investissements, car les impôts qu'ils vont payer plus tard vont leur faire gagner leur pari. Les universités, par contre, ne voient pas le fruit de leur travail, sauf dans des classements et des taux de placements. Cela est peut-être valorisant, mais ça ne paiera pas pour les coûts qui sont sans cesse croissants.

THE GAZETTE: Frustration marches onward against Concordia tuition hikes - Tuesday, February 15, 2011

"The Charest government vowed to end the freeze on undergraduate tuition." "Increasing tuition by \$500 a year is excessive."

CONCORDIA STUDENT MATTHEW BRETT

PEGGY CURRAN

It was a wet, miserable, piggyback ride, but at least the burgers were free.

Hundreds of Concordia students spent their lunch hour huddled on the terrace behind the Henry F. Hall building, furiously texting their friends, classmates and any acquaintances they could talk into joining a rainy Valentine's Day march against the university administration in general, and proposed tuition hikes in particular.

"We're on a mission to lower tuition," political science major Fernando Urruela shouted into the microphone, pushing for enough participants to make the study day official. The magic number was 850, or 2.5 per cent of the university's undergraduate enrolment.



Photograph by: John Kenney, THE GAZETTE
Isabelle Lacombe (right) and other Concordia students attended a rally outside the Hall building of Concordia University in Montreal to protest against proposals by Quebec government to boost tuition fees by \$1,500 over the next three years.

"Tell your friends, tell your enemies. We're serving democracy on a bun here. It comes with a pickle."



Photograph by: John Kenney, THE GAZETTE
Concordia students text their friends Monday, urging them to turn out for the demonstration at the university's downtown campus.

Organizers of the grassroots protest were keen to capitalize on the uproar at Concordia over the departure of president Judith Woodsworth, with slogans such as "Don't throw students' lives away just for someone's severance pay."

Students were urged to join a group of rogue professors who plan to form a human chain outside the Board of Governors meeting on Thursday, and to sign a petition calling for the resignation of chairman Peter Kruyt. But the real aim of the rally, endorsed by the Concordia Student Union and the Graduate Students Association, was to energize students about an issue closer to their hearts and wallets – a recommendation, supported by universities and business leaders, to raise university tuition by \$1,500 over the next three years. "We need to send a clear message that tuition hikes are unacceptable," said Louise-Philippe Savoie of the Fédération étudiante universitaire du Québec. Savoie cited studies that suggest higher fees in other parts of Canada have made it increasingly difficult for young people from

lower and middle-income families to attend medical school and other programs where fees have soared. "It's absurd what's happening," said Matthew Brett, who helped organize yesterday's protest. "Increasing tuition by \$500 a year is excessive. ... There needs to be a serious debate." The Charest government has vowed to end the freeze on undergraduate tuition, with many predicting Quebec will lower the boom in the provincial budget next month. Students from across the province are planning a major rally in Montreal on March 12. "I can't afford university now, it shouldn't be as expensive as it is," said Claire Evans, a fine arts student specializing in drawing and sculpture.

"Especially at Concordia. You want university to be open to the people who want to be there, not just the people who can afford it." After an hour of frantic text messages and phone calls, the rally had gathered just enough people to hold a vote declaring the study day official. While professors were cautioned not to cancel classes, many let it be known they would show leniency toward students who missed classes or were late turning in an assignment yesterday. As a group of roughly 200 students set off on a symbolic march around the block, one young woman in a soggy wool parka turned to her equally bedraggled companions. "What is a Day of Action anyway?" "I'm not really sure." "We're going to lunch, want to come?" "Nah, I'm going to class."

TÉLÉQUÉBEC : Huis-Clos : Augmenter les frais de scolarité des étudiants universitaires: Êtes-vous pour ou contre? – Vendredi 11 février 2011

Voir l'émission

La hausse des frais de scolarité est-elle la solution au sous-financement chronique des universités québécoises? C'est du moins ce que croient les recteurs, qui demandent au gouvernement de les augmenter de 500\$ par année durant trois ans. Les frais passeraient ainsi de 2168\$ l'an prochain à 3680 \$ en 2014, soit une augmentation de 70%. Autour de cet important enjeu financier, deux visions s'affrontent. D'un côté, il y a les partisans d'un réseau universitaire compétitif et sain financièrement. De l'autre, ceux qui défendent le principe d'une éducation accessible à tous. Nos jurés devront trancher.

Les jurés

Pour



Stéphane Mailhiot
Montréal
Publicitaire



Raphaël Melançon
Joliette

Étudiant en communication et politique



Julie Barriault
Saint-Georges-de-Beauce
Directrice des ressources humaines



Jean Demers
Montréal
Retraité
Contre



Marie-Laure Landais
Montréal
Chargée de projet



Vanessa Langlois
Montréal

Étudiante en études féministes



Line Grégoire
Québec

Directrice, résidence pour personnes âgées

Les invités

Témoins



Maude Marquis-Bissonnette
Étudiante en droit

Elle défend le principe d'un enseignement accessible à tous, peu importe l'épaisseur du portefeuille.



Olivier Girardeau
Étudiant au cégep

Il se dit prêt à payer davantage pour obtenir une formation de qualité.

Spécialiste



Clément Lemelin
Professeur retraité de sciences économiques à l'UQAM

Il rend compte des effets possibles d'une hausse des frais de scolarité sur l'accès aux études supérieures.

Débatteurs



Louis-Philippe Savoie

Président de la Fédération étudiante universitaire du Québec

Il affirme que les étudiants sont déjà suffisamment endettés et qu'augmenter les frais pousse-

ra les plus pauvres d'entre eux à renoncer à leurs études.



Daniel Zizian

Président de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
Il rappelle que les étudiants québécois payent en moyenne deux fois moins pour leurs études supérieures que leurs confrères canadiens. Selon lui, il est temps qu'ils mettent l'épaule à la roue pour combler le sous-financement des universités québécoises.

Commentaires

Eve L - Montréal

Bonjour à tous, Votre émission est vivement venue chercher mes émotions et ma réflexion quant à ce sujet. Les faits: - J'ai 34 ans, je travaille depuis 15 années dans mon domaine d'étude, domaine que j'aime beaucoup. - Aucun de mes parents n'a investi dans mes études, mes vêtements, ma voiture ou mon logement... Je travaille depuis que j'ai 14 ans pour subvenir à mes besoins personnels et scolaires. - J'ai une dette d'études universitaires de 16 500 \$ encore aujourd'hui ce qui m'empêche de terminer mon bacc et ce, malgré toute ma bonne volonté, planifier ma retraite, de cotiser à des réer ou d'investir mon présent et mon avenir... Je trouve cela révoltant d'entendre:

- Que la génération précédente a eu 33 années de gel de frais à laquelle nous devons compenser
- De voir autour de moi des gens qui ont accès à des prêts et bourses... malgré que leurs parents paient leurs études (faillie dans le système) alors que plusieurs qui en ont vraiment besoin on peine à s'en sortir.

- De voir qu'une rectrice (entre autres) a reçu 700 000 \$ de frais de départ, en plus du salaire qu'elle a reçu durant ces années et sa retraite bien planifiée... avec une belle sécurité financière.

Oui, les étudiants doivent être participants et proactifs face à leur réalité scolaire, que ce soit en effort et/ou en argent. Mais que les générations qui nous précèdent regardent aussi la société financière corrompue qu'ils nous laissent... à notre détriment. Madame Lamarche je saisis votre réaction face au désir de certains d'envisager vouloir fonder une famille, une maison dans la trentaine... sachez qu'autour de moi, les couples dans la 60 aine présentement, ont acheté leur maison à 20 ans, qu'ils ont payé 28 000 \$ avec une aide en don du gouvernement non remboursable... Le loyer moyen aujourd'hui à Montréal est de 700\$ / 800 \$ par mois, il n'est

pas toujours luxueux et ne peut pas toujours contenir plusieurs personnes, à ce prix, en colocation. Évidemment, il ne sert à rien d'avoir un discours ou une attitude de victimisation mais pouvons-nous remettre en proportion que les générations en petit nombre peinent à subvenir aux grands besoins des générations nombreuses qui nous précèdent.

Hausser les frais de scolarité... ? Ce qui est inégal, c'est la dette qui suit tout ceux qui s'endettent pour un minimum d'études. Débuter une carrière à 0 \$ d'endettement ou en débuter une endetté de 20.000\$... je crois que l'enjeu est là... ! Merci pour votre émission et ses débats.

Gilles H - L'Assomption

Je suis très déçus de voir le résultat final. Les études universitaire ce n'est pas seulement un outil d'accès pour une future carrière. C'est la richesse du peuple. L'éducation universitaire nous transmet un savoir qui lui nous donnera un pouvoir pour les générations futures. En plus en augmentant les frais sur le dos des étudiants, vous diminuez la qualité de l'apprentissage. Si l'étudiant est obligé d'augmenter ses heures de travail pour joindre les deux bouts, il sera obligé de couper dans les heures d'études. Lorsque je fait appel à un professionnel, je préfère qu'il me donne les bonnes réponses et pour cela ça demande plus qu'une simple note de passage. Donc si je lui enlève 10 hrs d'études par semaine, je risque d'être déçu plus tard par les services que je vais recevoir. Bref je préfère être opéré par un spécialiste qui obtient un A dans ses note qu'un simple B- ou c ?

C'est la même chose avec un conseiller financier, un avocat ou bien l'ingénieur qui dessine des ponts ! Il y a aussi le facteur psychologique et physique des étudiants qui est important aux études. J'aimerais terminer en disant qu'il ne faut pas seulement comparer les frais avec les autres université du Canada ou bien des États-Unis. Mais analysons le problème dans un marché mondial avec des pays en émergence non seulement ils ont compris l'importance des études, mais aussi ils nous devancent dans bien des cas sur le plan des découvertes et des nouvelles technologies. En augmentant les frais sur le dos des étudiants c'est devenir un pays moins producteurs donc moins riche. Obama lui, il l'a bien compris si vous avez écouté son discours de l'union des nations. Domage que l'on en soit arriver à ce stade, aussi comparer les études universitaire dans le temps n'est pas très valable car il ne s'agit pas seulement d'avoir une note de passage comme dans les années 70, mais plutôt d'être le meilleur dans une société de performance et un marché mondial Merci G.hubert

L'Assomption

Marie-Pier C - Montréal

Je trouve dommage qu'on accuse les étudiants de surconsommation. Premièrement, la majorité des gens autour de moi et moi-même dans mon baccalauréat n'ont pas de cellulaire ni le câble. Si je peux me permettre des activités, c'est grâce au revenu de mon copain qui n'est pas aux études. Je ne suis pas admissible à l'aide financière aux études, malgré le fait que je n'habite plus chez mes parents depuis quatre ans, car je suis toujours considérée à charge de mes parents, qui sont dans la classe moyenne. Je dois travailler pour payer une part de mes études et mon loyer puisque mes parents ne sont pas en mesure de payer tout les frais que cela comporte. Je dois travailler en plus de mes implications bénévoles, de mes heures de cours par semaine et des lectures et travaux. Si la facture augmenterait dans le moment, je ne pourrais continuer mes études, étant déjà dans le rouge et obligée d'emprunter des sous à des amis déjà sur le marché du travail. Il faudrait voir si on

peut trouver un autre moyen de financer les universités. Il y a des coupures partout actuellement à l'UQAM. En plus d'augmenter les frais de scolarité, l'université elle-même coupe dans les services aux étudiants. Pourquoi devrais-je payer plus pour avoir encore moins et ne pas être en mesure d'assumer les frais de mes études?

Dimitrios R - Montréal

Les matières premières et les dollars en banque ne valent pas grand-chose sans les connaissances de pointe nécessaires dans une société moderne. Regardons l'Afrique qui est pauvre parmi les plus grandes richesses naturelles. Même chose pour bien des pays de l'Amérique latine. Pour protéger nos revenus, incluant nos pensions, nous devons maintenir une position concurrentielle dans le savoir. Si nos étudiants d'aujourd'hui sont seulement les enfants de riches, nous avons un handicap énorme en ayant moins du monde dans la course et en ayant une bonne partie qui a raison de croire que leur avenir ne requiert pas trop d'effort, les bons contacts étant plus importants (whom you know, not what you know), en bon anglais. Éliminer les frais de scolarité et augmenter les bourses emmèneraient tous les jeunes à porter d'une éducation avancée, incluant la maîtrise et le doctorat. Les deux derniers demandent une qualité de martyr, sacrifier la belle vie, la sécurité d'un emploi et d'une carrière pendant 2 à 7 ans, plus quelques années de post doc, pour suivre une vie de moine de la science, dans l'austérité, faute de temps et d'argent. C'est ça la vie de nos futures chefs de recherche. Finir gravement endetté, emmène la personne à chercher l'argent rapide et non ce qu'elle aimerait faire, même si à moyen terme l'efficacité serait moindre.

Dire qu'en augmentant les frais de scolarité nous allons aussi augmenter les bourses est hypocrite, puisque le but est de faire payer ceux qui veulent s'éduquer. La morale dit que la contribution doit être proportionnelle à la richesse, pas proportionnelle à l'éducation, présente ou recherchée. À moyen terme l'économie et la morale se rejoignent, ne l'oublions pas. Le terrain est plus vaste que l'Amérique du Nord c'est toute la planète. Les frais de scolarités sont inexistant dans la plupart des pays, e g en Europe. Améliorer l'éducation, rendre plus juste l'évaluation des étudiants, être plus transparents et juste dans l'évaluation des compétences requises pour l'embauche et les promotions sont essentiels. La décision de Bush et Cie de limiter la contribution de ceux qui gagnent plus de 250.000\$ et des entreprises au fardeau fiscal est un chemin à suivre, à sens inverse. Ce n'est pas seulement une question de justice, c'est aussi une question de survie pour notre société. Dimitri, Montréal

Denis D - St-Damien de Brandon

L'instruction est aussi importante que la santé dans nos choix de société. Non seulement il ne faut pas augmenter les frais, mais il faut les abolir, du moins jusqu'à l'obtention d'un premier baccalauréat. Après ce stade, l'étudiant peut très bien travaillé un certain temps afin de se payer des études plus avancées. Par contre, je serais d'accord que les test d'aptitudes pour être acceptés à titre d'étudiant au universités soit plus rigoureuses. L'étudiant qui coule, coûte cher, mais il aura essayé, mais celui qui lâche sans raison valable, devrait payer sa part. Pour le financement, étant donné que leur salaire est appelé à être supérieur à la moyenne des citoyens, une taxe spéciale "université" devrait leur être imposée, selon leur revenus, pour remettre ce qu'ils ont reçus de la société et donner la chance à d'autres de s'instruire sans tenir compte de leur capacité de payer. Même que j'irais plus loin en disant que chaque finis-

sant universitaire devrait, après quelques années de pratique dans leur domaine respectif, parrainer un étudiant tout le long de leur passage. Une fois le cycle mis en place, les universités n'auraient plus de problème de financement. Comme société, il faut mettre les priorités aux bons endroits.

Jean-Daniel N - Québec

On compare souvent le présent au passé. Alors, on peut comparer les salaires minimums comme un des participants a fait dans l'émission. Toutefois, on ne compare pas les prix du loyer, de l'électricité, de l'essence, de l'épicerie qui, il me semble, sont nettement supérieurs aujourd'hui. Ils ont tous augmentés de 2-3 fois même plus mais les salaires n'ont pas tripler. Les taxes et les impôts ne cessent d'augmenter. Les banques ne donnent aucun intérêt sur l'épargne mais ils offrent du crédit à 20% d'intérêt. Je crois personnellement que les étudiants d'aujourd'hui ont un pouvoir d'achat nettement inférieur à ceux du passé. On dit également qu'ils ont tous un ordinateur et internet. C'est vrai mais les profs envoient tout sur internet (plan de cours, travaux à rendre, etc.) et n'acceptent pas les travaux écrits à la main. Mais bon ils sont gras dur ces étudiants.....

Judith F - Montréal

Je suis contre!! La plupart des étudiants s'endettent. Oui, on parle du "quand on veut, on peut" et que les étudiants vont à l'école en voiture et par conséquent, ils ont les moyens! Il ne faudrait pas non plus tomber dans les généralisations! On parle d'augmenter les frais de scolarité et ce, pour tous. Le voilà le problème, le "pour tous", pourquoi ne pourrions-nous pas augmenter les frais de scolarité selon le revenu des parents? Et donc, ne pas écarter ceux qui ne peuvent pas payer les études.

Jean-David G - Québec

Nous n'avons pas le choix. Il faut cesser d'attendre à plus tard. Oui l'éducation pour tous, mais est-ce la meilleure éducation? Est-ce que les salaires de nos profs du Québec sont les mêmes qu'en Ontario? Toutefois, les universités ont à travailler sur leur gestion.

Stéphane F - Montréal

Avant même d'augmenter les frais de scolarité, le gouvernement devrait présenter une stratégie d'enseignement. Présentement, le chemin scolaire de l'étudiant moyen le guide vers l'université. Hors, plusieurs d'entre eux ne savent pas qu'un DEC ou même un DEP peut très bien combler leur aspiration ouvrière. Il y a un mythe chez les générations antérieures, parents et grand-parents, qui veut que les études universitaires riment avec meilleurs salaires et meilleurs emplois alors que ce n'est pas automatiquement le cas. J'ai moi même fait des études universitaires. suivent aux pressions de mes parents et grand-parents. Je ne regrette pas ce savoir que j'ai acquis car je suis devenu un meilleur citoyen mais ma carrière à débiter suite à des études que j'ai entreprises au DEP. Maintenant je poursuis mes études afin d'obtenir un second DEC. Donc, pour en venir au sujet qui demande si je suis pour ou contre l'augmentation des frais universitaires, il serait bon de savoir qu'elle est la stratégie du gouvernement. Veut-il de meilleurs citoyens donc permettre l'accessibilité à faible frais ou permettre l'accès à ceux qui acceptent le risque d'un endettement important dans l'espoir d'avoir un meilleur futur? D'après moi, si le gouvernement et notre société valorisaient les diplômés professionnels et techniques, ce dilemme ne se poserait pas et les frais pourraient être augmentés afin de financer un système universitaire davantage compétitif. Stéphane

Robert P - Jonquière



J'ai complété mon Brevet A à l'UQAC en 1975. Les frais de scolarité seulement pour un crédit était d'environ 70\$. Ces frais sont les mêmes aujourd'hui mais il faut ajouter plusieurs frais supplé-

mentaires pour un total de 157.15\$. C'est évident qu'il y a une grande différence, mais il faut prendre en considération que les cours se donnaient dans un ancien couvent et l'UQAC en était

à ses début. Il n'y avait pas tous ces frais supplémentaires qui me semblent nécessaires aujourd'hui.

[Voir l'émission](#)

LA PRESSE : Des organisations étudiantes accusent Québec de « détourner » de l'argent qui leur est destiné – Samedi 05 février 2011

LOUISE LEDUC

Les étudiants accusent le gouvernement du Québec de détourner une partie des 275 millions versés en janvier par Ottawa pour les prêts et bourses, ce que nie Line Beauchamp, ministre de l'Éducation.

Hier, les organisations qui représentent les cégepiens et les universitaires se sont réjouis du fait qu'Ottawa ait versé 275 millions en aide aux études aux jeunes Québécois (70 millions de plus que prévu), mais ils ont dit redouter que le chèque ne leur soit que partiellement acheminé.

Selon les étudiants, tout indique qu'une partie de l'argent sera versé au fonds consolidé de la province et ira ainsi au service de la dette plutôt qu'aux prêts et bourses, alors même qu'on est

en train de hausser les droits de scolarité graduellement.

« Le gouvernement fédéral a fait son travail. Nous demandons maintenant au gouvernement de respecter ses engagements. Les besoins sont réels, et plus on retarde la bonification des prêts et bourses, plus la relève s'endette. Les étudiants ne laisseront pas le gouvernement Charest détourner l'argent qui leur est destiné », a déclaré par voie de communiqué Louis-Philippe Lavoie, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Il n'en est rien, a dit pour sa part Line Beauchamp, ministre de l'Éducation.

Chaque année, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et le Québec reçoivent des sommes compensatoires pour administrer leurs propres

programmes d'aide financière aux étudiants, puisqu'ils ne participent pas au Programme canadien de prêts aux étudiants.

« Les sommes dont on parle ont été versées pour l'année dernière », a expliqué Mme Beauchamp. Si Ottawa a versé 275 millions, le Québec a dépensé l'an dernier plus du double pour son propre régime, « le plus généreux du Canada ». Les 70 millions versés en plus ne changent donc rien au portrait, a expliqué le ministre.

La ministre a cependant assuré que le programme de prêts et bourses sera bel et bien amélioré en temps et lieu pour compenser la hausse des droits de scolarité. « Nous allons bonifier le régime de prêts et bourses pour accompagner cet effort que l'on va demander aux étudiants et aux entreprises. »

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : L'aide fédérale profitera-t-elle aux étudiants ? : Leurs représentants ont des doutes – Samedi 05 février 2011



PHOTO SIMON CLARK, AGENCE QMI

✓ Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, et son collègue Louis-Philippe Savoie, de la Fédération étudiante universitaire du Québec, ont

TAÏEB MOALLA Agence QMI QUÉBEC | Les représentants des étudiants redoutent que le gouvernement provincial fasse main basse sur les 275 M\$ de « montants compensatoires » qu'Ottawa vient tout juste d'accorder à Québec.

Deux ministres conservateurs, Josée Verner et Christian Paradis, ont annoncé hier, à l'Université Laval, l'octroi de ce montant pour les étudiants de niveau postsecondaire pour l'année scolaire 2009-2010.

Il s'agit d'une hausse de 150 M\$ par rapport à 2008-2009.

« La plupart du temps, quand je prends la parole en public, c'est qu'il est question des ressources naturelles, mais aujourd'hui [hier], les ressources dont j'ai la chance de parler sont ici même devant moi. Elles ont les têtes pleines d'idées et le regard tourné vers l'avenir. Ce sont les étudiants », a lancé fièrement M. Paradis, lieutenant québécois du premier ministre Stephen Harper.

Sceptique Comme l'éducation est une compétence exclusivement provinciale et que Québec s'est retiré du programme fédéral de prêts et bourses depuis 1964, Josée Verner a admis que « selon le principe de la nation québécoise et du fédéralisme d'ouverture, le gouvernement du Québec est libre de disposer de cette somme-là ».

commenté cette aide fédérale, hier.

Fort satisfait de l'annonce d'Ottawa, le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, s'est tout de même montré sceptique pour la suite des choses.

« Le gouvernement du Canada a respecté ses engagements vis-à-vis des étudiants et les a même bonifiés. Maintenant, c'est au gouverne-

ment du Québec de faire sa part et de s'engager à investir ces sommes-là en bonification des prêts et bourses, a-t-il indiqué. Or, ce matin [vendredi], on a discuté avec le cabinet de la ministre de l'Éducation et on nous a confirmé que les étudiants ne verraient aucun supplémentaire dans leurs chèques de prêts et bourses. Ça, c'est une situation tout à fait inacceptable. »

Programme généreux

Interrogée à ce sujet, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a rappelé que le programme québécois d'aide financière aux études est « le plus généreux au Canada ».

« Le montant annoncé aujourd'hui [hier] vient compenser et reconnaître que le gouvernement du Québec a offert un programme de prêts et bourses. On reçoit 275 millions \$, mais la dépense totale du gouvernement du Québec est de 534 millions \$ », a-t-elle calculé. Depuis fort longtemps, Québec a opté pour un programme « à la québécoise et sur mesure, a ajouté la ministre. Nos décisions ne sont pas à la remorque du gouvernement fédéral. »

LE DEVOIR : Étudiants: Ottawa met Québec dans l'embarras en lui versant 275 millions \$ - Vendredi 04 février 2011

La Presse canadienne



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir

Le «cadeau» fédéral n'oblige en rien Québec à retourner cet argent aux étudiants.

Ottawa a mis Québec dans l'embarras, cette semaine, en lui expédiant un beau chèque de 275 millions \$ à l'intention des étudiants. Le problème réside dans le fait que le chèque vise à compenser Québec pour son retrait du programme fédéral d'aide financière aux étudiants. Or, cela n'oblige en rien Québec à retourner cet argent aux étudiants et, effectivement, ces derniers ne doivent pas s'attendre à en voir la couleur.

Furieux, les étudiants se sentent floués et exigent que Québec change de position et profite de

l'occasion pour revoir son programme de prêts et bourses de manière à ce que l'argent fédéral aille dans leurs poches.

Depuis 1964, le gouvernement du Québec fonctionne de façon autonome dans ce dossier, ayant mis sur pied son propre programme de prêts et bourses aux étudiants, sans compter sur l'aide d'Ottawa, qui peut varier beaucoup d'une année à l'autre.

En cette année qui s'annonce électorale, le gouvernement conservateur a su se montrer généreux, alors que les ministres Josée Verner et Christian Paradis annonçaient aujourd'hui à Québec que la compensation versée à l'intention des étudiants québécois passait de 125 millions \$ l'an dernier à 275 millions \$ cette année.

Les étudiants ont vite déchanté, toutefois, en découvrant que cela n'ajouterait pas un sou à leur compte en banque.

Québec explique la situation en alléguant ne pas vouloir moduler son appui financier aux étudiants en fonction des largesses à géométrie variable de

la part d'Ottawa. Cette année, le programme québécois est évalué à quelque 534 millions \$.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, parle d'un malentendu. «Quand on voit que c'est un plus gros chèque (d'Ottawa) pour le Québec, qui ne serait pas heureux?», a-t-elle dit, lors d'un entretien téléphonique.

«La vraie histoire c'est que le gouvernement du Québec a toujours octroyé plus que ce que le gouvernement fédéral octroyait au Québec», a-t-elle ajouté, rappelant que son gouvernement avait augmenté les frais de scolarité, tout en s'engageant à bonifier le programme de prêts et bourses dans les prochaines années, «peu importe ce que fait le gouvernement fédéral».

Frustration des étudiants

Les représentants des organisations étudiantes n'ont pas tardé à exprimer leur frustration de voir le chèque leur filer entre les doigts.

«Le gouvernement (du Québec) a de l'argent neuf et tout ce qu'il fait c'est le mettre au service de la dette plutôt qu'au service des étudiants», a

conclu Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), en point de presse.

«Le gouvernement a une chance en or de faire une différence, de montrer que la relève québécoise est importante pour lui, mais malheureusement il semble que ce ne sera pas le cas», a-t-il ajouté.

«Ce gouvernement-là n'est pas intéressé à aider les étudiants», a estimé pour sa part le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Louis-Philippe Savoie. L'opposition péquiste a réagi à la nouvelle en

donnant raison aux étudiants sur toute la ligne. La députée Marie Malavoy, porte-parole en éducation supérieure, a dit exiger que le gouvernement du Québec «investisse la totalité des sommes versées par le gouvernement fédéral dans la bonification de l'aide financière aux études et qu'il n'utilise pas cette somme à d'autres fins».

De leur côté, en conférence de presse à l'Université Laval, les ministres Verner (Affaires intergouvernementales) et Paradis (Ressources naturelles) étaient pourtant fiers de souligner «haut et fort l'aboutissement d'un travail acharné

fait au cours des dernières années» en matière de soutien financier fédéral à l'éducation post-secondaire au Québec.

Mme Verner a nié que la hausse substantielle de la compensation annuelle versée ait quelque rapport que ce soit avec la proximité de l'échéance électorale. «Ça sent les élections. Tout le monde en parle», a-t-elle dit, tout sourire, en ajoutant qu'un gouvernement minoritaire devait toujours être prêt à une campagne électorale.

«Il faut être sur le pied d'alerte», a renchéri M. Paradis.

ACTION DU 10 FÉVRIER + MARS 2011

JOURNAL DE MONTRÉAL LES ÉTUDIANTS ONT MANIFESTÉ À MONTRÉAL – Mardi 08 mars 2011



Le Journal de Montreal

Des étudiants ont déployé des bannières près des principaux ponts et autoroutes de la région de Montréal, hier matin, afin de protester contre une éventuelle hausse des frais de scolarité. Ces

jeunes répondaient à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Le budget du ministre des Finances Raymond Bachand, devant être déposé dans une dizaine de jours, l'ASSÉ, par ces manifestations, tenait à

interpeller la population quant à la question des frais de scolarité. Cette manifestation, selon l'ASSÉ, est la première d'une série d'actions qui aura lieu durant le mois de mars.

24 HEURES : Hausse des frais de scolarité : Des étudiants déploient des bannières – Mardi 08 mars 2011



Photo: Agence QMI

Cette manifestation est la première d'une série d'actions qui auront lieu durant le mois de mars. Agence QMI

Des étudiants ont déployé des bannières près des principaux ponts et autoroutes de la région de Montréal, lundi matin, afin de protester contre une éventuelle hausse des frais de scolarité.

Ces jeunes répondaient à l'appel de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Tôt en matinée, plusieurs d'entre eux se sont affairés à disposer des bannières près des ponts Papineau, Pie-IX, Jacques-Cartier, Victoria, le tunnel Hyppolite-Lafontaine ainsi que sur les autoroutes 15, 13 et Ville-Marie.

Le budget du ministre des Finances, Raymond Bachand, devant être déposé dans une dizaine de jours, l'ASSÉ, par ces manifestations, tenait à

interpeller la population sur la question des frais de scolarité. Cette manifestation, selon l'ASSÉ, est la première d'une série d'actions qui auront lieu durant le mois de mars.

«Toute hausse de frais de scolarité est une attaque dévastatrice à l'accessibilité aux études», a indiqué Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ, dans un communiqué. L'accès à l'éducation est un droit fondamental et nous nous mobiliserons pour défendre ce droit si le gouvernement libéral refuse de faire marche arrière dans son prochain budget.»

Si le prochain budget ne répond pas aux attentes de l'ASSÉ, une grande manifestation aura lieu le 31 mars, à Montréal, afin de lancer un «ultime avertissement» au gouvernement.

CYBERPRESSE : Des étudiants dénoncent la hausse des frais de scolarité – Mardi 08 mars 2011

La Presse Canadienne, Montreal

Une association étudiante a déployé des bannières dénonçant la prochaine hausse de frais de scolarité, lundi, à proximité des principaux ponts et autoroutes de la région de Montréal.

Cette manifestation de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) a voulu être une opération de visibilité et de perturbation quelques jours avant le dépôt du budget du gouvernement du Québec.



Photo: PC

Le groupe promet que l'action de ce lundi n'est que la première d'une série de perturbations qui

auront lieu tout au long du mois de mars à travers le Québec.

Le groupe promet que l'action de ce lundi n'est que la première d'une série de perturbations qui auront lieu tout au long du mois de mars à travers le Québec.

Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ, soutient que toute hausse de frais de scolarité est une attaque dévastatrice à l'accessibilité aux études. Il annonce que si le prochain budget ne revient pas sur la hausse des frais, une grande manifestation aura lieu le 31 mars à Montréal pour lancer un ultime avertissement au gouvernement.

LA PRESSE : BOMBE FUMIGÈNE CHEZ QUEBECOR – Vendredi 11 février 2011





Le siège social de Quebecor, à Montréal, a dû être évacué hier après-midi, après qu'une cinquantaine de manifestants eurent jeté un engin pyrotechnique dans le hall. La fumée émanant du dispositif s'est propagée aux étages, forçant plus d'un millier d'employés à sortir. L'entreprise a dénoncé « l'inaction des forces policières qui étaient pourtant présentes sur place et se sont abstenues d'intervenir afin de protéger les lieux et les personnes qui s'y trouvaient », lit-on dans un communiqué. Selon les policiers du SPVM, les manifestants provenaient du cégep du Vieux Montréal. Un étendard rouge et noir portant le logo du « Regroupement anti-capitaliste étudiant » a été trouvé près de l'immeuble par nos vidéoreporters Tristan Pélouquin et Martin Chamberland.

24 HEURES : Du grabuge chez Quebecor – Vendredi 11 février 2011

Du grabuge chez Quebecor

AGENCE QMI — Des manifestants ont causé du grabuge au rez-de-chaussée du siège social de Quebecor, propriétaire notamment de Vidéotron et du *Journal de Montréal*, au centre-ville de Montréal hier après-midi.

Selon des témoins, des dizaines de protestataires sont entrés dans l'immeuble du 612, rue Saint-Jacques, pour lancer des bombes fumigènes à l'intérieur. Ils sont partis rapidement.

L'édifice a dû être complètement évacué.

Ils faisaient partie d'une manifestation organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Les manifestants marchaient dans le centre-ville de Montréal pour dénoncer les politiques du gouvernement Charest, notamment la hausse des droits de scolarité.

Geste revendiqué

Quelques minutes plus tard, le geste a été revendiqué par l'As-



Les pompiers se sont rendus sur place pour faire les vérifications d'usage. PHOTO ANDRÉ FORGET/724H

sociation générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal. « C'est l'idéologie libertarienne mise de l'avant dans les divers médias de l'entreprise ainsi que son attitude antisyndicale qui pousse les protestataires à cibler cette institution en y revendiquant un refus

global. Ce n'est qu'un début, le combat continue et la lutte s'organise. Vers la grève générale illimitée! » pouvait-on lire dans un communiqué.

En début de soirée, le vice-président aux Affaires corporatives et institutionnelles de Quebecor, J. Serge Sasseville,

a affirmé que « les gestes posés par les activistes sont inacceptables dans une société où l'expression des divers points de vue doit se faire sans violence ».

Il a également déploré l'inaction des forces policières qui ne sont pas intervenues.

MÉTRO : En bref : Siège de Quebecor visé – Vendredi 11 février 2011

Le siège de Quebecor visé

MANIFESTATION. Le siège social du géant des médias Quebecor, à Montréal, a dû être évacué, hier après-midi, après le déclenchement d'une bombe fumigène à l'intérieur de l'édifice par des étudiants du cégep du Vieux-Montréal. Selon l'entreprise, environ 1 000 employés ont été forcés de quitter leurs bureaux. Le géant médiatique soutient qu'une cinquantaine d'individus ont envahi le hall de l'édifice, saccagé une exposition de photographies, détruit du mobilier et fait exploser des bombes fumigènes. Une information que dément le Service de police de la Ville de Montréal. ☐

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Quebecor dénonce l'attaque de ses bureaux – Vendredi 11 février 2011

Agence QMI | La direction de Quebecor dénonce le grabuge et le vandalisme perpétrés hier après-midi au siège social de l'entreprise, au centre-ville de Montréal. Une cinquantaine d'individus ont fait irruption dans le hall de l'édifice pour y détruire du mobilier et lancer des bombes fumigènes qui ont nécessité l'évacuation de plus d'un millier d'employés incommodés par la fumée.

Les protestataires feraient partie d'une manifestation organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Ils marchaient dans le centre-ville de Montréal pour dénoncer les politiques du gouvernement Charest, notamment la hausse des droits de scolarité.

Dans un communiqué émis en début de soirée, le vice-président aux Affaires corporatives et insti-

tutionnelles de Quebecor, J. Serge Sasseville, a affirmé que « les gestes posés par les activistes sont inacceptables dans une société de droit démocratique où l'expression des divers points de vue doit se faire sans violence ».

THE GAZETTE : Student protesters storm Quebecor HQ – Friday, February 11, 2011

Dozens of student protesters stormed Quebecor headquarters in downtown Montreal yesterday afternoon and threw smoke bombs inside, forcing the evacuation of the building and disrupting traffic.

Quebecor, which owns the *Journal de Montréal*, TVA and Vidéotron, was one of the targets of the demonstration along with Premier Jean Charest's office. Students believe Charest's government will soon hike tuition fees.

There was no damage to the building, said Montreal police constable Daniel Lacoursière.

RUEFRONTENAC.COM : Le siège social de Quebecor enfumé - Mise à jour le Jeudi, 10 février 2011 18:54

Écrit par Vincent Larouche
Jeudi, 10 février 2011 15:41

En marge d'une manifestation étudiante contre la privatisation des services publics et la hausse des frais de scolarité, des protestataires sont entrés au siège social de Quebecor et ont enfumé l'édifice jeudi après-midi, forçant l'évacuation des employés.

« Des manifestants étaient là, ils ont lancé des fusées de détresse ou quelque chose de semblable, puis ils sont partis », explique l'agent Daniel Lacoursière, porte-parole du SPVM.

La police n'a fait aucune arrestation dans cette affaire qui a gravement perturbé les activités du siège social situé à proximité du Square Victoria, au centre-ville de Montréal.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante avait organisé une manifestation pour dénoncer ce qu'elle considère comme de la « mauvaise foi » de la part du gouvernement dans le dossier du financement de l'éducation. Les manifestants affirment avoir voulu « mani-

fester leur grogne envers les pratiques utilisées et défendues par leur propriétaire », Pierre Karl Péladeau, notamment l'application d'une « logique marchande à toutes les sphères de la vie ».



Photo d'archives Benoit Peloss
Le siège social de Quebecor, au centre-ville de Montréal, a été enfumé par des étudiants hier après-midi

Négociations avec le STIJM

Le Syndicat des travailleurs de l'information du *Journal de Montréal*, qui négocie présentement avec Quebecor dans le cadre du lock-out au quotidien de la rue Frontenac, s'est dissocié immédiatement du coup d'éclat.

« Le STIJM se dissocie de cet événement dans lequel nous ne sommes en rien impliqués », a déclaré le syndicat, qui a pu transmettre son message directement aux représentants de Quebecor à la table de négociation.

Commentaires (11)

Bonne cible !

« Le STIJM se dissocie de cet événement dans lequel nous ne sommes en rien impliqués », a déclaré le syndicat, qui a pu transmettre son message directement aux représentants de Quebecor à la table de négociation.

Dissocier : séparer des éléments associés ne veut pas dire condamner !

Les luttes de ces deux groupes ne sont pas les mêmes, mais il est primordial de les appuyer

La qualité de l'information et l'éducation sont les bases même d'une société saine !

Bonne chance aux lockoutés et aux étudiants !

NiNi , février 11, 2011

le Québec dort au gaz

le Québec dort au gaz merci les étudiants de le souligner en enfumant l'Amiral PKP celui qui veut tout éteindre sur son passage.

lefaucnoir , février 11, 2011

Solidaire avec les lockoutés-es.

Pourquoi être solidaire, là est la question.

Parce que les syndiqués devraient avoir le droit de négocier et que leur employeur, Quebecor, qui multiplie les lockouts, multiplie les profits et a rendu nul leur rapport de force. Par la convergence de tous ses médias Quebecor nous prive du journalisme pour nous imposer ses idées et utiliser le pouvoir de contrôler l'information partout. Quebecor se moque d'eux -et si c'était nous, parce qu'il attaque le droit de négocier.

Ce ne sont pas tous les étudiants qui ont lancé des bombes fumigènes. Quelques uns s'expriment ainsi, en lançant des bombes fumigènes, les autres sont peut-être d'accord avec leur point de vue mais pas avec le geste. Croyez-vous de toute façon que le syndicat aurait dû dire : "Nous aussi on a envie d'enfumer le bureau de PKP" Ça fait deux ans qu'ils sont en lockout, pourquoi ne sont-ils pas passés à l'assaut avant? Peut-être n'ont-ils pas le choix de dénoncer ce geste, je ne le sais pas mais je me l'imagine bien. Ils sont déjà suffisamment désarmés à cause de Quebecor qui emploie d'autres personnes à leur place depuis le début du conflit.

S'il vous plaît soyez solidaires avec les lockoutés-es du JdeM.

Hélène Gauthier , février 10, 2011

...

Helene, sils navaient pas lancer de petards, on en aurait jamais entendu parler de cette manifestation la... Le but dun message est quil soit entendu mais sil ny a pas de sensationnalisme, aucune journaliste ne va en parler!

Mylene , février 10, 2011

Le corporatisme tue les luttes

J'étais solidaire des syndiquéEs du journal de mtl, plus maintenant, ils et elles font honneur à leur ancien sens du sensationnalisme et qu'ils et elles sont toujours partisantEs du fameux «pot, alcool, grabuge» que leur journal avait titré suite à une action étudiante.

Les étudiantEs essaies depuis longtemps de lutter pour améliorer leur conditions et il et elles n'ont pas à recevoir de leçon de gens qui n'ont plus le courage de faire ce qu'il faut pour mener les luttes nécessaires

Maxime , février 10, 2011

Je suis d'accord avec le syndicat et je dénonce quand même Quebecor, ce ne sont pas deux choses différentes.

Moi je suis d'accord avec les étudiant-es de dénoncer Quebecor et ses multiples coups entre autre contre le droit de négocier. Mais je ne suis pas d'accord avec leur façon de démontrer leur désaccord et de protester, pour ce qui est des quelques personnes qui ont lancé des pétards. Moi, je crois qu'on peut dénoncer et protester avec force sans utiliser ce genre de façon de faire.

Aussi, je ne vois pas pourquoi on les appuierait ou non à cause de ça, les lockoutés du journal de la rue frontenac, qui appartient à Quebecor (54 % des jours perdus en lockout étant de sa faute). Le syndicat peut être en désaccord avec la façon de dénoncer, tout en étant du même point de vue que les étudiants. Je ne vois vraiment pas en quoi cela peut rendre leur cause moins justifiée. Ce lockout est injuste, c'est l'injustice pure et dure!!! Tous les gros employeurs du Québec vont se torcher du droit de négocier si on n'appuie pas les lockoutés du Journal qui est sur la rue Frontenac.

Hélène Gauthier , février 10, 2011

De la dignité!

Les syndicalistes, de nos jours, n'ont plus de dignité. Une chance qu'il y a l'ASSÉ pour nous montrer que même après un lock-out de deux ans, les journalistes demeurent des ennemis

parce qu'ils sont complètement inconscients de leurs intérêts.

C'est à cause de l'extrême mollesse des grèves (et même des lock-outs!) que les lois du travail ne seront plus jamais améliorées sensiblement au Québec. Après ça, ils se demandent pourquoi ils sont dans la merde profonde.

Alexandre , février 10, 2011

...

Je suis vraiment déçu de la part des journalistes du Journal. Quebecor participe à la campagne de promotion sur la hausse de tarif, en engageant des personnes comme Elgrably de l'IEDM et Facal. Comprenez que la menace que nous fait le gouvernement est beaucoup violente que de lancer quelques bombes fumigènes dans un immeuble de Quebecor.

Adam , février 10, 2011

Bonne cible

Pierre Karl Peladeau est un des grand artisan de la droite au Québec. S'attaquer à Quebecor c'est s'attaquer à l'une des entreprises les plus réactionnaires au Québec et qui profite des largesses de l'État. C'est s'attaquer à l'entreprise qui contrôle le discours publique et qui répand son poison réactionnaire et raciste partout sur le Québec.

Bonne cible, bravo aux étudiants et aux étudiantes.

Maintenant, ce que je ne comprends pas c'est pourquoi le STIJM a condamné ce geste? Je comprends que ce syndicat se dissocie de ce coup d'éclat, mais qu'il condamne, ça je ne comprends pas. Ça laisse un goût amer. Pourquoi serais-je donc solidaire, quand celui-ci condamne plus vite que son ombre?

bute aux cailles , février 10, 2011

Drôle de cible

Je ne comprends pas le lien entre la hausse des frais de scolarité et Québecor. Ils se sont trompés de cible ou quoi?

Anne , février 10, 2011

RADIO-CANADA : Montréal : Quebecor : Le siège social enfumé et évacué - Mise à jour le jeudi 10 février 2011 à 17 h 17

Des suspects sont entrés à l'intérieur du siège social de Québecor au centre-ville de Montréal, jeudi après-midi, et ont enfumé l'édifice, ce qui a forcé son évacuation.

Les pompiers ont confirmé qu'un engin fumigène avait été déclenché à l'intérieur du bâtiment. Selon les policiers, qui n'ont procédé à aucune arrestation jusqu'ici, des manifestants étudiants ont pénétré dans l'édifice avant d'y ressortir en vitesse.

Cet incident est survenu en marge d'une manifestation organisée par l'Association pour une solidarité syndicale étudiante pour dénoncer la « mauvaise foi » du gouvernement dans le dossier du financement de l'éducation et des frais de scolarité.

Des étudiants ont d'ailleurs admis leur responsabilité par voie de communiqué, dans lequel on peut lire que « c'est l'idéologie libertarienne mise de l'avant dans les divers médias de l'entreprise ainsi que son attitude antisyndicale qui poussa les protestataires à cibler cette institution ».

Le communiqué a rapidement été retiré du site de diffusion CNW Telbec et n'était plus accessible à 16h30.

Radio-Canada.ca avec Presse canadienne

Les commentaires (10)

Envoyé par [HawkFest](#) - 11 février 2011 à 05 h 55 HNE

Eric Chapuis, vous dites : "un denial of service sur le site des p'tites annonces, ça ferait la job".

L'attaque "denial-of-service" ("DoS attack") peut être facilement contré à condition de bien concevoir et configurer les infrastructures informatiques. Et c'est équivalent à du vandalisme : je crois qu'il y a de meilleures manières de revendiquer, plus intelligentes que cela à tout le moins... Pour ma part je n'achète plus du tout le journal de Montréal, même si je ne suis pas de ses travailleurs en grève. Et quel bien m'en fut, surtout quand on se rend compte que les articles sont d'avantage de second ordre et de très faible qualité comparativement à naguère avant la grève (pire qu'un journal étudiant qui est d'ailleurs toujours mieux écrit que le journal de Montréal), sans parler de l'évident manque d'objectivité journalistique que les cadres nous pondent, à défaut d'agit en tant que "répétiteur-aiguilleur" de communiqués de presse en tout genre!...

[En accord \(3\) »](#) - [En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Késsésá](#) - 11 février 2011 à 03 h 57 HNE

Les pseudos révolutionnaires de l'ASSE , n'en manquent pas une pour faire parler d'eux. Cette soit disant organisation de solidarité étudiante , n'est qu'un tremplin pour les carriéristes de la gauche caviar.

Je vous met au défi , de me dire c'est quand que l'ASSÉ est descendu dans la rue pour défendre un étudiant qui a été lésé dans ses droits par un CEGEP ou une Université.

[En accord \(10\) »](#) - [En désaccord \(1\) »](#)

Envoyé par [alain777](#) - 11 février 2011 à 01 h 37 HNE

on assiste un debut de crise! d'écoeurement des dirigeant et la semence est tres profondent et incontrolable , nous somme dans un orgie continu de polittien patronal qui ne fait que mentir et mentir!

on appel ca de la réthorique fromagé entre les deux ortel comme repas pour le peuple!

Tout ce qu'on fuient nous suit. (la conscience)

[En accord \(5\) »](#) - [En désaccord \(6\) »](#)

Envoyé par [justice700](#) - 11 février 2011 à 01 h 11 HNE

les jeunes font comme si on est pas un pays démocratique. les jeunes sont pas eduques de nos jours

[En accord \(7\) »](#) - [En désaccord \(13\) »](#)

Envoyé par [Reggie Lemelin](#) - 11 février 2011 à 00 h 57 HNE

Il n'y a pas que des mauvaises nouvelles!

[En accord \(11\) »](#) - [En désaccord \(4\) »](#)

Envoyé par [roux-de-secours](#) - 11 février 2011 à 00 h 27 HNE

Non, ce n'étais pas rambo, parce que lui nous aurait débarassé de tout le problème.

[En accord \(8\) »](#) - [En désaccord \(0\) »](#)

Envoyé par [Justice](#) - 11 février 2011 à 00 h 00 HNE

Une bombe fumigène chez Péladeau ? J'en ai presque les larmes aux yeux.

Pis que je ne vois personne me traiter de crocodile !!!



[En accord \(12\) »](#) - [En désaccord \(2\) »](#)

Envoyé par [Eric Chapuis](#) - 10 février 2011 à 20 h 27 HNE

PKP se sert des technologies de l'information pour avoir recours à des scabs? Les grévistes devraient monter une ligne de piquetage électronique en lançant une attaque

de type "denial of service" contre le serveur où les scabs envoient leurs articles.

Et pour lui faire vraiment mal, c'est dans son portefeuille qu'il faut taper: un denial of service sur le site des p'tites annonces, ça ferait la job. Les technologies de l'information, c'est une arme à double tranchant.

[En accord \(11\) »](#) - [En désaccord \(10\) »](#)

Envoyé par [Jacques60](#) - 10 février 2011 à 19 h 50 HNE

C'est "Superman" qui a fait la job ...

[En accord \(7\) »](#) - [En désaccord \(3\) »](#)

Envoyé par [Louis Richard](#) - 10 février 2011 à 19 h 13 HNE

C'est "Rambo" qui a fait la job ...

[En accord \(12\) »](#) - [En désaccord \(3\) »](#)

12 MARS 2011 - ALLIANCE SOCIALE

RADIO-CANADA : Estrie : Des manifestants dénoncent la hausse des tarifs annoncés dans le Budget Bachand - Mise à jour le lundi 4 avril 2011 à 17 h 54



La Coalition estrienne opposée à la tarification et à la privatisation des services publics a manifesté, lundi matin, devant le bureau de la ministre Monique Gagnon-Tremblay à Sherbrooke. La Coalition soutient que le budget du gouvernement provincial et les hausses de tarifs annoncés vont être lourds de conséquences pour les plus démunis.



Ricky Lewis, conseiller régional de la FTQ en l'Estrie



La porte-parole de la Coalition estrienne opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, Suzanne Thériault.

« Non au Budget Bachand » est le message que les manifestants sont venus livrer à la ministre Monique Gagnon-Tremblay et à son gouvernement. « On est en train de créer deux classes dans notre société. On est en train d'éliminer la classe moyenne. En tarifant tous les services de façon à ce que si tu gagnes 40 000 \$ ou 140 000 \$, il te reste la même chose. De cette façon, les riches s'enrichissent davantage et les pauvres s'appauvrissent davantage », croit Ricky Lewis, conseiller régional de la FTQ en l'Estrie. La Coalition s'insurge notamment contre la hausse des droits de scolarité et la cotisation à la Caisse santé, qui grimpent à 100 \$ cette année. Elle dénonce aussi la hausse récente de la TVQ. « Les gens vont se priver de médicaments et de services de santé.

Il y a des gens qui vont en mourir tout simplement. Ils n'auront plus assez à manger ou ils n'auront plus accès à un logement », insiste la porte-parole de la Coalition estrienne opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, Suzanne Thériault. La Coalition soutient que le gouvernement fait la sourde oreille à ses suggestions. « Si on rajoutait des paliers d'imposition, ça irait chercher plusieurs milliards de dollars. Nous avons un système d'assurance médicaments national qui pourrait aller chercher beaucoup d'argent. Ces solutions sont sur la table. On veut qu'ils les étudient, qu'ils les regardent », s'exclame M. Lewis.

La Coalition continuera à se faire entendre tant et aussi longtemps que le gouvernement ne reculera pas, disent ses membres. Un plan d'action, qui comprendra d'autres moyens de pression, sera établi sous peu.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : MANIFESTATION CONTRE LE BUDGET BACHAND – Samedi 02 avril 2011



Environ 225 personnes de tous âges, porte-parole d'organismes sans but lucratif (OSBL), personnes âgées ou enfants, ont pris d'assaut les rues de Montréal, hier, afin de manifester leur mécontentement contre le budget du ministre

des Finances, Raymond Bachand. Pour l'occasion, les organisateurs avaient construit un immense requin fait de tissu, manipulé à l'aide de perches. L'énorme poisson symbolisait « les requins de la finance » qui mettent à mal les

services publics, au détriment des plus démunis. Le cortège est parti du Square Phillips pour terminer devant les bureaux de Jean Charest, rue McGill College.

CYBERPRESSE : Occupation d'un bureau du ministre Bolduc pour contrer la privatisation - Mis à jour le 21 mars 2011 à 11h52

La Presse Canadienne

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics annonce que quelques dizaines de ses militants ont entrepris une occupation des bureaux du centre-ville de Montréal du ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc.

Ces bureaux sont situés au 10e étage d'un immeuble de l'avenue Union, au sud de la rue Sherbrooke.

La Coalition prétend représenter plus de 125 organisations communautaires, syndicales, étudiantes et féministes. Le geste de ses militants est une riposte au budget présenté le 17 mars par le ministre des Finances, Raymond Bachand. La Coalition est furieuse que le budget 2011-2012 ait maintenu le cap sur les tarifications et les compressions budgétaires annoncées l'an dernier.

Elle pointe particulièrement du doigt la taxe santé qui, à terme, obligera toutes les personnes, qu'elles gagnent 17 000 \$ ou 500 000 \$ par année, à payer le même montant, soit 200 \$ par année.



Patrick Woodbury, LeDroit
Yves Bolduc, ministre de la Santé du Québec.

Elle dénonce aussi la hausse de 1625 \$ en cinq ans des frais de scolarité payés annuellement par les étudiants du Québec, de même que l'augmentation à partir de 2014 des tarifs d'électricité.

Elle reproche finalement au gouvernement de mener la lutte au déficit en coupant dans l'accessibilité et dans la qualité des services publics et en abandonnant la lutte contre la pauvreté.

La porte-parole de la Coalition, Marie-ève Rancourt, soutient que le gouvernement Charest s'acharne à faire payer la classe moyenne et les citoyens à plus faible revenu pour un déficit dont ils ne sont aucunement responsables. Elle lui reproche de continuer d'épargner les contribuables à plus haut revenu et les grandes entreprises.

Dans un communiqué, la Coalition promet une escalade des moyens de pression dans les semaines à venir.

LA PRESSE : Manifestations contre le budget : 10 personnes comparaissent - Mardi 15 mars 2011

Dix manifestants arrêtés en marge d'une manifestation qui se tenait à Montréal samedi pour dénoncer le prochain budget Charest ont comparu hier au palais de justice de Montréal. Ils sont accusés de possession d'arme dans un dessein dangereux. Leurs partisans, dont certains accompagnés de bébés, s'étaient donné le mot

pour assister en grand nombre à la comparution. Vu la petitesse de la salle, beaucoup n'ont pas pu entrer et ont attendu dans le couloir du palais de justice avec une boîte de victuailles. Les accusés, Julia Fishlock, Emma Strople, Joseph Burke, Leonardo Chavez, Tyler Nadeau, Blair Debecki, Victoria Brunet, Ari Isensee, Nicolas Gauthier et

Amélie Trudeau, ont de 20 à 27 ans. Ils ont été relâchés sous conditions, dont celles de ne pas posséder d'arme et de ne pas se trouver dans un endroit public avec des outils. Ils reviendront en cour en avril pour la suite du processus. — Christiane Desjardins

LE DEVOIR : Des milliers de personnes ont manifesté en prévision du budget - Lundi 14 mars 2011

La Presse canadienne

Des milliers de personnes — 50 000, selon les organisateurs — ont manifesté samedi à Montréal afin de dénoncer l'orientation que veut donner le gouvernement Charest au prochain budget du Québec.

Les revendications des groupes qui ont répondu à l'appel étaient diverses, mais elles visaient toutes à tenter d'infléchir les positions du ministre des Finances, Raymond Bachand, qui présentera son prochain exercice financier le 17 mars.

La hausse prévue des droits de scolarité et l'imposition d'une taxe santé de 200 \$ ont été largement dénoncées par les quelque 150 groupes qui ont répondu à l'appel de l'Alliance sociale et de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

Mais c'est surtout l'empressement du gouvernement Charest à rétablir l'équilibre budgétaire à tout prix qui a été attaqué de toutes parts.

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Michel Arsenault, a abondé dans le même sens. «L'obsession du gouvernement de vouloir atteindre [l'équilibre] budgétaire en 2014, c'est trop tôt [...] On est dans une sortie de crise, et c'est très dangereux de vouloir atteindre l'équilibre budgétaire immédiatement», a-t-il indiqué.

Même son de cloche du côté de Québec solidaire, où le retour à l'équilibre «n'est pas une religion», a dénoncé Amir Khadir, qui a proposé au ministre Bachand de l'échelonner sur une période de quatre à cinq ans, mais sans succès.



Photo : Agence Reuters Todd Koro
Le ministre des Finances, Raymond Bachand, présentera son prochain exercice financier le 17 mars.

En avril dernier, des milliers de personnes étaient descendues dans la rue afin de dénoncer les mesures controversées mises en avant dans le budget du gouvernement Charest. Cette fois-ci, ils ont préféré travailler en amont. Quelques-uns y sont d'ailleurs allés de suggestions de stratégies afin d'augmenter les revenus de l'État.

Ainsi, selon François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain, il serait souhaitable d'ajouter un quatrième palier d'imposition pour les ménages les plus fortunés. «Il faut absolument revoir en profondeur la fiscalité et ajouter au moins un palier d'imposition de plus [...] pour les gens qui gagnent plus de 126 000 \$ par année. Ce serait facile d'ajouter un palier sans affecter la classe moyenne», a-t-il plaidé.

Arrestations

Aucun incident majeur n'a perturbé la marche, mais dix personnes ont cependant été arrêtées, a confirmé Simon Delorme, du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

«Il s'agit de quatre femmes et de six hommes, tous âgés dans la vingtaine, qui pourraient faire face à des accusations de complot en vue de commettre un crime», a-t-il précisé, sans toutefois donner plus de précisions sur les motifs qui ont poussé les policiers à les arrêter.

Le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a dénoncé ces arrestations «arbitraires». «Dès le départ de la manifestation, ces personnes-là ont été arrêtées parce qu'elles portaient des vêtements noirs, a dit M. Nadeau-Dubois, selon qui cela constitue un "dérapage sécuritaire".»

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Les temps changent, par JOSEPH FACAL' Collaboration spéciale - Lundi 14 mars 2011

Tous les mouvements progressistes, dit-il, devraient se mêler d'eux mêmes

En fin de semaine, les centrales syndicales manifestaient pour s'opposer à toute compression dans les dépenses gouvernementales, et ce, avant même le dévoilement du budget prévu pour jeudi prochain.

Les intérêts supérieurs d'une nation ne sont pas servis lorsque ses finances publiques sont délabrées. Mais refuser d'avance de participer à une corvée collective, si celle-ci s'avère équitable et convie tous les citoyens à un effort à leur portée, est-ce rendre service à l'intérêt national ?

MORALISME

Les centrales syndicales se diront évidemment favorables à des finances publiques saines, pour autant, bien sûr, que l'assainissement ne les touche pas. Leur « solidarité » est intéressée. Leur « solution » est aussi connue : taxer plus les entreprises.

Les économistes Devereux, Maffini et Arumpalam ont étudié 23 000 entreprises de 10 pays entre



1993 et 2003. Presque 100 % des hausses d'impôt ont été refilées à leurs employés en freinage de leurs salaires. On peut certainement demander aux entreprises d'investir plus chez nous et de refuser de s'engager dans une course effrénée à l'allègement fiscal. Il est cependant irresponsable de vouloir leur imposer un alourdissement fiscal.

Je comprends que des syndicats n'aient pas envie de subir des reculs. Qui aime cela ? J'apprécie moins leur détestable habitude de se draper dans la vertu et de faire passer pour des salauds ceux qui ne suivent pas systématiquement leurs mots d'ordre.

ÉQUILIBRE ?
Prenez le récent conflit au Journal de Montréal. Les pigistes devaient péniblement expliquer qu'ils n'avaient aucune envie de s'autocongérier sans compensation pour un syndicat qui ne luttait pas pour eux, mais qu'ils finançait. Ils devaient

presque s'excuser de ne pas l'appuyer. J'ai même lu quelque part que la défaite syndicale était une défaite pour le Québec tout entier, comme si la partie patronale était une force étrangère, alors qu'elle fait vivre des dizaines de milliers de personnes chez nous.

Si la CSN n'a pas demandé avec force la réouverture du Code du travail, c'est parce qu'elle savait que cela se traduirait vraisemblablement par des reculs syndicaux. Est-ce que cela ne revient pas à admettre implicitement que le Code actuel est ce que les syndicats peuvent espérer de mieux et que son « déséquilibre » n'est peut-être pas là où on le pense ?

MUTATIONS
Je lisais récemment les mémoires de Tony Blair. L'ex-premier ministre travailliste n'est pas un homme franchement de droite, mais l'exercice du pouvoir l'a certainement fait migrer de la gauche vers une position plus à droite. Il tient

sur les syndicats britanniques des propos qui s'appliquent parfaitement aux nôtres.

Tous les mouvements progressistes, dit-il, devraient se méfier d'eux-mêmes. Leurs gains légitimes réinventent la société dans laquelle ils militent et celle-ci les oblige à se réinventer à leur tour. S'ils s'y refusent, leur voix jadis puissante devient un écho qui semble de plus en plus distant, qui est de moins en moins compris par les nouvelles générations.

Plus ils faiblissent, poursuit Blair, plus ils essaient de compenser en devenant stridents. Tout ce qu'ils accomplissent, c'est de remonter temporairement le moral de ceux qui voudraient croire que les choses peuvent rester comme ils les ont connues. Voulant protéger la glace qui fond sous leurs pieds, ils ne voient plus que les temps ont changé et qu'il leur faut recommencer à réfléchir avant de parler.

LA VOIX DE L'EST : Des étudiants granbyens grossissent les rangs d'une manif à Montréal – Lundi 14 mars 2011



photo Nika Choquette

Une trentaine d'étudiants du cégep de Granby-Haute-Yamaska ont participé à la grande manifestation contre le budget, tenue samedi à Montréal.

Ariane Faribault, La Voix de l'Est
(Granby) Des étudiants du cégep de Granby-Haute-Yamaska ont joint leur voix à celle des milliers de manifestants, samedi à Montréal, pour dénoncer les orientations du budget Charest. Leur cheval de bataille, eux, on s'en doute, c'est la hausse des droits de scolarité à l'université. «Nous étions une trentaine du cégep de Granby, indique Nicolas Pfister, porte-parole de l'association des étudiants. En tout, il y avait peut-être 5000 ou 6000 étudiants, qui manifestaient contre la hausse des droits de scolarité.»

M. Pfister, qui en était à sa première grosse manifestation les organisateurs estiment le nombre de manifestants à plus de 50 000 a été impressionné par l'ambiance qui régnait sur place. «C'est comme une grosse famille, dit-il. Les gens viennent de différents milieux, tout le monde a sa cause, mais on est tous unis pour un grand événement.»

Il espère maintenant que le message a passé. «Il faut que les jeunes puissent choisir leur travail pour plus tard, sans être contraints à cause des finances, dit-il. Ce n'est pas tout le monde qui peut se permettre des études à 6000\$ ou 7000 \$ par année.»

CYBERPRESSE : Des milliers de personnes dénoncent le budget Bachand - Publié le 12 mars 2011 à 12h41 | Mis à jour le 14 mars 2011 à 07h19



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

Valérie Simard, La Presse
Les 10 personnes arrêtées samedi en marge de la manifestation contre le prochain budget du gouvernement Charest devraient comparaître aujourd'hui au palais de justice de Montréal. Les policiers les ont appréhendées avant le début de la manifestation, qui s'est déroulée au centre-ville de Montréal. Elles étaient vêtues de noir et portaient des cagoules.

Des accusations de port d'arme dans un dessein dangereux et de complot dans le but de commettre un crime devaient être portées contre les six hommes et les quatre femmes (de 20 à 27

ans) arrêtés. Ces manifestants auraient eu en leur possession divers objets, dont des bâtons et un marteau. L'un d'eux n'avait également pas le droit de se trouver dans une manifestation et pourrait donc faire face à d'autres accusations.

Arrestations dénoncées

Le porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a vivement dénoncé ces arrestations qu'il qualifie d'«arbitraires». «Ils ont été arrêtés parce qu'ils portaient des vêtements noirs, a-t-il dit. On considère que c'est un exemple parfait de profilage social.»

Outre ces arrestations, la manifestation s'est déroulée dans le calme. Les participants sont partis de la place du Canada et se sont rendus devant le bureau de Jean Charest situé au 2001, avenue McGill College, où les porte-parole de diverses organisations se sont adressés à la foule.

Venus de Laval, de la Montérégie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et même de la Gaspésie pour exprimer leur mécontentement, les manifestants - au nombre de 55 000 selon les organisateurs - avaient de multiples revendications. Les étudiants ont réclamé un gel des droits de scolarité, les syndicats, l'abolition de la taxe santé qui

atteindra 200\$ par contribuable en 2012, et les employés de la fonction publique, une réduction de la sous-traitance. Tous ont toutefois demandé une chose: que l'atteinte de l'équilibre budgétaire soit reportée.

«L'obsession du gouvernement de vouloir atteindre l'équilibre budgétaire en 2014, c'est trop tôt», a soutenu le président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Michel Arseneault.

La présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), Claudette Carbonneau, a pour sa part souligné que le gouvernement pourrait se tourner vers les ressources naturelles pour trouver de nouveaux revenus.

Plus de 150 organisations syndicales, communautaires et étudiantes ont pris part à cette manifestation nationale qui était chapeautée par l'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics. Des députés du Parti québécois ainsi que les porte-parole de Québec solidaire, Françoise David et Amir Khadir, ont aussi participé à la marche.

- Avec Catherine Handfield

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : DES ARRESTATIONS LORS DE LA MANIF POUR LES DÉFICITS - Dimanche 13 mars 2011



PHOTO JOËL LEMAY, AGENCE QMI

La police a procédé à une dizaine d'arrestations relativement à des échauffourées qui ont eu lieu en marge de la manifestation de quelques milliers de personnes, hier, sur le contenu appréhendé du budget du ministre Raymond Bachand. Plus de 150 organisations syndicales, communautaires, étudiantes, féministes ou écologistes

opposées à la tarification et à la privatisation de services publics se sont réunies à l'angle de la rue Peel et du boulevard René-Lévesque, dénonçant notamment la volonté de retrouver rapidement l'équilibre budgétaire au prix de certains reculs dans les services offerts par l'État. « On trouve que l'obsession du gouvernement de

parvenir à l'équilibre budgétaire en 2014 est trop dangereuse. On veut maintenir et améliorer nos services sociaux », a déclaré Michel Arseneault, président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

LA VOIX DE L'EST : Les cégépiens de Granby seront de la partie – Vendredi 11 mars 2011

Nancy Beaulieu, La Voix de l'Est (Granby) Une trentaine d'étudiants du cégep de Granby-Haute-Yamaska se réuniront à Montréal demain pour manifester leur opposition à une éventuelle hausse des droits de scolarité universitaires dans le budget du gouvernement Charest, qui sera déposé le 17 mars.

L'Association des étudiantes et des étudiants du cégep de Granby-Haute-Yamaska (AÉÉCGH-Y) rejoindra ainsi d'autres associations étudiantes, de même que les regroupements de centrales syndicales et des associations de défense des droits qui sont à l'origine de cette manifestation à la Place du Canada, au centre-ville de Montréal. Tous veulent ainsi s'opposer à la privatisation et à la tarification des services publics, dont la hausse des droits de scolarité. Ils craignent que le ministre Bachand annonce dans le prochain budget les modalités lancées l'an dernier de la hausse des droits de scolarité prévue pour 2012.

«Près de deux diplômés sur trois du cégep de Granby poursuivront leurs études à l'université et seront donc touchés de plein fouet par la nouvelle hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement Charest», explique Nicolas Pfister, porte-parole de l'AÉÉCGH-Y. L'association prône un gel des droits de scolarité, afin de ne pas diminuer l'accès aux étudiants doués, mais moins riches, aux études universitaires. Il croit

que le gouvernement aurait intérêt à revoir certaines dépenses administratives pour contrer le sous-financement des universités.



Photo Danièle Francis

Le porte-parole de l'association des étudiants du cégep, Nicolas Pfister, invite les cégépiens à manifester pour réclamer le gel des droits de scolarité afin de ne pas diminuer l'accès aux études universitaires aux étudiants doués, mais moins riches.

«Les dépenses de communication des universités sont très élevées», poursuit la présidente de l'Association des étudiantes de la faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM, Martine Desjardins, qui participera également à la manifesta-

tion. Cette dernière souligne également que les étudiants risquent de se faire imposer des hausses de tarifs, alors que les entreprises ne se font que suggérer de contribuer davantage au financement des universités via des dons aux fondations des universités. «On impose (des frais) aux étudiants, et on propose aux entreprises (de faire des dons). C'est inéquitable», dit-elle, précisant qu'un étudiant moyen avait environ 14 000\$ de dettes à la fin de ses études. M. Pfister s'oppose aussi à la proposition évoquée par le gouvernement de hausser les droits de scolarité en fonction des domaines d'étude, ceux nécessitant une formation et des équipements plus coûteux, comme la médecine, seraient augmentés, alors que ceux moins coûteux, comme les sciences humaines, seraient plus bas. «Ça va créer des classes d'étudiants. Les plus riches iront en médecine, et les plus pauvres iront vers des domaines moins coûteux, et auront des salaires moins élevés par la suite, fait-il valoir. Les étudiants pauvres qui voudront aller en médecine vont devoir travailler pour payer leurs études, ce qui pourrait éventuellement les démotiver. Cette mesure serait un retour dans les années 50, où seuls les fils de riches avaient les moyens de faire des études universitaires.»

JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Chroniques Éric Duhaime : Manif de figurants = Vendredi 11 mars 2011

L'Alliance sociale, ce regroupement des puissantes centrales syndicales, organise demain à Montréal une « manifestation nationale » pour s'opposer à toute forme de compression dans les dépenses gouvernementales, quelques jours avant le dépôt du budget 2011-2012 du Québec. Pour attirer une foule monstre, les centrales n'hésitent pas à dilapider les cotisations de leurs

membres. Des syndiqués CSQ en Montérégie se font offrir le transport et la boîte à lunch gratuitement. En Gaspésie, les ouailles de Claudette Carbonneau se font encore plus généreuses : « tout est payé par la CSN (transport, coucher, déjeuner + enveloppe de 50 \$ à chaque participant) ». Vous avez bien lu : la CSN paye des gens avec votre argent, chers syndiqués, pour

venir appuyer l'idéologie de vos dirigeants! Tout cela « offert à tous, il n'est pas nécessaire d'être membre du syndicat ».

LE MONDE A CHANGÉ

Il y a 40 ans, le mouvement syndical québécois pouvait mobiliser ses troupes de bénévoles et descendre dans la rue pour exprimer les préoccupations légitimes des travailleurs, crier haut et

fort : « Il faut que ça change! ». Aujourd'hui, des politiciens professionnels, qui dirigent des méga-centrales syndicales qui reçoivent annuellement 830 millions en cotisations obligatoires, paient des comparses pour mimer leur dogme et intimider le gouvernement de ne pas toucher à leurs privilèges en scandant : « Il ne faut pas que ça change! »

Ce n'est pas vrai que tous les travailleurs syndiqués s'opposent à une réduction des dépenses et à un assainissement des finances publiques. Au contraire, plusieurs, sinon la majorité, préféreraient financer des manifs pour réduire la taille et le rôle de l'État.

Claudette Carboneau (CSN), Michel Arsenault (FTQ) et Réjean Parent (CSQ), vos idées et vos organisations vieillissent mal!

En début d'année, vous avez créé l'Alliance sociale pour contrer « une droite de plus en plus provocante » et avez déclaré la guerre au Réseau-Liberté Québec.

Sachez que l'Armée de militants contre qui vous menez votre combat corporatiste ne perçoit pas de taxes ou de cotisations contre la volonté de ses membres, ne paye personne pour l'appuyer et, au contraire, charge 50 \$ à chacun pour assister à son rassemblement du 16 avril.

ENVELOPPE BRUNE

Ne trouvez-vous pas cela gênant, de votre côté, d'être aujourd'hui réduit à donner une enveloppe brune avec 50 \$ dedans à chaque figurant qui accepte de marcher derrière vous pour faire semblant de manifester?

Alors que les allégations de corruption pullulent, notamment à la FTQ-Construction, allez-vous vous assurer que le 50 \$ remis à tous soit taxable? Ne faites surtout pas travailler le monde au noir.

Et avez-vous consulté l'Union des artistes pour savoir si vos figurants ne sont pas contraints de payer des cotisations sur leurs cachets pour leurs rôles secondaires dans votre grande mise en scène? Vous ne commettez quand même pas l'impair d'embaucher des scabs.

Bonne séance de tournage demain dans les rues de Montréal. Sachez cependant que votre comédie burlesque fait rire et convainc de moins en moins les contribuables et les générations futures qui devront nettoyer et ramasser les factures quand votre party sera fini.

JOURNAL DE MONTREAL EN LOCK-OUT : L'Alliance irresponsable!, par Françoise Bertrand, Fédération des Chambres de commerce du Québec, Yves Thomas Dorval, Conseil du patronat du Québec, Martine Hébert, Fédération canadienne des entreprises indépendantes, Michel Leblanc, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, et Éric Paquette, Regroupement des jeunes Chambres de commerce du Québec – Jeudi 10 mars 2011

Samedi, un regroupement se mobilisera pour dire au gouvernement du Québec que le retour à l'équilibre budgétaire n'est pas urgent et que pour combler le déficit, il n'y a qu'à demander aux entreprises et aux riches de contribuer davantage.

Cette annonce tient de la part du rêve, celui d'un État et d'entreprises aux coffres sans fond. La réalité est tout autre et les chiffres sont clairs : les entreprises, si elles veulent continuer de créer de la richesse, ne peuvent contribuer davantage qu'actuellement.

Redistribuer quoi ?

La création de richesse nécessite des entreprises québécoises plus fortes. Si par des charges sociales et des impôts trop élevés on les empêche de croître et d'investir pour innover, elles ne pourront plus contribuer à l'enrichissement collectif des Québécois et, ultimement, de maintenir nos programmes sociaux. Deux fois moins de gens désirent se lancer en affaires ici qu'ailleurs au Canada et nos petites entreprises sont encore taxées au double de la moyenne canadienne.

Les entreprises sont prêtes à assurer la croissance économique et à prendre la relève des gouvernements qui avaient investi massivement dans les infrastructures pour limiter l'impact de la crise. Il faut leur en laisser la chance. On ne peut redistribuer l'argent que l'on ne crée pas et que l'on n'a pas.

Quels riches ?

C'est plus de 40 % des Québécois qui ne paient pas d'impôts. Il y a approximativement 6 millions de contribuables au Québec. Parmi eux, seulement 3,2 % - soit à peine 190 000 personnes - ont des revenus de plus de 100 000 \$ par année. Elles assument déjà près de 30 % de l'impôt aux particuliers et sont déjà plus taxées qu'ailleurs en Amérique du Nord. Cela représente aujourd'hui 68 % de plus qu'en 1986. On ne peut sincèrement leur demander de contribuer davantage et si on le faisait, on serait loin du Québec idéal rêvé par l'Alliance.

Quoi faire alors ?

Avec le dernier budget, le gouvernement a probablement atteint la limite de ce qu'il peut demander aux entreprises et aux individus. S'il

veut continuer d'encourager la croissance et d'offrir ses services, il ne peut que revoir profondément son organisation et restreindre ses dépenses. Pour nous, il faut atteindre l'équilibre budgétaire en 2013-2014. Cet enjeu préoccupe d'ailleurs grandement plus de 85 % des PME du Québec.

Les revenus du gouvernement ne dépendent pas seulement de l'impôt des sociétés. Un appui mieux ciblé aux entreprises peut engendrer plus de revenus qu'un impôt supplémentaire.

À ce titre, nous demandons depuis longtemps au gouvernement une structure des finances publiques productive et compétitive, un climat d'affaires propice à l'innovation et à la productivité et un plus grand soutien à la relève entrepreneuriale.

En appuyant correctement les entreprises, tout le monde y gagnera : les syndiqués, les groupes communautaires, les entreprises, les citoyens, bref, l'ensemble de la collectivité.

RADIO-CANADA : Mauricie : Idéologie : On tente de réveiller la gauche au Collège Shawinigan - Mise à jour le mercredi 23 février 2011 à 12 h 18

Au Collège Shawinigan, on tente de mobiliser les étudiants de gauche en vue d'une grande manifestation provinciale qui aura lieu en mars à Montréal pour protester contre la montée de la droite au Québec et ses répercussions sur le prochain budget provincial.

Une conférence sur le sujet a pour cette raison été organisée, conjointement par le Syndicat des enseignants du collège et par l'association étudiante.

« C'est sûr qu'on a beaucoup d'appréhension avec le budget qui s'en vient au niveau provin-

cial. C'est un peu le vent qui semble aller vers la droite depuis quelques années », affirme le vice-président du Syndicat des enseignants du Collège Shawinigan, Vincent Roy.

Le recrutement des militants serait déjà bien avancé.

« Présentement, sans vouloir nous comparer, le nombre d'étudiants qu'on a ramassé pour les 1200 élèves qu'on a au Collège Shawinigan, c'est énorme par rapport à un collège de 6000 étudiants qui va avoir de la misère à en ramasser 100. On a atteint notre objectif déjà »,

lance Jonathan Guy-Perron, de l'Association étudiante du Collège Shawinigan.

Les manifestants se réuniront autour de la bannière de l'Alliance sociale le 12 mars prochain.

L'Alliance sociale réunit 150 organisations syndicales, communautaires et étudiantes. L'association veut sensibiliser la population aux idées de gauche, qui, selon elle, perdent du terrain au Québec.

RADIO-CANADA / NATIONAL : Budget du Québec : Distribution de journaux dans le métro pour dénoncer les hausses de tarifs - Mise à jour le lundi 14 février 2011 à 11 h 40

Une centaine de militants de la Coalition montréalaise pour la survie des services publics distribuent des journaux dans les stations de métro de Montréal, lundi matin, pour dénoncer les hausses de tarifs annoncées par le gouvernement Charest.

L'organisme profite du contexte prébudgétaire à Ottawa et à Québec pour tenter d'influencer les gouvernements qui doivent composer avec une situation financière précaire.

Le groupe souhaite faire reculer le gouvernement du Québec à propos des mesures annoncées dans le budget de l'an dernier, notamment la contribution santé

et la hausse des tarifs d'électricité et des droits de scolarité.

« Ce matin, on jugeait qu'il était davantage important d'informer la population sur le contenu du dernier budget et ses impacts qui auront lieu au cours des prochaines années, mais aussi sur l'importance de faire des demandes en tant que citoyens et citoyennes qui vont protéger nos services publics auprès du ministre des Finances [du Québec] », explique Catherine Roy-Goyette, porte-parole de la Coalition.



Photo: La Presse Canadienne /Ryan Remiorz

Manifestation contre le budget du Québec à Montréal, le 1er avril 2010

Répartir la richesse

La Coalition reconnaît que la situation budgétaire est difficile à Québec, mais croit qu'il est possible de maintenir les services publics à leur niveau actuel sans augmenter les tarifs. Elle évoque l'application des mesures habituelles de répartition de la richesse.

Parmi les mesures évoquées figurent l'augmentation des redevances sur les ressources naturelles, la lutte à l'évasion fiscale et à la corruption et l'abolition de certaines exemptions fiscales.

Nous estimons que près de 9 milliards de dollars pourraient être dégagés annuellement avec de simples mesures fiscales plus progressives.

— Catherine Roy-Goyette

La campagne de distribution de journaux n'est que la première manche d'une vaste offensive contre les mesures budgétaires du gouvernement Charest. La Coalition montréalaise se joindra aux grandes centrales syndicales et aux autres organismes sociaux du Québec pour une grande marche contre « la tarification et la privatisation des services publics » le 12 mars prochain, à Montréal.

RADIO-CANADA : Économie : Budget du Québec : L'Alliance sociale lance un appel à manifester - Mise à jour le lundi 24 janvier 2011 à 16 h 36

Un regroupement d'organisations syndicales, communautaires et étudiantes veut faire reculer le gouvernement du Québec en vue du prochain budget. Et pour se faire entendre, il appelle la population à manifester le 12 mars prochain, à Montréal.

Les membres de l'Alliance sociale et de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation contestent notamment la tarification et la privatisation des services, la hausse des droits de

scolarité et les autres compressions envisagées par le ministre des Finances, Raymond Bachand. La taxe santé de 200 \$, en plus d'être discriminatoire à l'égard des femmes, est profondément inéquitable, car elle demande le même effort à tous les ménages, et ce, indépendamment de leurs revenus.

— L'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services

Les mesures déjà annoncées par le gouvernement et qui se retrouveront dans le budget

2011-2012 ne feront qu'alourdir le fardeau des citoyens au risque de mettre en péril l'équilibre financier des familles, estime la coalition.

« Le gouvernement Charest invoque la précarité des finances publiques pour justifier ses politiques alors que des solutions équitables sont à portée de main », ajoute-t-elle.

Lors de la manifestation du mois de mars, la coalition demandera au ministre Bachand de faire des choix différents et de privilégier une meilleure redistribution de la richesse.

GRATUITÉ SCOLAIRE - COÛTS DES ÉTUDES

LE DEVOIR : En bref - Québec devra rembourser 4500 étudiantes monoparentales - Samedi 02 et dimanche 03 avril 2011

La Presse canadienne
Environ 4500 étudiantes monoparentales ont obtenu une victoire en demi-teintes puisque le ministère de l'Éducation devra leur rembourser les sommes dont elles ont été privées lorsqu'elles recevaient des bourses.

Le règlement ne vise toutefois que les étudiantes qui ont reçu entre 2006 et 2009 des bourses alors qu'elles recevaient en même temps une pension alimentaire pour enfant. Le dossier découle de la victoire d'une étudiante devant les tribunaux qui avait obtenu en 2009 que sa pen-

sion alimentaire pour enfant ne soit plus comptabilisée comme un revenu dans le calcul de sa bourse.

JOURNAL DE MONTRÉAL EN LOCK-OUT : Plus d'argent de toutes sources pour les universités - Samedi 12 mars 2011

SHERBROOKE | (Agence QMI) Lors d'un discours prononcé hier devant les membres de la Chambre de commerce de Sherbrooke, le premier ministre Jean Charest a promis que, dans son prochain budget, plus d'argent sera injecté dans les universités québécoises.

« Le Québec est déjà le gouvernement qui investit le plus per capita, par étudiant. Nous faisons un effort, mais il faut en faire plus. La semaine prochaine, nous allons livrer un budget. Déjà, je peux vous dire que le gouvernement du Québec en fera davantage », a soutenu M. Charest.

Il dit s'attendre aussi à ce que le secteur privé en fasse un peu plus. « Et les étudiants en feront aussi davantage. Nous le ferons parce que nous jouons l'avenir du Québec avec nos universités et nos collègues », a dit le premier ministre. « C'est stratégique pour l'avenir du Québec. »

THE GAZETTE: Now is the time for Quebec to bridge the education gap, by Daniel Zizian, President and Director general of the Conference of Rectors and Principals of Quebec Universities- Wednesday, March 09, 2011

Of all the major sectors in which government is involved, education contributes most to the creation of wealth and our collective well-being. A better-educated population is a healthier population. What's more, the world's most-educated societies are among the wealthiest ones, and they have more means to offer high-quality public services. A dynamic, productive university system offering an education that meets the highest international standards benefits not only students but society as a whole. It is, therefore, entirely reasonable for government, students and the private sector to contribute to the ongoing development of that system.

The Quebec government must commit to increasing university funding so that operating grants are at the very least indexed annually to cover real costs and adequately finance growing student clienteles.

In recent years, the government has reinvested significantly in Quebec's universities. At the same time, other provinces have invested even more. As a result, in terms of operating grants per weighted full-timeequivalent student, Quebec

now ranks seventh among all Canadian provinces. In the past, Quebec has been among the leaders in this area, and it must aim to regain that position.

Regarding the student contribution, the result of successive tuition fee-freezes in recent decades is that a university education now costs less, in constant dollars, than it did in 1968. Now that the government has announced its decision to increase tuition fees starting in the fall of 2012, the Conference of Rectors and Principals of Quebec Universities has proposed a means to bring fees back to the equivalent of their 1968 value. A fee increase of \$500 a year over three years (starting in 2012-13) would bring in about \$300 million (recurring), of which \$75 million, or 25 per cent, would be used to increase student financial aid. This would mean a net investment of \$225 million in the university system.

The private sector would be called upon to contribute specifically through incentives to increase their philanthropic support. With that in mind, CREPUQ proposes that the government earmark

significant funds to finance a donation-matching program.

These measures would help reduce the funding shortfall between universities in Quebec and those in the other provinces, which was determined to be \$620 million a year, based on real 2007-08 data. However, they would not be enough to bring the Quebec system into parity with the rest of Canada. Additional investment is the only way to bridge the gap. Beyond decisions about tuition-fee hikes, the coming budget must include the announcement of a bold plan of action that will provide a sustainable solution to the chronic problem of university underfunding.

All around us, societies are investing in their university institutions as they seek to position themselves advantageously in the global race for knowledge. This is the environment in which our universities must thrive. As Premier Jean Charest stressed in his recent opening speech to the National Assembly: "Our society's success hinges on the success of our universities. Quebec's future depends on it."

LE DEVOIR : Sous-financement des universités - Les étudiants contestent les chiffres des recteurs - Vendredi 11 février 2011

Lisa-Marie Gervais
Les étudiants estiment que les recteurs ont exagéré le montant du sous-financement des universités qu'ils avaient chiffré à 620 millions, pour l'année 2007-2008, dans [une étude parue](#)

[l'automne dernier](#). Dans une [note explicative](#) publiée hier, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) déplore aussi que les recteurs se soient basés sur ce montant pour réclamer une hausse des droits de scolarité plutôt que de

tenir compte que d'ici 2012, année où le gouvernement prévoit hausser les droits de scolarité, les universités bénéficieront d'un montant de 319 millions de plus. Ce montant proviendrait des transferts fédéraux, de réinvestissements du



ministère de l'Éducation et de ce que les étudiants verseront notamment en droits de scolarité. «Les chiffres avancés par [les recteurs] ne tiennent pas la route: ils ne visent qu'à aggraver la situation réelle des universités pour faire passer leur hausse des frais de scolarité», a fait savoir Louis-Philippe Savoie, président de la FEUQ. Les étudiants critiquent aussi la méthode de calcul utilisée par les recteurs, qui ne tient

pas compte des frais afférents que payent les étudiants, ni de la recherche et des investissements en immobilisation. Pour le p.-d.g. de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), Daniel Zizian, il ne faut pas comparer des pommes avec des oranges. Il rappelle que le calcul du sous-financement est fait en fonction des ressources dont les autres universités cana-

diennes disposent. «[Les étudiants] font des projections de revenus qu'on n'est pas capable de valider. Ils prétendent qu'il y aurait un réinvestissement régulier de 319 millions en laissant croire que ça ne bougerait pas dans le reste du Canada», a-t-il soutenu. M. Zizian se défend toutefois de ne vouloir faire porter le fardeau du sous-financement qu'aux étudiants.

RUEFRONTENAC.COM : Hausse appréhendée des droits de scolarité - Mardi, 18 janvier 2011 11:48 - Mise à jour le Vendredi, 21 janvier 2011 14:57



Photo d'archives Luc Laforce

Les étudiants ont manifesté à l'automne 2009 contre les projets de loi sur la gouvernance des cégeps et des universités.

David Patry-Cloutier

Les étudiants québécois fourbissent leurs armes en vue de contrer une nouvelle hausse des droits de scolarité annoncée par le gouvernement libéral. Une lutte qui s'annonce historique, tant le gouvernement semble résolu à aller de l'avant.

Dans les dernières semaines, les représentants étudiants d'un peu partout au Québec ont tenu des rencontres afin de préparer leur réplique au gouvernement de Jean Charest.

Les représentants étudiants sont sortis amers de la Rencontre des partenaires en éducation tenue en décembre à Québec par la ministre Line Beauchamp. «On nous a demandé comment monter les frais de scolarité», affirme le président de la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS), Jérémy Wauquier. «On aurait aimé que le gouvernement n'arrive pas avec une question fermée.»

Le gouvernement Charest jongle avec divers scénarios de hausses, notamment de rejoindre la moyenne canadienne des droits de scolarité, ce qui aurait pour effet de faire bondir la facture des étudiants. Moduler les droits selon les programmes d'études est aussi une avenue envisagée.

«C'est évident que nous ne sommes pas d'accord avec les prémisses du gouvernement. C'était un exercice de communication médiatique plutôt qu'un exercice de consultation», dit le président de la FEUS.

Rappelons que les associations étudiantes, de même que les syndicats, ont quitté les lieux au beau milieu des discussions en signe de réprobation. Ils ont justifié leur coup d'éclat par un [manifeste](#).

La grève exclue... pour le moment

Craignant se retrouver devant le fait accompli, le mouvement étudiant se prépare en vue du budget de Raymond Bachand, prévu pour le mois de mars. Aucun moyen de pression n'est exclu, sauf peut-être celui d'une grève générale illimitée, du moins à court terme. En mars, la fin de session approchera à grand pas, minant les chances d'une mobilisation suffisante.

«Si ça passe au budget, ça risque d'être plus à l'automne que le gros mouvement va naître», affirme la présidente de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Barbara Poirier.

La session d'automne risque d'être plus chaude. La hausse prévue par Québec se traduira tôt ou tard en chiffres sur la facture des étudiants,

contribuant à alimenter la grogne chez les futurs diplômés. Le dégel des droits de scolarité, en vigueur depuis 2007, leur a montré à quoi rime une hausse dans leur budget. En 2012, leur facture aura déjà augmenté de 30 %.

«La grève reste une option, c'est un moyen de pression envisagé, mais il faut toujours passer par nos assemblées générales», indique la présidente de l'Association des étudiantes et étudiants de la Faculté des sciences de l'éducation de l'UQAM (ADEESE), Martine Desjardins.

Manifestation nationale

En attendant, les associations étudiantes préparent leurs militants en multipliant les moyens d'informer leurs membres sur la hausse appréhendée. Des coalitions s'organisent entre les étudiants collégiaux et universitaires. «On fait une campagne d'information sur le campus par la distribution de tracts. On donne le maximum d'information possible. Il faut continuer les actions et proposer des mesures alternatives», affirme la présidente de la CADEUL.

Plusieurs associations participeront notamment à une manifestation nationale organisée par l'Alliance sociale et la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, le 12 mars. La FEUS entend aussi talonner les ministres qui se présenteront à Sherbrooke et se faire visible lors des portes ouvertes de l'Université de Sherbrooke. «On ne peut parler de tout, il y a aussi des actions qui sont gardées secrètes», souligne toutefois le président, Jérémy Wauquier.

Les étudiants tenteront aussi de démontrer au gouvernement que la population n'est pas nécessairement pour une nouvelle hausse des droits.

«Contrairement à ce qu'on peut penser, je suis loin d'être certaine que cela fait l'unanimité», affirme Martine Desjardins. Pour elle, l'éducation fait partie des valeurs profondes des Québécois et ceux-ci demeurent sensibles à son accessibilité.

Des troupes motivées

Dans toutes les associations étudiantes contactées, on assure que les troupes sont motivées. «On sent vraiment que les étudiants sont prêts à se défendre, non seulement leurs intérêts, mais aussi les intérêts de la société québécoise», explique Jérémy Wauquier.

Reste à voir si le mouvement parviendra à rallier autant de gens qu'en 2005, alors qu'un mouvement de grève avait touché près de 200 000 étudiants québécois dans une coalition contre la réforme du régime des prêts et bourses. À ce moment, les étudiants avaient fait reculer, du moins en partie, le gouvernement Charest.

Commentaires (6)

Les étudiants n'ont certainement pas les moyens de payer plus

J'ai terminé mes études à l'université de Montréal en 2007. Mes frais de scolarité s'élevaient à environ 1200\$ par session, ce qui exclu les manuels que je devais me procurer. Mon seul revenu était mon emploi d'été. J'étais un des chanceux qui avait un bon salaire l'été; Je travaillais comme col bleu à la ville de Montréal et je faisais 21\$ de l'heure pendant environ 13

semaines, à 35 heures par semaine, j'avais donc un revenu brut annuel d'environ 9500\$. Avec mon 9500\$, je faisais 2 à 3 fois plus d'argent que la plupart de mes amis en une année. Avec 2500\$ de frais de scolarité, plus les manuels et le transport, je vois difficilement comment j'aurais pu me loger et me nourrir. Une chance que mes parents étaient là pour payer mes frais de scolarité, me loger et me nourrir. Tout ça pour dire que je pense que c'est vraiment refuser de voir la réalité de croire de les étudiants ont les moyens de payer plus. Les étudiants sont parmi les plus pauvres dans la population québécoise, c'est ça la réalité.

un ancien étudiant heureux que papa et maman étaient là, janvier 19, 2011

Argumentaire simple

Dans le livre la Tour de Papier (2010), des professeurs canadiens demandent la réduction des frais de scolarité à cause de la marchandisation de l'Éducation et que les étudiants pensent qu'ils méritent une note A parce qu'ils l'ont achetées. De plus, les faits UQAM démontrent qu'avant d'investir de l'argent dans un gouffre, il faut s'assurer que ce n'est pas pour réduire les services et la qualité de l'enseignement et payer les dettes et une masse salariale qui augmentent continuellement. Exemple : Les Services à la vie étudiante 92% de charges salariales et 8% pour les services. Et le coût de la masse salariale va augmenter au détriment des services à moins de prendre encore de l'argent dans les poches des étudiants en plus de l'augmentation de tous les frais. Si on veut voir disparaître graduellement la culture francophone, réduisons l'accès.

Alain Thibeault, janvier 19, 2011

Avis d'un étudiant...qui en arrache déjà

Personnellement, ce que je trouve absurde, c'est l'éternel argument de "ils ont des voitures, des cellulaires, des portables alors ils ont les moyens de payer plus"

à ceci, je peux répondre aisément

1, les voitures: Si certains étudiants étant sur les Prêts et bourses ont des véhicules pour se déplacer, ce sont rarement des voitures de l'année mais plus souvent des "bazou" par nécessité (étudiants en région ou provenant de régions). ce sont ces étudiants là qui écopent car il sont déjà serré dans leur budget. Ceux qui ont leur Mitsubishi ou leur civic "pimper" sont ceux qui demeurent chez leur parent ou qui ont des parents qui gagne plus que la classe moyenne donc eux, ça ne les dérangera pas. Le résultat d'une hausse dans ce contexte? On favorise les mieux nantis au détriment des autres...indépendamment de leur réelle compétence ou talents dans leur domaine!

2, Le cellulaire: L'étudiant qui étudie à l'extérieur avec parfois une job à temps partiel ou des travaux d'équipe à besoin d'être injoignable. Et actuellement, entre un cellulaire et un téléphone fixe, la différence de prix est minime alors, choix pratico-pratique, ils optent pour un cellulaire.

3, Le fameux portable!: Saviez-vous qu'en 2010, la majorité des enseignants exige les travaux écrits à l'ordinateur ainsi que plusieurs programme recommandent très fortement(quand ils

ne l'exige pas tout simplement) de posséder un ordinateur portable dans leur cours. Devant cette réalité, il n'est pas étonnant de voir autant d'ordinateur portable chez les étudiants et heureusement qu'il existe le prêt ordinateur aux prêts et bourses pour financer l'achat de cet ordinateur car plusieurs se retrouverait devant l'impossible dilemme de choisir entre acheter l'ordinateur pour ses cours ou manger pour le reste du mois. Au final, tous les arguments sont bons pour taper sur la tête des étudiants mais personnes ne veut admettre que leurs nombre augmentent d'année en année dans les banques alimentaires tant à Montréal que dans le reste de la province. La dignité de pouvoir étudier dans des conditions de vie décente, c'est tu trop vous demander sachant que c'est nous, la relève, qui devra assumer le coût de votre condition de vie et de vos services? on vie sous le seuil de pauvreté, je crois que ça devrais être un argument chiffré pour dire que NON, les étudiants n'ont pas le luxe de pouvoir payer plus pour l'école sans couper dans les truc essentiel comme la nourriture!

P-A , janvier 18, 2011

Retour a l'école?

Avec la mondialisation des marchés les -d jobs- ou ca prend peu d instructions deviennent nombreuses dans les pays les moins développés, donc, ou le système d enseignement est moins sophistiqué. ici ce qu il faut c est de plus en plus de compétence pour compenser ces pertes d

emplois. Il est dans notre interet de mettre l'emphase sur l'éducation...pour créer des d jobs plus difficile a exporter et ainsi faire prospérer l'économie dans des domaines qui nous serait particulier. Couper la-dedans...c est ce couper les deux pieds!...

Le moins chere possible pour s instruire! Parce que c est un investissement a long terme. Comment trouver les fonds nécessaires? Me semble qu on paie du monde pour trouver ca? ..Non!?...Sinon..Qu ils retourment école!..Ah!Ah! N.L. , janvier 18, 2011

...
Le gag, c'est que beaucoup d'argent dort parce que le ministère est inefficace. Avant d'en mettre sur la gueule des étudiants moins bien nantis (avouons-nous que certains ont plus de chance que d'autres, et ce n'est pas eux qui auront le problème de l'accessibilité sur le dos), assurons-nous d'avoir le système le plus efficace possible. La question du financement post-secondaire est beaucoup plus compliquée que "Les étudiants ne paient pas assez!"

Personnellement, je réclame plus de transparence des universités. Après tout, ils ont beaucoup de fonds provenant de l'état, et leurs étudiants ont le droit de savoir comment leurs frais viennent les aider. Certains programmes ont plus d'argent que d'autres, après tout... et les frais afférents continuent d'augmenter...

En bref, encore bravo au gouvernemnt de prendre une situation complexe, nécessitant une

réponse détaillée et un plan d'action réfléchi, pour en faire une façon détournée de frapper sur des gens qui n'ont pas la faveur de la population. G. Favreau , janvier 18, 2011

Avis d'un étudiant

Aucun étudiant n'aime voir le montant de ses frais de scolarité augmenter... c'est évident. Par contre, une fois qu'on a fini nos études, on trouve ça pas mal moins important. Les frais de scolarité finiront probablement par rejoindre la moyenne canadienne un jour ou l'autre. Le mieux que les associations étudiantes réussissent à faire sera de retarder la hausse de sorte qu'EUX n'auront pas à payer plus.

C'est clair que la majorité de la population est contre toute hausse de frais, mais quand on y pense, hausser les frais de scolarité est une mesure qui risque d'être moins impopulaire qu'un ticket modérateur aux urgences par exemple.

Mais bon... peut-être qu'avec le gaz de schiste, l'uranium à Sept-Îles et le pétrole dans le St-Laurent on pourrait assez s'enrichir collectivement pour ne pas à avoir à augmenter nos frais. Ah j'oubliais... une majorité de la population est contre tous ces projets.

Aussi, je trouve absurde que certains étudiants se paient des forfaits de téléphone cellulaire à 50\$ et plus par mois et trouve le moyen de critiquer des hausses de frais de scolarité.

AC , janvier 18, 2011

LE DEVOIR : Libre opinion - Droits de scolarité : des arguments faibles, par Robert Lacroix, Claude Montmarquette, Alain Caillé - Professeurs émérites à l'Université de Montréal - Vendredi 21 janvier 2011

Dans un article paru dans Le Devoir du 17 janvier et intitulé «[Droits de scolarité: le modèle québécois n'a rien d'une anomalie](#)», nos collègues Louis Dumont, Guy Rocher et Michel Seymour, tout en reconnaissant le sous-financement des universités québécoises, se disent en complet désaccord avec la solution que nous proposons, à savoir l'augmentation des droits de scolarité pour rejoindre la moyenne canadienne. Nous voudrions revenir sur les raisons qu'ils mettent de l'avant pour justifier une telle opposition.

La première raison est l'impact qu'aurait cette augmentation sur l'accessibilité. Or, aucune donnée probante ne soutient cette affirmation. Bien au contraire, par comparaison au reste du Canada, où les droits de scolarité ont fortement augmenté depuis quinze ans, le Québec ne ressort vraiment pas comme le champion de la participation aux études universitaires même si les droits y sont les plus bas — pratiquement gelés depuis le milieu des années 1990 — et que les régimes de prêts et bourses y sont les plus généreux au Canada. Le problème de l'accessibilité se pose avant l'arrivée aux portes de l'université et résulte largement du décrochage élevé au secondaire et au cégep. Pourtant, l'éducation est gratuite à ces deux niveaux d'éducation.

La hausse des droits de scolarité aurait aussi un effet pervers sur le comportement des universités, qui augmenteraient les notes sous la pression des étudiants payeurs. À preuve, c'est ce qui arrive au Canada où, selon nos collègues, la

note moyenne a augmenté. Pourrait-on plutôt penser que, compte tenu des coûts plus élevés supportés par les étudiants, ces derniers travaillent davantage pour éviter l'échec et la nécessité de devoir reprendre un cours ou une année d'étude?

Cette explication nous paraît plus simple que celle selon laquelle un établissement force chacun de ces professeurs, malgré la grande liberté académique défendue par leur syndicat, à hausser les notes qu'il avait initialement données à ses étudiants. Par ailleurs, lorsqu'on dit qu'avec des droits de scolarité plus élevés une université devient productiviste, veut-on dire que les Harvard (alma mater de Guy Rocher), Yale, Stanford, MIT, Berkeley, reconnues comme les meilleures universités au monde, sont des universités corporatistes et productivistes parce qu'elles imposent des droits de scolarité élevés? Cette relation nous semble plutôt simpliste.

Nos collègues présentent comme un grand avantage la participation plus forte du gouvernement du Québec dans le financement des universités par rapport aux autres provinces. Nous cherchons où cela constitue un avantage puisque les universités québécoises souffrent actuellement d'un sous-financement annuel dépassant les 600 millions de dollars et que le sous-financement dure depuis plus de 15 ans. Nous pensons qu'aucune université canadienne ne réclamera l'avantage québécois!

Venons-en aux comparaisons avec les pays de l'OCDE. Pour le meilleur et pour le pire, nous

vivons en Amérique du Nord. C'est ici que nous concevons et produisons les biens et services que nous exportons à plus de 80 % aux États-Unis et au Mexique. La qualité de nos établissements universitaires doit être de niveau nord-américain. C'est d'ailleurs ce que recherchent de plus en plus les grands pays européens comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, qui tentent péniblement de modifier les modes de gouvernance et de financement de leurs universités.

Terminons avec les solutions de nos collègues, qui proposent de faire contribuer davantage les autres (entreprises, redevances sur les mines, hausser les impôts des riches...) que les étudiants pour mieux financer les universités qui les forment. Ces mêmes solutions sont préconisées par d'autres pour réduire la pauvreté, hausser les pensions des travailleurs, réduire le déficit et la dette. C'est la logique du «pas dans mes poches, mais dans celles des autres». Il est tout de même curieux de constater que le premier bénéficiaire de l'éducation serait le dernier sollicité...

Il est également aussi curieux que privément nous ne puissions jamais nous payer les services que l'on veut, mais que collectivement, nous sommes en mesure de le faire. Étrange calcul en effet selon lequel la somme est supérieure à ses parties. N'oublions surtout pas qu'en haussant les droits de scolarité à la moyenne canadienne, 75 % des coûts seraient toujours à la charge des autres plutôt que des étudiants.

LE DEVOIR : Opinion : Droits de scolarité - Le modèle québécois n'a rien d'une anomalie, par Louis Dumont, Guy Rocher et Michel Seymour - Professeurs à l'Université de Montréal - Lundi 17 janvier 2010





Photo : Clément Allard - Le Devoir
Les étudiants québécois n'accèdent pas directement à l'université à la fin de leurs études secondaires; ils passent par le «filtre» des cégeps. Cela explique peut-être en partie pourquoi ils ne sont pas plus nombreux à s'inscrire aux études universitaires, malgré des droits de scolarité moins élevés qu'ailleurs au Canada. Ci-dessus, l'Université Laval.

Dans [Le Devoir du 5 janvier 2011](#), Robert Lacroix, Claude Montmarquette et Alain Caillé, tous d'anciens de l'Université de Montréal, reviennent sur la question d'un meilleur financement des universités québécoises, en mettant cette fois à l'avant-plan le sous-financement des activités de recherche qui pénalise surtout des institutions comme leur alma mater, l'Université de Montréal.

Le remède qu'ils proposent pose toutefois problème. Les auteurs estiment que la solution réside dans la hausse rapide des droits de scolarité permettant d'atteindre en quelques années la moyenne canadienne. Nous estimons au contraire que si le gouvernement du Québec s'engageait dans cette voie, on assisterait à un désengagement massif des étudiants qui envisagent de fréquenter une université québécoise. En effet, plusieurs chercheurs et administrateurs universitaires canadiens se rendent maintenant compte de l'erreur qui consiste à fonctionner dans un régime où les étudiants ont à déboursé des droits de scolarité de plus en plus élevés.

Dans leur plus récent livre [La Tour de papier. L'université, mais à quel prix?](#), James E. Côté et Anton L. Allahar soulignent les conséquences néfastes de droits élevés. Selon leurs observations, les gouvernements qui ont avalisé de telles hausses se désengagent alors de leurs responsabilités du financement de l'éducation supérieure, les étudiants veulent un retour immédiat sur leur investissement, en forçant une hausse marquée des notes qui leur sont accordées, et les universités se transforment en usines à diplômes. Pourquoi voudrions-nous de ce scénario au Québec?

Effet pervers d'une hausse

Une hausse significative des droits de scolarité entraînera des effets pervers. Depuis dix ans, la

moyenne des notes accordées aux étudiants a été haussée dans presque toutes les universités au Canada. Cette hausse est survenue en parfaite corrélation avec l'augmentation vertigineuse des droits de scolarité. Plus les étudiants paient cher leurs études, plus ils font pression pour obtenir de bonnes notes.

Autre effet paradoxal: toute hausse des droits de scolarité est à mettre en corrélation avec le désengagement financier de l'État. Les universités risquent donc de n'y rien gagner.

Enfin, on risque d'assister à la transformation de l'Université en une usine à diplômes. Les universités sont financées en grande partie selon le nombre d'étudiants qu'elles accueillent et qu'elles parviennent à diplômer. La production des diplômes devient alors un indice de productivité. Ceux qui critiquent le tournant entrepreneurial de l'Université ne remettent pas souvent en cause l'objectif d'une performance productiviste, et ce, bien qu'elle soit pourtant une manifestation éclatante de cette vision entrepreneuriale.

Ce corporatisme est très souvent un point aveugle dans nos réflexions sur l'université. Et lorsque les objectifs productivistes prennent le pas sur la qualité de l'enseignement ainsi que sur la rigueur dans l'attribution des notes, et que les dirigeants universitaires et gouvernementaux n'accordent pas suffisamment d'importance à la formation fondamentale, l'Université se dérobe à la tâche de préparer les étudiants à jouer un rôle critique dans leurs sphères respectives.

Une anomalie sur le continent?

Il n'y a pas au Québec un enthousiasme aussi frénétique des parents en faveur de l'idée que leurs enfants fréquentent l'université, contrairement à ce qui se passe au Canada et aux États-Unis. On peut même dire que nous vivons à ce titre un problème inverse. Le problème du décrochage scolaire et du peu d'intérêt pour les sciences et les technologies, vécu aussi au Canada, mais de façon plus marquée au Québec, est un indice probant du peu d'attrait que représente l'université pour la population en général.

Là ne s'arrêtent pas les différences entre le Québec et le reste de l'Amérique du Nord. Contrairement à ce qui se passe sur le reste du continent, les étudiants québécois n'accèdent pas directement à l'université à la fin de leurs études secondaires. Les cégeps jouent en ce sens un rôle important de filtre. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles les étudiants québécois ne sont pas plus nombreux à s'inscrire aux études universitaires, malgré des droits de scolarité moins élevés qu'ailleurs au Canada.

De façon plus frappante encore, on a assisté au désengagement financier des gouvernements et à une hausse significative des droits de scolarité dans les autres provinces du Canada. Au Québec, le gouvernement est davantage impliqué financièrement dans les budgets de fonctionnement des universités et des droits de scolarité sont moins élevés. L'endettement des étudiants est moindre et la course aux crédits, bien que réelle, ne prend pas une importance aussi grande. On

ne craint pas autant au Québec de produire des diplômés sans emploi. Au contraire, on craint qu'il n'y ait pas assez de diplômés pour faire face aux demandes d'emploi des entreprises.

Dans la moyenne de l'OCDE

Le regard critique qui peut être porté sur la société canadienne jette donc un nouvel éclairage sur la situation particulière du Québec. On présente souvent le modèle québécois comme une anomalie par rapport au reste du continent. Mais il faut savoir que les universités, au Canada et aux États-Unis, ont des droits de scolarité parmi les plus élevés des pays de l'OCDE.

En bref, le Québec se situe dans la moyenne des pays de l'OCDE et il ressemble davantage aux pays européens. C'est seulement quand on le compare au reste du continent nord-américain qu'il semble faire bande à part. Il faut alors peut-être dénoncer les droits de scolarité élevés ainsi que le désengagement de l'État dans l'éducation supérieure observé partout au Canada et aux États-Unis, au lieu de s'en prendre à la politique de droits de scolarité peu élevés qui caractérise le modèle québécois.

Un seul remède?

Le milieu universitaire québécois a eu raison de demander le rétablissement des transferts fédéraux en matière d'éducation supérieure à la hauteur de ceux qui étaient en vigueur en 1994-1995. Ces sources supplémentaires de revenu permettraient de résoudre à long terme le problème du financement universitaire. MM. Lacroix, Montmarquette et Caillé passent sous silence le désengagement du gouvernement fédéral dans les transferts aux provinces en matière d'éducation supérieure. Ils ne choisissent qu'un seul remède qui aura comme conséquence pour les étudiants de faire face non seulement à une dette publique élevée, mais aussi à une dette personnelle importante.

Il existe d'autres façons de faire, en plus de continuer d'exiger de la part du gouvernement fédéral le rétablissement des transferts fédéraux pour l'éducation supérieure à la hauteur de la proportion accordée en 1994-1995. Voici quelques exemples:

- imposer une taxe à l'expertise universitaire pour les grandes sociétés dont le développement repose sur des compétences universitaires;
- hausser les redevances liées à l'exploration et l'exploitation minière et gazière;
- récupérer les sommes perdues à cause de l'évasion fiscale (paradis fiscaux, comptes secrets dans des banques suisses);
- introduire de nouveaux paliers d'imposition pour les plus riches de notre société qui ont pu, grâce à des études supérieures universitaires, accéder à une profession lucrative.

De cette façon, l'équité et l'accessibilité seront préservées: le financement de toutes nos universités sera bonifié sans la contrepartie négative d'une décroissance attendue de leur fréquentation par les prochaines générations d'étudiants.

LA PRESSE : Chronique : La sainte alliance, par Alain Dubuc – Lundi 17 janvier 2011

Si les leaders syndicaux de cette alliance appuyaient le seul parti qui épouse leurs vues, Québec solidaire, ils se feraient lyncher par leurs membres.

Avant les Fêtes, une nouvelle entité politique est née au Québec, l'Alliance sociale, en principe un mouvement qui veut lutter contre la montée de la droite et proposer une solution de rechange progressiste.

Je dis en principe parce qu'il s'agit moins d'un mouvement politique que d'une coalition syndicale comme on les connaît bien au Québec. Tout

le monde est là – la FTQ, la CSN, la CSQ, la CSD, les syndicats des professionnels du gouvernement, des fonctionnaires, des professionnels de la santé. Heureusement, deux associations étudiantes, la FEUQ et la FECQ, sont venues à la rescousse pour créer l'illusion de la diversité.

L'idée des leaders syndicaux était probablement qu'un paravent politique au discours progressiste permettrait d'enrober ce qui n'est rien d'autre que la défense des employés de l'État aux prises avec des mesures d'austérité. L'enjeu est légi-

time, mais peu susceptible de créer un vaste mouvement de sympathie dans la population.

Car ce regroupement est moins le porteur d'un projet de gauche fouillé qu'un prévisible mouvement d'opposition au dernier budget du gouvernement Charest. On est contre ses mesures dites de droite – taxe sur la santé, hausse éventuelle des droits de scolarité. On veut faire payer les riches. Mais surtout, on est contre l'engagement de ramener le déficit à zéro en trois ans, en 2013-2014. Un rythme jugé beaucoup trop rapide.

Depuis 40 ans, pour des raisons que l'on devine, les centrales syndicales ont été au premier rang de ceux qui s'opposaient à l'élimination du déficit et à la réduction de la dette. Rétrospectivement, elles avaient tort. Cela sera encore le cas cette fois-ci.

Il est vrai que, dans plusieurs pays industrialisés, on ne veut pas s'attaquer aux déficits engendrés par la crise avec trop d'empressement, pour éviter que la rigueur financière ne compromette la reprise. Mais on ne peut pas importer ce discours au Québec.

D'abord parce qu'ici, la récession est bel et bien terminée. Pendant que certains pays, comme les États-Unis et la France, n'arrivent pas à casser le chômage, le Québec a non seulement récupéré tous les emplois éliminés pendant la crise, il en a créé 67 800 de plus. Mais aussi parce que le Québec a des problèmes qui lui sont propres.

Parce que sa dette était déjà très élevée avant la récession, chaque année de déficit fait plus mal qu'ailleurs. Et parce qu'il s'approche d'un plateau démographique, plus il attend pour s'attaquer au déficit, plus ce sera difficile.

Voilà le genre d'idées de droite que veut combattre l'Alliance sociale. Le problème, c'est que c'est non seulement le point de vue du gouvernement libéral, mais que c'est aussi celui du PQ et de l'ADQ, qui craignent surtout que le gouvernement n'arrive pas à respecter ses objectifs. C'est aussi ce que croient une majorité de Québécois. En fait, un seul député n'est pas d'accord, Amir Khadir le bien-aimé.

Cela suscite une remarque arithmétique. Sur papier, cette alliance représente quelque chose comme 1,4 million de personnes. Québec solidaire, seul parti sur la même longueur d'onde, n'a recueilli que 122 618 voix dans l'ensemble du

Québec aux dernières élections. Cherchez l'erreur.

Ensuite, une réflexion sur la démocratie. Quand le mouvement syndical s'oppose à de grandes orientations de mesures publiques, qu'il est en porte à faux avec le discours dominant, n'y a-t-il pas un moment où il devrait cesser de se contenter d'un confortable rôle de groupe de pression pour choisir un engagement politique plus formel?

Poser la question, c'est y répondre. Si les leaders de cette alliance appuyaient le seul parti qui épouse leurs vues, Québec solidaire, ils se feraient lyncher par leurs membres. Et s'ils se présentaient eux-mêmes à l'électorat avec leurs idées, ils se feraient laver. Il n'est pas inutile de le rappeler.

LE QUOTIDIEN : Les universités à la croisée des chemins, par Daniel Zizian, Président-directeur général de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) – Lundi 17 janvier 2011

Le système universitaire québécois est l'une de nos grandes réalisations collectives. Toutefois, il est aujourd'hui gravement fragilisé. Tant en formation qu'en recherche, notre position relative à l'intérieur du Canada se dégrade et il est urgent de corriger le tir. La Rencontre des partenaires en éducation, tenue le 6 décembre dernier, a offert une rare occasion de convenir des objectifs que nous devrions nous donner pour faire du Québec l'une des sociétés les plus instruites et les plus innovantes en Amérique du Nord et dans le monde, ainsi que des moyens que nous devons mettre en oeuvre pour y parvenir.

Sous-financement

Depuis de très nombreuses années, le réseau universitaire québécois souffre d'un manque à gagner de plusieurs centaines de millions de dollars par rapport aux établissements du reste du Canada. Une étude réalisée à partir de travaux effectués conjointement par la CREPUQ et le ministère de l'Éducation évaluait l'ampleur du manque à gagner à 375 M\$ pour l'année 2002-2003. Une mise à jour récente de cette étude montre que l'écart se situait à 620 M\$, net des

montants destinés à l'aide financière, pour l'année 2007-2008.

Le gouvernement du Québec contribue davantage en moyenne que celui des autres provinces, mais cela est insuffisant pour compenser les revenus moindres provenant des droits de scolarité et autres frais payés par les étudiants, et des autres sources de financement, notamment la philanthropie.

Réinvestir

Le Québec est à la croisée des chemins quant à l'avenir de son réseau universitaire. Ce dernier a clairement besoin d'un réinvestissement significatif si l'on veut qu'il demeure attractif pour les étudiants, enseignants et chercheurs de grands talents et qu'il puisse continuer à contribuer au développement social et culturel de notre collectivité, à sa prospérité et à son rayonnement sur la scène internationale.

L'ensemble de la société bénéficie de la présence d'un réseau universitaire dynamique et performant. Il est donc naturel que la société (par l'entremise de subventions gouvernementales), les étudiants (par les droits de scolarité) ainsi que le secteur privé (par la voie de la philanthro-

pie ou autrement) soient appelés à conjuguer leurs efforts pour soutenir le réseau universitaire. Il appartient au gouvernement d'établir les modalités et l'ampleur de la contribution de chacun des acteurs en tenant compte à la fois des bénéfices directs qu'ils en retirent et des contributions qu'ils font déjà.

Aucune solution au sous-financement des universités ne peut toutefois se faire sans une hausse des droits de scolarité, tel que le gouvernement l'a d'ailleurs reconnu. Le rétablissement des droits de scolarité à l'équivalent de leur valeur réelle de 1968-69 devrait faire partie des hypothèses envisagées de façon prioritaire. La CREPUQ insiste par ailleurs fortement pour que toute hausse des droits de scolarité soit accompagnée de mesures d'aide financière appropriées afin qu'aucun étudiant qui en a le désir et la capacité ne soit empêché d'accéder à l'université pour des raisons financières. À cette fin, une partie de la hausse des droits de scolarité devrait être utilisée pour bonifier les mesures d'aide financière aux étudiants, en portant une attention particulière aux étudiants provenant de milieux socio-économiques moins avantagés.

RUEFRONTENAC.COM : Étudiez maintenant, payez plus tard – Dimanche 16 janvier 2011, 00 :00



Photo Rue Frontenac

Jean-François Lisée estime que l'éducation est à la fois un investissement collectif et personnel.

Écrit par David Patry-Cloutier

Dans le sempiternel débat « pour ou contre la hausse des droits de scolarité », une voix détonne. Jean-François Lisée tente de faire valoir une idée qui sort des sentiers battus : Et si les étudiants universitaires payaient leur formation après coup, seulement lorsqu'ils auront trouvé un emploi - et un salaire - à la hauteur de leur savoir ?

Le débat est récurrent et les positions, irréconciliables. D'un côté, les étudiants prônent le gel des droits de scolarité et craignent qu'une hausse marquée restreigne l'accessibilité aux études, surtout pour les moins nantis de notre

société. De l'autre, les universités crient famine et le gouvernement entend leur permettre d'augmenter leurs tarifs pour se financer.

« C'est un débat assez stérile », affirme Jean-François Lisée, que Rue Frontenac a rencontré dans ses bureaux de l'Université de Montréal. Il condamne le manque de créativité du gouvernement : « Il dit: On vous a annoncé qu'en 2012, on allait augmenter les droits de scolarité directement. Tout ce qu'on a à discuter, c'est le niveau d'augmentation et la rapidité avec laquelle on le fait. À ce moment-là, ce n'est pas la peine de consulter. »

Il y a 10 ans, ce générateur d'idées a imaginé une formule inédite pour assurer le financement des universités québécoises dans son livre *Sortie de secours*. Il croit avoir trouvé une bonne solution pour augmenter la contribution financière des étudiants au système scolaire tout en encourageant les jeunes à étudier. Même les plus démunis.

Pour Jean-François Lisée, l'éducation s'avère à la fois un investissement collectif et personnel. « Lorsque tu profites d'un investissement que la société a fait en toi, il est normal que tu doives rendre à la société une somme substantielle pour que la prochaine génération en profite », dit-il.

Il propose donc une sorte de « contrat citoyen » avec les étudiants. Ceux-ci profitent des droits de scolarité peu élevés du Québec, mais

s'engagent à travailler dans la province 12 années sur les 20 premières de leur vie active. Et s'ils deviennent de hauts salariés à la fin de leurs études, ils rembourseront à l'État les deux tiers du coût de leur formation.

« Si tu es bon dans tes études et que tu deviens un haut salarié, tu vas nous rembourser. Si tu n'es pas bon dans tes études et que tu travailles au McDo toute ta vie, tu ne rembourses pas » résume-t-il. Pour lui, c'est une manière de dire aux enfants d'ouvriers, moins riches : « N'ayez pas peur de venir à l'université. »

Jean-François Lisée note plusieurs avantages à cet impôt post-universitaire, comme celui d'éradiquer l'exode des cerveaux. « C'est un signal envoyé à nos amis de McGill, de Concordia et de Bishop's : on ne peut pas profiter de la social-démocratie québécoise pour nos études et ensuite traverser la frontière et profiter des très hauts salaires torontois ou new-yorkais. » Cela n'empêcherait personne qui le désire réellement de quitter le Québec, mais l'État exigerait alors que l'étudiant en question rembourse l'entièreté des frais assumés pour ses cours.

À l'inverse, un étudiant étranger pourrait se prévaloir du contrat citoyen pour étudier ici à moindre coût, en autant qu'il s'engage à travailler dans la province pour 12 ans. Une façon de s'assurer d'attirer des immigrants instruits qui

contribueront à l'essor du Québec, estime M. Lisée.

Une alternative à la hausse

L'ancien conseiller des premiers ministres Parizeau et Bouchard ne sait pas exactement combien rapporterait sa proposition à l'État québécois. « Il faudrait faire les calculs, mais en tout cas, ça donnerait une bonne bouffée d'oxygène (au système d'éducation) », dit-il.

Selon lui, le gouvernement du Québec n'allongera jamais les centaines de millions que réclament les universités. Sans une alternative, il craint une hausse des droits de scolarité à la moyenne canadienne.

Il s'agirait du pire scénario, selon lui. « L'augmentation des droits de scolarité à

l'extérieur du Québec a été très importante et on voit que certaines juridictions, comme la Nouvelle-Écosse, se disent : il y a un problème, il faut revenir en arrière. »

Alors qu'on sort d'une crise économique, au moment où l'on tente de sensibiliser la population aux risques de l'endettement pour la convertir aux vertus de l'épargne, Jean-François Lisée pense qu'il s'agirait d'un drôle de message à envoyer à la jeunesse.

« Ça ferait en sorte que le premier geste économique important des étudiants, ça va être un endettement majeur face aux institutions financières privées. Je dis : un instant ! Mettons que c'est une dette de 30 000 \$. C'est tellement énorme que ça vous désinhibe par rapport à la

dette pour le restant de vos jours. En plus, c'est un don qu'on fait aux institutions financières », indique-t-il.

Il lance un défi aux étudiants et au mouvement syndical: « Les libéraux vont augmenter les droits, c'est clair, dit-il. On a le choix entre une augmentation des droits de scolarité sans compensation ou la proposition d'une autre formule. »

« C'est ce que je dis constamment au mouvement étudiant et syndical, aussi : Soyez une force de proposition, pas une force d'opposition. Dites : Nous, on a des idées. On est prêts à bouger. Je pense que la population est beaucoup plus réceptive à ça », conclut Jean-François Lisée.

RUEFRONTENAC.COM : Scolarité: une dette reste une dette - Dimanche, 16 janvier 2011 00:00

Écrit par David Patry-Cloutier

La proposition de Jean-François Lisée ne fait que mettre un peu de dorure sur une pilule aussi dure à avaler que la hausse pure et simple des droits de scolarité, affirment les leaders étudiants. Ceux-ci la rejettent d'emblée. À moins que...

« C'est intéressant d'étudier divers scénarios, mais une dette reste une dette. Ce n'est que le mode de remboursement qui change », affirme le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Louis-Philippe Savoie.

Même son de cloche à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) : « M. Lisée est plein de bonnes intentions, je n'en doute pas. Mais ça devient des taxes déguisées, des moyens détournés de retourner la facture aux étudiants », indique le président, Léo Bureau-Blouin. Les deux regroupements affirment s'être penchés sérieusement sur la question. Les deux la rejettent dans sa forme actuelle.

Hausse vertigineuse

En ce moment, les étudiants paient environ 15 % des coûts de leur formation universitaire par le biais des droits de scolarité. La proposition de Jean-François Lisée prévoit qu'ils en paient les deux tiers, soit 66 %. Même avec une hausse des droits de scolarité jusqu'à la moyenne cana-

dienne (un peu plus de 5000 \$ par session), les étudiants ne participeraient qu'à 25 % du financement des universités québécoises, explique le président de la FEUQ.

« C'est de demander une contribution étudiante beaucoup plus grande que ce que les acteurs comme l'ADQ ou le Conseil du patronat demandent, affirme Louis-Philippe Savoie. C'est une hausse vertigineuse. »

Triple taxation

Les leaders étudiants soulignent qu'en plus de leurs droits de scolarité, les diplômés universitaires paient plus d'impôts une fois sur le marché du travail. Selon la FEUQ, bien qu'ils ne représentent que 15 % de la population, ceux-ci paient 35 % de l'impôt sur le revenu. Ils supportent ainsi la formation des futurs diplômés universitaires. C'est pourquoi la Fédération se dit contre l'ajout d'un impôt post-universitaire.

« C'est dire : Les jeunes, non seulement vous allez payer vos droits de scolarité, payer des taux d'imposition assez élevés, mais en plus de ça, vous allez rembourser le coût de votre formation », explique le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

« Sinon, on va finir avec des taxes dédiées sur tout, ajoute Louis-Philippe Savoie. Au Québec, on a choisi d'avoir des programmes universels. On a

aboli les droits de scolarité au primaire et au secondaire. Comme société, on s'est dit que c'est un investissement rentable. »

Et la gratuité ?

Si le programme de Jean-François Lisée venait avec l'abolition pure et simple des droits de scolarité pendant les études, pour les reporter au moment de l'embauche, il aurait beaucoup plus de facilité à rallier les étudiants. « Si c'était ce qui est proposé, on l'analyserait avec un grand sérieux. Ça pourrait être quelque chose d'intéressant », admet le président de la FECQ.

Le père de cette idée ne ferme pas la porte. « On peut effectivement décider, dans cette configuration, que les droits de scolarité soient gelés ou baissent. À partir du moment où on dit on va faire une contribution, on va payer les deux tiers de ce que ça coûte, ça ouvre le jeu », dit-il.

Jean-François Lisée est conscient que son idée ne rallie pas la majorité. Mais il ne perd pas espoir. « Ça sort des sentiers battus. Toute idée neuve a sa période où elle est paria. Il y a de mauvaises idées neuves, évidemment. Mais ça fait 10 ans que je suis là-dessus. Juste le fait que l'idée revienne, ça montre qu'elle a une certaine force », conclut-il.

Lire [la proposition de Jean-François Lisée](#)